‘Stop Child Labour’ - Programme ‘Out of Work’ - Evaluation finale

Rapport Final

Préparé par
La Coalition ‘Stop Child Labour’ (SCL)

Avril 2017

Aidenvironment
Barentszplein 7
1013 NJ Amsterdam
The Netherlands (Pays-Bas)
+ 31 (0)20 686 81 11
info@aidenvironment.org
www.aidenvironment.org

aidenvironment

aidenvironment

Table des matières

Remerciements et conseils de lecture **v**

Abréviations **vii**

Résumé **viii**

1. Introduction **1**

2. Méthodologie **3**
2.1 Objectifs et orientation 3
2.2 Méthodologies spécifiques 5
2.3 Sondage numérique auprès des partenaires 8
2.4 Limitations des méthodes utilisées 8

3. Travail des enfants par rapport aux chaînes de valeur **9**

4. Synthèse des résultats **10**
4.1 Efficacité des zones libres de tout travail d'enfants 11
4.2 Impacts et la norme sociale 16
4.3 Rapport avec la migration, les milieux urbains et le genre 20
4.4 Les activités liées à la RSE 22
4.5 Lobby et plaidoyer 28
4.6 Synergie entre les composantes du programme, la durabilité et la mise à l'échelle/l'expansion 31
4.7 Efficacité et apprentissage 34
4.8 Conclusions et recommandations sur les questions d'évaluation du Mali 37

5. Observations finales et recommandations **39**

6. Etudes de cas **43**
6.1 Résultats des études de cas de la chaîne d'approvisionnement – café (Ouganda) 43
6.2 Résultats des études de cas de la chaîne d'approvisionnement – vêtement (Inde) 63
6.3 Résultats études de cas sur la chaîne d'approvisionnement - pierre naturelle, Inde 80
6.4 Résultats des études de cas de la chaîne d'approvisionnement – chaussures, Inde 95
6.5 Résultats de l'étude de cas du Mali 102
6.6 Résultats de l'étude lobby & plaidoyer 111
6.7 Résultats de l'enquête auprès des partenaires du programme 118

[En Anglais]
Appendix 1: List of persons interviewed and FGDs held 120
Appendix 2: Tabular data on CSR and L&A activities 124
Appendix 3: Results of survey among SCL partners 132
Appendix 4: Questionnaires and checklists 141
Appendix 5: Partner digital survey format 153

Remerciements et conseils de lecture

Cette étude d'évaluation et ce rapport n'ont été possibles que grâce à la collaboration efficace des partenaires SCL et des partenaires d'exécution dans les différents pays, en particulier ceux où des visites sur le terrain ont été effectuées. Nous sommes très reconnaissants à l'excellente organisation des études sur le terrain, qui a dû être effectuée à un préavis relativement court, en particulier par CEFORD, SAVE et Manjari.

Suivant la méthodologie (chapitre 2) et les descriptions de contexte (chapitre 3), le chapitre 4 présente les principales conclusions (organisées par question d'évaluation), qui visent à saisir les principales conclusions des différentes études de cas et d'autres conclusions. Les recommandations se trouvent dans le chapitre 5. Les études de cas et les résumés plus détaillés de lobby & de plaidoyer, des études du Mali et des travaux d'enquête, se trouvent dans le chapitre 6 du présent rapport.

Par la lecture, ce serait mieux de se concentrer sur les chapitres 4 et 5, et d'aller au chapitre 6 pour des éclaircissements et une compréhension approfondie des études de cas et de certaines questions soulignées dans les conclusions.

Abréviations

CLFZ	(*Child Labour Free Zone),* Zone libre de tout travail des enfants
CSR	(*Corporate Social Responsibility)*, Responsabilité sociale des entreprises (RSE)
ECLT	(*Eliminating Child Labour in Tobacco)* Élimination des pires formes de travail des enfants dans le secteur du tabac
FGD	(*Focus Group Discussion)*, Discussion avec un goupe témoin
FLA	(*Fair Labor Association),* Association pour le travail équitable
ICI	(*International Cocoa Initiative),* Initiative internationale sur le cacao
ICN	(*India Committee of the Netherlands)* Comité d'Inde des Pays-Bas
ICSR	(*International Corporate Social Responsibility),* Responsabilité sociale des entreprises à l'échelle internationale
IDH	(*Sustainable Trade Initiative),* Initiative de commerce durable
IFC	(*International Finance Corporation),* Société financière internationale
IP	(*Implementing partners),* Partenaires de mise en œuvre/d'exécution
KII	(*key Informant interview),* entretien avec les informateurs clés
L&A	(*Lobby and advocacy),* Lobby et plaidoyer
NGO	(*Non-governmental organization),* Organisation non governementale
SCL	(*Stop Child Labour*), Arrêtez le travail des enfants
TFT	*Tropical Forest Trust*
VSLA	(*Village Schemes and Loan Associations)* Systèmes d'épargne et de prêts villageois

Résumé

Le présent rapport porte sur l'évaluation fianle du programme "*Out of Work and Into School*" - «hors du travail et à l'école» - mis en œuvre par *Stop Child Labour* (SCL), appelé programme SCL. L'objectif du programme est d'établir des zones libres de tout travail d'enfants en utilisant une approche basée sur la zone en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et de mobiliser les initiatives et les entreprises en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin d'aborder activement du travail des enfants dans leur chaîne de production et d'approvisionnement, et ce, afin de contribuer à la création de zones libres de tout travail d'enfants (CLFZ) et de chaînes d'approvisionnement libres de tout travail d'enfants. Le programme comporte trois volets:
1. Les organisations partenaires de la SCL mettent en œuvre l'approche basée sur la CLFZ
2. Engagement des initiatives de la RSE et des entreprises dans certains secteurs
3. Implication des décideurs, des consommateurs et des entreprises aux Pays-Bas.

L'évaluation a été effectuée à la fin du 2016 - début 2017, avec des études sur le terrain effectuées en février 2017. Le projet de rapport a été examiné en mars 2017 à Kampala et le feedback a été reçu a été incorporé dans la version finale.

L'évaluation a été structurée par les principales activités suivantes:
A. études de cas sur les CLFZ associées aux chaînes d'approvisionnement, au café (Ouganda), au vêtement, à la pierre naturelle et aux chaussures (toutes de l'Inde), sauf l'étude sur les chaussures, les autres ont inclus des visites sur le terrain aux CLFZ et des entretiens avec plusieurs parties prenantes
B. Une étude approfondie des visites sur le terrain aux CLFZ sélectionnées au Mali et entretiens avec les parties prenantes, selon un ensemble de questions d'évaluation spécifiques
C. Evaluation des activités de lobbying et de plaidoyer (L&A) aux Pays-Bas et en Europe, y compris les entretiens avec les partenaires de la SCL et les parties prenantes
D. Sondage numérique auprès des partenaires.

À titre de méthodologies, l'utilisation a été faite de discussion avec un groupe de témoin (FGD) et d'entretiens avec des informateurs clés (KII), en utilisant des questionnaires et des listes de contrôle prédéfinies. Sans compter les entretiens et les réunions avec des partenaires de la SCL, au total 35 FGD et 67 KII ont été tenus. L'équipe d'évaluation a appliqué les principes de l'analyse des contributions, en suivant la chaîne logique des changements à partir des actions, aux résultats et impacts. Ont également été appliqués les principes de la triangulation, en validant les conclusions avec d'autres parties prenantes.

Les principales observations suivantes sont organisées par sous-sections qui regroupent les 18 questions d'évaluation.

Efficacité des zones libres de tout travail d'enfants (CLFZ)
Grâce aux activités des partenaires d'exécution (IP), le programme SCL a contribué de manière significative à la création des CLFZ, avec des résultats tant au niveau communautaire qu'à l'intérieur des écoles. Alors que dans certains cas, le travail des CLFZ s'établit sur des relations existantes, il y a aussi des cas qui fonctionnaient dans un contexte difficile et qui ont commencé à partir de zéro. Dans ce dernier cas, la contribution du programme SCL est la plus importante. Dans tous les cas, les IP ont réalisé les objectifs fixés en fonction des propositions de projet qui ont été signées avec le programme SCL. Il existe des signes clairs de la «validité du concept» de l'approche CLFZ, pour différents lieux et situations contextuels, y compris les différents continents et les complexités. Il serait utile d'avoir des modèles mieux documentés du continent africain.

Bien qu'il existe de nombreuses tendances positives, y compris une réduction significative du travail des enfants et une augmentation de la fréquentation scolaire, il est difficile de conclure si une CLFZ est pleinement réussie, car il n'existe pas de normes définies pour une CLFZ réussie. Il a été souligné que, outre les facteurs lies à l'éducation, l'amélioration des facteurs économiques est également essentielle pour une CLFZ réussie. Il y a aussi certaines préoccupations qui restent à régler au sujet des enfants d'âge plus avancé (10-14 ans), qui peuvent abandonner l'école en raison d'un plus grand potentiel de génération de revenus et de dépendance aux substances telles que l'alcool ou le tabac, ou encore les mariages précoces de jeunes filles. Il subsiste également des inquiétudes quant à la durabilité (voir ci-dessous).

L'essentelle de l'approche CLFZ semble être d'aborder les causes systémiques du travail des enfants, qui se trouvent souvent dans une zone plus large (le «paysage»), ce qui la (CLFZ) différencie de l'approche «conventionnelle» de surveillance et de réhabilitation. Les activités entreprises dans le cadre d'une CLFZ ne conduisent pas seulement à réduire les risques des enfants qui travaillent, en particulier en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement («ne pas nuire»), mais aussi aider à créer de possibilités d'accroître les revenus et d'autres impacts positifs pour les enfants, les familles, ainsi que pour la communautés dans son ensemble («faire plus de bien»). Cette combinaison est particulièrement fonctionnelle pour que les enfants restent en dehors du travail de chaînes d'approvisionnement qui sont financièrement séduisantes. L'approche CLFZ va donc au-delà de la réhabilitation du risque de travail des enfants.

Il semble utile de distinguer 4 phases différentes dans le développement d'une CLFZ: initiation, développement, finalisation et entretien. En dehors de cela, il y a d'importants effets de réplication et de retombées favorables qui pourraient être appuiyés pour obtenir de plus grands impacts. L'approche CLFZ est considérée comme très intensive et de longue durée, mais avec le temps, une approche moins intensive peut être suffisante, mais aussi efficace. Des facteurs de succès contextuels importants ont été définis et sont généralement connus par la coalition SCL. Cependant, un niveau élevé de troubles sociaux, de manque de sécurité ou de conflits internes constituent une situation où il n'est pas possible d'établir une CLFZ. Cela risque de se produire le plus souvent dans des situations où les ressources et les niveaux d'illégalité sont très profitables (dans le cas des drogues, par exemple).

Impacts et norme sociale

L'indicateur clé d'une CLFZ, c'est-à-dire que les enfants fréquentent l'école, est un signe de progrès constant dans presque toutes les CLFZ. Et pourtant, les CLFZ ne représentent que de petites zones, et donc il est nécessaire d'en élargir la couverture afin d'améliorer leurs effets. Au niveau de l'impact des études de cas de la chaîne d'approvisionnement des CLFZ, il y a des effets positifs qui n'étaient pas attendus, ou bien documentés, notamment une meilleure cohésion sociale, un meilleur revenu des ménages et une meilleure santé et sécurité. Ces impacts varient considérablement entre les secteurs et les zones. Les études de cas fournissent des exemples de la façon dont le changement d'une norme sociale sur - les «enfants ne travaillant pas mais allant à l'école» - a changé et est perçu. Pourtant, il y a des divergences d'opinion quant à savoir si une nouvelle norme sociale a été fermement établie. On a proposé une théorie pour surveiller le changement d'une norme sociale, et certains indicateurs sont proposés.

Relation avec la migration, les milieux urbains et le genre

Il y a des cas de migration à l'extérieur de la CLFZ par les parents ou d'autres travailleurs, formant souvent une cause systémique du travail des enfants et des «familles problématiques». Il y a de bonnes pratiques disponibles sur la façon dont cela peut être abordé. Il y a aussi des cas de migration de nouvelles familles et de travailleurs dans la CLFZ. Une fois qu'une norme sociale a été établie, des mesures sont prises pour assurer que ces migrants respectent la nouvelle norme. Il y a aussi de bons exemples de CLFZ

établies dans les zones urbaines, comme Kasubi à Kampala et Tirupur en Inde. Dans les régions où le niveau de diversité ethnique est élevé et la mauvaise cohésion sociale, souvent due à des niveaux élevés de migration passés et/ou en cours, il est plus difficile d'établir une CLFZ. Dans les zones où le niveau de migration est élevé, une bonne pratique est celle de travailler avec les propriétaires. Cette approche mérite d'être mieux documentée et reproduite ailleurs. Il semble que les niveaux élevés de migration ou un milieu urbain ne constituent pas une condition propice pour établir une CLFZ.
En ce qui concerne les aspects sexospécifiques, par le travail des partenaires d'exécution, il est systématiquement fait attention aux femmes et aux approches sexospécifiques/de genre.

RSE et les activités liées aux entreprises
Les entreprises sont de plus en plus conscientes de la nécessité d'éviter tout lien avec le travail des enfants, principalement en raison de la pression croissante des consommateurs et du consensus international. Cependant, beaucoup ont toujours tendance à cacher la question en raison de la crainte de dommages de réputation, cherchent des solutions rapides qui ne sont pas dans l'intérêt de l'enfant, ou tout simplement ne savent pas encore comment atteindre cet objectif. Cela se produit plus fréquemment pour des secteurs avec des chaînes d'approvisionnement complexes et par rapport aux marchés intérieurs. Ceux qui soutiennent l'approche CLFZ ont éprouvé qu'il n'y a pas de solutions simples. Pourtant, ils s'engagent à réaliser des effets durables, d'abord du point de vue de la réduction des risques, d'autre part parce que cela peut offrir des avantages supplémentaires. Les entreprises qui ont participé aux études de cas CLFZ de la chaîne d'approvisionnement sélectionnée, sont considérées comme des entreprises favorites. Leur rôle a été important de déclencher le changement dans les CLFZ. Pour les entreprises impliquées dans une approche CLFZ, il n'y a pas seulement une réduction des risques, mais aussi d'autres avantages sont à prévoir. La documentation de ces avantages pourrait contribuer à promouvoir l'approche CLFZ.

Afin d'avoir une étude de cas dans les domaine des affaires qui puisse justifier les investissements alloués, pour les entreprises impliquées dans l'initiative CLFZ, il est important de passer de la zone pilote CLFZ à leur zone complète de la chaîne d'approvisionnement. La mise à l'échelle peut fonctionner plus rapidement et nécessiter moins de ressources que les investissements initiaux effectués dans la zone pilote. Il est également nécessaire que le marché récompense les entreprises qui montrent une amélioration progressive et des effets durables dans la lutte contre le travail des enfants, en particulier lorsqu'elles sont intégrées dans une approche CLFZ, plutôt que d'accepter des solutions irréalistes ou insoutenables. Il existe un intérêt commun pour les entreprises favorites et les partenaires de la SCL pour aider à cette réalisation.
Les entreprises attendent des données de base objectives et convaincantes et des rapports sur le développement d'une CLFZ, afin qu'elles sachent mieux ce que l'on peut attendre, en conformité avec la perspective d'une entreprise. En contrepartie, on peut s'attendre à ce que les entreprises favorisent activement l'approche CLFZ dans leur secteur et dans les chaînes d'approvisionnement respectives. Toutefois, se basant sur le suivi et evaluation du programme SCL, ainsi que de son information, il n'est pas facile d'obtenir une vue claire sur les progrès liés à la RSE pour les initiatives CLFZ dans les chaînes d'approvisionnement. En outre, une distinction pertinente entre l'exportation et les chaînes d'approvisionnement intérieures n'est pas encore faite, et les entreprises de taille différente et à différentes positions dans la chaîne d'approvisionnement sont combinées.

Il y a des indications que le programme SCL a contribué aux initiatives de la RSE et aux entreprises aux Pays-Bas, en Europe et au niveau international, ayant adopté des politiques en faveur de l'élimination du travail des enfants et la création des CLFZ, et d'avoir amélioré leurs pratiques (changement de comportement). Il y a du potentiel pour des changements plus positifs dans les années à venir. L'étude de cas dans le domaine des chaussures montre le potentiel de passer d'une campagne publique et de sensibilisation, à un partenariat avec les entreprises favorites afin de développer une CLFZ pilote.

Lobby et plaidoyer (L&A)
Dans les pays du Sud, comme on l'a vu dans la plupart des études de cas, les partenaires de mise en œuvre (IP) ont effectivement fait la liaison avec les acteurs publics, la plupart des efforts et l'efficacité accodés principalement au niveau local. Les activités de collaboration et de lobby renforcent l'appropriation locale, la durabilité et le potentiel d'expansion des initiatives de la CLFZ, mais ces objectifs pourraient être mieux articulés et intégrés dans les stratégies et plans d'action au niveau local.
Aux Pays-Bas et au niveau européen, la coalition SCL a été particulièrement efficace en L&A au niveau politique. Par exemple, en fournissant des contributions au projet de loi relative au travail des enfants, la déclaration du Conseil de l'UE sur le travail des enfants, plusieurs motions, de nombreuses questions parlementaires sur divers secteurs (généralement basés sur des rapports) et des débats politiques dans lesquels les questions relatives au travail des enfants et l'approche CLFZ ont été discutées. De nombreux intervenants considèrent la valeur ajoutée des partenaires SCL comme des experts et efficaces en matière de L&A sur le travail des enfants. Les activités L&A aux Pays-Bas et au niveau européen ont été organisées de manière efficace, avec une répartition claire des tâches et des rôles spécifiques entre les différents partenaires. Les campagnes publiques menées par le programme SCL ont contribué à l'amélioration de la sensibilisation du public. Elles font également partie d'une tendance plus générale pour réaliser des objectifs visant à mettre fin au travail des enfants.

Malgré des résultats positifs au niveau de la politique, y compris les alliances/conventions, il y a encore du chemin à faire avant d'atteindre la mise en œuvre. Cela sera plus efficace si l'on fait partie d'une approche de collaboration avec d'autres organisations, selon laquelle le travail des enfants est considéré comme faisant partie d'une approche plus intégrée. Même si la collaboration a déjà eu lieu, et qu'elle est stimulée par les partenaires de la SCL, pour la plupart des personnes interrogées dans cette évaluation, on ne sait pas très bien comment le travail des enfants et l'approche CLFZ font partie d'une approche plus holistique axée sur les droits de l'homme et de la communauté. Ce point de vue pourrait améliorer la mise en œuvre des politiques. En outre, la valeur ajoutée de l'approche CLFZ et sa relation avec les approches de la chaîne d'approvisionnement doivent être affinées.

Synergie entre les composantes du programme, la durabilité et l'expansion
Il est pertinent et efficace pour le programme SCL de travailler sur les trois composantes définies du programme. L'équipe d'évaluation a trouvé des exemples de bonnes synergies dans les études de cas CLFZ. Il est nécessaire de consolider et de tirer des leçons de ces expériences et de s'assurer que le potentiel de synergie est renforcé dans le programme global. Le principal facteur de réussite est une personne de coordination décidée à renforcer le secteur.

La durabilité des CLFZ a été notée comme une préoccupation dans l'évaluation précédente. Elle est abordée dans le cadre de l'approche CLFZ, mais cela doit être amélioré afin de répondre à tous les aspects essentiels de la durabilité. Dans les études de cas, la durabilité des CLFZ a été distinguée et évaluée sous quatre rubriques différentes:
1. *Aspects institutionnels* (les structures requises pour faire durer les résultats du projet):
2. *Aspects financiers ou commerciaux* (les moyens financiers disponibles pour soutenir les résultats du projet)
3. *Aspects juridiques* (les lois qui permettront les résultats d'être durables)
4. *Aspects socioculturels* (la norme sociale confirmant qu'un changement de mentalité a été établi)

L'équipe d'évaluation a noté beaucoup de preuves de réplication et de retombées favorables issues des succès en cours des CLFZ. Cela suggère un bon potentiel de mise à l'échelle. Une stratégie de mise à l'échelle serait utile pour atteindre des niveaux d'impact plus importants et pour réaliser des avantages significatifs pour les entreprises, qui veulent voir toutes leurs chaînes d'approvisionnement couvertes.

Efficicacité et apprentissage
Un facteur de succès majeur pour une CLFZ efficace est la sélection d'une organisation avec des racines locales et à laquelle les communautés ciblées font confiance. À la suite de l'enquête auprès des IP, nous avons trouvé un ensemble de besoins restants pour l'amélioration des compétences. En ce qui concerne l'état actuel des capacités en ressources humaines, les partenaires donnent généralement une bonne note et ont déclaré que la contribution de la SCL est élevée. Une exception s'agit des plus faibles evaluations concernant la parité hommes-femmes, où 38% des partenaires donnent un score modéré ou médiocre.

En termes de la principale valeur ajoutée par le programme, la plus importante semble être les compétences liées à l'établissement d'une CLFZ, et l'échange ainsi que l'apprentissage entre les partenaires. Il y a des suggestions pour intensifier l'apprentissage. Il y a aussi des demandes d'amélioration des capacités sur la planification stratégique, la théorie de changement et le travail sur les questions de durabilité. En examinant l'évaluation précédente (le rêve d'Omar), plusieurs recommandations n'ont pas encore été entièrement abordées, ce qui peut être attribué, en partie, au fait que les recommandations ne sont disponibles qu'un an après le début du programme *" Out of Work "*.

Recommandations

Les recommandations sont classées dans quatre sous-catégories principales: approfondissement, synergie, expansion et renforcement des capacités.

Approfondir, pour mieux comprendre la dynamique et le rapport coût-efficacité des CLFZ, les défis restants et les relations avec les entreprises et les chaînes d'approvisionnement. Plus précisément cela comprend:

- La définition d'un ensemble d'indicateurs clés de performance, bien définis, qui englobent les principaux impacts et la rentabilité de l'approche CLFZ, ainsi que la collecte, l'analyse et la présentation systématique des données sur ces indicateurs, en fonction des enquêtes de base, du suivi et des evaluations finales,.
- Plus d'attention pour évaluer la dynamique de réplication et de retombées favorables, afin de comprendre dans quelles conditions et comment cela se déroule.
- Plus d'attention aux différentes phases d'élaboration d'une CLFZ (telle que suggéré dans la présente évaluation), ce qui permet d'établir plus de données probantes sur les résultats à prévoir dans les différentes phases, la durée attendue et les ressources financières et humaines requises.
- Il est nécessaire de mieux comprendre le rôle des facteurs économiques et les avantages économiques potentiels pour les collectivités dans la mise en place d'une CLFZ réussie
- Approfondissement de la notion de norme sociale et des indicateurs associés, en s'appuyant sur les expériences et les apports fournis dans le présent rapport d'évaluation
- Il est conseillé d'entreprendre (assigner aux services des consultants) des études rigoureuses sur les impacts des CLFZ, non seulement en incluant l'incidence du travail des enfants et de l'inscription et de la fréquentation scolaires, mais aussi d'autres impacts comme les revenus, l'emploi des jeunes, la santé et la sécurité
- Il est nécessaire d'avoir une meilleure idée des apports attendus (ressources, rôles) et des avantages potentiels pour les entreprises qui collaborent dans le cadre d'une CLFZ
- La durabilité d'une CLFZ devrait être traitée de manière plus systématique, y compris une évaluation et une attention pour les aspects institutionnels, financiers, juridiques et socioculturels.

Synergie, en s'appuyant sur des expériences, renforçant la synergie entre les 3 composantes du programme CLFZ. Plus précisément:

- Il est nécessaire de consolider les bonnes expériences de synergie, tant au niveau du projet (local) qu'au niveau des programmes. Le principal facteur de réussite critique semble être un leadership et une coordination solides au sein d'une personne ou d'une organisation, pour un certain secteur. Le leadership devrait être reconnu par un mandat formel afin de prendre certaines décisions. Le coordonnateur sectoriel fournira des orientations stratégiques et aidera à réaliser l'alignement avec les activités de lobby et de plaidoyer, une approche plus proactive pour la mise à l'échelle, la participation des intervenants et de nouveaux partenaires (par exemple, les entreprises). L'objectif est d'assurer un échange vertical d'informations, entre le travail au niveau communautaire sur les CLFZ, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les demandes du marché, et le travail de politique au niveau national et international pertinents pour la chaîne d'approvisionnement.
- Il faut trouver un équilibre entre la campagne pour sensibiliser les entreprises et la collaboration nécessaire pour travailler sur une stratégie de solution utilisant l'approche CLFZ. L'identication des entreprises favorites et collaborer avec elles pour développer de bons pilotes qui démontrent le potentiel d'une CLFZ, puis stimuler les autres à adopter la nouvelle approche, pourrait remplacer ou réduire la nécessité de faire campagne (selon le niveau de sensibilisation dans le secteur). Des problèmes avec les entreprises qui desservent les marchés intérieurs peuvent être abordés par des entreprises internationales qui ont un lien avec ces entreprises locales.
- Au niveau du programme, la vision de la SCL devrait être améliorée afin de mieux refléter les interrelations entre les trois composantes. Les rapports par secteur peuvent également être améliorés pour démontrer les progrès et les interactions réciproques (les études de cas développées pour cette évaluation peuvent servir de point de départ)

L'expansion des CLFZ pilotes et adoption dans d'autres zones. Plus précisément:

- Il est important que l'expansion se fassent et qu'une stratégie de cette mise à l'échelle soit développée, afin d'atteindre un plus grand impact et d'atteindre l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et des zones sensibles pour les entreprises. La mise à l'échelle peut «simplement» commencer par l'identification et le renforcement des processus actuels de réplication. L'équipe d'évaluation a également identifié certains mécanismes d'expansion possibles. L'une des approches à considérer est celle des partenariats stratégiques avec les grandes entreprises, afin d'apporter des changements dans les secteurs ciblés.
- Élaborer des documents de communication et de promotion sur l'établissement d'une CLFZ qui est structurée comme une «proposition d'investissement», ciblant des donateurs, des entreprises et des fondations afin d'envisager l'appui et l'adoption de l'approche CLFZ. Le matériel de communication doit être concis et factual et devrait refléter une attitude constructive de travailler avec les entreprises.
- Dans le cadre des activités en cours pour obtenir un plus grand impact, la SCL pourrait collaborer davantage avec d'autres organisations internationales qui pourraient élargir l'approche CLFZ.

Renforcement des capacités entre partenaires sur les capacités et compétences suivantes:

- Renforcement des capacités ou formation de recyclage (p. ex. sur l'orientation et le conseil des enseignants), renforcement des capacités pour les autres acteurs actifs dans le développement des CLFZ, sur la conceptualisation et la formulation des projets
- Développement d'outils de sensibilisation et de communication factuelle dans les langues locales
- Compétences sur l'établissement de relations et l'engagement avec les entreprises, du point de vue de l'établissement de partenariats, avec des conseils sur le partage des informations avec les entreprises

- Compétences sur l'analyse des politiques, le lobby des politiques et le plaidoyer, et leur pertinence pour travailler sur une CLFZ
- Compétences sur les plates-formes de plaidoyer au niveau national et une approche pour la démonstration des CLFZ pilotes
- Amélioration des compétences sur le suivi et l'évaluation et les études de base et d'évaluation, ainsi que l'analyse des données pour tirer des conclusions fermes et obtenir des informations factuelles sur le progrès de la CLFZ.

1. Introduction

Le présent rapport porte sur l'évaluation finale du programme "*Out of Work and Into School*"- «hors du travail et à l'école» - mis en œuvre par *Stop Child Labour* (SCL) – appelé également programme SCL dans ce rapport. Le programme "*Out of Work and Into School*", de mai 2014 jusqu'en avril 2017, est financé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'objectif du programme est d'établir des zones libres de tout travail d'enfants, en utilisant une approche basée sur la zone, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et de mobiliser les initiatives de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et des entreprises afin d'aborder activement le problème du travail des enfants dans leur chaîne de production et d'approvisionnement. Et ce, afin de contribuer à la création de zones libres de tout travail d'enfants et de chaînes d'approvisionnement sans travail d'enfants.

L'objectif global du programme est formulé comme suit: «éliminer toutes les formes de travail des enfants et avoir une éducation formelle, à temps plein et de qualité pour tous les enfants ; cruciale pour les enfants leur permettant d'avoir accès aux droits de l'homme et d'éradiquer la pauvreté». L'objectif spécifique est formulé comme suite: «l'approche basée sur la zone visant à établir des zones libres de tout travail d'enfants est renforcée et élargie en Asie, en Afrique et en Amérique latine, tandis que les initiatives de la RSE et les entreprises sont mobilisées pour aborder activement le problème du travail des enfants dans la chaîne de production et d'approvisionnement afin de contribuer à la création de zones libres de tout travail d'enfants et des chaînes d'approvisionnement sans travail d'enfants."

Le programme comporte trois volets, avec les résultats suivants:

1. *Composante 1 (focus CLFZ)*: les organisations partenaires de la SCL, lorsque cela est possible et pertinent, avec l'engagement actif des initiatives de la RSE et des sociétés néerlandaises, multinationales et/ou des entreprises favorites locales (*front-runners*), activement préviennent et remédient le travail des enfants et/ou la mise en œuvre d'une approche axée sur les zones libres de tout travail d'enfants
2. *Résultat 2 (accent mis sur la chaîne d'approvisionnement)*: les initiatives de le RSE et les entreprises de certains secteurs ont déjà obtenu des résultats probants de prévention et de réhabilitation sur les questions de travail des enfants (et d'autres violations des droits des travailleurs) dans leurs chaînes d'approvisionnement, avec une attention particulière aux niveaux inférieurs et une approche axée sur la zone.
3. *Résultat 3 (lobby et plaidoyer)*: les décideurs politiques ciblés, les consommateurs et les entreprises aux Pays-Bas (et à l'étranger) ont été impliqués et agissent en faveur de l'élimination du travail des enfants et/ou de la création de zones libres de tout travail d'enfants.

Alors que la première composante fonctionne à l'échelle locale, les deux autres composantes opèrent à la fois à l'échelle mondiale et nationale des pays où les activités sont mises en œuvre.

Une phase d'inception a été effectuée fin 2016 alors que le rapport d'inception a été approuvé début janvier 2017. Diverses études de cas ont été menées par la suite, et des entretiens ont eu lieu avec des intervenants clés en janvier-février 2017. Une présentation du projet de rapport a été faite à Kampala le 22 mars 2017.

Ce rapport a d'abord une courte section sur la méthodologie. Ensuite, nous présentons quelques questions de contexte, suivies d'une synthèse des résultats qui mène à des conclusions (en référence aux principales questions d'évaluation). Au chapitre 5, nous présentons les recommandations. Les détails sur les résultats se situent, avec les études de cas, au chapitre 6.

2. Méthodologie

2.1 Objectifs et orientation

Les principaux objectifs de l'évaluation selon les Termes de Référence sont formulés comme suit:
(1) réfléchir aux résultats, à la mise en œuvre et à la conception du programme «*Out of Work*», en particulier en mettant l'accent sur l'engagement des initiatives de la RSE et des entreprises;
(2) fournir des recommandations pour la poursuite des résultats réalisés et la durabilité des CLFZ à l'avenir, tant en cas de financement supplémentaire que dans le cas où il n'y aura pas de financement supplémentaire;
(3) fournir des recommandations sur les innovations et les ajustements possibles à la Théorie du Changement pour des contextes plus difficiles (c.-à-d. contexte avec des niveaux élevés de migration, milieux urbains).

Il a été convenu que l'accent serait mis sur l'apprentissage, et moins sur la responsabilisation (p. ex. en prouvant les résultats réalisés). Par conséquent, des études de cas approfondies ont été menées pour acquérir une compréhension approfondie de la dynamique sous-jacente, plutôt que d'une large couverture de toutes les activités menées par le programme. Les études de cas portent sur l'efficacité et les impacts du programme, ainsi que sur l'interaction et la synergie entre les trois composantes du programme, en particulier entre la composante RSE et la composante CLFZ, ainsi que le volet lobby & plaidoyer et les deux autres composantes.

Au cours de la phase d'Inception, il a donc été convenu, lors d'une réunion avec les partenaires du programme, en décembre 2016, que l'évaluation serait structurée par les principales activités suivantes:
A. Etudes de cas A1-A4, sur le café (A1: Ouganda), vêtement, pierre naturelle et chaussures (A2-A4: Inde)
B. Etude approfondie sur les CLFZ sélectionnées au Mali, selon un ensemble de questions d'évaluation spécifiques
C. Evaluation des activités de lobbying et de plaidoyer (L&A) aux Pays-Bas et en Europe
D. Sondage numérique auprès des partenaires.

La sélection ci-dessus d'études approfondies a été considérée comme représentative, en incluant les deux études de l'Inde et de l'Afrique, ainsi que les processus de changement «anciens» (en cours) et «nouveaux» (récemment lancés).

Les activités susmentionnées se rattachent aux questions subsidiaires des Termes de référence, telles qu'elles sont indiquées dans le tableau 1 suivant.

Tableau 1: Relation entre les questions d'évaluation et les activités d'évaluation proposées

Critères OCDE/DAC	Questions subsidiaires	Activités
Efficacité	(1) Dans quelle mesure les activités des IP ont-elles mené à la création réussie des CLFZ, et dans quelle mesure cela a-t-il été fait avec l'engagement des initiatives RSE et des entreprises?	Études de cas 1-4
	(2) Dans quelle mesure les IP ont-elles effectivement préconisé le changement souhaité et sont-elles en liaison avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales?	Études de cas 1-4 Étude L&A
	(3) Dans quelle mesure la stratégie CLFZ applicable et efficace dans les contextes avec des niveaux élevés de migration et des milieux urbains? Quelles sont les limitations/lacunes dans ces cas et comment peuvent-ils être surmontés?	Étude de cas 2 Étude CLFZ Mali
	(4) Dans quelle mesure les questions spécifiques au genre et au contexte telles que la caste et la migration ont-elles été identifiées et prises en compte par les agents de mise en oeuvre de projets?	Études de cas 1-4 Étude CLFZ Mali
	(5) Dans quelle mesure les activités menées à l'égard des initiatives RSE et des entreprises ont-elles entraîné des politiques et des pratiques contre le travail des enfants et d'autres violations des droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement?	Études de cas 1-4
	(6) Les activités de plaidoyer et de lobbying ont-elles permis d'accroître l'appui des décideurs et des organisations internationales aux CLFZ ainsi qu'aux chaînes d'approvisionnement libres de tout travail d'enfants à l'échelle internationale?	Étude L&A
	(7) Le programme a-t-il permis de sensibiliser davantage le public et les consommateurs aux questions relatives au travail des enfants et dans quelle mesure cela a-t-il conduit à une pression accrue du public pour améliorer la transparence des entreprises en ce qui concerne leurs activités visant à arrêter le travail des enfants?	Études de cas 1-4 Étude L&A
	(8) Les trois volets du programme ont-ils renforcé l'un l'autre pour atteindre l'objectif global de l'arrêt du travail des enfants et comment cela a-t-il été fait? Quels étaient les défis et comment ont-ils été abordés?	Études de cas 1-4 Étude L&A Étude CLFZ Mali
	(9) Quels ont été les résultats inattendus du programme?	
Pertinence	(10) Les activités et les résultats du programme sont-ils conformes à l'objectif global et à la réalisation de ses objectifs?	
	(11) Dans quelle mesure le programme a-t-il laissé de l'espace pour ajuster les activités du programme à des contextes en mutation, si nécessaire?	Sondage numérique
	(12) Comment est-ce que les leçons tirées du programme ont-elles été assurées auprès des membres de la SCL et dans l'ensemble de la Coalition? L'apprentissage et l'innovation ont-ils eu lieu sur la base d'évaluations et de recommandations antérieures?	Sondage numérique

Critères OCDE/DAC	Questions subsidiaires	Activités
Efficacité	(13) Dans quelle mesure la gouvernance (mise en place de la Coalition), les structures de coordination, les procédures et les outils de suivi et évaluation et la structure de gestion des subventions (repartition des tâches entre les partenaires de la coalition en termes de soutien des partenaires) contribuent ou entravent la réalisation des objectifs?	Sondage numérique
	(14) Les capacités des différents membres de la coalition et des partenaires du Sud ont-ils été utilisées de façon optimale dans la réalisation des objectifs?	Sondage numérique
Impact	(15) Dans quelle mesure une norme sociale et un établissement institutionnel connexe (y compris l'école en tant qu'institution) ont-ils été atteints au sein des CLFZ et cette norme et cet établissement connexe ont-ils permis à plus de scolarisation d'enfants dans les CLFZ?	Études de cas 1-4 Étude CLFZ Mali
	(16) Dans quelle mesure les initiatives RSE et les entreprises ont-elles amélioré leurs politiques et pratiques en matière de travail des enfants et des autres droits des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement? Quels ont été les défis et comment ont-ils été abordés?	Études de cas 1-4
	(17) Les décideurs, les initiatives RSE et les entreprises aux Pays-Bas/en Europe/au niveau international ont-elles modifié leurs pratiques (comportement) et leurs politiques en faveur de l'élimination du travail des enfants et de la création des CLFZ?	Études de cas 1-4
Durabilité	(18) L'engagement des parties prenantes pertinentes est-il assez fort pour que les CLFZ puissent continuer sans soutien externe? Si non, quel type de soutien est encore nécessaire?	Études de cas 1-4 Étude L&A Étude CLFZ Mali Sondage numérique

2.2 Méthodologies spécifiques

Tel qu'il a été indiqué ci-dessus, l'étude d'évaluation visait à améliorer la compréhension des questions clés spécifiées en entreprenant une série *d'études de cas spécifiques*. Au cours des études de cas, on a fait appel à l'étude de documents, puis à des discussions avec un groupe témoin (FGD) et à des entretiens avec des informateurs clés (KII), en utilisant une série de questionnaires et de listes de contrôle (*checklists*) préconçus (voir l'annexe 4).

En général, les questions et les listes de contrôle suivent la séquence logique des étapes:

- Aperçu des changements récents touchant les questions relatives au travail des enfants (sensibilisation, enfants au travail, enfants à l'école, situation scolaire)

- Aperçu des activités, des processus et des structures sous-jacents ayant contribué à ces changements
- Aperçu de la contribution du programme SCL à ces activités, processus et structures
- Questions précises sur les questions clés liées à cette évaluation (migration, genre, norme sociale, réplication, expansion, etc.)
- Un aperçu des défis restants, en particulier des questions sur la durabilité.

Les principes de l'analyse des contributions ont été appliqués, suivant la chaîne logique des changements des actions, des résultats et des impacts. Des principes de triangulation ont également été appliqués, en validant les résultats avec d'autres parties prenantes.

La chaîne d'approvisionnement et les études de cas CLFZ ont été préparées en collaboration avec les partenaires du programme et ont inclus des visites sur le terrain les activités suivantes. Sans compter les divers entretiens et réunions avec les partenaires du SCL, au total 35 FGD ont été tenues et 67 entretiens avec des informateurs clés (KII).

Sélection	**FGD**	**KII**
Etude A1: étude de cas de la chaîne d'approvisionnement A1: Ouganda - café -CLFZ Nebbi paroisse de Padolo -Entreprises et acteurs locaux -Acteurs internationaux	8	 4 5 2
Etude A2: étude de cas de la chaîne d'approvisionnement A2: Inde – pierre naturelle -CLFZ de Budhpura -Entreprises et acteurs locaux -Acteurs internationaux	6	 8 3 2
Etude A3: étude de cas de la chaîne d'approvisionnement A3: Inde – vêtement -CLFZ de Tirupur -Entreprises et acteurs locaux -Acteurs internationaux	3	 4 6 1
Etude A4: étude de cas de la chaîne d'approvisionnement A4: Inde – chaussures -Entreprises et acteurs locaux -Acteurs internationaux -Organisations chargées de la mise en œuvre		 1 1
Etude B: Etude de cas B: CLFZ Mali -CLFZ (6) -Organisations chargées de la mise en œuvre	18	 19 4
Etude C: lobby et plaidoyer -parties prenantes aux Pays-Bas		 7

Etude A: études de cas sur la chaîne d'approvisionnement
Pour chaque étude de cas de la chaîne d'approvisionnement, l'ensemble des activités suivantes a été effectué.
• Calendrier des principales activités menées en relation avec le sujet de l'étude de cas.

• Fiche d'informations avec les principales activités et résultats issus de la documentation existante
• Entretiens avec le personnel compétent des partenaires de la coalition aux Pays-Bas
• Étude sur le terrain avec des FGD et KII pour un emplacement spécifique de la CLFZ, avec visite sur le terrain de 2 à 3 jours et entretins avec les partenaires et les intervenants chargés de la mise en œuvre
• Entretiens avec des intervenants internationaux pertinents
• En Ouganda, un atelier de débriefing final a eu lieu avec les partenaires d'exécution, afin de fournir des commentaires sur les résultats préliminaires.

Etude B: étude approfondie sur la dynamique au sein de la CLFZ au Mali
Les questions spécifiques suivantes ont été soumises pour l'étude du Mali. Ces questions seront toutes traitées dans le cadre de l'étude de la CLFZ au Mali.

(1) Comment les différents domaines d'intervention ont-ils été caractérisés au début des interventions, en termes quantitatifs et qualitatifs, en termes d'enfants dans le travail des enfants et dans les écoles et hors de l'école?
(2) Comment ces zones ont-elles été comparées aux régions avoisinantes et à la situation nationale dans leur pays?
(3) Quelles ont été les interventions des organismes d'exécution?
(4) Qu'est-ce qui a changé dans la situation décrite ci-dessus depuis le début des interventions?
(5) Dans quelle mesure les zones d'intervention sont-elles maintenant appelées zones libres de tout travail d'enfants?
(6) Comment les changements dans les zones d'intervention se comparent-ils aux changements dans les zones avoisinantes, et à la situation nationale dans le pays?
(7) Quels facteurs internes – c'est-à-dire qui concernent l'intervention – peuvent expliquer les résultats?
(8) Quels facteurs externes – c'est-à-dire qui se rapportent au contexte – peuvent expliquer les résultats?
(9) L'intervention était-elle nécessaire, le résultat aurait-il pu être obtenu sans cette intervention?

L'étude du Mali comprenait des visites sur le terrain et des études de 6 CLFZ à 5 emplacements différents du projet:
• M1: Alphalog à Niono (suite du projet précédent) – CLFZ a débuté en 2005 en tant que projet de lutte contre le travail des enfants dans les zones rurales du district de Niono, par la sensibilisation sur les droits de l'enfant. En 2008, on a également accordé une attention particulière à l'éducation (non formelle) pour les «talibés», étudiants des écoles coraniques non formelles. Ce n'est qu'en 2014 que le projet a été transformé en un projet CLFZ après que Alphalog ait participé à des visites d'échanges de partage d'expériences aux projets CLFZ en Inde et en Éthiopie (2012 et 2013).
• M2: CAEB/Enda avec les CLFZ à Wacoro et à
Kemeni (karité et sésame) – ce sont de nouveaux CLFZ démarrées en janvier 2015
• M3: Enda à Markala (suite du projet précédent – a débuté en 2006 en tant que projet éducatif pour les enfants des zones rurales dans des circonstances difficiles (projet PEERD/PEPERSD).) Seulement en 2014, il a été transformé en un projet CLFZ après qu'Enda Mali ait participé aux visites d'échange de partage d'expériences aux projets CLFZ en Inde et en Éthiopie (2012 et 2013)
• M4: Enda à Bougouni (mine aurifère) – nouvelle CLFZ ayant débuté en 2015
• M5: Enda à Mopti - est une continuation de projets axés sur les enfants dans des circonstances difficiles à Mopti (enfants des rues, enfants qui travaillent, «talibés»). En 2014, il a été transformé en un projet CLFZ

Evaluation des activités de lobbying et de plaidoyer (L&A) aux Pays-Bas et en Europe
Les principales activités suivantes ont été menées:
1. Étude sur documents portant sur les données quantitatives disponibles dans les rapports de suivi et d'évaluation, particulièrement orientée au niveau des résultats
2. Entretiens avec des partenaires de la Coalition, pour reconstruire ce qui a été fait et définir les intervenants à interviewer.
3. Des entretiens sélectionnés avec des informateurs clés aux Pays-Bas.

2.3 Sondage numérique auprès des partenaires

L'enquête numérique a été conçue sur la base du cadre de 5 capacités développé par ECDPM en 2011 et qui est également utilisé par le ministère des Affaires étrangères (IOB) et plusieurs organisations de développement.[1] (voir annexe 5). Au total, 12 partenaires ont soumis un questionnaire rempli:
• SNEC, ALPHALOG et CAEB au Mali
• IBB, ICCO, SAVE en Inde. Manjari a également soumis un questionnaire 2 semaines après la date limite; il n'a pas été possible d'incorporer ces résultats.
• CEFORD, UNATU, NACENT en Ouganda
• ACLAZ, ZNCWC, ZIMTA au Zimbabwe
• ANDEN au Nicaragua.

2.4 Limitations des méthodes utilisées

Nous mentionnons quelques limitations des méthodes utilisées pour cette évaluation:
• Nous avons cherché à faire une sélection d'études de cas représentatives du programme SCL. Cependant, nous avons été impressionnés (et quelque peu dépassés) par la multitude d'activités menées par les partenaires du SCL, à différents niveaux et dans différents pays, et la documentation disponible. Nous ne pouvons prétendre que la sélection actuelle des études de cas est représentative, car chaque étude de cas est unique dans son contexte local, national et sectoriel. Cependant, nous croyons que les études de cas étaient suffisantes pour générer des connaissances pertinentes et des réponses aux questions d'évaluation.
• La réponse aux demandes d'interview entre les intervenants en matière de lobby et de plaidoyer, ainsi que les entreprises impliquées dans les chaînes d'approvisionnement, a été quelque peu maigre. Aussi en ce qui concerne les études de cas de la chaîne d'approvisionnement, il semble difficile d'avoir des entretiens avec des intervenants du secteur privé.
• L'attribution/la contribution des changements perçus au programme SCL est difficile. La plupart des activités de CLFZ et toutes les activités de lobby et de plaidoyer devraient être considérées dans le contexte d'un processus qui a commencé dans la plupart des cas il y a plusieurs années, comme en témoignent les échéanciers établis pour chacun des cas. En outre, les initiatives CLFZ incluent dans la plupart des cas des relations longues et fortes entre les communautés sélectionnées et les principales organisations d'exécution locales, contribuant à une situation de

[1] http://ecdpm.org/publications/5cs-framework-plan-monitor-evaluate-capacity-development-processes/

départ de la confiance mutuelle. En outre, la plupart des organisations partenaires SCL ont des programmes ou des activités supplémentaires dans les mêmes pays ou avec la même organisation de mise en œuvre. Par conséquent, nous ne pouvons tirer que des conclusions sur les contributions plausibles et les facteurs de réussite.

3. Travail des enfants par rapport aux chaînes de valeur

Déjà en 2002, la SFI a noté que les entreprises collaborent de plus en plus avec le gouvernement et la société civile pour aborder des questions telles que le travail des enfants.[2] Il est relativement facile pour les entreprises de contrôler les pratiques nuisibles du travail des enfants dans leur propre milieu de travail (industries), c'est-à-dire au niveau un, mais il est beaucoup plus problématique de traiter ces questions dans leurs chaînes d'approvisionnement. Surtout si les chaînes d'approvisionnement sont longues et comprennent des pratiques informelles ou même illégales, les entreprises ont moins de contrôle sur les pratiques de leurs fournisseurs, mais peuvent être directement touchées par eux en termes de risque de réputation. Alors que le travail nuisible aux enfants se trouve dans les secteurs formels et informels, un risque beaucoup plus grand est posé par les fournisseurs du secteur informel où les conditions sont moins réglementées. La situation est particulièrement difficile à contrôler lorsque le travail est une activité familiale traditionnelle ou s'il est confié à la maison ou à la sphère domestique.

Il y a eu une expansion rapide des normes de durabilité volontaire, y compris des critères de durabilité environnementale et sociale. Ces normes ont toutes l'élimination du travail des enfants comme une question prioritaire. Toutefois, il y a peu de données probantes sur les approches qui se sont révélées efficaces. Dans un récent examen des études d'impact sur les produits agricoles pour le IDH (2015), il n'y a pas eu d'étude d'impact unique sur l'impact des pratiques commerciales, des normes ou de la certification sur les questions sociales, y compris le travail des enfants. Il semble que les approches rigoureuses des pratiques de travail se limitent aux normes associées au propre milieu de travail (p. ex. en utilisant l'ISO 26000, la SA8000, la FLA, la santé et la sécurité). Pour illustrer le fait que l'attention portée aux questions sociales est en retard, il y a l'exemple du secteur de l'huile de palme. Nous trouvons ici une transition significative vers l'adoption d'aucune déforestation et aucune politique d'exploitation depuis quelques années. Cependant, bien que des résultats significatifs aient été obtenus en ce qui concerne la lutte contre la déforestation, il subsiste des lacunes majeures et un manque de stratégies efficaces pour aborder les questions sociales. La plus grande compagnie pétrolière de palmiers (Wilmar), qui est une entreprise favorite en adoptant des pratiques plus durables, a été récemment accusée d'avoir des problèmes de travail des enfants sur ses propres plantations et dans sa chaîne d'approvisionnement.[3] Un récent rapport de l'UNICEF a noté que dans les informations de la GRI par les entreprises, la déclaration et divulguation des questions relatives aux droits de l'enfant sont généralement sous-développées, en mettant l'accent sur la philanthropie et le manque d'informations relatives à la chaîne d'approvisionnement.[4]

[2] IFC, 2002. Good Practice Note In the Workplace and Supply Chain Addressing Child Labor

[3] https://www.amnesty.org.uk/indonesia-palm-oil-wilmar-human-rights-plantation

[4] https://www.unicef.org/csr/css/UNICEF_Working_Paper_-_Reporting_161213_Web.pdf

La plupart des pays ont des politiques en place pour protéger les droits des enfants.[5] Au cours de la dernière décennie, les lois sur le travail des enfants ont été renforcées dans de nombreux pays et les sociétés internationales ont adopté des codes de conduite concernant le travail des enfants. Toutefois, l'application est souvent problématique, pour trois raisons principales: la politique n'a pas été élaborée en termes opérationnels, avec des interprétations et des applications adaptées à des conditions socioculturelles variables, et le manque de ressources humaines et financières pour mettre en œuvre ces politiques. Il y a aussi l'«argument de la pauvreté» (également utilisé par les politiciens) et l'influence des «intérêts personnels» dans certaines industries pour avoir accès à des «enfants bon marché».

Pour ce qui est de la sensibilisation des consommateurs, le travail des enfants est prioritaire et il existe un désir commun d'avoir des chaînes d'approvisionnement qui sont exemptes de 100% du travail des enfants. L'initiative internationale sur le cacao (IIC) et l'UTZ Certified ont tous deux réalisé qu'il s'agit d'une revendication impossible et qu'ils élaborent et testent maintenant des normes qui prennent une position de processus d'amélioration. Toutefois, de nombreux pays prennent également une position stricte sur le travail des enfants pour les produits importés. Par exemple, la loi américaine relative au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement, en particulier la Loi sur la facilitation du Commerce et l'application des dispositions commerciales du 2015, a une abolition stricte de tous les produits présentant un risque pour le travail des enfants.

On peut conclure qu'il y a une prise de conscience, parmi les consommateurs, les commerçants, les producteurs et les gouvernements, mais les connaissances insuffisantes et le manque de volonté politique et institutionnelle sur la façon de traiter les questions du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement de manière efficace et durable sont toujours présents.

4. Synthèse des résultats

La synthèse des résultats est organisée par des sous-sections, qui regroupent les 18 questions d'évaluation. La dernière section présente les questions d'évaluation spécifiques de l'étude de cas Mali. La synthèse des résultats est basée sur le matériel d'étude de cas, qui se trouve au chapitre 6. Nous soulignons que la synthèse des résultats des différentes études de cas a ses limites, car chacune des études de cas a des caractéristiques uniques associées à son contexte spécifique. Le lecteur intéressé est donc également référé aux études de cas, chacune ayant également des conclusions et des recommandations spécifiques (chapitre 6).

Les conclusions suivantes ont d'abord une déclaration sommaire (en caractères gras), suivie d'un texte qui soutient l'énoncé avec des preuves ou des explications sous-jacentes.

[5] Child labour fact sheet, UNIEF, 2015

4.1 Efficacité des zones libres de tout travail d'enfants

(1) Dans quelle mesure les activités des IP ont-elles mené à la création réussie des CLFZ, et dans quelle mesure cela a-t-il été fait avec l'engagement des initiatives RSE et des entreprises?

Grâce aux activités des IP, le programme SCL a contribué de manière significative à la mise en place réussie des CLFZ, avec des résultats tant au niveau communautaire qu'à l'intérieur des écoles, alors que dans certains cas le travail repose sur des relations existantes, il y a aussi des cas qui ont opéré dans un contexte difficile.
Il y a des preuves de la documentation, et à travers nos visites sur le terrain, que le programme SCL à travers les activités des IP a établi un certain nombre de CLFZ. Les points suivants ont été remarqués dans les CLFZ:
• Une réduction des enfants qui travaillent, une augmentation des enfants scolarisés (inscription et fréquentation scolaire), un déclin des taux d'abandons
• Une amélioration des infrastructures scolaires et de la qualité de l'éducation, améliorant ainsi les conditions qui favorisent les enfants à frequenter l'école
• Une gamme de structures sociales établies ou renforcées et fonctionnelles pour surveiller le travail des enfants dans la communauté, dans les écoles, avec les syndicats et/ou au sein des administrations locales
• Etablir des écoles de médiation pour aider à réintégrer les enfants qui ont été hors de l'école et qui travaillent
• Systèmes d'épargne et de prêts mis en place et fonctionnels, générant des revenus, pour générer des financements afin de payer les frais scolaires et/ou les fournitures scolaires pour permettre aux enfants d'aller à l'école
• Les familles pauvres et vulnérables peuvent également envoyer leurs enfants à l'école.
• Changements importants dans la norme sociale en ce qui concerne les enfants qui ne travaillent pas mais qui vont à l'école

Ces résultats ont tous été réalisés par les IP du programme SCL et forment le pillier de la fonctionnalité d'une CLFZ.

Dans la plupart des cas, il y a une *contribution importante* du programme SCL à la mise en place des CLFZ, parce que les activités des IP par le biais du programme SCL se sont construites sur des initiatives antérieures et sur les bonnes relations que les IP entretiennent avec les communautés. Il y avait donc déjà une situation de confiance mutuelle entre les communautés et les IP, ce qui constitue une condition importante pour établir une CLFZ réussie. Cela met en évidence la bonne sélection par le programme SCL des communautés et des IP de haute qualité, pour établir une CLFZ réussie.

L'essentiel de l'approche CLFZ semble être de traiter les causes systémiques du travail des enfants, qui se trouvent souvent dans une zone plus large (le «paysage»), ce qui la différentie de l'approche «conventionnelle» de suivi et de remédiation.
Il y a des exemples d'échec dans les efforts des entreprises visant à remédier le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement ou au niveau communautaire. Une des raisons probables est que l'on s'est surtout penché sur les symptômes du travail des enfants et non sur les causes systémiques. L'approche CLFZ est une approche intensive, car elle vise à identifier les causes systémiques du travail des enfants, et à assurer ainsi que les effets seront durables. Les moteurs

sous-jacents comprennent l'attitude des familles (norme sociale), ainsi que des aspects plus techniques tels que la pauvreté, les conditions de travail des parents, les mauvaises conditions de santé des parents, ainsi que l'absence d'écoles ou une éducation de bonne qualité. Les causes systémiques peuvent être différentes pour les différents ménages, ce qui explique la nécessité de visiter et de surveiller chaque ménage. Pour les entreprises, l'attrait de l'approche CLFZ est qu'elle produira des effets durables, en s'attaquant aux causes systémiques et non aux effets temporaires ou localisés qui nécessitent des efforts d'atténuation continus. En d'autres termes, d'(importants) investissements sont nécessaires pour réaliser des effets plus durables et à long terme.

Les activités menées dans le cadre d'une CLFZ ne permettent pas seulement de réduire les risques des enfants qui travaillent, notamment en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement («ne pas nuire»), mais aussi de créer des possibilités de revenu et d'autres effets positifs pour les enfants, les familles et les communautés («faire plus de bien». Cette combinaison est particulièrement fonctionnelle pour que les enfants restent en dehors des chaînes d'approvisionnement financièrement séduisantes. L'approche CLFZ va donc au-delà de la remédiation du risque de travail des enfants.
Dans les études de cas des chaînes d'approvisionnement sur le café, la pierre naturelle, les vêtements et les chaussures, le travail des enfants est fortement associé aux possibilités d'acquérir rapidement des revenus de ces chaînes d'approvisionnement. Dans ces situations, il est *très facile* pour les enfants d'obtenir un revenu en travaillant, et c'est notamment le cas pour les enfants plus âgés (10-14 ans et plus). Ainsi, le lien avec une chaîne d'approvisionnement est un facteur de traction, créant des occasions pour que les enfants gagnent un revenu et constitue ainsi un moteur fort qui n'est pas facile à surmonter ou à indemniser. Lorsque cette situation prévaut, il sera important de créer des possibilités alternatives et meilleures pour les familles et leurs enfants, à court et à long terme.

Par conséquent, les activités entreprises dans une CLFZ peuvent être caractérisées selon les deux orientations suivantes:
1. *«Ne pas nuire» ou reduction de risques*: les activités pour s'assurer que les enfants ne travaillent pas, y compris l'identification des cas de travail des enfants et des risques (enquêtes dans les ménages, surveillance des écoles, surveillance des lieux de marché), la mobilisation communautaire, l'établissement de structures de suivi, le suivi des dialogues avec les parents des ménages présentant des risques de travail des enfants afin de définir des solutions, y compris des prêts pour permettre aux enfants d'aller à l'école;
2. *«Faire plus de bien» ou créer des possibilités*: activités pour assurer que les enfants vont à l'école et créer des possibilités d'emploi alternatives. Aller à l'école en soi est une occasion, car des etudes sur l'éducation montrent que chaque année supplémentaire un enfant reste à l'école primaire, se traduira par un revenu plus élevé quand cet enfant sera grand. En plus, il existe différentes activités génératrices de revenus à court et à moyen terme. Par exemple, au Mali, les enfants plus âgés (des jeunes âgés de 15 à 18 ans) sont formés pour fabriquer du savon et des vêtements de couleur, pour vendre et gagner des revenus. Les femmes sont soutenues par des régimes d'épargne villageois. Les entreprises peuvent offrir une formation professionnelle avec des perspectives sur l'emploi dans l'avenir. En Ouganda, avec la production de café, cela comprenait: les clubs d'écoles de café (pour former les écoliers sur les bases de la production de café), la formation des jeunes (14-17 ans) sur les bonnes pratiques de la culture du café, les équipes de jeunes (18-25 ans) pour fournir des services aux producteurs de café, tells que tailler des caféiers.

La perspective d'une augmentation des revenus et de meilleures possibilités de travail peut contribuer à l'évolution vers une (nouvelle) norme sociale. En Ouganda, l'augmentation de la

production de café a été un déclencheur pour se conformer à la nouvelle norme sociale. En Inde, de meilleures opportunités de marché pour la pierre naturelle sans travail des enfants est un moteur pour les syndicats de promouvoir les sites de production sans travail des enfants. Une fois qu'une nouvelle norme sociale a été établie, il semble que la pauvreté ne sera plus une raison pour ne pas envoyer votre enfant à l'école, sauf pour quelques familles qui sont très vulnérables (par exemple, les orphelins, les malades, ...).

Outre les possibilités de revenu, il y a d'autres impacts positifs à attendre de l'approche CLFZ (voir ci-dessous la section sur les impacts). En tant que tel, il semble que le travail des enfants est un point d'entrée pour une approche communautaire qui peut conduire à une gamme d'avantages. Les activités relatives au travail des enfants sont généralement purement associées à la réduction des risques et à l'atténuation. Il semble pertinent de prêter plus d'attention au potential de génération d'impacts positifs supplémentaires, caractérisques de l'approche CLFZ. Ceci pourrait également rendre cette approche particulièrement intéressante pour les entreprises.

Il semble utile de distinguer différentes phases dans le développement d'une CLFZ, ainsi que des effets de retombées favorables qui pourraient être soutenus pour realizer un impact plus important. L'approche CLFZ est considérée comme très intensive et de longue durée, mais avec le temps une approche moins intensive peut être suffisante mais aussi efficace.
Il semble y avoir quatre différentes phases dans le développement d'une CLFZ, chacune avec sa durée spécifique et son intensité de travail par différents intervenants et partenaires impliqués. Les études de cas pourraient être positionnées en différentes phases. Ce qui suit est un croquis approximatif basé sur le travail d'étude de cas.

Phases CLFZ	1. Initiation	2. Développement	3. Finalisation	4. Maintenance + retombée
Durée	3-5 ans	2-3 ans	2-3 ans	continue
Intensité	Faible	Haute	Modérée	Faible
Dimension 1: Mobilisation communautaire	Sensibilisation et renforcement de la confiance	Structures en place pour développer une nouvelle norme sociale	Structure et norme sociale établie	formation de recyclage et plate-forme de d'apprentissage
Dimension 2: Installations éducatives	Sensibilisation sur le manque d'infrastructures et de bonne qualité de l'éducation	Structures en place et améliorations en cours ou planifiées	Amélioration des installations	Ressources financières pour soutenir les installations
Dimension 3: Activités de la chaîne d'approvisionnement	Sensibilisation et risques	Mesures en place pour les risques	Chaîne d'approvisionnement sans travail	Coûts et avantages pour la compagnie

	correctement identifiés	surveillés et renégociés	d'enfants; emploi pour la jeunesse réalisé	assurent la continuité
Dimension 4: Contexte de la politique	Sensibilisation aux mauvaises politiques	Politiques en place mais pas bien appliquées	Politiques en place et appliquées	Exécution de la stratégie surveillée et évaluée

Il devrait être possible de suivre les progrès de chaque CLFZ en surveillant la progression de chacune de ces quatre dimensions. Cela peut montrer qu'une dimension est à l'avance et une autre à la traîne. De toute évidence, un certain nombre de facteurs contextuels sont très pertinents pour déterminer la durée et l'intensité. Le développement de ce schéma fondé sur des données empiriques pourrait être utile, afin de pouvoir (i) définir dans quelle phase une situation CLFZ est située, et (ii) prévoir la durée et l'intensité prévues (investissements) des travaux requis (cela pourrait être particulièrement intéressant pour les entreprises).

L'approche CLFZ est considérée comme très intensive. Toutefois, dans la pratique, la période intensive pourrait être de courte durée, précédée d'une période de bonne préparation (mais pas très intensive) et finalisée par une période d'entretien et de soutien à la mise à l'échelle (qui n'est pas très intensive). Par exemple, il semble qu'en Ouganda, à la suite d'une période de préparation de plusieurs années (mais de faible intensité), 2-3 années de travail intensif semblent maintenant suffisantes pour établir la zone centrale du CLFZ et déjà réaliser beaucoup de spin-off, y compris les activités à différents niveaux. D'autre part, l'étude de cas de pierre naturelle a connu une période intensive, ce qui est en grande partie due au contexte complexe, et se déplace maintenant de la phase 2 à la phase 3. Par la suite, pour faciliter la propagation et la prise en compte de la zone CLFZ initiale, une approche légère peut être suffisante, surtout s'il existe des indications qu'une norme sociale a été établie.

Il est difficile de conclure si une CLFZ réussit car il n'existe pas de norme définie pour une CLFZ réussie.
Il semble que, dans tous les cas, les IP ont réalisé les objectifs fixés en fonction des propositions de projet qui ont été signées avec le programme SCL. Toutefois, ils se réfèrent principalement aux objectifs de production ou de résultats précoces, et non aux résultats finals qui font référence aux changements sociaux ou institutionnels qui sont nécessaires pour soutenir une CLFZ. En outre, ces propositions ne font pas référence à un certain niveau (minimum) de travail des enfants, ou au niveau prévu (minimum) de fréquentation scolaire dans la communauté (CLFZ). Il y a des rapports sur les taux de fréquentation scolaire qui montrent une amélioration considérable (c.-à-d. les enfants qui vont à l'école et qui fréquentent plus de 75% au cours des 3 derniers mois). Il n'y a pas de rapports systématiques sur l'inscription à l'école, c'est-à-dire le nombre d'enfants qui vont à l'école (d'un certain groupe d'âge) par rapport à tous les enfants d'une certaine région qui devraient aller à l'école. Les partenaires des zones CLFZ ne pouvaient pas non plus fournir ces données. En regardant le schéma ci-dessus qui montre différentes phases CLFZ, il pourrait être utile de définir des normes pour chacune de ces quatre phases.

Toutefois, pour déterminer si une CLFZ est couronné de succès, il y a aussi quelques inquiétudes à aborder au sujet des enfants plus âgés (10-14), qui abandonnent plus facilement l'école en raison:

• De plus de potentiel pour la génération de revenus et la dépendance aux substances tells que l'alcool ou le tabac
• Des mariages précoce de jeunes filles ce qui les pousse à quitter l'école.

(10) Les activités et les résultats du programme sont-ils conformes à l'objectif global et à la réalisation de ses objectifs?
(11) Dans quelle mesure le programme a-t-il laissé de l'espace pour ajuster les activités du programme à des contextes changeants, si nécessaire?

Il existe des preuves plausibles de la «validité du concept» de l'approche CLFZ, de différents lieux et situations de contexte, y compris les différents continents et les complexités. Il serait utile d'avoir des modeles mieux documentés du continent africain.
En examinant le modèle d'innovation et de développement adopté par des organisations comme IDH et WWF, une trajectoire de trois phases peut être définie, notamment:
• L'élaboration d'un projet pilote pour montrer la «validité du concept», en collaboration avec des entreprises favorites, pour démontrer qu'une certaine intervention avec les coûts AA peut générer des résultats BB dans des conditions CC;
• Une phase d'intensification, en utilisant des mécanismes de mise à l'échelle et en travaillant avec les adeptes, pour réaliser des niveaux plus importants d'impact
• Une phase de consolidation, selon laquelle des arrangements institutionnels et financiers doivent être mis en place pour assurer que les systèmes et les résultats seront viables.

Il s'agit d'une bonne stratégie pour travailler avec les entreprises favorites et «*Low Hanging fruit*» pour développer des «modèles» pour démontrer la «validité du concept». On pourrait faire valoir que les études de cas de café et de vêtement s'inscrivent dans cette catégorie, puisqu'autant de travaux préparatoires avaient déjà été réalisés et les partenaires étaient très expérimentés. Toutefois, cela n'a pas été le cas pour l'étude de cas sur la pierre naturelle, ni le cas de la banlieue de Kasubi à Kampala, ni les progrès réalisés dans l'étude de cas de la chaussure. Dans ces derniers cas, des progrès significatifs ont également été réalisés, ce qui peut être attribué au programme SCL. La réussite de ces cas de «fruits suspendus élevés» renforce la «preuve du concept» et montre que l'approche s'applique à différents contextes.

La durée et l'intensité de l'approche CLFZ peuvent varier considérablement selon le contexte.
Des facteurs de succès contextuels importants ont été définis et sont généralement connus par la coalition SCL. Il y a des situations où l'établissement d'une CLFZ ne serait probablement pas possible.
Des études de cas les principaux facteurs de succès suivants pour l'établissement d'un CLFZ émergent:
• Un certain niveau (minimum) de cohésion sociale
• La disponibilité d'une ONG dotée d'un solide ancrage local et d'une bonne confiance au niveau communautaire
• La présence d'activités génératrices de revenus, pour générer des fonds pour les enfants scolarisés
• La présence d'écoles qui fonctionnent relativement bien, avec un niveau minimum d'inscription à l'école
• La volonté des organismes publics locaux afin de collaborer quant au maintien et à la modernisation des écoles;

Comme condition principale, un niveau minimum de cohésion sociale, de sécurité et d'absence de troubles civils est probablement le facteur le plus important. Notez que cela a jusqu'ici été la principale contrainte en Amérique latine, c'est pourquoi il ya peu d'expériences de l'établissement de CLFZ en Amérique centrale.

4.2 Impacts et la norme sociale

L'indicateur clé d'une CLFZ, est que les enfants fréquentent l'école, et ceci démontre des progrès constants dans presque tous les CLFZ. Cependant, il est nécessaire d'améliorer davantage afin de realizer plus d'impacts.
En ce qui concerne une CLFZ, on collecte des données sur le nombre d'enfants que l'on a trouvés travaillant et qui sont repartis à l'école, et des enfants qui ont été empêchés de quitter l'école. Pour les CLFZ en Ouganda (West Nile), par exemple, les chiffres sont au tour de 900. Ce nombre est impressionnant, mais ne représente que 1,6% du nombre total estimé d'enfants qui travaillent dans le district de Nebbi (données de 2009: 45 800 travaillent et 12 000 autres font des travaux dangereux). Cela suggère qu'il y a besoin et une portée d'expansion.

(9) Quels ont été les résultats inattendus du programme?

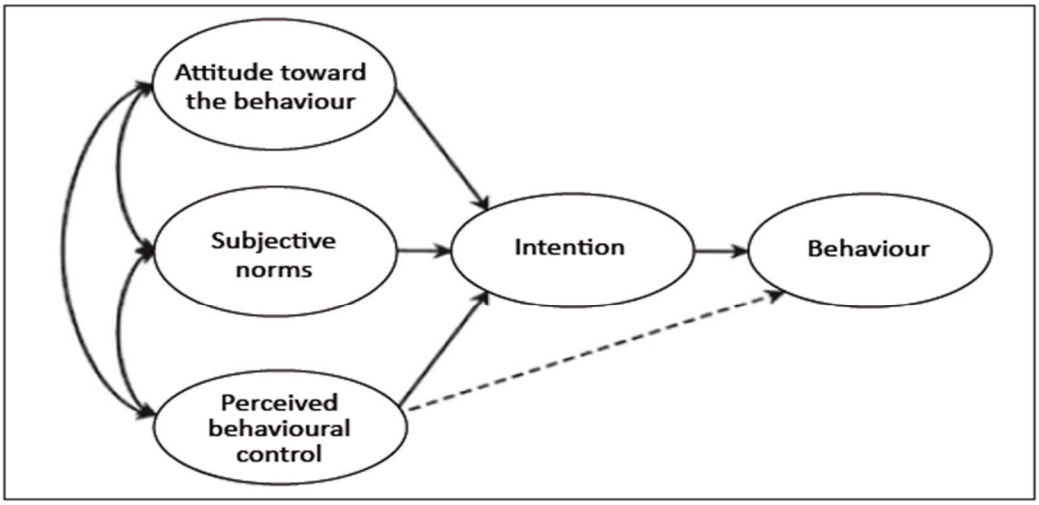
Au niveau de l'impact des études de cas de la chaîne d'approvisionnement CLFZ, il y a des impacts qui n'étaient pas attendus ou bien documentés. Ceux-ci varient considérablement entre les zones et les secteurs.
Il y a des preuves plausibles d'effets plus positifs que ceux des enfants qui ne travaillent pas et qui vont à l'école. Voici un aperçu des tendances récentes tirées des entretiens et des discussions de groupes. Toutefois, il convient de noter qu'il n'y a pas de lignes de base de sorte qu'il s'agit de «meilleurs jugements professionnels» qui devraient être validés par des études plus détaillées:
• *L'amélioration de la cohésion sociale*: impacts positifs dans presque tous les CLFZ qui ont été visités, bien que dans certains cas il subsiste des différences ou même des tensions entre les différents groupes ethniques, qui est principalement associée à des niveaux élevés de migration (par exemple, l'or au Mali, la pierre naturelle en Inde).
• *Les revenus des ménages*: les activités génératrices de revenus ont été promues dans toutes les CLFZ, avec des effets générateurs de revenus pour les familles ainsi que pour les jeunes adolescents (par exemple, la formation de couture pour les adolescentes à Budhpura).
• *L'amélioration des salaires*: pas communément mentionnée, mais un effet positif clair dans les Tirupur où les adultes sont rémunérés à trois fois plus de salaires que les enfants.
• *L'amélioration de la nutrition*: il y avait des preuves de familles notant qu'elles allaient mieux nourrir leurs enfants maintenant qu'ils vont à l'école. En outre, il y a des cas où les écoles ont commencé des programmes d'alimentation scolaire (Tirupur).
• *L'amélioration de la santé et de la sécurité au travail*: cela s'est généralement amélioré, avec des exemples précis de l'étude de cas en pierre naturelle où les travailleurs ont bénéficié d'une aide à l'assurance-accès, des campagnes de vaccination ont été organisées, un soutien aux soins médicaux a été fourni et un ordre a été adopté par le ministère des mines pour permettre aux patients de la silicose d'avoir accès à la compensation financière.

(15) Dans quelle mesure une norme sociale et un renforcement instituttionnele connexe (y compris l'école en tant qu'institution) ont-ils été atteints au sein de la CLFZ et cette norme

et ce renforcement institutionnel connexe ont-ils permis à plus d'enfants d'être scolarisés dans le CLFZ?

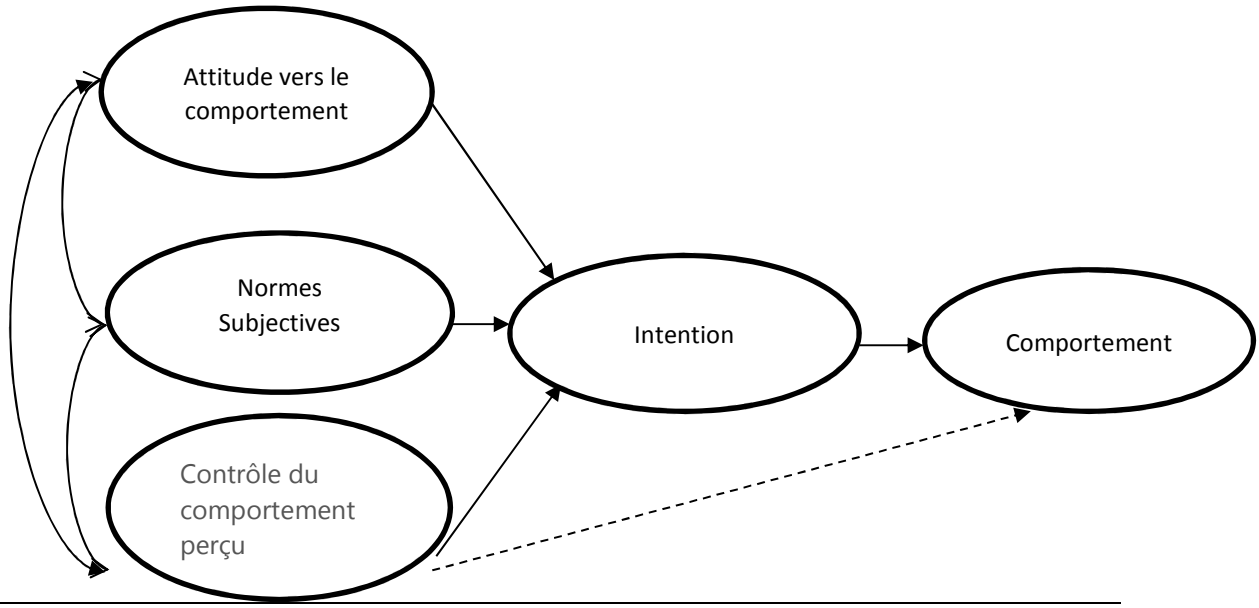
Les études de cas fournissent des exemples de la façon dont le changement d'une norme sociale est perçu. Pourtant, il y a des divergences d'opinion quant à savoir si une nouvelle norme sociale a été fermement établie.

Pour évaluer le processus d'influence des normes sociales, the *Theory of Planned Behaviour* [6] (la Théorie du Comportement Planifié) est considérée comme base. Il affirme que le comportement est influencé par trois aspects: (i) l'attitude personnelle que les gens ont envers le comportement (désiré), (ii) la norme subjective (ou sociale) qui prévaut dans la communauté et (iii) le niveau de contrôle comportemental perçu. Ces aspects sont interreliés et influencent conjointement l'intention des gens de se comporter d'une certaine manière. L'intention comportementale est un prédicteur important du comportement réel.



Source: Ajzen, I. (1991). Theory of planned behaviour. *Organizational Behaviour and Human Decision Processes, 50,* 182. http://dx.doi.org/10.1016/0749-5978(91)90020-T

FIGURE 1: Theory of Planned Behaviour.



[6] Ajzen, I. (1991). Theory of planned behaviour. *Organizational Behaviour and Human Decision Processes, 50, 182.*

La théorie suggère qu'il existe plusieurs façons d'influencer les intentions comportementales et le passage à des changements de comportement réels, en utilisant différents instruments (politiques). Le tableau ci-dessous donne un aperçu des instruments liés à ces processus de changement. En outre, des effets potentiels de boomerang sont mentionnés.

(Politique) Instrument	**Exemples**	**Process du changement normatif**	**Effets boomerang possibles**
Influence active	Publicité, information, campagne	Influencer directement les normes personnelles, influencer les croyances sur ce que font les autres	D'autres ne font pas leur part
Modification de l'architecture	Rendre le comportement désiré plus commode/viable	Dissonance cognitive, augmentation de la désapprobation sociale pour défaut de s'engager dans le comportement désiré, copier le comportement du modèle	D'autres ne font pas leur part
Interventions financières	Taxes, honoraires, allocations, subventions	L'exposition répétée aux revenus et coûts économiques, reflétant l'importance que la société accorde à certains comportements	Créer une raison économique plutôt que morale de comportement
Règlement	Lois, normes	L'exposition répétée aux récompenses et charges sociales, reflétant l'importance de la société sur certains comportements	Créer une peur d'être pris plutôt que la raison morale du comportement

L'évaluation a utilisé des discussions de groups (FGD) et des entretiens avec des informateurs clés (KII) pour évaluer les effets de ces instruments et les relier à des changements dans la norme sociale. En outre, des effets boomerang possibles ont été explorés.

Sur la base des conclusions de l'étude de cas, les conclusions suivantes sont tirées:

Sur les attitudes et les croyances personnelles
Il y a des opinions contradictoires. On a souvent affirmé que les attitudes et les croyances traditionnelles ont persisté longtemps et qu'elles ne peuvent pas être modifiées du jour au lendemain. Les attitudes et les croyances sont associées à l'ethnicité, la raison pour laquelle dans un contexte de diversité ethnique, il sera plus difficile de changer le comportement, que les croyances éthiques peuvent être profondément enracinées (tandis que d'autres ne le sont pas). Cependant, bien que cela soit évidemment pertinent pour les parents, nous avons constaté que

les opinions personnelles des enfants peuvent avoir changé de façon plus constante. Ce qui suit est un bon exemple avec un indicateur possible.

Déclaration sur la norme sociale	Indicateur possible
Les enfants demandent une pause lorsqu'ils sont impliqués dans le travail familial, et savent aussi ce qui est considéré comme un travail trop lourd	Avis d'un groupe d'enfants sur la façon dont leurs droits sont respectés

Sur la norme sociale subjective
Il y a des changements constants et significatifs au niveau communautaire. Dans le tableau suivant sont mis en évidence quelques exemples, avec des indicateurs proposés

Déclaration sur la norme sociale	Indicateur possible
Rapport systématique des cas de travail des enfants aux comités CL ou à la police	Nombre de cas de travail des enfants trouvés par le Comité CL ou la police qui n'étaient pas connus et déclarés par la communauté
Les familles à problèmes sont aidées de différentes façons pour s'assurer que leurs enfants iront aussi à l'école	Nombre de familles à problèmes qui ne reçoivent pas de soutien de la part de la communauté ou des enseignants pour pouvoir envoyer leurs enfants à l'école
Une approche efficace pour s'assurer que les nouvelles familles soient immédiatement informées de la nouvelle norme sociale	Durée moyenne nécessaire pour que les nouvelles familles migrantes soient informées de la nouvelle norme sociale
Aider les enfants à aller de leurs foyers à l'école en toute sécurité.	Nombre d'enfants aidés à se rendre à l'école en toute sécurité

Sur le contrôle de comportement perçu
Il y a des changements majeurs, principalement positifs, comme suit:
• Les écoles ont été sensiblement améliorées et la qualité de l'enseignement s'est améliorée
• Les barrières financières pour envoyer un enfant à l'école sont devenues beaucoup moindres
• La norme juridique a été renforcée/appliquée, y compris la surveillance par la police
• Les enfants qui travaillent sont aidés par des écoles de médiation
• Il existe de meilleures possibilités pour les familles et les enfants d'obtenir un revenu d'une autre façon

Le cas suivsnt constitue un bon exemple: à Tamilnadu (Inde), les communautés ont l'habitude de percevoir la scolarisation publique (qui est gratuite) comme inférieure aux écoles privées (qui sont relativement coûteuses). Le partenaire local de mise en œuvre (SAVE) a travaillé à améliorer la qualité (perçue) des écoles publiques pour persuader les parents de sortir leurs enfants de l'école privée et de les faire inscrire dans les écoles publiques pour économiser de l'argent. SAVEa fait ceci en proposant des formations supplémentaires aux enseignants pour les aider à améliorer leurs compétences éducatives et à réduire la léthargie chez les enseignants.

L'exposition répétée à des mesures économiques ou législatives influe sur le comportement
Comme incitations économiques pour envoyer des enfants à l'école, on pourrait mentionner les compétences tirées de leur instruction à l'école, qui leur permettent par la suite d'obtenir des revenus. En outre, il y a des salaires améliorés pour les adultes qui prennent en charge les possibilités d'emploi, en l'absence du travail des enfants. Associée à des chaînes d'approvisionnement, une meilleure productivité pourrait être une autre incitation.
Les mesures légales comprennent les punitions de la police ou des syndicats qui ont été motivés à adopter et à appliquer la Loi des enfants qui ne devraient pas travailler mais plutôt aller à l'école. Ces derniers se sont révélés efficaces. Par exemple, le syndicat des producteurs des pavés a maintenant une politique ferme contre le travail des enfants, avec des amendes incluses, et il y a même des panneaux d'affichage dans la communauté pour décourager le trvail des enfants.

Ainsi, la chaîne la plus faible dans le modèle est celle des croyances culturelles enracinées dont le changement prendrait beaucoup de temps. La combinaison d'une norme sociale modifiée, ainsi que des actions économiques et juridiques répétées, sera utile pour faire changer les croyances personnelles.

4.3 Rapport avec la migration, les milieux urbains et le genre

(3) Dans quelle mesure la stratégie CLFZ est-elle applicable et efficace dans les contextes avec des niveaux élevés de migration et dans les milieux urbains? Quelles sont les limitations/lacunes dans ces cas et comment peuvent-ils être surmontés?

Tout d'abord, il y a des cas de migration hors de la CLFZ par les parents ou d'autres travailleurs, formant souvent une cause systémique pour le travail des enfants et des «familles problématiques». Il y a de bonnes pratiques sur la façon dont cela peut être abordé.
Dans les zones rurales de l'Ouganda et du Mali en particulier, les problèmes de travail des enfants sont souvent associés à des parents travaillant ailleurs et laissant leurs enfants derrière, qui courent alors un plus grand risque de se retrouver dans le travail des enfants. Avec les cas où les parents sont morts (du VIH, par exemple), ce sont parmi les familles dont les problèmes du travail des enfants sont les plus difficiles à résoudre. En Ouganda, les quelques cas restants de travail des enfants dans le CLFZ sont principalement associés à ces causes systémiques. Toutefois, ces cas seront effectivement abordés, surtout lorsqu'une nouvelle norme sociale aura été établie. Il y a aussi des exemples de membres de la communauté ou d'enseignants qui paient les frais de scolarité pour ces familles pauvres.

Deuxièmement, il y a des cas de migration de nouvelles familles et de travailleurs dans la CLFZ. Une fois qu'une norme sociale a été établie, des mesures sont prises pour assurer que ces migrants respectent la nouvelle norme.
Il semble que, dans une CLFZ réussie, les structures locales associées à la surveillance du travail des enfants s'assureront que les nouvelles familles soient rapidement informées sur la norme que les enfants ne travaillent pas mais qu'ils vont à l'école. En Tirupur, la communauté pose des menaces de sanctions si la famille qui arrive n'a pas inscrit ses enfants dans un délai de 3 mois.

Il y a aussi de bons exemples de CLFZ établies dans les zones urbaines, comme Kasubi à Kampala et Tirupur en Inde.
L'étude de cas Tirupur montre l'efficacité de l'approche dans une zone urbaine. Les problèmes potentiels des barrières linguistiques ont également été abordés. L'étude de cas Kasubi n'a pas été étudiée en détail, mais il semble que la CLFZ de Kasubi est efficace en termes de réduction du travail des enfants et en termes de scolarisation. Cela est dû en partie au fait que la cohésion sociale est suffisamment bonne et qu'il y a des écoles disponibles.

Dans les régions où le niveau de diversité ethnique et la mauvaise cohésion sociale sont élevés, souvent due à des niveaux élevés de migration passée et/ou en cours, il est plus difficile d'établir une CLFZ.
Au Mali, un minimum de cohésion sociale est souvent mentionné comme un facteur de succès important pour l'établissement d'une CLFZ. C'est un défi dans un domaine de l'exploitation aurifère, avec des gens qui arrivent et partent tout le temps. En outre, dans l'étude de cas de la pierre naturelle, les défis sont principalement associés à de faibles niveaux de cohésion sociale et d'opinions différentes entre les groupes ethniques. Dans les deux cas, Les personnes interrogées ont indiqué que le projet avait un impact positif sur la cohésion sociale.

Dans les zones à haut niveau de migration, une bonne pratique très utile est celle de travailler avec les 21roprietaries. Cette approche mérite d'être mieux documentée et reproduite.
A Tirupur et à Kasubi, le projet a travaillé avec les propriétaires comme «partenaires» pour établir la CLFZ.
A Tirupur, les propriétaires de maisons ont été chargés de veiller à ce que les locataires envoient leurs enfants à l'école. À Kasubi, Kampala, les propriétaires sont convaincus qu'il est dans leur intérêt de s'assurer que les locataires respectent la norme sur le travail des enfants. Les propriétaires ont effectivement perçu que cela leur donne en effet de nombreux avantages: moins d'utilisation de l'eau et des installations d'assainissement, moins de bruit et de saleté autour de la maison, moins de vol et plus de sécurité. Cette approche pourrait également être utile dans d'autres situations, convaincre des acteurs puissants (c'est-à-dire ceux qui possèdent des terres ou des locaux) qu'il est dans leur intérêt de propager une norme de «pas de travail d'enfants». Par exemple, dans le cas de la production de tabac au Malawi, il y a un problème avec les propriétaires qui, en fait, obligent les locataires à utiliser le travail des enfants en offrant un contrat serré. Dans ce cas, les propriétaires pourraient être convaincus des avantages possibles pour eux en adoptant la norme de «pas de travail d'enfants».

Il semble que les niveaux élevés de migration ou de milieu urbain ne constituent pas une «condition de mise à mort» pour établir un CLFZ. Cependant, nous nous référons à une conclusion antérieure selon laquelle un niveau élevé de troubles sociaux, de manque de sécurité ou de conflits internes est une situation où un CLFZ n'est pas possible d'établir. Cela risque de se produire le plus souvent dans des situations où les ressources et les niveaux d'illégalité sont très profitables (comme les drogues).

(4) Dans quelle mesure les questions spécifiques au genre et au contexte telles que la caste et la migration ont-elles été identifiées et prises en compte par les exécutants de projets?

Grâce à la collaboration avec des ONG qui ont une connaissance approfondie des communautés locales dans la zone de la CLFZ, les questions spécifiques au contexte sont

implicitement prises en compte. Toutefois, les enquêtes de base n'examinent pas systématiquement ces aspects, en particulier les questions de caste, d'ethnicité et de migration, et s'il y a eu des etudes, celles-ci ne sont pas traduites en approches spécifiques.

Il y a une attention systématique pour les femmes et les approches sexospécifiques.
Il existe de nombreux exemples de sensibilité au genre, par exemple: une attention particulière pour les ménages dirigés par des femmes; groupes d'épargne et de prêts spécifiques et initiatives pour les femmes; la norme de l'équilibre entre les sexes dans différents comités qui sont en cours d'établissement; une attention particulière aux activités génératrices de revenus pour les femmes. Il ya aussi une attention particulière pour les filles dans les écoles, et les conditions qui devraient être en place pour que les filles assistant aux cours. Il ya aussi l'attention sur le problème des mariages d'adolescentes. Cependant, la fréquentation scolaire des filles est susceptible de baisser fortement après l'âge de 10-14. Cela devrait être mieux surveillé.

4.4 Les activités liées à la RSE

(5) Dans quelle mesure les activités menées à l'égard des initiatives RSE et des entreprises ont-elles entraîné des politiques et des pratiques contre le travail des enfants et d'autres violations des droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement?
(16) Dans quelle mesure les initiatives RSE et les entreprises ont-elles amélioré leurs politiques et pratiques en ce qui concerne le travail des enfants et les droits des autres travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement? Quels ont été les défis et comment ont-ils été traités?

La plupart des entreprises sont conscientes de la nécessité d'éviter tout lien avec le travail des enfants, principalement en raison de la pression croissante des consommateurs et du consensus international. Cependant, beaucoup ont toujours tendance à cacher la question en raison de la peur pour les dommages de réputation, de chercher des correctifs rapides qui ne sont pas dans l'intérêt de l'enfant ou tout simplement ne savent pas encore comment atteindre cet objectif. Cela se produit plus fréquemment pour des secteurs avec des chaînes d'approvisionnement complexes et par rapport aux marchés intérieurs. Ceux qui soutiennent l'approche CLFZ ont éprouvé qu'il n'y a pas de solutions simples. Pourtant, ils s'engagent à réaliser des effets durables, d'abord du point de vue de la réduction des risques, d'autre part parce que cela pourrait offrir des avantages supplémentaires.
Nous avons constaté que les entreprises collaborant avec le programme SCL pour établir des CLFZ dans leurs chaînes d'approvisionnement l'ont fait parce qu'elles sont conscientes des problèmes du travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement, mais ont également éprouvé que les solutions simples pour éviter le travail des enfants dans leur chaîne d'approvisionnement ne fonctionnent pas. Ce sont des des entreprises favorites parce qu'elles sont déterminées à trouver une solution durable. Elles ont tiré la conclusion qu'il est essentiel de contribuer au travail intensif au niveau communautaire afin de s'attaquer aux causes systémiques du travail des enfants. Ils se sont tournés vers le programme SCL parce que travailler avec les IP au niveau local leur offre une perspective pour une solution durable.

En bref, la volonté des entreprises de collaborer sur une approche CLFZ semble dépendre de trois facteurs principaux:

• La prise de conscience d'une participation directe ou indirecte aux questions relatives au travail des enfants dans un secteur donné et dans un lieu sensible («nous avons un problème»)
• La conclusion qu'il n'y a pas de solutions simples, fondées sur des approches qui ont été essayées, mais qui ne semblent pas fonctionner («nous ne savons pas comment résoudre le problème»)
• L'attente de l'approche CLFZ pour être plus efficace et créer une solution durable, éventuellement basée sur une visite de terrain de démonstration, et la disponibilité de partenaires locaux (ONG, syndicats) qui sont disposés à collaborer pour mettre en œuvre l'approche («nous avons une option efficace»).

Les entreprises qui ont participé aux études de cas CLFZ de la chaîne d'approvisionnement sélectionnée devraient être considérées comme des Frontrunners (entreprises favorites). Leur rôle a été important pour déclencher le changement dans la CLFZ.
Les entreprises peuvent particulièrement contribuer à une CLFZ réussie, par leur contribution en termes de ressources financières et en nature, leur présence et leur statut, et aussi en offrant l'accès aux marchés ou aux services qui mènent à des revenus plus élevés. Ceux qui adhèrent à la production de pierre naturelle sans utilization de travail d'enfants peuvent s'attendre à un meilleur accès aux marchés et à des prix plus élevés. La compagnie de café en Ouganda a soutenu les familles pour augmenter leur production de café, ce qui a été une source de revenus accrus. Aussi, pour les autres chaînes d'approvisionnement, il y a à la fois des activités de conformité juridique et de réduction des risques ainsi que des travailleurs d'appui (par exemple, le syndicat des producteurs de pavés non seulement interdit le travail des enfants mais aussi soutient ses travailleurs de manières différentes). Les entreprises pourraient être particulièrement impliquées dans les initiatives CLFZ en créant des possibilités d'emploi pour les jeunes et en soutenant les producteurs de différentes façons.

Pour les entreprises impliquées dans une approche CLFZ, il n'y a non seulement une réduction des risques, mais aussi d'autres avantages à prévoir. La documentation de ces avantages pourrait contribuer à promouvoir l'approche CLFZ.
L'équipe d'évaluation a trouvé plusieurs potentiels d'avantages à long terme pour les entreprises qui collaborent avec l'approche CLFZ. Ceux-ci varient selon le secteur et la zone géographique, et dépendent de la position de départ:
• Une réduction plus sûre des risques – les causes systémiques du travail des enfants étant abordées
• Une meilleure réputation et donc une position de leader dans le secteur si l'entreprise est considérée active et efficace dans la resolution de problèmes liés au travail des enfants, et ce, de façon durable.
• Amélioration de la productivité – étant donné que les adultes qui prennent la place des enfants dans la chaîne d'approvisionnement disposent souvent de meilleures capacités et compétences, et aussi parce que les familles sont plus engagées à gagner plus pour pouvoir envoyer leurs enfants à l'école
• Amélioration de la santé et de la sécurité – les adultes respecteront mieux les procédures de santé et de sécurité, et si des mesures sont prises, pour soutenir la santé des travailleurs
• Moins de conflits sociaux – la cohésion sociale étant stimulée (moins de risques de conflits fonciers, etc.).
• Amélioration de la loyauté des producteurs – il s'agit d'un avantage potentiel pour lequel nous n'avons pas trouvé de preuve, mais qui peut s'attendre à jouer un rôle dans les secteurs où l'approvisionnement est limité (p. ex., le cacao).

Les Frontrunners peuvent aider à convaincre d'autres entreprises à adopter une approche similaire fondée sur leurs expériences. Les Frontrunners peuvent également assurer aux producteurs en amont de se conformer à leurs critères.
Les entreprises favorites sont prêtes à investir dans les CLFZ pilotes, car elles voient dans une perspective à long terme de traiter le défi de travail des enfants de façon durable. Cela ne leur donne pas automatiquement des avantages à court terme, mais au contraire, cela exige des ressources financières et humaines supplémentaires. De plus, leurs investissements ne sont pas (immédiatement) récompensés par le marché, car le marché est satisfait si les entreprises s'assurent que les symptômes du travail des enfants sont abordés. Les entreprises favorites pourraient être considérées comme des partenaires/alliés pour aider à convaincre les autres dans la chaîne d'approvisionnement qu'il existe des solutions meilleures et plus durables, avec des avantages à long terme pour les entreprises.

Pour avoir un cas qui puisse justifier les investissements réalisés, pour les entreprises, il est important de passer de la zone pilote CLFZ à leur secteur de chaîne d'approvisionnement complète. La mise à l'échelle peut fonctionner plus rapidement et nécessiter moins de ressources que les investissements initiaux effectués dans la zone pilote.
Les entreprises considèrent l'approche CLFZ comme une solution potentielle pour parvenir à une solution durable aux problèmes liés au travail des enfants. Cependant, elles veulent ensuite couvrir leur chaîne d'approvisionnement complète, c'est-à-dire, inclure la zone complète à partir de laquelle les produits sont achetés. La zone actuelle couverte par une CLFZ est acceptable en tant que pilote à partir de laquelle la mise à l'échelle devra avoir lieu. On a constaté que la réplication et les retombées vers les régions avoisinantes se dérouleraient dans toutes les études de cas, quoique à des intensités différentes, de sorte que le déplacement de la zone centrale vers des zones plus vastes pourrait nécessiter moins de ressources.

Il est nécessaire que le marché récompense les entreprises qui montrent une amélioration progressive et des effets durables dans la lutte contre le travail des enfants, en particulier quand il est intégré dans une approche CLFZ, plutôt que d'accepter des solutions irréalistes ou qui ne sont pas durables. Il existe un intérêt commun pour les entreprises favorites et les partenaires SCL pour aider à cette réalisation.
Pour les entreprises, assurer le travail des enfants dans leurs usines n'est pas réaliste, parce que les unités d'usine et de production de leurs propres locaux sont entièrement sous leur contrôle. Toutefois, les chaînes d'approvisionnement ne sont souvent pas transparentes avant le niveau le plus bas (ce qui est souvent fait délibérément). Les entreprises impliquées dans l'approche CLFZ dans leurs chaînes d'approvisionnement sont confrontées au fait que le marché demande 100% de chaînes d'approvisionnement libres de tout travail d'enfants, pour que les entreprises évitent tout risque d'être accusées d'employer des enfants. Cela mène à des revendications irréalistes et fausses, et des solutions à court terme, qui s'attaquent aux symptômes du travail des enfants plutôt que presenter des solutions durables. Dans les deux cas ci-dessus, les vérificateurs jouent un rôle important.

Les entreprises favorites comprennent que la réalisation d'une norme libre de tout travail d'enfants à 100% dans les chaînes d'approvisionnement est, dans la plupart des cas, irréaliste. La nouvelle norme sur le travail des enfants a adopté une approche de l'amélioration progressive du travail des enfants, qui est très innovante. Toutefois, il est problématique pour les entreprises de communiquer que l'on «progresse vers l'absence de travail des enfants». Par exemple, une compagnie de pierre naturelle a déclaré qu'elle n'obtenait aucun certificat de son travail sur la CLFZ tandis que les

concurrents prétendent qu'ils sont sans travail d'enfant et viennent avec de faux certificats. Ils souhaiteraient recevoir au moins une preuve écrite de leur implication dans un processus à developer une solution durable.

Les entreprises attendent des données de base objectives et convaincantes et des rapports sur le développement d'une CLFZ, afin qu'elles sachent mieux ce que l'on peut attendre, en conformité avec la perspective d'une entreprise. En contrepartie, on peut s'attendre à ce que les entreprises favorisent activement l'approche CLFZ dans leur secteur et les chaînes d'approvisionnement respectives.

Les entreprises aimeraient recevoir des informations plus factuelles et objectivement vérifiables sur la chaîne d'approvisionnement et les CLFZ dans lesquelles elles investissent, ainsi que sur les progrès réalisés. Dans l'étude de cas sur les chaussures, l'étude de base effectuée par la FLA a été déclarée plus objective et plus convaincante que l'information fournie jusqu'à présent. Les études de base devraient fournir des données sur l'incidence du travail des enfants, des inscriptions scolaires et de la fréquentation scolaire, pour les différents groupes d'âge et sexes, soit à partir de sources fiables, soit en prenant des échantillons représentatifs (avec une taille d'échantillon suffisamment importante). Le suivi ultérieur devrait indiquer dans quelle mesure des progrès sont réalisés sur ces indicateurs. Par exemple, cela peut aider le «responsable de la durabilité» au sein des entreprises à défendre les investissements CLFZ à la Commission, qui veut voir des résultats après un an.

Les entreprises aimeraient également savoir quelles activités sont nécessaires pour réaliser la CLFZ, et quels résultats peuvent être attendus à court et à long terme. En bref, ils s'attendent à un plan de travail avec un ensemble concret d'activités, les résultats escomptés et les coûts. Bien que l'équipe d'évaluation comprenne que chaque situation est spécifique et qu'il n'y a pas de schémas, cela devrait être possible de donner une estimation du «meilleur professionnel» des coûts escomptés. Bien qu'il soit entendu que la CLFZ adopte une perspective à long terme (axée sur la collectivité) pour élaborer une solution durable au travail des enfants, il est également important de fournir des idées sur les avantages ou les résultats escomptés à court terme.

A partir de suivi et evaluation et des rapports du programme SCL, ce n'est pas facile d'établir une vue claire sur les progrès liés à la RSE pour les initiatives CLFZ dans les chaînes d'approvisionnement. Une distinction entre l'exportation et les chaînes d'approvisionnement intérieures n'est pas encore faite, alors que les entreprises de tailles différentes et à différentes positions dans la chaîne d'approvisionnement sont combinées.

Il a fallu du temps à l'équipe d'évaluation pour avoir une vision claire des progrès réalisés sur les initiatives CLFZ pour certaines chaînes d'approvisionnement, en fonction des rapports ainsi que des entretiens avec les partenaires SCL. Bien que le récit du 2ème rapport annuel soit très instructif, il est difficile de faire correspondre le récit avec les données de la chaîne de résultats Suivi et Evaluation du programme SCL. Nous avons trouvé des données supplémentaires dans le cadre du suivi et evaluation de la coalition SCL, ce qui a conduit à une compilation quelque peu plus utile (voir annexe 2). Toutefois, la combinaison des chaînes d'approvisionnement des exportations et des marchés intérieurs n'aide pas non plus à comprendre la situation actuelle.

Par exemple, dans le projet dans le secteur du vêtement à Tirupur, il n'y a pas de référence aux dialogues ou aux protocoles d'entente avec les entreprises, mais il est fait référence à 69 + 4

entreprises qui ont amélioré leurs politiques et pratiques pour prévenir le travail des enfants (la ligne de base est de 0). À partir de l'étude de cas, nous avons identifié les faits suivants:

- Il y a au moins une grande entreprise d'exportation qui se procure de 14 PME dans la région de Tirupur où se trouve la CLFZ. Cette société d'exportation a déjà mis en place les systèmes pour assurer que ces PME ne soient pas impliquées dans le travail des enfants. Il y a au total 20 PME produisant pour des marchés d'exportation, dont SAVE en a aidé 13 à mettre en place des politiques de travail des enfants, tandis que les 7 autres ont déjà mis en place de telles politiques.
- Il y a au total 234 PME dans la région de Tirupur, dont seulement 20 produisent pour le marché d'exportation et les autres (214) ne produisent que pour le marché intérieur. De ceux-ci, SAVEa jusqu'à présent aidé 52 unités à mettre en place des politiques de travail des enfants; SAVEtravaille toujours avec/ciblant les 162 unités restantes.
- Ces résultats ne correspondent pas aux données de suivi et évaluation dans le rapport de chaîne de résultats.

(17) Les décideurs, les initiatives de la RSE et les entreprises aux Pays-Bas/en Europe/au niveau international ont-elles modifié leurs pratiques (comportement) et leurs politiques en faveur de l'élimination du travail des enfants et de la création des CLFZ?

Les études démontrent que le programme SCL a contribué aux initiatives de la RSE et des entreprises aux Pays-Bas, en Europe et au niveau international ayant adopté des politiques en faveur de l'élimination du travail des enfants et la création des CLFZ, et d'avoir amélioré leurs pratiques (changement de comportement). Il y a un bon potentiel pour des changements plus positifs dans les années à venir.

Nous trouvons des initiatives du programme SCL à différents niveaux, qui ont contribué au potentiel de changements dans les politiques et les pratiques des entreprises. Toutefois, le niveau de contribution est difficile à définir, car il y a aussi d'autres forces motrices. Nous notons en particulier:

• La signature de la convention de vêtement, avec une référence spécifique à l'approche CLFZ, et la signature prévue d'autres engagements, qui devront être pris par les entreprises dans le cadre de leur diligence mandataire lorsque des plans de travail concrets avec des entreprises ou des projets conjoints sont en cours d'élaboration (comme le plus récent avec RVO).
• L'appui à la nouvelle norme UTZ sur le travail des enfants, qui constitue une «révolution» dans la réflexion sur les moyens efficaces de lutte contre le travail des enfants, qui a été soutenue par les activités du programme SCL. Les expériences CLFZ sont très appréciées comme preuve pour montrer si et de quelle façon cette nouvelle norme peut être effectuée. En fait, un nouveau programme est en cours d'élaboration en Ouganda pour la tester.
• Dialogue avec les initiatives internationales, y compris l'Initiative internationale sur le cacao (IIC) et l'Initiative sur élimination du travail des enfants dans la culture du tabac (ECLT). Ces deux initiatives ont confirmé qu'elles ont été inspirées par l'approche CLFZ, et il y a une collaboration en cours.
• *Stop Child Labour* a donné son avis sur les directives du None-exploitation du TFT, en particulier la section sur le travail des enfants; cette ligne directrice constitue la base pour les sociétés membres du TFT-RSP pour traiter les questions relatives aux RH dans leur chaîne d'approvisionnement.

• La FLA favorise l'approche axée sur la région en vue des CLFZ comme l'une des meilleures pratiques pour remédier le travail des enfants. La FLA a, en étroite collaboration avec SCL, participé activement à la chaîne d'approvisionnement de la chaussure en Inde (qui vise à la fois une CLFZ et une amélioration de la chaîne d'approvisionnement sur le travail décent) et à la chaîne d'approvisionnement en vêtements en Turquie.

L'étude de cas sur les chaussures montre le potentiel de passer d'une campagne publique et d'une sensibilisation à un partenariat avec les entreprises favorites afin de développer une CLFZ pilote.

Les travaux dans le secteur de la chaussure ont débuté par une campagne publique, y compris la «dénomination et l'humiliation» des entreprises où le travail des enfants a été découvert et qui n'ont pas répondu à la demande d'examen des preuves déclarées. Il s'agissait d'un point de départ difficile pour développer la confiance et le travail vers des solutions. Les mesures ultérieures prises dans le cadre de ce programme, à partir de 2013, ont contribué à créer une situation d'amélioration de la confiance mutuelle et de la volonté de plusieurs parties prenantes, dont 4 entreprises à travailler à la mise en œuvre d'une CLFZ. Les partenaires d'exécution seront identifiés prochainement et la prochaine étape prévue est de développer une note conceptuelle.

À la suite de la phase de campagne, le changement de la volonté et des perceptions parmi les entreprises internationales semble avoir eu lieu sur la base de trois facteurs principaux:

• Les données quantitatives présentées par une organisation ayant une réputation neutre, montrant de manière convaincante que les entreprises internationales risquent d'être impliquées dans le travail des enfants à des niveaux inférieurs

• Un changement d'attitude entre les partenaires SCL en vue de la volonté de collaborer avec les entreprises pour résoudre les problèmes de travail des enfants (y compris les informations ci-dessus pour le classement public).

• Démonstration d'une approche semblable à l'approche CLFZ, montrant son efficacité et convaincant les entreprises que cela peut être une solution au travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement.

Le processus est actuellement à un point critique. Il sera donc important de ne pas perdre de l'élan sinon l'engagement des entreprises sera perdu. Les critères pour les prochaines étapes semblent être:

• Objectif confirmé d'établir une CLFZ pilote, avec des résultats définis à prévoir, à court et à long terme

• Attitude confirmée de collaboration avec les entreprises en tant que partenaires stratégiques, sur la base des principes de cofinancement dans le processus d'établissement d'une CLFZ (contributions en nature et financières)

• Implication des fournisseurs locaux dès le début, et aussi en tant que partenaires engagés de projet

• Implication des organismes gouvernementaux locaux, au moins pour assumer la responsabilité des aspects scolaires

L'objectif du projet CLFZ pilote pourrait être de démontrer comment les entreprises desservant le marché intérieur sont prêtes et capables de s'attaquer aux causes systémiques du travail des enfants dans leur chaîne d'approvisionnement (qui, dans bien des cas, ne sont pas très transparentes).

Le processus qui débute avec la campagne a pris assez longtemps. Il est évident que plusieurs leçons ont été tirées de ce processus. On s'attend à ce que ces expériences conduisent à de nouvelles idées sur la stratégie visant à traiter efficacement les questions relatives au travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement, en établissant un équilibre entre la sensibilisation et la création de possibilités de collaboration avec les entreprises favorites.

4.5 Lobby et plaidoyer

(2) Dans quelle mesure les IP ont-elles effectivement préconisé le changement souhaité et sont-elles en liaison avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales? – lobbying et plaidoyer dans les pays partenaires de la CLFZ

Dans la plupart des études de cas, les IP ont effectivement fait la liaison avec les intervenants du secteur public, avec la plupart des efforts et l'efficacité principalement au niveau local.
En Ouganda, CEFORD et UNATU ont travaillé en liaison avec les organismes publics locaux, qui sont maintenant très engagés à collaborer et ont mis à disposition des ressources pour appuyer l'initiative CLFZ. La collaboration avec la police locale a également été particulièrement efficace. UNATU a également été actif au niveau national, mais ici, nous trouvons moins de volonté de collaborer et peu de progrès. En Inde, SAVE(secteur de vêtement) et Manjari (pierre naturelle) collaborent intensivement avec les intervenants locaux, y compris les agences publiques locales, le Syndicat des travailleurs ainsi que les entreprises locales. Il existe également des contacts nationaux utiles comme le projet national de travail des enfants et le Childline. Au Mali, plusieurs initiatives ont été prises pour assurer la liaison avec les acteurs locaux et nationaux, en organisant des ateliers et des réunions afin de sensibiliser et de mobiliser les ressources pour le secteur de l'éducation. Les intervenants locaux sont invités à profiter des événements de renforcement des capacités, ce qui contribue à accroître l'engagement.

Les activités de collaboration et de lobby augmentent la propriété locale, la durabilité et le potentiel de mise à l'échelle des initiatives de la CLFZ, mais ces objectifs pourraient être mieux articulés.
Au niveau local, nous trouvons plusieurs activités qui améliorent la propriété locale et le renforcement des capacités, qui finiront par renforcer la durabilité et le potentiel de mise à l'échelle, tels que:
• la création ou le renforcement de comités publics locaux
• la participation des leaders d'opinion des groupes religieux
• le renforcement de l'application des lois et collaboration avec la police locale
• la création de lois locales efficaces
• la collaboration avec des syndicats ou d'autres groupes d'intérêt
Dans tous ces cas, l'approche est celle de la participation et du renforcement des capacités, ce qui accroît le sentiment d'appropriation. Ces activités pourraient être mieux positionnées dans une théorie globale du changement et de la stratégie d'amélioration de la durabilité et de la mise à l'échelle/de l'expansion.

(6) Les activités de plaidoyer et de lobbying ont-elles permis d'accroître l'appui des décideurs et des organisations internationales aux CLFZ ainsi qu'aux chaînes d'approvisionnement libres de tout travail d'enfants à l'échelle internationale?

De nombreux intervenants voient la valeur ajoutée des partenaires SCL en tant qu'experts sur le lobby et le plaidoyer efficaces en matière de travail des enfants. Les activités L&A (de lobby et de plaidoyer) aux Pays-Bas ont été organisées de manière efficace, avec une division claire des tâches et des rôles spécifiques entre les différents partenaires.
Les personnes interrogées perçoivent le SCL aux Pays-Bas comme étant fort en matière de lobby et de plaidoyer, un partenaire constructif, pourtant, avec une vue critique. Le SCL comprend les problèmes de travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et le rôle des entreprises impliquées et veut trouver un moyen d'atteindre des objectifs communs. De nombreux intervenants voient le SCL et surtout ICN comme un groupe qui a des objectifs clairs et une stratégie solide. La stratégie réunit différents niveaux de fonctionnement, par exemple le travail sur les alliances/engagements et le lobby au niveau politique. Ces différents rôles sont également relativement clairs pour les intervenants externes concernés (par exemple dans les alliances et dans le lobby politique). Les personnes interrogées interrogés au sujet de l'entente sur le vêtement et le textile ont également indiqué qu'ils font confiance aux ententes conclues avec le SCL et savent qu'ils peuvent faire confiance (une entente est une entente); c'est très apprécié. En outre, la décision du SCL de rester dans le processus de ce pacte peut avoir contribué à cela.

La coalition SCL a été particulièrement efficace en L&A au niveau politique.
Aux Pays-Bas, le SCL a établi une relation de confiance avec plusieurs personnes impliquées dans la politique nationale, tels que les membres du Parlement et le ministère des Affaires étrangères. La recherche effectuée par le SCL est perçue comme crédible. Le SCL a une bonne compréhension de ce qui est nécessaire pour sensibiliser et poser des questions au sein du Parlement; le SCL offre des contributions concrètes qui peuvent être utilisés efficacement par les parlementaires. Les principales personnes contacts du SCL au sein du Parlement et du ministère des Affaires étrangères sont ceux qui ont un intérêt «personnel» en matière du travail des enfants et les droits de l'homme.
Il est trop tôt pour savoir dans quelle mesure le SCL a influencé les opinions sur l'importance des questions relatives au travail des enfants dans les marchés publics et à la durabilité dans la chaîne de valeur.

D'après le travail effectué au niveau de la politique, y compris les alliances, il y a toujours moyen d'aller à la mise en œuvre et l'application. Cela pourrait nécessiter une collaboration avec d'autres organisations orientées vers l'incorporation du travail des enfants dans une approche plus intégrée (développement communautaire, droits de l'homme, ...).
Les intervenants impliqués dans le processus des alliances sont conscients des problèmes liés au travail des enfants dans le secteur. Le SCL et d'autres ONG sont en mesure de montrer les points de vue des différentes parties prenantes, telles que les acteurs défavorisés et locaux. Toutefois, Les personnes interrogées ont également mentionné que les entreprises sont approchées par de nombreuses ONG individuelles, toutes avec leur propre message. Il est également prévu que la diligence raisonnable mettra l'accent sur le travail des enfants comme l'un des nombreux risques auxquels les entreprises doivent faire face. Plusieurs personnes interrogées ont donc conseillé au SCL de se pencher sur le travail des enfants dans une perspective de développement communautaire plus large. Ils ont suggéré que le SCL collabore avec d'autres ONG pour s'assurer qu'il y a un message complet pour les entreprises.

La valeur ajoutée de l'approche CLFZ et sa relation avec les approches de la chaîne d'approvisionnement doivent être affinées.
La plupart des personne interrogées au niveau des politiques et au sein d'entreprises (ou d'organisations représentant des entreprises) ont associé le lobby du SCL à l'approche de zone libre de tout travail d'enfants et ont expliqué le concept CLFZ comme étant une approche basée sur la zone et qui collabore avec de différentes parties prenantes pour mettre fin au travail des enfants. Certains associent l'approche à une approche paysagère. Ceci est très utile. Toutefois, dans la poursuite de l'élaboration de l'approche et des méthodes de mise en œuvre des pactes/alliances, il sera nécessaire de mieux élaborer l'approche CLFZ en ce qui concerne l'approche de la chaîne d'approvisionnement et les intérêts des entreprises et des organismes publics concernés. Il y a un certain risque que l'approche CLFZ soit considérée comme une «solution magique» qui permettra de résoudre les problèmes actuels de l'approche de la chaîne d'approvisionnement en matière de suivi et de remédiation. Une meilleure compréhension de l'approche CLFZ et de sa relation avec une approche de la chaîne d'approvisionnement sera essentielle afin d'élaborer des orientations plus précises pour la mise en œuvre des pactes et des énoncés de politique concernant le travail des enfants.

(7) Le programme a-t-il permis de sensibiliser davantage le public et les consommateurs aux questions relatives au travail des enfants et dans quelle mesure cela a-t-il conduit à une pression accrue du public pour améliorer la transparence des entreprises en ce qui concerne leurs activités visant à mettre fin au travail des enfants?

Les campagnes publiques menées par le programme SCL ont contribué à l'amélioration de la sensibilisation du public et font partie d'une tendance plus générale à une plus grande attention pour réaliser un objectif de 'pas de travail des enfants'. Dans le cadre du programme SCL, la campagne «l'Or à partir des mains des enfants» a été menée dans le but de sensibiliser et de mobiliser les consommateurs pour faire pression sur les entreprises pour qu'elles agissent contre le travail des enfants. La campagne a une portée estimée de 1 500 000 consommateurs et elle a inclus des articles publiés sur plusieurs médias en ligne/sites Web, l'exposition sur les médias sociaux. En travaillant avec Good Electronics, une conférence a été organisée en coopération avec le ministère des Affaires étrangères, dans laquelle un certain nombre de grandes sociétés d'électronique (tells qu'Apple et *Philips*) ont participé.
Une exposition de photos d'Eelco Roos et Jimmy Nelson à Amsterdam avec l'attention sur la question du travail des enfants dans l'exploitation aurifère a été organisée par SCL. En outre, une pétition a été signée par plus de 10 000 personnes pour faire appel à l'industrie électronique pour qu'elles oeuvrent vers de l'or sans travail des enfants et l'envoyer à des entreprises d'électronique les invitant à une coopération plus poussée dans cette direction. Cette campagne comprenait également deux rapports: (1) l'Or à partir des mains des enfants, l'Utilisation de l'or à l'esprit des enfants par le secteur de l'électronique, et (2) Aucun avenir d'Or, l'Utilisation du travail des enfants dans l'exploitation aurifère en Ouganda aussi. Cette campagne et les activités ultériures ont contribué à l'entrée SCL dans les négociations sur une entente dans le secteur de l'or (pas encore finalisée). Le premier rapport a servi de base aux questions parlementaires au sein du Parlement néerlandais et de la Commission européenne. La Commission européenne a répondu que la directive sur les marchés publics permet l'inclusion des aspects sociaux et environnementaux dans les marchés publics et qu'on a l'intention de l'appliquer pour les minéraux. Il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure cette campagne a contribué à améliorer la sensibilisation des consommateurs. Un des résultats de la campagne est le rôle/la position du SCL dans les négociations pour le Pacte d'or. SCL a soumis une proposition (mars 2017) à RVO pour le Fonds

de contre le travail des enfants, avec Philips, FairPhone, UNICEF et Solidaridad, afin de lutter contre le travail des enfants dans le secteur aurifère.

4.6 Synergie entre les composantes du programme, la durabilité et la mise à l'échelle/l'expansion

(8) Les trois volets du programme ont-ils renforcé l'un l'autre pour atteindre l'objectif global de l'arrêt du travail des enfants et comment cela a-t-il été fait? Quels étaient les défis et comment ont-ils été abordés?

Il est pertinent et efficace pour le programme SCL de travailler sur les trois composantes définies du programme. L'équipe d'évaluation a trouvé des exemples de bonnes synergies dans les études de cas CLFZ. Il est nécessaire de consolider et tirer des leçons de ces expériences et de s'assurer que le potentiel de synergie est renforcé dans le programme global. Le principal facteur de réussite est une personne de coordination engagée, pour un secteur.

Au cours de la la mise en œuvre des CLFZ, il y a eu une bonne synergie entre les trois volets du programme au niveau local (c'est-à-dire, sous national ou régional). Le facteur de succès est probablement la coordination locale ou la proximité entre les partenaires. La synergie a été moins explicite avec les partenaires et les activités au niveau national.

Au niveau des programmes, il existe des exemples de bonnes interactions entre les composantes du programme dans le secteur de la pierre naturelle. Par exemple, les travaux sur les CLFZ avec les entreprises dans le domaine de la pierre, les activités avec les marchés liés au gouvernement néerlandais, le travail avec le TFT et le rapport Rock Bottom ont renforcé le travail sur le terrain et vice versa. Ceci a également incité le RVO et le gouvernement à prendre de nouvelles initiatives sur les aspects sociaux des marchés publics. Dans le secteur du café, il y a de bonnes interactions avec l'UTZ. Des initiatives ont également été prises pour toucher d'autres secteurs, comme les échanges avec l'initiative internationale sur le cacao (IIC) et l'Initiative de l'Elimination du Travail des enfants dans le secteur du tabac (ECLT). Dans le secteur du vêtement, il y a un potentiel de meilleure coordination. Le facteur de réussite d'une bonne synergie est un fort responsable de coordination. Par exemple, dans le secteur de la pierre naturelle, la personne coordinatrice de ICN est la personne-ressource pour les entreprises impliquées, elle est responsable de la sous-traitance de la propriété intellectuelle en Inde, collabore étroitement avec le FNV et son partenaire local et participe au processus d'entente CIRS pour le secteur de la pierre naturelle.

Nous avons l'impression que la synergie pourrait être améliorée, en consolidant les bonnes pratiques et les enseignements tirés. Une des perspectives à considérer serait de s'assurer que les expériences et les réalités CLFZ sur le terrain sont bien documentées et utilisées pour informer les décideurs au niveau des politiques et au sein des entreprises internationales. L'autre serait de s'assurer que les possibilités découlant des changements de politique sont correctement interprétées et matérialisées au niveau local. Étant donné que les secteurs (ou chaînes d'approvisionnement) sont très différents et se retrouvent dans différentes phases de développement pour atteindre la durabilité, il serait préférable d'avoir une stratégie sur la synergie qui varie selon le secteur. Nous n'avons pas rencontré une telle stratégie ou une telle vision, bien qu'en pratique, ces différences par chaîne d'approvisionnement soient prises en compte. Par exemple, le nombre d'entreprises qui participent activement à chacune des initiatives de la chaîne

d'approvisionnement est encore relativement faible. En Ouganda, il ya beaucoup de compagnies de café, mais un seul est impliqué à ce jour. Dans le vêtement en Inde, il y a de bons potentiels pour la mise à l'échelle.

(18) L'engagement des parties prenantes pertinentes est-il assez fort pour que les CLFZ puissent continuer sans soutien externe? Si non, quel type de soutien est encore nécessaire?

La durabilité des CLFZ a été notée comme une préoccupation dans l'évaluation précédente et demeure une préoccupation qui n'est pas suffisamment développée. Il n'existe pas d'approche systématique pour aborder les aspects de la durabilité.
La coalition SCL met l'accent sur l'aspect d'une stratégie de sortie et sur la durabilité dans les rapports de chaque organisation partenaire. Le rapport sur la durabilité montre la variation et la combinaison apparente avec le potentiel d'éxpansion. Bien que, dans la pratique, ces aspects soient étroitement liés, nous pensons qu'ils devraient être séparés. Dans les études de cas, nous élaborons la durabilité de la CLFZ, sous différentes rubriques:

1. Aspects institutionnels (les structures requises pour soutenir les résultats du projet):
• Au niveau communautaire, le fonctionnement continu de différentes structures de suivi est essentiel. Cela est susceptible de continuer dans les CLFZ réussies.
• Au niveau scolaire, le fonctionnement continu de différentes structures est également susceptible d'être durable, à condition qu'il reçoive l'appui des autorités locales et/ou du gouvernement national. En particulier, certains enseignants semblent être surchargés.
• Au niveau des circonscriptions administratives (comtés), la mise en place de structures de gestion est également importante pour la durabilité, par exemple, le Groupe de travail sur le Travail des Enfants en Ouganda.
2. Aspects financiers ou commerciaux (les moyens financiers disponibles pour soutenir les résultats du projet):
• Au niveau communautaire, l'existence de la VSLA et des activités génératrices de revenus sont importantes, mais dans la plupart des cas, on s'attend à ce qu'elles soient durables.
• Au niveau scolaire, le financement de la modernisation et de l'entretien des infrastructures scolaires et de la qualité de l'enseignant demeurent une préoccupation dans la plupart des études de cas, et ceci est une responsabilité du gouvernement local et/ou national.
• Au niveau des administrations locales, les moyens financiers sont presque sans exception limités.
• Au niveau de l'entreprise, nous trouvons une volonté variable d'investir dans la CLFZ. En Ouganda, la société locale de café est fortement tributaire du financement des donateurs, ce qui n'est pas durable.
3. Aspects juridiques (les lois qui permettront de faire durer les résultats)
• Ici, nous voyons des résultats prometteurs lorsqu'on examine la législation locale. En Ouganda, un arrêté municipal a été établi. Dans la CLFZ de Kasubi, un arrêté a été accepté, fournissant une base juridique au travail accompli. En Inde, nous voyons une législation efficace parmi les négociants de Cobble Union.
4. Aspects socioculturels (la norme sociale confirmant qu'un changement de mentalité a été établi)
• Cela a été discuté plus tôt, avec des effets variables. En Ouganda, il a été conclu que pour consolider et sécuriser la norme sociale, il faudrait au moins 2-3 ans de soutien léger.

Nous avons provisoirement évalué les défis restants pour les différentes dimensions de durabilité des différentes études de cas dans le tableau suivant. Les scores pour le Mali varient en raison de la variation entre les différents CLFZ qui ont été inclus.

	Café Ouganda	Vêtement Inde	Pierre naturelle Inde	Mali
Durabilité institutionnelle	0	0	X	X
Viabilité financière	XX	0	X	XX
Aspects légaux	0	0	X	0
Aspects socioculturels	X	0	XX	0/X

XX: de sérieux défis restent; X: quelques défis restent; 0: peu, s'il reste des défis

L'équipe d'évaluation a noté beaucoup de preuves de la réplication et des retombées des succès en cours des CLFZ. Cela suggère un bon potentiel d'expansion. Une stratégie de mise à l'échelle est essentielle pour atteindre des niveaux d'impact plus importants et pour réaliser des avantages significatifs pour les entreprises, qui veulent voir l'entégralité de leurs chaînes d'approvisionnement couvertes. Cependant, il manque une stratégie de mise à l'échelle explicite.

Toutes les études de cas montrent des preuves de réplication et de retombées des initiatives CLFZ existantes, même si elles ne sont pas encore pleinement couronnées de succès. Nous notons les exemples suivants:

• En Inde, à Tirupur, il y a réplication par l'entremise de l'Association des commerçants à d'autres paroisses

• En Ouganda, la création de comités fonctionnels de CLFZ et l'application de la loi par la police dans les villages environnants

• En Inde, à Budhpura, le fait d'imiter, dans d'autres zones, l'utilisation d'enseignes par des membres du syndicat de pierres pavées.

Sur la base de ces exemples, nous observons de bons potentiels pour l'expansion. Les mécanismes suivants sont identifiés pour l'expansion. Le programme pourrait viser plus spécifiquement à développer ces mécanismes de mise à l'échelle comme une façon indirecte d'atteindre des effets plus importants:

• Coordination du gouvernement local et structures de surveillance du travail des enfants

• Les lois locales et renforcement par la police

• Enquêtes/maintien de l'ordre aux lieux de marché où de nombreux commerçants se rassemblent

• Plates-formes nationales de niveau sectoriel, telle que la plateforme des cultivateurs de café en Ouganda

• Des normes pour la production durable, comme celle de l'UTZ, y compris une approche du travail des enfants.

Il manque une stratégie de collaboration avec les entreprises. Le récent document sur la coopération avec le secteur privé en Inde ne reflète pas une approche de partenariat et une orientation aux opportunités, mais plutôt renforce l'attitude critique envers les entreprises.

Au moins trois personnes interrogées ont mentionné que la coalition SCL a un préjugé et une attitude plutôt négatifs envers les entreprises. Il pourrait être plus efficace de mettre l'accent sur les potentiels de collaboration et de démontrer les avantages potentiels de la collaboration fondée sur les CLFZ existantes et les expériences avec les entreprises favorites. Le document met

clairement en évidence les aspects de la prévention des risques et les responsabilités légales des organisations communautaires et des ONG pour s'engager auprès des entreprises:
• Attirer l'attention sur les risques ... des entreprises (pourquoi ne pas mentionner les avantages ou les possibilités potentiels)
• Les acteurs du secteur privé reconnaissent leur responsabilité ... (comme si aucun d'entre eux n'a de sens de la responsabilité)
• Inclure les acteurs du secteur privé en tant que partenaires ... (pourquoi ne pas les inviter à travailler en partenariat).

De plus, la liste des rôles des entreprises multinationales, nationales ou locales (page 30) est l'une des exigences et des activités visant la prévention du travail des enfants et la rfemédiation. Il n'y a pas d'attention à la façon de travailler avec les entreprises en partenariat et la façon de stimuler les entreprises à créer des possibilités pour l'emploi des jeunes avec des avantages partagés potentiels pour les entreprises.

4.7 Efficacité et apprentissage

(14) Les capacités des différents membres de la coalition et des partenaires du Sud ont-ils été utilisées de façon optimale dans la réalisation des objectifs?

Un facteur clé de réussite pour une CLFZ efficace est la sélection d'une organisation avec une foundation locale et ayant une confiance dans les communautés ciblées.
Nous avons constaté, sans exception, que les organisations partenaires locales (ONG ou syndicats) qui étaient responsables du travail au niveau communautaire sont très capables, motivées et efficaces pour travailler au niveau communautaire. Elles pouvaient aussi s'occuper de la collaboration, du lobbying et du plaidoyer au niveau local, en particulier avec les acteurs publics. Les compétences les plus couramment mentionnées sont la mobilisation communautaire, les approches multipartites, le résautage et la création des alliances ainsi que la connaissance des droits de l'enfant.

À la suite de l'enquête auprès des IP, nous avons trouvé un ensemble de besoins restants pour l'amélioration des compétences.
Tout d'abord, il faut noter que les IP de l'Inde n'ont pas soulevé les besoins de renforcement des capacités. Les autres IP ont mentionnés des besoins principalement liés aux compétences suivantes:
• engagement avec les entreprises, en particulier l'élaboration d'un cas de business
• engagement avec les organismes publics au niveau national (contrairement aux administrations locales dont les scores sont élevées)
• compétences pour aider les enseignants

En termes d'améliorations, voici les priorités pour les améliorations suggérées en termes de compétences (émanant principalement d'autres partenaires que ceux de l'Inde, mais y compris ceux de Budhpura):
• Renforcement des capacités ou formations de recyclage (p. ex. sur l'orientation et le conseil des enseignants), renforcement des capacités pour les autres acteurs actifs dans le développement des CLFZ, sur la conceptualisation et la formulation des projets

• Développement des outils de sensibilisation dans les langues locales
• Compétences en matière d'établissement de relations et d'engagement avec les entreprises
• Compétences en analyse des politiques, lobby des politiques et plaidoyer
• Compétences sur les plates-formes de plaidoyer au niveau national, partage de l'information vers les entreprises

En ce qui concerne l'état actuel des capacités en ressources humaines, les partenaires donnent généralement une bonne note et ont déclaré que la contribution du SCL est élevée. Une exception est le score faible de 38% concernant la parité homes-femmes, où les partenaires donnent un score modéré ou médiocre.

(12) Comment l'apprentissage du programme est-il assuré chez les membres du SCL et dans l'ensemble de la Coalition? L'apprentissage et l'innovation ont-ils eu lieu sur la base d'évaluations et de recommandations antérieures?

En termes de valeur ajoutée principale par le programme, le plus important semble être les compétences liées à l'établissement d'une CLFZ, et l'échange et l'apprentissage entre les partenaires. Il y a des suggestions pour intensifier l'apprentissage.
Plus précisément, les deux questions suivantes ont été mentionnées comme étant la principale valeur ajoutée du programme SCL pour les IP:
• adoption de l'approche CLFZ, qui a conduit à l'amélioration de la qualité et des résultats du programme
• les visites d'échange et les contacts entre les partenaires SCL sont très appréciés et ont été efficaces, bien qu'il y ait aussi davantage de demandes de visites d'échange. Ces visites ont contribué à l'apprentissage, l'adoption et la diversification de l'approche CLFZ et l'optimisation des résultats. Il est également fait référence à des contacts utiles avec d'autres parties prenantes, des ONG ou des agents ayant des compétences spécialisées.

Sur l'apprentissage, la plupart des partenaires trouvent l'état actuel très bon. La majorité des partenaires ont indiqué que la contribution du SCL à l'apprentissage était très importante. Les scores les plus bas dans cette catégorie sont la disponibilité de ressources pour des événements d'échange ou d'apprentissage (qui souligne que l'échange est très apprécié mais pourrait être amélioré avec des fonds supplémentaires). En outre, il ya une demande pour plus d'événements d'apprentissage prévue à mi-chemin du projet et pas seulement à la fin. Il y a également une demande d'événements d'apprentissage organisés au niveau national ou régional.

Il y a aussi des demandes d'amélioration des capacités sur la planification stratégique, le travail sur la théorie du changement et le travail sur les questions relatives à la durabilité.
En ce qui concerne les améliorations, il est fait référence au renforcement des capacités sur le genre, la gestion interne et la réflexion interne et les examens, p. ex. examen semestriel du projet pour évaluer l'approche. Sur la planification stratégique, la plupart des résultats sont bons, mais 30% des partenaires donnent un score modéré et une contribution limitée («certains») par le SCL, sur tous les sujets, sauf la capacité de répondre aux opportunités. En termes d'améliorations, les partenaires se réfèrent au renforcement des capacités sur la planification stratégique, la théorie du changement et la façon dont les acteurs d'une chaîne de valeur peuvent être atteints. Ils demandent une formation de recyclage sur le suivi et évaluation et plus de connaissances sur la durabilité et la stratégie de sortie.

En examinant l'évaluation précédente (le rêve d'Omar), plusieurs recommandations n'ont pas encore été entièrement traitées.
Nous mentionnons quelques recommandations qui n'ont pas été entièrement traitées:
• Le concept d'un CLFZ: ici, nous avons un manque de bonne compréhension entre certains intervenants et le débat dans quelle mesure une CLFZ est une approche axée sur la région, une approche axée sur la collectivité et la façon dont elle est liée à une approche de la chaîne d'approvisionnement. Nous observons que la définition s'est beaucoup améliorée à partir de l'ensemble initial de 7 critères (mentionnés dans le rêve d'Omar).
• La théorie du changement du programme: cela ne s'est pas amélioré comme une stratégie écrite, en particulier la relation entre le L&A, la RSE et le travail CLFZ, bien que les bonnes expériences soient visibles dans les études de cas et les discussions sur la stratégie interne.
• La durabilité de l'approche: dans le rapport, les IP devraient décrire la durabilité des résultats, mais le concept n'est pas bien défini pour que les réponses soient assez variables.
• Les lignes de base et le suivi: nous croyons que les études de base peuvent être améliorées pour permettre de tirer des conclusions fermes sur ce qui a été réalisé.
• L'intensification de l'approche: le programme n'a pas encore de stratégie pour étendre les résultats du CLFZ à des zones géographiques et des impacts plus larges, notamment une approche de partenariat avec les entreprises.

En examinant l'évaluation précédente (le rêve d'Omar), plusieurs recommandations n'ont pas encore été entièrement abordées, et cela peut être attribué en partie au fait que les recommandations ne sont disponibles qu'un an après le début du programme "Out of Work".

(13) Dans quelle mesure la gouvernance (mise en place de la Coalition), les structures de coordination, les procédures et les outils suivi et évaluation et la structure de gestion des subventions (repartition des tâches entre les partenaires de la coalition en termes de soutien des partenaires) contribuent ou entravent la réalisation des objectifs?

Plusieurs IP ont des difficultés à acquérir suffisamment de fonds et pourraient bénéficier d'initiatives visant à améliorer la communication et l'élargissement des succès CLFZ.
Sur la collecte de fonds, 77% des partenaires trouvent l'état actuel de la collecte de fonds, à l'extérieur du programme, modéré ou médiocre. Au total, 46% trouvent modérées, les ressources financières mises à disposition par le programme. De nombreux partenaires ont mentionné que l'accès au financement doit être amélioré et qu'ils demandent des capacités en matière de collecte de fonds. Compte tenu des résultats positifs de plusieurs CLFZ, et des opportunités apparentes (voir ci-dessus) pour la mise à niveau, le programme pourrait trouver plus de propositions de cofinancement avec les entreprises, avec des rôles bien définis des ONG locales (principalement en termes de leurs compétences au niveau communautaire) et les entreprises participantes.

De nombreux IP indiquent qu'ils ont beaucoup appris sur le sujet de suivi et évaluation, mais aussi observent les faiblesses restantes.
L'état actuel des compétences pour appliquer un plan de suivi et évaluation et analyser les données est considéré comme très bon ou bon, avec des taux modérés de contribution par le programme. En dépit de cela, de nombreux partenaires mentionnent également que l'aspect suivi et évaluation doit être amélioré, sur les aspects des techniques de recherche statistique, l'analyse des données, la documentation des bonnes pratiques, avoir de logiciels et la mise en place d'une base de données informatisée. Cela concorde avec une conclusion de cette étude d'évaluation, qui est la nécessité d'améliorer les études de base et d'évaluation afin de pouvoir tirer des conclusions plus fermes appuyées par des données quantitatives.

4.8 Conclusions et recommandations sur les questions d'évaluation du Mali

Les questions d'évaluation supplémentaires suivantes ont été soumises pour l'étude du Mali. Voici les réponses qui se fondent sur les résultats des visites sur le terrain à 5 CLFZ (voir la section 6.5)

(1) Comment les différents domaines d'intervention ont-ils été caractérisés au début des interventions, en termes quantitatifs et qualitatifs, concernat les enfants dans le travail des enfants/ dans les écoles et hors de l'école?
Nous avons examiné les données quantitatives sur l'inscription à l'école, dont une ligne de base a été enregistrée pour toutes les régions et il existe des données récentes. Le taux d'augmentation est important dans tous les cas. Les personnes interrogées aux entretiens d'évaluation comprennent également des comptes rendus cohérents de la mauvaise situation de départ en ce qui concerne le travail des enfants et le faible taux de scolarisation et de fréquentation des écoles, et la façon dont cela s'est amélioré au cours de ces dernières années. Le travail des enfants a principalement été au niveau du travail familial. Les enfants sont impliquésn dans la production de sésame et de karité principalement, ainsi que leur participation dans le secteur de l'or (Bougouni). Il a été dit que les revenus que les enfants tirent de ces activités ne sont pas significatifs. Le plus important au cours de la mise en œuvre de la CLFZ a été la réduction de l'incidence du travail des enfants, l'amélioration de l'infrastructure scolaire, la présence et la qualité des enseignants, ainsi qu'une meilleure cohésion sociale dans les villages sélectionnés.

(2) Comment ces zones ont-elles été comparées aux régions avoisinantes et à la situation nationale dans leur pays?
Les zones ont été sélectionnées pour leur faible niveau d'inscription scolaire. En outre, les zones sont comparables aux zones voisines, à l'exception de deux zones plus accessibles situées près d'une route goudronnée. Cela devrait inciter les enseignants à travailler dans les CLFZ, car les zones ne sont pas trop éloignées des routes d'accès.

(3) Quelles ont été les interventions des organismes d'exécution?
Une série d'interventions a été notée, notamment la mobilisation communautaire, les activités génératrices de revenus et l'amélioration des écoles. Voici les principales interventions:
• Création d'une «association des Mères d'Enfants», pour entreprendre et gérer les activités génératrices de revenus des mères d'enfants scolarisés
• Création d'un «Comite de Gestion scolaire», afin d'aider en termes de matériel scolaire et de la gestion
• Création d'"Association Parents d'Elèves", pour surveiller la qualité de l'éducation
• Création du parlement des enfants
• La création d'un forum des enseignants
• Appui à l'infrastructure scolaire; construction de classes, kits scolaires pour élèves
• Lobby pour améliorer la couverture et la qualité des enseignants
• Les activités génératrices de revenus, y compris la formation d'enfants plus âgés (jeunes de 15 à 18 ans qui ont dépassé l'âge scolaire) dans la fabrication de savon et la coloration de papier toilette, ce qui les a aidés à générer des revenus à court terme.

(4) Qu'est-ce qui a changé dans la situation décrite ci-dessus depuis le début des interventions?
Voici les principaux changements enregistrés:
• Augmentation des revenus provenant de différentes sources, de sorte que la plupart des familles peuvent maintenant payer, elles-mêmes, les frais de scolarité et les trousses scolaires; l'augmentation des revenus provenant du traitement de karité soutenu par le projet a été un facteur important
• Toutefois, pour les familles pauvres, il n'y a pas encore de soutien suffisant
• L'éducation socio-professionnelle des jeunes a réussi, en particulier la fabrication du savon et la coloration du papier toilette ont été efficaces
• On peut observer l'incidence réduite des mariages précoce des jeunes filles
• Les enseignants soutiennent parfois les familles pauvres
• Il y a référence à un nouveau système de crédit et d'association BENKADI particulièrement mentionné
• Il y a une forte baisse du travail des enfants dans toutes les CLFZ
• Il y a une forte augmentation des inscriptions scolaires dans toutes les CLFZ et une meilleure qualité de l'éducation
• Dans la plupart des CLFZ, il existe des indications d'une cohésion sociale accrue
• Accord sur une règle locale/informelle pour sanctionner les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école
• Tous les nouveaux arrivants seront reliés à une famille locale qui les informera sur la norme
• Les parents migrateurs laissent des enfants avec leurs proches de famille

(5) Dans quelle mesure les zones d'intervention peuvent-elles maintenant appelées Zones libres de tout travail d'enfants?
Compte tenu des améliorations susmentionnées, des progrès importants ont été accomplis en ce qui concerne les CLFZ. Dans la plupart des cas, il existe des indications significatives de progrès en ce qui concerne la norme sociale des enfants qui ne travaillent pas mais qui vont à l'école. Mais la communauté et les intervenants se demandent s'il y a possibilité que cela continue en cas de retrait du projet à l'heure actuelle. Les exceptions (positives) à cet avis sont à Markala et à Mopti. Les perceptions (négatives) sont dues à plusieurs facteurs. Le plus important est le soutien financier nécessaire pour soutenir les écoles. L'autre facteur est l'incessante migration continue et les troubles sociaux qui en découlent. Il serait bon d'explorer plus en détail pourquoi les opinions sont plus positives dans Markala et Mopti que dans les autres CLFZ.
Il paraît que des activités sont en cours pour faire pression pour une politique nationale et des ressources disponibles pour soutenir la CLFZ au niveau local par l'intermédiaire des institutions nationales. Cela n'a pas fait l'objet de notre évaluation.

(6) Comment les changements dans les zones d'intervention se comparent-ils aux changements dans les zones avoisinantes, et à la situation nationale dans le pays?
Il est très plausible que la CLFZ se compare favorablement à la situation régionale et nationale. Par exemple, dans la CLFZ de Bougouni, le niveau de scolarisation est de 100% alors que sur l'ensemble de la région , le niveau n'est que de 72%.
L'étude sur le terrain fait preuve de plusieurs cas de copier-coller et de réplication par les villages environnants, qui n'auraient pas eu lieu si la situation dans les régions environnantes était bonne.

(7) Quels facteurs internes – c'est-à-dire qui se rapportent à l'intervention – peuvent expliquer les résultats?

Un minimum de cohésion sociale locale est un facteur de réussite important. En outre, des possibilités de génération de revenus et de bonnes relations avec l'ONG soutenant la CLFZ sont essentielles.

(8) Quels facteurs externes – c'est-à-dire qui se rapportent au contexte – peuvent expliquer les résultats?
Tel que cela est indiqué ci-dessus, les possibilités de génération de revenus sont importantes. Là où les gisements d'or peuvent être trouvés, c'est un facteur très inquiétant, car cela attire les migrants et c'est très séduisant pour les enfants comme source de revenus.

(9) L'intervention était-elle nécessaire, et les résultats auraient-ils pu être obtenus sans elle?
Les résultats de l'évaluation fournissent montrent que les résultats n'auraient pu être atteints sans les interventions CLFZ, parce que beaucoup d'investissements ont été réalisés dans l'infrastructure des écoles, les activités génératrices de revenus et la qualité de l'enseignement, qui manquent dans les régions environnantes où on n'a pas observé d'amélioration des inscriptions scolaires.

Recommandations
Sur la base des constatations qui précèdent, les recommandations suivantes ont été formulées:
• Entreprendre une étude plus approfondie pour comprendre les opinions plus positives sur la durabilité à Markala et à Mopti, ce qui n'était pas possible dans cette évaluation.
• Surveiller plus en détail les processus en cours de réplication des pratiques des CLFZ existantes vers les régions avoisinantes, afin de comprendre quelles pratiques sont les plus attrayantes et prêtes à être réparties sans un soutien externe.
• Explorer les possibilités de s'engager auprès des commerçants et/ou des entreprises du secteur privé pour améliorer la commercialisation des produits promus dans les CLFZ, comme le sésame et le karité, afin d'améliorer leur rentabilité et l'accès aux marchés.
• Explorer les possibilités d'appliquer l'approche CLFZ dans les zones de culture de coton, également connu pour une implication importante du travail des enfants.
• Élaborer une brochure d'informations et de promotion qui recense les expériences existantes, avec une estimation des ressources nécessaires en termes de ressources financières et humaines pour établir une CLFZ au Mali, les facteurs de réussite et les activités principales, pour que d'autres partenaires de développement l'adoptent, si possible.

5. Observations finales et recommandations

Un aperçu des réponses aux questions d'évaluation de la section précédente montre que la plupart des réponses sont positives. L'équipe d'évaluation a également mis en relief quelques découvertes et observations qui paraissent plutôt nouvelles.

Les recommandations sont classées dans quatre sous-catégories principales: approfondissement, synergie, mise à l'échelle/expansion et renforcement des capacités.

Approfondissement: mieux comprendre la dynamique et la rentabilité des CLFZ, les défis restants et les relations avec les entreprises et les chaînes d'approvisionnement.
1. Il est nécessaire de définir un ensemble d'indicateurs clés de rendement bien définis qui englobent les principaux impacts et le rapport coût-efficacité de l'approche CLFZ, ainsi que la collecte, l'analyse et la présentation systématique des données sur ces indicateurs, en fonction

des enquêtes de base, de suivi et évaluations finales. L'un des objectifs est de tirer des conclusions plus fermes sur la rentabilité. Il est nécessaire d'avoir advantage de données plus fines sur le travail des enfants, l'inscription à l'école et la fréquentation de différentes catégories d'enfants, dans des limites géographiques bien définies. Le suivi devrait également évaluer la dynamique de la réplication et des retombées, afin de comprendre dans quelles conditions et comment cela se déroule. Il est conseillé de structurer les résultats par les différentes phases de développement d'une CLFZ (tel que suggéré dans cette évaluation), en développant ainsi plus de preuves de résultats à prévoir dans les différentes phases, la durée attendue et les ressources financières et humaines requises. Ces données seront utiles pour fournir des conseils basés sur des données probantes sur la durée et l'intensité des efforts visant à établir une CLFZ réussie.
2. Il existe certaines questions dans l'approche CLFZ qui nécessitent une attention ou une consolidation plus poussées:
a. Elaboration plus poussée du concept de norme sociale et des indicateurs associés, en s'appuyant sur les expériences et les apports fournis dans le présent rapport d'évaluation
b. Meilleure définition du travail des enfants acceptable et non acceptable (ou travail léger acceptable)
c. Le rôle des facteurs économiques et les avantages économiques potentiels pour les communautés en participant à une initiative CLFZ
d. Intégration de la création de revenus et de l'offre d'emploi pour les jeunes dans le cadre de la stratégie CLFZ
e. Les stratégies permettant à une CLFZ de réussir dans les situations de migration élevée, par exemple, travailler avec les propriétaires fonciers
f. Définir les conditions qui constituent des «présupposés meurtriers» pour la création d'une CLFZ (par exemple, les niveaux élevés de violences civiles)
g. Démontrer comment l'approche CLFZ peut aider à aborder d'autres questions communautaires, comme le travail décent, les salaires justes, la santé et la sécurité, la violence, les droits des femmes.

3. Il est conseillé d'entreprendre (assigner des consultants) des études rigoureuses sur les impacts des CLFZ (non seulement l'incidence du travail des enfants et des inscriptions et des fréquentations scolaires, mais aussi d'autres impacts comme les revenus, l'emploi des jeunes, la santé et la sécurité) - il n'est pas vrai qu'une étude hypothétique n'est pas possible pour tirer des conclusions fermes sur les résultats d'une CLFZ par rapport à une zone sans ces interventions. Il peut y avoir des organismes de financement intéressés à financer de telles études (à noter que Fairtrade mène une série d'études d'impact financées par les donateurs et les fondations). Le travail des enfants est un domaine attrayant pour s'implication des fondations.

4. Il est nécessaire d'avoir plus d'idées pour ce qui est de la participation attendue (ressources, rôles) et les avantages potentiels pour les entreprises de collaborer dans une CLFZ. En principe, les entreprises sont responsables d'assurer que leurs chaînes d'approvisionnement sont exemptes de travail des enfants. Bien que les entreprises doivent mettre à disposition des ressources pour collaborer dans une approche CLFZ, il y a aussi des avantages potentiels pour ces entreprises, autres que celles de l'atténuation des risques. Ces avantages varient selon le secteur et la région. Une meilleure idée des rôles et des avantages potentiels est importante pour la communication et la promotion, et montrera également comment une approche basée sur l'offre et sur la zone peut créer la synergie.

5. La durabilité d'une CLFZ devrait être traitée de manière plus systématique, y compris une évaluation et une attention pour les aspects institutionnels, financiers, juridiques et socioculturels. Un apercu peut être développé des bonnes pratiques et des stratégies pour aborder la durabilité

dans ces 4 dimensions. La durabilité est aussi clairement associée au renforcement des capacités (formations de recyclage) et aux plates-formes d'apprentissage et de collaboration, comme l'indique la dernière phase de développement d'une CLFZ. Créer l'esprit de propriété parmi les entreprises impliquées et les gouvernements locaux, en fonction de leurs propres intérêts et mandats, devrait constituer le pilier pour la durabilité d'une CLFZ.

Synergie: s'appuyant sur les expériences, renforcer la synergie entre les 3 composantes du programme CLFZ

6. Le programme montre de bons exemples de synergie, mais aussi de secteurs à faible synergie, tant au niveau du projet (local) qu'au niveau des programmes. Il est nécessaire de consolider les bonnes expériences. Le principal facteur de réussite semble être un leadership et une coordination solides au sein d'une personne ou d'une organisation, pour un certain secteur. Le leadership devrait être reconnu par un mandat formel de prendre certaines décisions. Cela devrait être intégré dans la conception de nouveaux projets et de projets en cours. Le coordonnateur sectoriel fournira des orientations stratégiques et aidera à réaliser l'alignement avec les activités de lobby et de plaidoyer, une approche plus proactive pour la mise à l'échelle, la participation des intervenants et de nouveaux partenaires (par exemple, les entreprises). L'objectif est d'assurer un échange vertical d'informations, entre le travail au niveau communautaire sur les CLFZ, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les demandes du marché, et le travail de politique au niveau national et international pertinent pour la chaîne d'approvisionnement.

7. Un élément de synergie consiste à trouver un équilibre entre la campagne pour sensibiliser les entreprises et la collaboration nécessaire pour travailler sur une stratégie de solution utilisant l'approche CLFZ. L'identification d'entreprises favorites (Frontrunners) et la collaboration avec elles pour développer de bons pilotes démontrent le potentiel d'une CLFZ, puis stimule les autres à adopter la nouvelle approche. Cela pourrait remplacer ou réduire le besoin de campagne. Il semble que de nos jours beaucoup d'autres entreprises sont conscientes de la nécessité d'aboder les questions relatives au travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement. Des problèmes avec les entreprises qui desservent les marchés intérieurs peuvent être abordés par des entreprises internationales qui ont un lien avec ces entreprises locales.

8. Au niveau du programme, la vision du SCL devrait être améliorée afin de mieux refléter les relations entre les trois composantes. Les rapports par secteur peuvent également être beaucoup améliorés, pour démontrer le progrès et les interactions réciproques (les études de cas développées pour cette évaluation peuvent servir de point de départ)

Mise à l'échelle: améliorer la mise à l'échelle des CLFZ pilotes

9. Il est important que la mise à l'échelle se fasse et qu'une stratégie de mise à l'échelle soit développée, afin d'atteindre un plus grand impact et afin d'atteindre l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et des zones sensibles pour les entreprises. La mise à l'échelle peut «simplement» commencer en identifiant et en renforçant les processus de réplication et de copie en cours. L'équipe d'évaluation a également identifié certains mécanismes de mise à l'échelle possibles. L'une des approches à considérer est celle des partenariats stratégiques avec les grandes entreprises, afin d'apporter des changements dans les secteurs ciblés. Les partenaires stratégiques sont des "Frontrunners" qui peuvent aider à convaincre les autres dans le secteur, si on leur donne l'occasion et la parole pour le faire. Avoir une entreprise au lieu d'un membre du projet défenseur d'une CLFZ constitue un cas plus convaincant.

Travailler avec des partenaires stratégiques exigerait la définition de conditions qui devront être remplies par les partenaires (par exemple, engagement à respecter les législations et conventions internationales et nationales, et la vision partagée).

10. Elaborer des documents de communication et de promotion sur la mise en place d'une CLFZ structurés comme une «proposition d'investissement», destinés aux donateurs, aux entreprises et aux fondations pour envisager l'appui et l'adoption de l'approche CLFZ. Le matériel de communication doit être concis et factuel. Plus précisément, développez une communication pour les entreprises pour expliquer et promouvoir l'approche CLFZ. Les lignes directrices devraient également faire référence aux avantages que les entreprises peuvent attendre de l'adoption d'une approche CLFZ. Ce matériel devrait fournir une estimation des échéanciers escomptés, des ressources financières et humaines requises et des résultats escomptés à court et à long terme. Il précisera comment les objectifs de la réduction des risques du travail des enfants et de la remédiation ainsi que les possibilités d'améliorer la valeur sociale peuvent être abordés. Les documents de communication devraient refléter une attitude constructive de travailler avec les entreprises.
11. Dans le cadre des activités en cours visant à obtenir un plus grand impact, le SCL pourrait collaborer davantage avec d'autres organisations internationales qui pourraient élargir l'approche CLFZ. Pour ce faire, plus de matériel de communication sur les réalisations CLFZ et le SCL et les enseignements tirés sont partagés avec les partenaires L&A (membres des pactes, partis politiques, etc.). Cela deviendra particulièrement pertinent une fois que les entreprises élaboreront des plans d'action en tant qu'étape de suivi en conformité avec les alliances. Des éléments spécifiques de cette communication pourraient être (i) la position du travail des enfants dans des questions de droit de l'homme plus larges, (ii) la valeur ajoutée de l'approche CLFZ et sa relation avec l'approche de la chaîne d'approvisionnement.

Renforcement des capacités des partenaires d'exécution
12. Parmi les partenaires, on propose des améliorations des capacités et des compétences suivantes:
• Renforcement des capacités ou formations de recyclage (p. ex. sur l'orientation et le conseil des enseignants), renforcement des capacités pour les autres acteurs actifs dans le développement de la CLFZ, sur la conceptualisation et la formulation des projets
• Développement d'outils de sensibilisation et de communication factuelle dans les langues locales
• Compétences sur l'établissement de relations et l'engagement avec les entreprises, du point de vue de l'établissement de partenariats, avec des conseils sur le partage des informations avec les entreprises
• Compétences sur l'analyse des politiques, le lobby des politiques et le plaidoyer, et sa pertinence pour travailler sur une CLFZ
• Compétences sur les plates-formes de plaidoyer au niveau national et approche pour la démonstration des CLFZ pilotes
• Amélioration des compétences en suivi et évaluation et des études de base et d'évaluation, ainsi que l'analyse des données pour tirer des conclusions fermes et obtenir des informations factuelles sur les progrès CLFZ.

13. Plusieurs IP ont des difficultés à acquérir suffisamment de fonds et pourraient bénéficier d'initiatives visant à améliorer la communication et la mise à l'échelle des CLFZ réussies.

6. Etudes de cas

Dans cette section sera présenté les études de cas avec des conclusions plus approfondies, y compris:
• Section 6.1: étude de cas sur le café (Ouganda), en collaboration avec le consultant local Paul Emojong
• Section 6.2: étude de cas sur le vêtement (Inde), en collaboration avec la consultante locale Tina Koshy
• Section 6.3: étude de cas sur la pierre naturelle (Inde), en collaboration avec la consultante locale Tina Koshy
• Section 6.4: étude de cas sur les chaussures (Inde)
• Section 6.5: tableaux récapitulatifs de l'étude sur les CLFZ sélectionnées au Mali, en collaboration avec le consultant local Gabriel Coulibaly
• Section 6.6: évaluation des activités de lobbying et de plaidoyer (L&A) aux Pays-Bas et en Europe
• Section 6.7: sondage numérique auprès des partenaires.

Les études de cas 6.1 à 6.4 sont généralement structurées comme suit:
• Contexte
• CLFZ – principales activités et effets sur la collectivité
• CLFZ – effets scolaires
• Relation avec la migration
• Aspects sexospécifiques
• Sur la norme sociale
• Impacts généraux de la CLFZ
• Relations avec les entreprises/initiatives de la RSE (rôles, effets et avantages)
• Relation avec le lobby et le plaidoyer et le rôle des autorités locales
• Sur la durabilité et la mise à l'échelle des résultats
• Sur l'efficacité de la gestion du projet et l'apprentissage
• Facteurs déterminants
• Principales conclusions et recommandations spécifiques

6.1 Résultats des études de cas de la chaîne d'approvisionnement – café (Ouganda)

Contexte
Cette étude de cas se concentre sur la CLFZ dans la région du Nil au nord de l'Ouganda (West Nile), projet avec CEFORD et UNATU, dans le secteur du café (financé par Hivos et Mondiaal FNV avec l'appui d'une compagnie de cafe et de l'UTZ Certified). Le projet a démarré en d'avril 2015 jusqu'en avril 2017. Le travail dans la région a débuté avant cette date: La compagnie travaille dans la région depuis 2014, tandis que CEFORD a un long parcours dans la région et peut être considéré comme une organisation de confiance par les communautés de la région.

Le projet a un budget de €80 000 (proposition CEFORD), sans considérer la contribution de UNATU, de la compagnie et d'autres parties prenantes. Cette étude de cas est basée sur une

étude documentaire, des entretiens avec des intervenants et une visite sur le terrain (voir annexe 1).

Cette étude de cas se réfère également à des expériences avec le projet CLFZ par NASCENT dans la zone de bidonvilles de Kampala, à Kasubi (financé par Hivos) septembre 2015 - avril 2017. Les expériences sont basées sur un entretien au cours de l'étude sur le terrain, et servent principalement à des fins de comparaison.

L'étude de cas est organisée par thème d'évaluation et se termine par un ensemble de conclusions et de recommandations. L'étude de cas sert de contribution au rapport d'évaluation global.

1. CLFZ – principales activités et effets sur la communauté

Contexte
Le projet est situé dans le comté d'Erussi, qui a 5 paroisses, dont Padolo qui a 13 villages. Le comté d'Erussi a été choisi en raison de son travail des enfants plus prononcé et d'un gouvernement local plus réactif du comté. Le projet dans le comté d'Erussi a été réalisé conjointement par CEFORD, la compagnie et UNATU, et a reçu une bonne collaboration du comté d'Erussi (par exemple, le rôle de la police). Chacune de ces quatre organisations a son propre rôle, tel que brièvement élaboré ci-dessous. La ligne de base a été menée par NASCENT, avec de forts apports de CEFORD.

Le travail effectué par CEFORD est principalement la mobilisation communautaire et l'établissement de comités CL qui sont chargés de surveiller l'incidence du travail des enfants et de s'assurer que ces cas sont abordés. CEFORD a également appuyé ces comités. En outre, des systèmes d'épargne et de prêts villageois (VSLA) ont été introduits, qui comprend désormais 3 composantes: un fonds général, un fonds d'éducation et un fonds de protection sociale. En plus, les gens ont été formés sur les activités génératrices de revenus et de bonnes pratiques agricoles. En 2015, le travail de CEFORD a débuté dans 4 villages (il y a une référence de 772 ménages et une population d'environ 2 000, mais les données correctes sont 689 ménages et 3495 personnes). En 2016, le travail de CEFORD a progressivement ajouté 7 autres villages (11 villages au total) en 2016, avec des comités de CL établis. Dans les 2 villages qui restent, le travail est toujours en cours mais sera bientôt finalisé. Le comté d'Erussi a une population estimée à 34 660. La population totale de la paroisse de Padolo est de 1956 ménages (10 244 personnes).

Zone	Population	Ménages
Comté d'Erussi	34 660 Taille de l'échantillon du sondage: 6723	6731 (5.2 par HH) 271 (24 par HH??)
Paroisse Padolo	10,244	1956
Villages (4) dans la zone principale:	3495	689 772 selon le rapport de CEFORD; Selon MTR paroisse de Padolo = 4 villages et a 1 998 ménages.

Il a été indiqué que l'étude de base (faite par NASCENT) était déjà une première étape importante qui contribuait à la sensibilisation, qui impliquait également le gouvernement local (autorités locales).

Depuis 2014, la compagnie travaille avec tous les membres producteurs de café dans la paroisse de Padolo, 483 personnes au total. La compagnie a une gamme d'activités pour que les membres producteurs puissant se conformer à la norme de l'UTZ des cafés certifiés. Cela inclut de bonnes pratiques agricoles pour augmenter la production de café, ainsi que des mesures pour traiter les cas de travail des enfants. Les activités menées par la compagnie sont élaborées dans une autre section ci-dessous.

Dans la paroisse de Padolo, il y a 4 écoles. Dans le comté, il y a 15 écoles. En dehors des 4 écoles de la paroisse de Padolo, dans toutes les 15 écoles, UNATU a sensibilisé et formé les enseignants. Plus de détails sur les écoles sont donnés dans la section suivante.

Par conséquent, alors que CEFORD, la compagnie et UNATU travaillent en étroite collaboration, ils couvrent chacun différentes sous-zones dans le comté d'Erussi. Il y a fondamentalement quatre zones:
• Zone 1 (zone principale): 4 villages, depuis 2015 avec les interventions de CEFORD, de la compagnie et de UNATU, = CLFZ principale
• Zone 2: + 9 villages, depuis 2016 avec les interventions de CEFORD, de la compagnie et de UNATU, comités CL pas encore formés dans 2 villages, formant ensemble la paroisse de Padolo
• Zone 3: + 4 autres paroisses, écoles couvertes par UNATU mais pas encore sensibilisées, formant le sous-comté d'Erussi.

Effets
Il semble que, de 2014 à 2016, dans la zone 1, au total 372 enfants qui ont été trouvés en train de travailler sont retournés à l'école, et 347 enfants ont été empêchés d'abandonner l'école. Cela concerne la zone 2 (paroisse de Padolo). Par conséquent, la proportion d'enfants (5-17 ans) scolarisés a augmenté, passant de 80% (2014) à 95% (2016). Sur la base des données des écoles, il semble que dans Erussi en général, 499 enfants ont été empêchés du travail des enfants. Des données spécifiques des différentes zones auraient permis d'évaluer les progrès et de tirer des conclusions sur les effets de retombées de la zone principale où l'initiative a démarré.

Nous avons demandé à plusieurs parties prenantes les effets du projet sur les enfants; les aperçus suivants sont apparus:
• La forte baisse du travail des enfants et l'augmentation de la fréquentation scolaire dans la zone principale, mais il y a encore des cas d'enfants à la maison et qui ne vont pas à l'école, qui sont des cas particuliers tels que les orphelins ou dont les parents travaillent dans d'autres zones – les comités CL s'occupent de ces enfants; les estimations du nombre de cas varient.
• Augmentation de la rétention scolaire à la suite de la surveillance des groupes par les enseignants
• Une tendance similaire dans la zone 2, mais il y a plus de cas qui restent – ils sont également abordés, mais les comités CL n'ont été fonctionnels que depuis quelques mois ou sont en train de se former.
• Un baisse du travail des enfants dans le comté d'Erussi dans son ensemble en raison d'une série d'activités qui stimulent la réplication et la mise à l'echelle, comme le travail effectué par le gouvernement local du sous-comté d'Erussi. Les intervenants ont fait une estimation de 20% des ménages ayant encore des enfants à la maison et qui ne vont pas à l'école.

L'étude de base qui a été réalisée montre une incidence importante du travail des enfants à Erussi (28% des enfants de 5-17 ans non scolarisés) et à Ndew (21%). Selon les estimations de CEFORD, l'incidence actuelle du travail des enfants (proportion d'élèves au travail et non scolarisés) varie comme suit:

- 2% dans la zone principale
- 5% dans le reste des 9 villages
- 4% dans la paroisse de Padolo dans son ensemble
- 15% dans le comté d'Erussi.

De plus, et très important, maintenant les enfants savent à qui s'adresser s'ils croient qu'ils sont obligés d'accomplir le travail des enfants (une personne à qui on fait confiance) – on nous a dit que les enfants, dans ce cas, s'adressent à une personne du Comité CL et que plusieurs exemples ont été donnés. Les enfants sont également conscients de leurs droits tels que le droit à l'éducation, le droit à l'alimentation, l'habillement et la liberté du travail acharné.

Les données de surveillance de la compagnie montrent une diminution des cas de travail des enfants à la fois dans la paroisse de Padolo ainsi que dans les autres paroisses du sos-comté d'Erussi, de 8% (2014) de l'ensemble des ménages à 4% (2015), puis près de 2% (2016). Il n'y a pas de différences significatives dans le taux de déclin. Cela suggère que la collaboration de la compagnie avec CEFORD dans la CLFZ n'a pas de valeur ajoutée en termes d'incidence réduite du travail des enfants chez les producteurs de café.
Les entretiens et les FGD fournissent la preuve que le déclin du travail des enfants et l'augmentation de la fréquentation scolaire sont dus au travail effectué par le projet. Il est fait référence à la force d'une approche holistique ou intégrée, ce qui signifie les efforts combinés de CEFORD, la compagnie, UNATU et le gouvernement local, avec différents éléments qui interagissent qui peuvent expliquer le taux rapide de changement: mobilisation communautaire, les moyens d'existence des activités d'amélioration, augmentation de la production de café et sensibilisation des enseignants. Il a été dit que la participation de la police a été un grand facteur de changement; ils ont été impliqués dès le début pour confirmer que le travail des enfants est illégal par la Loi et ceux qui ne respectent pas peuvent être pénalisés. Les officiers locaux chargés de prévenir la criminalité étant une structure communautaire sous la police, ont joué un rôle d'arrêter les enfants ne fréquentent pas l'école et de les remettre aux autorités du sous-comté qui convoquent ensuite leurs parents pour l'interrogatoire.

Il y a des indications de forte réplication de la zone principale vers la zone environnante et vers le sous-comté d'Erussi dans son ensemble. Il est également fait référence à des effets de réplication transfrontalière vers la République Démocratique du Congo (RDC), parce que beaucoup de gens de la RDC viennent aux marchés d'Erussi et envoiemt leurs enfants. Ceci est actuellement surveillé et découragé. Même les familles de la RDC commencent maintenant à comprendre qu'à Erussi la norme a changé et qu'ils ne peuvent plus envoyer leurs enfants au marché. Il est suggéré que les familles de la RDC aimeraient également voir des changements dans leurs villages d'origine en RDC.

Il y a aussi des travaux d'UNATU dans trois autres CLFZ près d'Entebbe, à partir d'une phase de projet antérieure. Une a déjà été remise par KIN à la communauté et aux autorités locales en 2012 (à Kitubulu) et les deux autres ont été abandonnés par KIN (il n'y a pas eu de transfert approprié) en 2014 (à Kingungu et à Nakiwogo). La CLFZ de Kitubulu semble actuellement bien fonctionner

de manière autonome: UNATU ne fournit plus de soutien supplémentaire. UNATU travaille sur la relance des deux autres CLFZ en collaboration avec la communauté et les autorités locales.

2. CLFZ – effets scolaires

Les résultats suivants se trouvent principalement dans la paroisse de Padolo (4 écoles), mais il a été noté que des changements similaires ont eu lieu dans les 11 autres écoles soutenues par UNATU. Cependant, dans plusieurs écoles, le nombre d'enseignants est encore trop faible.

En raison des CLFZ, les enseignants sont devenus plus motivés, mais ils ont aussi beaucoup plus de tâches, comme suit:
• ils tiennent un registre de regroupement des enfants qui assistent, pour surveiller l'absentéisme et savoir qui manque
• ils suivent des enfants à risque élevé (ceux qui sont absents)
• ils offrent des cours de rattrapage, car il n'y a pas d'école de remédiation
• ils offrent des conseils aux enfants à risque et à leurs parents

Le projet (CEFORD) soutient actuellement les enseignants qui offrent des cours de rattrapage, mais cela pourrait cesser si le projet se termine. En outre, les enseignants demandent une formation de recyclage pour rester motivés et apprendre les uns des autres. La politique de l'enseignement de rattrapage est une politique gouvernementale que le projet a trouvée dans l'existence. CEFORD a fourni un supplément de salaire aux enseignants afin de les motiver. Cette activité peut se poursuivre sans le soutien du CEFORD si l'on les (enseignants) soutenait pour faire pression sur le gouvernement pour augmenter les allocations aux cours de rattrapage.

Des apprenants plus âgés qui abandonment l'école sont amenés acquérir des competences professionnelles telles que l'agriculture, le tissage des paniers, le jardinage.

Dans les écoles, il y a eu également plusieurs changements à la suite des activités CLFZ et des changements récents. Premièrement, la hausse des inscriptions à la suite des activités du projet. Actuellement, cela met de la pression sur les infrastructures scolaires, par exemple, les salles de classe, les latrines et les installations d'eau. Le comté d'Erussi et les autorités du district ont inclus ces questions dans les plans et les budgets et ont fourni des bureaux et des latrines. Les comités de gestion de l'école et l'Association des parents d'élèves et des professeurs (SMC & PTA) se réunissent trimestriellement et collaborent avec d'autres structures telles que le gouvernement local (autorités locales) et les comités CL (de lutte contre le travail des enfants) pour développer l'infrastructure scolaire là où le besoin se fait sentir. De cette façon, les parents ont mis en place des latrines temporaires. Les nouvelles salles de classe restent à financer par les autorités du district. Il y a aussi des contributions de la communauté et d'autres partenaires au développement.

Deuxièmement, dans les écoles, les comités de gestion de l'école ont été formés et sont devenus plus actifs. Ils interagissent fortement avec les comités CL pour traiter les cas de travail des enfants ou d'absentéisme scolaire. En outre, le recrutement de femmes enseignantes a été fait dans 80% des écoles. Selon UNATU, 2 à 3 enseignants ont été recrutés dans chacune des écoles d'Erussi, sauf une. Toutefois, UNATU ne pouvait pas fournir de données ventilées par sexe sur le nombre d'enseignants.

Troisièmement, il y a plusieurs innovations au niveau scolaire qui peuvent être attribuées au projet:

• Un parlement des enfants
• Clubs de jeunes de l'école
• Formation des filles à faire leurs propres tampons hygiéniques
• Plus de matériel scolaire de jeu
• Des groupes d'enfants, des groupes de pairs qui se surveillent et surveillent d'autres enfants.

En conséquence, la performance des enfants dans les écoles de la CLFZ a été déclarée exceptionnellement élevée par rapport à la moyenne du sous-comté d'Erussi, et l'enfant le plus performant était également de la CLFZ.

Un point critique est le fait que les améliorations n'ont été faites que récemment, et aucun enfant soutenu pour sortir du travail des enfants et aller à l'école a, jusqu'ici, atteint P7 (classe terminale du primaire). Cela suggère qu'un suivi supplémentaire est nécessaire pour vérifier s'il n'y a pas de recul à la situation précédente. En général, les rapports d'évaluation de l'enseignement primaire universel (scolarisation gratuite et obligatoire) pour les trois dernières années indiquent que plus de 30% des élèves en particulier dans les zones rurales abandonnent au niveau de P7. Cela est attribué à un coût élevé de l'école secondaire et qui n'est pas abordable pour de nombreux parents. L'autre question cruciale était le sort des enfants handicapés dont CEFORD a avoué ne pas avoir de plans concrets.

Les résultats et les changements ci-dessus ont été signalés dans la «zone principale». Il a également été dit que dans les onze autres écoles, des changements similaires sont en cours et devraient bientôt rattraper le même niveau de la «zone principale».

3. Rapport avec la migration

Avec la CLFZ d'Erussi, il y a trois relations pertinentes avec la migration, qui ont toutes été traitées avec succès:
• Premièrement, les parents peuvent migrer d'Erussi pour louer des terres ou travailler sur des terres dans une autre région. Cela est dû à la fragmentation foncière en raison de la forte pression démographique. Cette situation prévaut principalement dans la paroisse de Payera et moins dans la paroisse de Padelo dans le sous-comté d'Erussi. Ce sont généralement des familles pauvres qui ne possèdent pas beaucoup de terres. Ils laissent derrière leurs enfants, et ces enfants risquent fort de se retrouver dans le travail des enfants. Ces cas ont été signalés et sont suivis intensivement. Les parents sont soutenus pour qu'au moins un des parents reste avec les enfants et que les enfants aillent à l'école. Cette approche a été déclarée fructueuse.
• Deuxièmement, les familles peuvent migrer vers la CLFZ. Il n'y a que quelques cas dans cedtte catégorie. Cela ne pose aucun problème, car le Comité CL informe la famille arrivante de la norme.
• Troisièmement, il y a une migration temporaire des familles avec des enfants vers le marché hebdomadaire. C'est principalement la migration transfrontalière de la RDC. CEFORD en collaboration avec les autorités locales et la police ont surveillé l'entrée sur le marché pour identifier ces cas et informer ces gens que le travail des enfants n'est pas autorisé. Par conséquent, l'incidence du travail des enfants sur le marché a fortement baissé. Il y a des preuves anecdotiques que cela a contribué à un changement d'attitude dans les villages voisins de la RDC. Cela pourrait être considéré comme une occasion d'amorcer un processus de changement dans ces villages.

Avec la CLFZ à Kasubi, il y a une forte migration. Comme nous l'avons dit, les familles arrivent et déménagent tout le temps. La migration rend difficile la construction d'une relation avec la

communauté. L'approche adoptée est celle de s'engager avec les propriétaires qui louent les terres et les maisons à la communauté des migrants. On demande aux propriétaires d'enregistrer les nouveaux arrivants et d'adopter le principe que tous les enfants doivent aller à l'école, et cela, en fonction des multiples avantages que l'on peut en tirer. On leur explique que si les enfants vont à l'école:

• les installations en eau et d'assainissement seront moins utilisées
• il y aura moins de bruit et de saleté autour de la maison
• il y aura moins de cas de vol et d'ivresse.

Les propriétaires ont maintenant remarqué que les normes des enfants et leurs parents ont changé et que leurs maisons sont en effet mieux entretenues. Cela a convaincu les propriétaires sur les avantages prévus ci-dessus. Ceci est un exemple qui montre les bien-faits du raisonnement en termes des avantages escomptés du point de vue celui qui devrait changer son attitude.

4. Aspects sexospécifiques

Avec la CLFZ d'Erussi, on fait attention aux aspects sexospécifiques de différentes façons:

• Dans les comités CL qui sont formés dans chaque village, il est obligatoire qu'au moins 4 des 9 membres soient des femmes. Malheureusement, lorsque nous avons rencontré des représentants du Comité CL, seulement 1 sur 7 était une femme.
• Les leaders de la communauté des femmes ont indiqué qu'elles avaient un avantage à avoir accès aux femmes qui sont les principales d'enfants au foyer et peuvent donc influencer les enfants à aller à l'école.
• Parmi les enseignants, un manque d'enseignants et de personnel scolaire a été noté, de sorte qu'il n'y a pas de modèles féminins pour convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Le Conseil de district de Nebbi a promis de réorganiser les affectations des enseignants, d'amener plus de femmes enseignantes dans les zones rurales et de mieux s'occuper des logements des enseignants. Il semble que plus de femmes enseignantes ont été employées récemment, mais elles sont toujours minoritaires. Au cours de notre rencontre avec un groupe d'enseignants, 7 étaient des hommes et 2 étaient des femmes.
• Il a été noté que beaucoup de filles abandonnent l'école en raison d'aspects socioculturels (mariages précoces - pratique du groupe ethnique Keny - et maternité précoce), minant ainsi le progrès et l'éducation des filles. Selon CEFORD la sensibilisation continue des parents et des dirigeants locaux (alphabétisation fonctionnelle des adultes) a convaincu la communauté que cela devrait changer. Nous avons constamment entendu dire que les cas de jeunes mariés et de maternité précoce ont baissé dans la CLFZ. CEFORD a également commencé à utiliser des systèmes d'apprentissage se basant sur l'égalité des sexes (GAL's) pour aider les communautés à lutter contre la violence conjugale et à adopter une planification conjointe du développement familial.
• Au niveau des comtés, le nouveau plan de développement et le budget connexe comprennent des activités spécifiquement axées sur les écolières, la formation scolaire de fabrication de tampons hygiéniques pour les filles et les toilettes séparées pour les filles dans les écoles.
• Des entretiens avec le CDO du sous-comté d'Erussi, le responsable du travail au niveau de district et le vice-président du district ont indiqué que les mariages d'enfants sont encore élevés à cause du fait que la plupart des filles abandonnent l'école au niveau de P7 et du fait de la pression sociale traditionnelle. Il n'y a pas de surveillance ou d'informations systématiques sur les mariages de filles.

Il y a des preuves de promotion des femmes. Une veuve a fait remarquer qu'elle a retrouvé l'espoir pour son avenir en raison du projet. Une autre femme a fait remarquer qu'il y a maintenant plus de discipline dans la famille et que son mari a cessé de boire. Aussi, il y a plus de conscience de nourrir les enfants.

Avec la CLFZ à Kasubi, il est rapporté qu'il est difficile de s'engager avec les hommes en raison de problèmes tels que l'abus d'alcool, les jeux d'argent et le chômage. Les femmes sont plus actives et préoccupées par l'éducation de leurs enfants et portent souvent un fardeau financier en tant que principale soutien de famille. Les enfants sont souvent retrouvés hors de l'école parce qu'ils soutiennent leurs mères pour générer plus de revenus. Pour surmonter cette contrainte, le personnel du projet a rencontré des hommes dans des lieux de jeu et des bars.

5. Sur la norme sociale

La mise en place d'une norme sociale sur le travail des enfants (hors du travail, et à l'école, approche basée la zone et sur la communauté) fait partie de la question de savoir si la durabilité des résultats a été atteinte. Cette question a été discutée lors de tous les entretiens et FGD. Tout d'abord, dans les FGD, il y avait une référence aux causes du travail des enfants, et le fait que ces causes ont été là depuis longtemps, y compris:

• Le fait que les repas ne sont pas fournis dans les écoles primaires et secondaires (scolarisation gratuite) aidées par le gouvernement, Par cponséquent, les enfants peuvent toujours s'échapper de ces écoles et pour aller travailler afin qu'ils puissant être en mesure de se nourrir et d'acheter du matériel scolaire.

• Les paris sportifs et l'alcoolisme constituent un sujet de préoccupation majeur. Les jeunes adolescents ont été tellement engagés dans ces comportements destructeurs. L'alcool est vendu en sachets, et aussi bon marché que 500/= (shillings ougandais), ce qui est facilement abordable. Seulement quelques heures de travail dans l'industrie du café donne rapidement de l'argent facile.

• Le VIH cause majeure d'orphelins et de pauvreté

• La violence conjugale est répandue et a conduit à la rupture des mariages et à l'abandon des enfants donnant ainsi lieu aux mères célibataires/familles dirigées par des femmes.

Il ressort clairement de toutes les réponses que la norme sociale a définitivement changé et qu'il n'y aura pas de retour aux anciennes pratiques. Cependant, nous avons aussi les observations suivantes:

• Ce point de vue pourrait être quelque peu biaisé parce que nous n'étions pas en mesure de faire une sélection aléatoire de ménages, d'enseignants ou d'enfants à interviewer.

• Ce point de vue est principalement pertinent pour les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans; il y a des indications que la norme culturelle liée aux mariages de jeunes filles n'a pas changé.

• Le temps a été relativement court pour que la norme sociale soit établie, et une période de consolidation est nécessaire, surtout pour faire face aux autres cas de travail des enfants ou des enfants qui ne vont pas à l'école. Pour la consolidation, les réunions de rappel, les fonds limités pour les parents qui ne peuvent pas payer pour le matériel scolaire, le soutien aux écoles surpeuplées et le soutien aux enseignants surchargés semblent être les priorités.

• Il reste difficile pour certaines personnes d'être en mesure de distinguer clairement entre le travail des enfants acceptable et non acceptable (ou les travaux légers acceptables). Cela pourrait probablement être mieux «résolu» en fournissant des exemples concrets.

En général, il y a toute une gamme de structures différentes qui ont été mises en place (dans les écoles, au sein de la communauté et dans le sous-comté d'Erussi) pour s'assurer que la norme est respectée. On a également déclaré que les «hommes d'affaires» sur les lieux de marchés ont été informés de la nouvelle norme et qu'ils sont convaincus de son importance et qu'ils contribueraient même à identifier les cas de travail des enfants sur le marché et à en faire rapport à la police.

Une autre question est de savoir s'il existe des indicateurs qui peuvent être utilisés pour évaluer si la norme sociale a changé. Voici quelques réponses et exemples pertinents:
• S'il y a des cas de travail des enfants, nous informerons le Comité CL ou la police.
• En tant que Comité CL, nous sommes régulièrement sollicités par la communauté pour montrer notre présence parce que c'est ce qu'on nous a demandé de faire.
• Si un enfant travaille le week-end, il/elle s'arrêtera autour de l'heure du déjeuner et demandera aux parents une pause et un repas
• Les familles s'assurent qu'elles génèrent des revenus afin de payer le matériel scolaire
• Les enfants se font battre souvent à la maison, et aussi à l'école, mais ce n'est plus considéré acceptable
• Un enfant a témoigné qu'il avait refusé d'être envoyé par son père à 22 heures parce qu'il était dangereux pour un enfant de se déplacer si tard
• Si les enfants errent dans le village pendant les heures de l'école, ils seront remarqués et signalés au Comité CL.
• Compréhension par les parents du travail des enfants (citations des FGD):
    - "tout travail qui affecte la croissance de l'enfant physiquement, émotionnellement et psychologiquement",
    - «donner un travail acharné aux enfants, ce qui peut les empêcher d'aller à l'école»,
    - «charge lourde et impliquant des enfants dans des activités qui les font abandonner l'école».

6. Impacts généraux au sein de la CLFZ

Nous avons trouvé des indications plausibles de nombreux impacts dans la CLFZ: augmentation des revenus, amélioration de la sécurité alimentaire, amélioration de la sécurité, meilleure santé et amélioration des niveaux d'éducation. Chaque composant est élaboré ci-dessous.

On s'est entendu sur le fait qu'au cours des deux dernières années, les revenus de la CFLZ avaient augmenté. Nous ne savons pas pour quels foyers cela est valable mais apparemment surtout pour ceux qui cultivent le café et qui ont des terres. Il y a plusieurs facteurs sous-jacents:
• La productivité de café (rendements) a augmenté grâce au soutien de la compagnie de café.
• La productivité des autres cultures a augmenté à la suite de la formation, il y a une référence aux cultures commerciales telles que les pommes de terre, les tomates, les haricots. Notez que cela est possible car la zone est assez fertile et il ya de bons marchés.
• Les familles veulent aussi plus d'argent afin de pouvoir acheter du matériel scolaire pour que leurs enfants puissent aller à l'école, afin qu'ils entreprennent des activités (devenir moins paresseux comme l'ont déclaré plusieurs parmi eux) pour acquérir plus de revenus
• Village Savin a permis aux ménages de faire des investissements et de faire des affaires, surtout les femmes semblent en avoir bénéficié.

Il paraît aussi qu'actuellement, beaucoup de familles nourrissent mieux leurs enfants afin de s'assurer d'une meileure performance à l'école. En outre, certains disent que nourrir leurs enfants

est devenu plus important que la vente. Cela va évidemment aussi améliorer la santé des enfants. En outre, les enfants ne sont plus autorisés à porter des poids lourds ou être impliqués dans des travaux dangereux, et donc, on s'attend à moins de victimes.

Il est fait référence à l'amélioration de la sécurité dans la communauté en raison de moins de vols par les enfants-qui avaient l'habitude de rester à la maison et s'en prendre au vol. Les enfants volaient des grains de café des voisins.

Il y a une référence au changement dans le comportement des parents, car ils sont étroitement surveillés si leurs enfants ne vont pas à l'école. Il est également fait référence à moins de cas d'alcoolisme et de parents qui laissent leurs enfants seuls lorsqu'ils vont travailler dans d'autres régions.

Il y a des preuves d'habilitation de la femme. Une veuve a fait remarquer qu'elle a retrouvé l'espoir pour son avenir en raison du projet. Une autre femme a fait remarquer qu'il y a maintenant plus de discipline dans la famille et que l'homme a cessé de boire. Il est également fait référence à des niveaux plus élevés d'estime de soi et de confiance chez les enfants. Le policier (qui est nouveau dans ce domaine) a déclaré qu'il était surpris de voir tant d'enfants qui peuvent très bien s'exprimer et démontrer la responsabilité.

Il est fait référence à des niveaux plus élevés d'éducation au sein de la CLFZ. Les enfants atteignent des niveaux plus élevés que la moyenne à Erussi. En 2016, l'enfant avec la meilleure note est venu de la CLFZ d'Erussi. Il a reçu une bourse de frais de scolarité du sous comté à l'enseignement secondaire officiel.

Dans la CLFZ à Kasubi, des dynamiques semblables et des changements de comportement sont notés. Toutefois, il n'y a pas d'augmentation des revenus, mais au moins il n'y a pas de baisse du revenu non plus (puisque les enfants ont un financement supplémentaire en raison de l'épargne des gardiens dans le VSLA). Cela a été principalement attribué au régime VSLA efficace. Les communautés des bidonvilles ont une forte vulnérabilité économique et sont censées payer les frais de scolarité des écoles officielles. Aussi à Kasubi, il y a référence à moins de vol, plus de discipline, plus d'éducation.

Globalement, ces changements suggèrent qu'il y a une amélioration globale des moyens de subsistance et de la cohésion communautaire et de l'autonomisation des enfants ainsi que de leurs parents.

Nous notons ci-dessus les impacts et les changements sont principalement basés sur l'information qualitative. Certains des impacts susmentionnés étaient involontaires et n'ont pas été bien documentés. Pourtant, ils peuvent servir d'arguments solides pour plaider en faveur d'une approche fondée sur la zone ou sur la communauté.

7. Relation avec la compagnie de café, UTZ et la chaîne de valeur (rôles, effets, avantages)

En 2014, la compagnie de café a lancé un programme de café durable dans la region de West Nile, qui est opéré maintenant dans 13 comtés. Le régime fonctionne actuellement avec plus de 5 000 ménages cultivateurs de café et il est certifié sous l'UTZ et la 4C.

Chaque année, le personnel de la compagnie visite tous les foyers membres pour les former à de bonnes pratiques agricoles, sociales et environnementales. La formation suit une inspection du ménage et de sa ferme selon les points de contrôle des normes de certification de l'UTZ et de la 4C. Dans le cadre de la formation, le personnel de terrain est s'entend avec le ménage sur les solutions pour résoudre les non-conformités identifiées et/ou améliorer sur des domaines spécifiques. Les solutions sont écrites dans un plan d'amélioration, qui pourrait inclure des questions de travail des enfants. Les ménages qui ne sont pas conformes aux normes recevront une deuxième visite de suivi pour vérifier les progrès qu'ils ont réalisés avec la mise en œuvre des solutions proposées. Cette approche s'aligne sur l'objectif de créer un cycle d'amélioration continue. Dans la region d West Nile, l'équipe de la compagnie a accordé une attention particulière à l'identification du travail des enfants et au travail avec les ménages pour trouver une solution.

Les lignes directrices sur le travail des enfants du 2015 ont adopté une approche d'amélioration continue qui vise la prévention, l'identification et la remédiation, plutôt que de sanctionner, d'exclure ou de décertifier. Il est reconnu que les communautés jouent un rôle important dans l'identification et la réhabilitation du travail des enfants. Les lignes directrices nécessitent une évaluation des risques (identification du travail des enfants dans la zone de production) et, en cas de risque élevé, la présence d'un agent de liaison avec le travail des enfants qui est responsable de la prévention, de l'identification et de la remédiation par le biais d'un plan d'amélioration. L'approche UTZ est nouvelle et les résultats n'ont pas encore connus. Un défi important de la nouvelle approche (pour l'UTZ, pour la compagnie et pour d'autres qui adoptent cette approche) est de savoir comment communiquer aux consommateurs le fait qu'il n'y a pas de garantie de non-implication de travail d'enfants. Cela pose également un problème a la compagnie, car communiquer qu'ils travaillent sur le travail des enfants soulève également des attentes qu'ils s'assureront bientôt de ne plus avoir le travail des enfants (tolérance zéro), ce qui n'est pas réaliste et ne sera jamais atteint.

Le compagnie dispose d'une procédure pour distinguer le café sans travail d'enfants (certifié par l'UTZ) de l'autre production de café (sans restrictions de travail d'enfants, non certifiée). La compagnie sait combien de buissons de café maintiennent leurs producteurs membres et fait une estimation de la production de café prévue. Si le producteur dispose, du jour au lendemain, d'une production de café beaucoup plus élevée, cela doit être venu de fournisseurs tiers. Une grande partie de ce café «tiers» vient de la RDC et n'est certainement pas exempt de travail d'enfants. Ce lot de café qui nexclue pas le travail d'enfants n'est pas vendu comme café certifié par l'UTZ. Bien que cette approche ne semble pas être une approche très serrée, c'est un bon effort. Ainsi, pour le café certifié, la chaîne de valeur est simple, car il n'y a pas d'intermédiaires ou de commerçants.

En collaboration avec les partenaires, le compagnie adopte une approche plus intensive dans la CLFZ, que l'on appelle l'approche de l'éradication du travail des enfants, qui se fait après le plan d'amélioration, pour développer une solution plus durable pour les problèmes identifiés du travail des enfants. Pour le plan d'éradication du travail des enfants, le personnel de terrain de la compagnie consacre plus de temps à travailler avec des membres où le travail des enfants a été identifié, pour identifier les causes systémiques, et ce afin de trouver une solution. En reliant ces ménages à CEFORD et à UNATU une solution plus durable peut être trouvée et les enfants sont censés être à l'école tandis que le ménage est aidé à changer son attitude. Dans la pratique, cependant, l'approche d'éradication du travail des enfants par la compagnie n'est pas tellement différente du plan d'amélioration. Par exemple, l'attention accordée aux enfants qui ne se déplacent pas dans d'autres secteurs pour le travail fait également partie de l'approche d'amélioration. Il a

été constaté que la plupart des cas de travail des enfants sont saisonniers et impliqués dans la trituration des cerises rouges.
Cela explique pourquoi, de loin, la plupart de l'absentéisme est dans le 3ème trimestre de l'école.

La compagnie également construit une station de lavage où il achète seulement des baies rouges. Cela contribuera à réduire le travail des enfants, étant donné que l'enfant est surtout utilisé pour la trituration. Ce changement vient avec une légère augmentation de coût pour la compagnie. Cependant, les parchemins (baies lavées) sont également encore directement achetés auprès des agriculteurs. Il y a aussi une augmentation en offres d'emploi formelles à la station de lavage. La station de lavage a été financée par des donateurs externes. La compagnie adopte une surveillance rigoureuse de ceux qui apportent les baies rouges à la station de lavage, et ne permettent pas aux enfants pendant la période scolaire ou portant le poids lourd. Toutefois, il est mentionné qu'il s'agit d'une norme difficile à appliquer.

En outre, la compagnie soutient le développement et l'emploi des enfants et des jeunes de plusieurs façons:
• La compagnie a également créé des équipes de jeunes (18-25 ans), dans le but d'offrir des services aux cultivateurs de café, par exemple, ceux qui taillent des arbres. L'équipe est pourvue de matériaux (par exemple, une scie à chaîne légère). Les équipes de jeunes sont non seulement établies au sein de la CLFZ mais aussi dans d'autres zones de production de la compagnie. Au niveau de la CLFZ, il a été déclaré que les équipes de jeunes ne soient pas rémunérées mais reçoivent des jetons. La compagnie convient que cela pourrait mieux être changé en paiement en espèces afin d'encourager l'entrepreneuriat. Toutefois, cela semble difficile pour plusieurs raisons.
• Mise en place d'une parcelle de démonstration, où des démonstrations sont faites pour les enfants et pour les jeunes.
• Les clubs de café dans les écoles, pour apprendre quelques compétences aux enfants sur la culture du café, ce qui permettra aux enfants d'aider leurs parents en dehors du temps scolaire et de devenir de bons cultivateurs de café quand ils seront plus grands (seulement au sein de la CLFZ)
• Formation des jeunes (14-17 ans) sur les bonnes pratiques de devenir un producteur de café, avec diverses pratiques, de la plantation d'arbres à la gestion durable des terres, et des principes d'agroforesterie (seulement dans la CLFZ).

Pour mener à bien toutes les activités susmentionnées, à l'exception des agents de liaison avec le travail des enfants et du personnel de la station de lavage, la compagnie a employé un personnel supplémentaire (6 au total à Erussi).

Les données disponibles ne montrent pas (encore) que l'approche intensive est plus efficace en termes de réduction de l'incidence du travail des enfants à court terme, parce que tant dans la CLFZ que dans l'extérieur, il y a un taux de déclin similaire du travail des enfants chez les producteurs de café. Toutefois, il n'y a pas de données sur le travail des enfants en général, y compris d'autres (tous) secteurs et incidences du travail des enfants, comme référence de base. Toutefois, cela ne montre pas si, pour l'enfant identifié comme étant à risque de travail des enfants, une solution durable a été trouvée, et que cet enfant est en fait à l'école. Il est prévu que l'approche intensive sera plus durable, en assurant que les enfants vont à l'école et que le ménage est aidé à changer son attitude et indiquer aussi que c'est possible d'acquérir des revenus supplémentaires.

A partir des entretiens, nous concluons que l'implication de la compagnie dans le projet CLFZ a été un élément déclencheur important pour changer la conscience et l'attitude des communautés.

Il a également été indiqué qu'étant donné que l'attitude a changé, les avantages économiques d'être impliqué dans la production de café ne sont plus essentiels.

La compagnie s'intéressé à poursuivre et à étendre l'approche CLFZ vers d'autres zones. Cependant, la compagnie est d'avis que l'approche actuelle est trop intensive et peut ne pas être nécessaire pour obtenir les mêmes effets. Même si la compagnie fonctionne maintenant avec les ressources des bailleurs de fonds, l'objectif est de développer une approche adaptée et moins intensive et aussi de couvrir une plus grande zone de production, réduisant ainsi les coûts (et la main-d'œuvre) par unité de production. Dans l'approche moins intensive, il y aura aussi une collaboration avec CEFORD, y compris un nombre convenu d'activités, considérées comme essentielles pour l'approche CLFZ (y compris la création de comités CL, l'introduction de VSLA, le soutien aux enseignants). La faible intensité de l'approche est principalement associée à la non surveillance de tous les ménages et ne pas avoir des agents de changement dans chaque village, mais seulement la surveillance des personnes impliquées dans la production de café pour la compagnie.

Pour la compagnie, l'approche «intensive» de la CLFZ n'est pas nécessaire pour que la compagnie acquière et maintienne sa certification. L'identification du travail des enfants et le travail de prévention et de réhabilitation seraient suffisants. Alors, quels sont les avantages pour la compagnie (ou toute autre société de café) d'adopter l'approche intensive CLFZ? Voici des éléments qui émergent des entretiens et des FGD:

- La production de café à Erussi a augmenté de façon spectaculaire, plus que prévu et observé dans d'autres comtés, ce qui pourrait être le résultat d'un engagement plus fort avec les ménages de producteurs et peut-être aussi une meilleure cohésion communautaire
- Les producteurs de café d'Erussi devraient montrer des degrés de fidélité plus élevés pour vendre leurs grains de café a la compagnie après avoir été témoins d'un soutien intensif, la compagnie n'a pas de données pour montrer si tel est le cas. Cependant, la compagnie a jusqu'à présent l'expérience que les producteurs de café opteraient toujours pour l'entreprise offrant le prix le plus élevé.
- S'assurer que les enfants et les jeunes apprennent à produire le café peut être bénéfique à plus long terme, quand ils deviendrony des producteurs professionnels de café et ne quittent pas le village pour trouver un emploi ailleurs; il est clair que cela ne peut pas encore être connu.
- Il n'est pas encore clair si d'autres compagnies de café sont prêtes à adopter une approche qui est liée à l'approche CLFZ, c'est-à-dire, impliquant des ONG à suivre les enfants et leurs parents.
- UTZ s'est également montré résolu à poursuivre l'adoption de l'approche SCL pour travailler avec une approche axée sur la création de CLFZ pour voir si elle est évolutive et vaut la peine d'y investir. Cela s'est développé en un prgramme de suivi qui est actuellement en cours d'élaboration. Cette initiative est certainement issue des expériences du programme SCL. UTZ s'est engagé à poursuivre le CLFZ d'Erussi après l'arrêt du SCL, et ce, par une approche moins intensive. Bien que la proposition ne soit pas encore entièrement prête, l'idée est de piloter une approche avec trois intensités différentes, par laquelle la plus forte activité comprend les activités des trois partenaires (UNATU, CEFORD et la compagnie) et le plus bas seront les activités de la compagnie.

8. Relation avec le lobby et le plaidoyer et le rôle des administrations locales

En discutant avec les fonctionnaires du gouvernement et sur le rôle du gouvernement, il a été souvent souligné que l'Ouganda a de bonnes politiques et lois pertinentes pour arrêter le travail des enfants, mais la mise en œuvre est assez médiocre. Cela est dû à deux raisons principales. Premièrement, les politiques n'ont pas été vulgarisées entre les différentes structures gouvernementales locales et les communautés n'ayant pas été sensibilisées aux lois existantes. Par exemple, la politique dee l'EPU (Education primaire universelle) rend obligatoire l'enseignement primaire pour tous les enfants ayant attaint l'âge de scolarisation, mais cette politique n'est pas connue même de certains enseignants. Deuxièmement, il y a toujours un manque de moyens financiers pour mettre en œuvre ces lois. Par exemple, un *Task Force* (groupe de travail) local sur le travail des enfants est même proposé dans la Loi. D'un côté positif, cela signifie que le projet peut toujours se référer au fait que le travail des enfants en Ouganda est formellement illégal.

Avec la CLFZ d'Erussi, l'équipe de projet s'est engagée avec le gouvernement local dès les premiers stades. Les responsables du sous-comté d'Erussi ont également fait référence à un atelier de formation à Kampala, qui a été très apprécié. L'équipe d'évaluation a eu des entretiens avec différents responsables au niveau du district (le Responsable de l'éducation du district, le responsible du travail du district et le président du Conseil local du district), ainsi qu'au niveau du sous-comté (police, agent de développement communautaire, chef du sous-district, chef de la paroisse, president du conseil/parlement local).

CEFORD a organisé des réunions de coalition avec différentes parties prenantes au niveau de la communauté, du sous-comté et du district, y compris les responsables chargés des enfants. Cela a fourni une plate-forme pour les activités de lobbying et de plaidoyer pour CEFORD et d'autres intervenants tels que les enseignants.

Au niveau du district, il a été confirmé que les officiers de district étaient impliqués dès le début. En outre, il a été confirmé que l'expérience CLFZ est bonne; il a conduit à l'augmentation des inscriptions scolaires et cela est grâce au projet. Il y a des remarques générales d'appréciation. Toutefois, lorsqu'on leur a demandé au sujet de leur rôle et de leur contribution escomptés dans les années à venir, aussi pour de nouvelles fins de mise à l'échelle, la réponse porte également sur le manque de ressources financières et le soutien attendu des partenaires de développement. Le vice-président du Conseil local du district a signalé que le projet n'utilisait pas pleinement les structures existantes du Conseil local au niveau du village, qui sont mandatées par la loi sur les collectivités locales et la loi sur les enfants pour traiter toute question liée à l'abus des droits de l'enfant et aussi à la sensibilisation et à la mobilisation communautaire.

Au niveau du sous-comté, nous avons été impressionnés par le niveau d'engagement, à la suite de l'engagement précédent et le lobby, principalement par CEFORD. Il est important de noter qu'il y a une bonne collaboration. Les responsables du sous-comté et les officiers de la police soutiennent le travail effectué par les comités du travail des enfants. Voice d'autres éléments clés:

• Un groupe de travail a été mis sur pied pour les questions relatives au travail des enfants au niveau de sous-comté. Ce groupe de travail coordonne formellement les travaux des comités du CL au niveau du village. Il s'agit d'un bon mécanisme de coordination institutionnalisée, de collaboration et d'échange.
• Les priorités issues du projet CLFZ ont été intégrées au nouveau plan de développement et au budget connexe. Ce plan doit encore être approuvé au niveau du sous-comté. Il comprend également une semaine de sensibilisation sur le travail des enfants, l'organisation de compétitions entre les écoles, la sensibilisation et le suivi pendant les jours de marché, la formation scolaire en fabrication de tampons hygiiques pour les filles, le soutien de l'enfant le plus performant de l'école, et les toilettes pour les filles dans les écoles.
• Il est fait référence à la nécessité d'une école de remédiation, mais aucun bâtiment convenable n'a été trouvé jusqu'à présent, et aucun budget n'a été acquis pour construire un nouveau bâtiment.
• Un engagement fort a été ressenti pour s'assurer que le concept de CLFZ s'étend maintenant aussi aux autres paroisses du sous-comté.

Un autre élément important est l'adoption d'un arrêté municipal. Ce texte est, en fat, celui spécifiant l'application de la loi nationale au souscomté, pour assurer son exécution.

Au niveau national, en décembre 2016, UNATU a démontré le concept CLFZ aux parlementaires afin qu'ils favorisent l'adoption du concept dans d'autres régions. UNATU a également proposé une motion pour apprécier l'approche CLFZ, et celle-ci a reçu un soutien écrasant. Toutefois, la motion n'a pas été débattue puisque le Parlement a été dissout pour les campagnes électorales. UNATU espère que le nouveau Parlement débattra et adoptera la motion dès qu'elle sera présentée. L'un des membres d'UNATU a été nommé ministre de l'éducation qui nuance un rayon d'espoir, car ils croient qu'elle va pousser pour le passage de la motion. UNATU a souligné qu'ils ont besoin d'informations convaincantes et de documentation pour convaincre les parlementaires.

Avec la CLFZ de Kasubi, la relation avec les autorités locales est plus complexe. Bien que NASCENT travaille en étroite collaboration avec de puissants dirigeants locaux et sait mobiliser les gens, il reste difficile de mobiliser les autorités locales. Grâce à sa campagne de plaidoyer, NASCENT semble avoir sauvé une école publique à Kasubi d'être démoli. Le projet a de bonnes relations avec les forces de police locales ougandaises, en particulier avec l'unité de Protection de l'Enfance et de la Famille.

9. Sur la durabilité et la mise à l'échelle des résultats

SCL met l'accent sur l'aspect d'une stratégie de sortie et sur la durabilité dans les rapports de chaque organisation partenaire. Les rapports sur la durabilité montrent une certaine variation et une combinaison apparente avec le potentiel de mise à l'échelle. Bien que, dans la pratique, ces aspects soient étroitement liés, ils sont différents.

Durabilité

1. Aspects institutionnels (les structures requises pour faire durer les résultats du projet):
• Au niveau communautaire, le fonctionnement continu des comités CL est important pour maintenir les résultats. Après leur établissement (sélection des membres), ils devront fonctionner avec le soutien de CEFORD pendant au moins un an. Après cela, un type de soutien plus léger sera probablement suffisant. Cela signifie que dans la zone principale de la CLFZ (4 villages), ce niveau

a été atteint, mais pas encore dans les 9 autres villages de la paroisse de Padolo. Il y a un agent de changement dans chacun des quatre villages qui sont également basés au sein de la communauté.
• Au niveau de l'école, le fonctionnement continu des comités de gestion scolaire et de l'Association des parents d'élèves et de professeurs (SMC & APT) est important, ainsi que le nombre suffisant d'enseignants et l'amélioration des installations qui sont surchargées. Cette situation n'a pas encore été atteinte et nécessitera un soutien supplémentaire, idéalement du gouvernement (ministère de l'Education et des Sports).
• Au niveau des sous-comtés, la création d'une équipe spéciale sur le travail des enfants et l'intégration des questions liées au travail des enfants dans le plan de travail du sous-comté témoignent de la propriété locale ainsi que d'une structure de gestion et de coordination institutionnalisée. Cela permettra d'améliorer la durabilité des résultats (et la mise à l'échelle à partir de la paroisse de Padolo vres l'ensemble du sous-comté).

2. Aspects financiers ou commerciaux (les moyens financiers disponibles pour soutenir les résultats du projet):
• Au niveau communautaire, l'existence du Fonds d'éducation VSLA et du Fonds d'aide sociale mis en place est essentielle pour permettre aux familles pauvres de financer la scolarisation de leurs enfants. Il semble que leur fonctionnement est bon et pourrait ne pas nécessiter un soutien supplémentaire dans les années à venir.
• Au niveau de l'école: ici, le financement doit être disponible pour payer les nouvelles installations dû à la sous-charge des bâtiments existants. Il faut également soutenir les enseignants qui passent beaucoup de temps sur les cours de rattrapage. Plusieurs installations peuvent probablement être financées par la communauté et le sous-comté, mais nécessitent des fonds du district ou des autres sources. Il n'est pas certain que les écoles secondaires soient suffisamment équipées. (voir ci-dessus).
• Au niveau des sous-comtés: les moyens financiers doivent être disponibles pour réaliser le plan de travail, y compris les questions liées au travail des enfants.
• Pour la compagnie de café, la perspective commerciale est à l'avant-garde - il devrait y avoir une bonne affaire. Actuellement, le personnel de la compagnie est rémunéré à partir de fonds externes qui ont été utilisés pour leur implication dans l'approche CLFZ. Ce n'est pas une situation durable, bien que la présence intensive du personnel de la compagnie ne soit plus nécessaire pour maintenir la situation actuelle. D'autre part, il y a une augmentation de la production de café et une meilleure fidélité attendue des membres. Toutefois, la preuve de rentabilisation d'une entreprise pour appliquer l'approche CLFZ n'a pas encore été solidement établie.

2. Aspects juridiques (les lois qui permettront aux résultats d'être durables et/ou mis à l'échelle)
• L'Ouganda dispose de politiques et de règlements qui ne permettent pas le travail des enfants, et qui peuvent être évoqués, mais ceux-ci ne sont pas très clairs et ne sont pas adaptés aux situations locales. Par conséquent, au niveau du sous-comté d'Erussi, un arrêté municipal sera très probablement accepté bientôt, ce qui offrira une base juridique pour mettre en œuvre et faire appliquer les travaux sur le travail des enfants, et donc soutenir le travail en cours et les structures qui ont été établies. Notez que dans la CLFZ de Kasubi, un texte d'application a déjà été accepté, fournissant une base juridique au travail accompli.

4. Aspects socioculturels (la norme sociale confirmant qu'un changement de mentalité a été fermement établi)
• Cela a été discuté plus tôt, et oui, il semble qu'une norme sociale est en cours d'établissement, mais pour la consolider et la sécuriser, il faudra encore 2 à 3 ans de soutien léger.

Tout compte fait, pour la paroisse de Padolo, il semble que le potentiel de durabilité des résultats est bon. Cependant, il faudra au moins 2 à 3 ans de soutien léger pour consolider les résultats et s'assurer que toutes les structures sont en place et fonctionnent correctement. Ce soutien peut être relativement léger, ce qui signifie une formation de recyclage et des visites d'échange pour améliorer l'apprentissage et l'échange d'expériences, et le lobby pour les enseignants et la modernisation/l'entretien des écoles.

Mise à l'échelle

Nous croyons qu'il y a quelques mécanismes importants de mise à l'échelle en place, tel que ceci est exprimé ci-dessous:
• Au niveau des sous-comtés, l'existence d'une équipe spéciale, qui continuera de coordonner et d'échanger au niveau des sous-comtés
• L'adoption prévue d'un texte de loi d'application niveau des sous-comtés pour appuyer l'approche CLFZ
• L'accord par UTZ visant la suite de l'approche dans une région plus élargie, en collaboration avec UNATU, CEFORD, la compagnie de café et en relation avec la production de café

Au niveau du district et au niveau national, nous n'avons pas encore trouvé d'initiatives concrètes. Il serait bon qu'une plate-forme nationale soit créée pour améliorer et échanger sur les questions relatives au travail des enfants et sur les progrès réalisés dans l'application de l'approche CLFZ.

10. Sur l'efficacité de la gestion du projet

En général, le projet semble bien géré. Les partenaires sont très motivés et ont un échange régulier. Cependant, il y a aussi quelques indications de duplication et de manque de coordination entre les différentes structures impliquées (mais nous n'avons pas été en mesure de valider ou de triangular cet aspect). Selon la compagnie, il n'a pas été possible de faire correspondre les données de suivi et d'évaluation (M&E) de la compagnie avec celles de CEFORD; ceci seraient nécessaires pour suivre les enfants.

Le système M&E semble impressionnant. Nous n'avons pas pu évaluer la qualité des données collectées. Le contrôle de la qualité des données et les résultats obtenus se font au cours des missions de surveillance par l'agent du M&E ou d'autres agents SCL au cours desquels des difficultés ou des problèmes liés à la collecte des données sont discutées avec les membres de l'équipe de projet. Il convient de noter que les partenaires locaux n'ont commencé à travailler qu'avec un tel système de surveillance dans le cadre du projet actuel, mais il s'agit toujours d'un processus d'apprentissage. Malheureusement, il reste difficile d'observer les tendances et de tirer des conclusions en termes d'efficacité (par exemple, le rapport qualité/prix).

Le personnel local de terrain d'UNATU 'n'est toujours pas clair sur leur rôle et ne reçoit pas les informations requise du siège social d'UNATU.'

Il faudrait un système de gestion et de stockage des données sur le travail des enfants, qui peut être géré localement, pour le suivi et la résolution des cas de travail des enfants, et pour le suivi des progrès au sein d'un village ou d'une paroisse sur la proportion d'enfants hors du travail et à l'école. Il est à noter que personne au niveau du terrain ne pourrait nous fournir des informations

sur le niveau actuel des enfants en dehors du travail/à l'école, en fonction des données de surveillance. Nous croyons qu'au moins le sous-comité et les comités CL devraient avoir les dernières mises à jour. Ce type d'informations est également essentiel lorsque l'on vise à vulgariser le concept vers de nouvelles zones.

11. Facteurs déterminants

Facteurs internes:

- CEFORD avait déjà une forte présence dans le sous-comté d'Erussi à partir de la période précédant le projet, et était bien connu et fortement en confiance avec le district et le gouvernement local du comté. Egalement dans la zone du quartier défavorisé, NASCENT fait sa fondation sur un ancient projet d'éducation des filles. Il est donc difficile de tirer des conclusions quant au temps qu'il faut pour accumuler la confiance, en tant que précurseur avant de démarrer l'approche CLFZ.
- Une approche intégrée a été adoptée dès le début, y compris un rôle pour les autorités locales.

Facteurs externes:

• Zone relativement fertile, avec possibilité d'accroître la productivité et les activités génératrices de revenus
• Taux élevé d'accroissement de la population (le plus élevé en Ouganda), mettant la pression sur les ressources naturelles et les ressources publiques telles que les écoles
• Relation étroite avec la RDC, qui est une cause pour la région d'être relativement arriérée, avec des traditions culturelles négatives.

12. Principales conclusions et recommandations

Conclusions

Le projet a adopté l'approche CLFZ dans une zone principale de 4 villages. Le nombre de foyers dans cette zone est de 689 (il a été noté qu'initialement l'intention était de travailler seulement dans un village). L'approche est intensive, y compris l'identification détaillée des cas de travail des enfants et des risques (enquêtes dans tous les ménages, surveillance dans les écoles, surveillance des lieux de marché), mobilisation communautaire, mise en place de structures de suivi, dialogues de suivi avec les parents de ménages présentant des risques de travail des enfants, afin d'identifier les causes systémiques et les stratégies de prévention et de remédiation, établissement d'un régime d'épargne au niveau des villages et d'autres mesures visant à soutenir les stratégies de prevention. Nous observons que l'approche intensive peut être caractérisée comme celle qui traite également des causes systémiques du travail des enfants, ce qui est essentiel pour obtenir un effet durable (au lieu de traiter les symptômes). La plupart des causes systémiques semblent avoir un lien avec des valeurs culturelles. Les autres causes sont plus économiques.

Dans la zone principale, il y a des données et des idées convaincantes tirées des entretiens et des FGD, qui ont estimé qu'il y a une réduction importante du travail des enfants et une augmentation de la fréquentation scolaire dans la zone. Cela ne signifie pas que le travail des enfants a été éradiqué; nous estimons qu'il a été ramené de plus de 20% à moins de 5%. Nous notons également un changement significatif de la norme sociale en ce qui concerne le travail des enfants. En outre,

très probablement ce résultat et le processus de changement seront durables, étant donné les différentes structures en place et les moyens financiers mis à disposition. Ce résultat peut être entièrement attribué au projet. La force de l'approche a été l'approche intégrée, avec la contribution de CEFORD, d'UNATU, de la compagnie et des autorités locales, tous confondus. Nous avons trouvé la liste suivante des composantes les plus importantes du changement, montrant l'intégration des 3 composantes du programme:

• La participation des autorités locales dès le début, menant à une application efficace de la législation en vigueur sur le travail des enfants (et l'acceptation la plus probable d'un texte de loi d'application sur le travail des enfants en avril 2017)
• Le rôle de la police nationale en matière de sensibilisation et de police communautaire par l'intermédiaire des agents de sécurité locale
• L'approche intensive de mobilisation communautaire
• Le rôle de la compagnie pour une production accrue et des revenus connexes du café – principalement pour les cultivateurs de café
• Le système VSLA, pour générer l'argent pour les frais de scolarité et les matériels scolaires, aussi pour les familles pauvres
• L'existence de comités CL avec une bonne formation et des réunions régulières
• Les enseignants sensibilisés, avec une bonne formation et des réunions régulières
• Des mécanismes d'enseignement de rattrapage, avec une grande motivation pour les enseignants impliqués.
• Une approche pour assurer le soutien aux matériaux et aux infrastructures scolaires au besoin

Nous concluons qu'il y a «validité du concept», ce qui signifie que l'approche s'est avérée fructueuse. Il y a des impacts positifs sur les niveaux de revenu, de sécurité et d'éducation, ainsi que sur l'autonomisation des femmes et des enfants ainsi que la cohésion sociale. Des initiatives sont également prises pour faciliter la formation professionnelle des enfants et des jeunes, qui va au-delà de l'objectif d'éradication du travail des enfants. Cependant, il faudra encore quelques années de soutien «léger» pour assurer que les résultats soient soutenus, principalement en soutenant les différentes structures de surveillance qui ont été établies, y compris celles du gouvernement local.

Nous notons également que la CLFZ a progressivement été élargie (à travers l'approche intensive) et qu'elle couvre maintenant presque 13 villages, c'est-à-dire, toute la paroisse de Padolo. Cette approche s'appuie sur la copie continue au sein de la communauté élargie. Nous observons également l'expansion rapide dans le reste de la paroisse de Padolo. Il y a aussi des preuves d'expansion des effets de la CLFZ dans d'autres paroisses du sous-comté d'Erussi. Il y a donc un bon potentiel pour le déploiement de l'approche et la mise à l'échelle plus poussée. *Nous estimons qu'il n'y a pas plus besoin d'une approche intensive (porte-à-porte), telle qu'elle est effectuée dans la zone principale*. Les arguments sont les suivants:

- Une norme sociale semble avoir été fermement établie dans la zone de base, qui n'accepte pas le travail des enfants dans un sens général, non seulement lié à la production de café - mais il y a encore des doutes sur la norme pour les enfants âgés de plus de 14 ans, en particulier les jeunes filles
- Les principes de la nouvelle norme sociale semblent se répandre et sont répliqués au-delà de la zone principale, en raison des avantages apparents que les familles perçoivent en adoptant la nouvelle norme et en assurant que leurs enfants iront à l'école (à l'exception des «familles en difficultés» comme les personnes touchées par le VIH, et pour les enfants plus âgés)

- Il existe des structures au niveau du sous-comté qui jouent un rôle dans la surveillance de l'incidence du travail des enfants (dans les écoles et au sein des autorités locales), afin d'améliorer l'adoption et d'appliquer la nouvelle norme.

Malheureusement, le projet à ce jour n'a pas recueilli ou analysé les données disponibles pour tirer des conclusions sur la rentabilité ou le rapport qualité-prix de son approche pour ce pilote en particulier. Cela est considéré comme essentiel pour appuyer la conclusion sur la «validité du concept» et pour convaincre les autres de l'efficacité de l'approche. Le projet constitue en fait un cas idéal pour tirer des conclusions sur les efforts déployés dans la zone principale et sur le processus d'adoption de l'approche dans les régions avoisinantes. Cette information serait précieuse pour les entreprises ainsi que les gouvernements et les bailleurs de fonds pour décider du soutien à cette approche et à sa mise à l'échelle.

Pour la compagnie de café, l'approche «intensive» n'est certainement pas nécessaire pour maintenir son certificat UTZ. L'approche intensive adoptée dans la zone de base exige un financement substantiel et des ressources humaines (bien qu'il soit nécessaire de dire que les coûts ne sont probablement pas si élevés). Par conséquent, pour soutenir une nouvelle mise à l'échelle, une approche plus légère sera probablement suffisante. Nous croyons qu'une approche légère aurait les éléments suivants:
• un groupe de travail au niveau des administrations locales
• formation aux technologies d'amélioration des moyens de subsistance ainsi qu'aux lois et droits sur la protection des enfants
• un Comité CL dans chaque village
• un régime VSLA comprenant un fonds d'éducation dans chaque village
• un agent de liaison par la compagnie du café
• le soutien actif de la police, également pour les enquêtes aux marchés ou d'autres endroits présentant un risque de travail des enfants
• soutien aux établissements scolaires et aux enseignants, ainsi qu'au parlement des enfants et aux groupes de jeunes
• soutien aux «familles en difficultés» en rendant disponibles des moyens financiers et un suivi intensif.

En outre, les activités de soutien à la formation professionnelle seraient utiles, à la fois pour les abandons scolaires des élèves les plus âgés et pour les enfants qui ont fini et réussi à l'école, à fin de créer une véritable perspective quant à l'emploi des jeunes.

Recommandations

• La mise à l'échelle de l'approche CLFZ dans d'autres paroisses à travers le sous-comté par la sensibilisation et la mobilisation.
• Appuyer l'élaboration d'un arrêté de district sur le travail des enfants
• Accroître la surveillance des cas de travail des enfants pendant les vacances, car l'accent semble être mis sur le période scolaire
• L'intensification des activités de plaidoyer ou d'engagement auprès des fonctionnaires du district sur l'amélioration et l'élargissement des établissements scolaires afin d'accommoder l'augmentation des inscriptions dans la zone principale de la CLFZ
• Appuyer les parents pour qu'ils s'appuient sur les programmes de services communautaires gouvernementaux existants, comme le programme de moyens d'existence pour les jeunes, le

programme d'entreprenariat féminin et le programme sur les personnes handicapées. Cela leur permettra d'accroître leurs revenus et d'être en mesure d'éduquer leurs enfants
• Concevoir un mécanisme de communication plus efficace entre les différentes structures impliquées dans les activités de travail des enfants, en particulier en tant que stratégie de sortie

6.2 Résultats des études de cas de la chaîne d'approvisionnement – vêtement (Inde)

Contexte
Cette étude de cas porte sur la zone libre de travail d'enfants (CLFZ) dans la zone industrielle du vêtement de Tirupur (Tamilnadu, Inde du Sud). Le projet est réalisé avec le partenaire de mise en œuvre SAVE (*Social Awareness and Voluntary Education* - sensibilisation sociale et éducation volontaire), financé par FNV Mondiaal et ICCO. Le projet a une longue expérience dans la région:
• SAVEintervient à Tirupur depuis l'année 1997, avec le soutien de Kerk in Actie/ICCO, en mettant l'accent sur les enfants travailleurs, les fugueurs et les indigents qui sont sauvés et réhabilités par des centres d'apprentissage alternatifs.
• L'ICCO a également été impliquée depuis l'année 2000 pour soutenir les femmes économiquement pauvres en tant que groupes d'entraide pour l'autonomisation des droits des femmes.
• Le FNV est actif dans la région depuis 2004, afin d'organiser les travailleurs du vêtement et de les éduquer sur les droits du travail et de soutenir les services de bien-être.
Pour le programme SCL actuel, SAVEréalise deux projets dans la région:
• une proposition financée par l'FNV, adoptant une approche fondée sur les droits pour promouvoir un environnement propice pour les travailleurs du vêtement migrant à l'intérieur de la CLFZ, avec un budget de 120 000 euros, en marche depuis janvier 2015 jusqu'en avril 2017.
• une proposition financée par l'ICCO visant à prévenir et à réduire le travail des enfants par le biais de l'approche CLFZ, avec un budget de 120 000 euros, allant de janvier 2015 à avril 2017.

Cette étude de cas est basée sur une étude documentaire et une visite sur le terrain, y compris des entretiens et des discussions de groupes avec les communautés et les intervenants (voir annexe 1).

1. CLFZ – principales activités et effets sur la communauté

Contexte de la CLFZ[7]
Le projet est situé à Tirupur, dans le District méridional du Tamil Nadu. Tirupur est connu pour son industrie du vêtement à croissance rapide, qui domine la situation de nombreuses familles et leurs enfants dans ce domaine. Le chiffre d'affaires estimé dans l'industrie du vêtement de Tirupur a touché la marque de RS 17 500-crore (2013-14). L'industrie du vêtement de la région de Tirupur se compose d'environ 6 850 petites et moyennes entreprises (PME), dont environ 600 unités de tricot/filature (une source de Fairwear cite 2500 unités à Tirupur)[8]. On estime que près de 500 000 travailleurs sont régulièrement employés et que la main-d'œuvre saisonnière touche même un

[7] SAVE (2014). Final proposal SAVE-ICCO garment.
[8] Background study Tirupur, Fairwear Foundation, 2004

nombre impressionnant de 700 000 travailleurs. 75% de la main-d'œuvre de Tirupur est employée dans le tricotage et la couture. On estime que 80% d'entre eux sont des migrants.
En général, les PME fournissent des vêtements aux grandes entreprises, qui desservent les marchés d'exportation ou de marché intérieur. Certaines des PME font également appel à des travailleurs informels à domicile pour fournir des composants pour les vêtements. Presque tous les ménages de la ville s'occupent de certaines activités directement liées à l'industrie des tricots.

Le travail accompli par SAVE est principalement la sensibilisation au sein de la Communauté, la mobilisation communautaire et l'établissement/renforcement des structures locales qui visent à surveiller et à aborder le travail des enfants dans la CLFZ. En outre, les gens ont été formés dans les compétences nécessaires à la vie courante (alimentaire et l'hygiène, les connaissances financières, traitant de la toxicomanie, les compétences de leadership).

Tirupur se compose de 60 quartiers, l'approche CLFZ est mise en œuvre dans les quartiers 16 et 17. Les quartiers 16 et 17 se composent de 10 sections: Pandiyan Nagar, Teachers Colony, Nallappa Nagar, Anna Nagar, J.P Nagar, Cholan Nagar, Kamaraj Nagar, M.G.R nagar, Vavipalayam, Kuruvayurappan Nagar, Samathuvapuram. Il y a 5 252 ménages dans les quartiers 16 et 17, et 2 693 enfants (âgés de 6-17 ans)[9].

Les quartiers 16 et 17 ont été sélectionnés pour la mise en œuvre du projet CLFZ, car ils sont relativement proches du Parc Netaji Apparel, un grand centre de production de vêtements à la périphérie de Tirupur.[10]

Effets
SAVE a établi une CLFZ dans les quartiers 16 et 17 à Tirupur et a obtenu les résultats suivants:[11]
• 1929 enfants ont été empêchés du travail des enfants
• 739 enfants ont été retirés du travail des enfants.

D'après les entretiens et les FGD, il est apparu clairement que le travail des enfants n'existe pratiquement plus dans la CLFZ. Cependant, le travail des enfants peut encore être trouvé dans le travail informel (par exemple, des très petites unités de production tels que des travailleurs à domicile ou travaillant pour des membres de la famille) dans d'autres zones de Tirupur (c'est-à-dire, en dehors de la CLFZ). Les estimations des intervenants concernant le taux d'enfants travaillant dans d'autres régions de Tirupur (ce qui signifie: en dehors de la CLFZ) variaient de 15% à 40%. Les données de base pour la CLFZ dans Tirupur montrent qu'environ 9% (259/2713) des enfants entre âgés de 6 à 16 ans étaient hors de l'école et 37% des enfants 16-18 ans étaient hors de l'école.

La diminution du nombre d'enfants dans le travail des enfants peut être attribuée en partie aux interventions de SAVE. Avant le début des projets, il y avait déjà une tendance à la réduction du travail des enfants dans la région (*refs*). Il est plausible que SAVE ait contribué et renforcé cette tendance, principalement en améliorant les installations scolaires et en surveillant la fréquentation (voir la section ci-dessous) et en habilitant les membres de la communauté à s'occuper activement

[9] SCL (2016) Monitoring report – all interventions. Version 20160915.
[10] Personal interviews with SAVE-staff members
[11] SCL (2016). Second annual report Out of Work and Into Schools.

des situations dans lesquelles ils sont témoins ou là où ils soupçonnaient que les enfants travaillent (voir la section sur la norme sociale).

Les personnes interrogées mentionnent que les caractéristiques suivantes de l'approche SAVE ont été importantes pour atteindre les réalisations mentionnées ci-dessus:
• Persuasion amicale: «la façon convaincante de communiquer sur les questions de la communauté, comment tant d'enfants sont retrouvés hors de l'école, comment ils sont tous des enfants qui travaillent et que nous devons faire en sorte qu'une autre génération d'enfants ne se retrouve pas dans la situation du travail des enfants, m'a fait réfléchir. Puis j'ai commencé à remarquer que oui, ce qu'ils disaient au sujet des enfants étant hors de l'école ait vrai"
• Persistance: «lorsque SAVE visitait pour l'énumération des ménages je me souviens de s'énerver avec eux pour venir encore et encore, mettre en place des autocollants, poser tant de questions.» Ce dont je me souviens, c'est leur enthousiasme indéfectible. Ils continueraient à sourire, et si je disais que je suis occupé revenez un autre jour, ils reviendraient, souriants, le lendemain, ne jamais abandonner "
• Sensibilisation: un personne interrogée a mentionné que le fait de sensibiliser les enseignants aux droits de l'enfant et à l'importance de l'éducation est leur est arrivé par biais de SAVE.
• Des outils de changement de comportement. Un personne interrogée a mentionné que la formation de SAVE l'a aidée à aborder des questions dans la collectivité: «les apports de SAVE ont été très utiles dans mon travail.» J'ai assisté à 3 formations par SAVE. On m'a sensibilisé aux droits des enfants et j'ai essayé d'utiliser cet apprentissage dans mon travail, ainsi que de m'avoir donné le courage de parler aux parents et aux enfants et de faire le suivi dans des écoles concernant la fréquentation des enfants. Un autre personne interrogée a décrit la modification de son comportement comme suit: «ce n'était pas que nous ne les avions pas vus auparavant, mais nous étions tous occupés avec notre travail, nous n'avons pas fait attention.» Maintenant, si je vois un enfant dans la rue, je vais lui demander: "qu'est-ce que tu fais en dehors de l'école?" S'il dit qu'il est malade, je vérifierai si quelqu'un s'occupe de lui à la maison. S'il est seul, je lui dis: "si tu as des ennuis à l'école ou à la maison, allons-y et je leur parlerai"

Il existe des indications de de reproduction de l'approche CLFZ dans d'autres qurtiers de Tiripur.
• La communauté du quartier 3 a déclaré qu'elle avait intérêt à mettre en œuvre l'approche proprement dit. À ce jour, il n'est pas clair si la réplication a effectivement eu lieu
• SAVE a commencé à faire des enquêtes dans les ménages des quartiers 27 et 56
• SAVE participe au Réseau des Enfants à Risque (CAR), visant à étendre la CLFZ à d'autres membres du réseau. À ce jour, trois partenaires automobiles (CARDS, Gramya et CASA) ont adopté une approche similaire à celle de la CLFZ. Une leçon importante est que les partenaires, dont l'approche originale était plus alignée sur l'approche CLFZ (p. ex. travailler dans une zone géographique limitée), étaient plus efficaces que les partenaires qui devaient réduire leur approche à une zone géographique limitée[12].
• Les membres de la communauté dans la CLFZ actuelle qui ont été formés par SAVE, indiquent qu'ils sont prêts à former les autres eux-mêmes (sans le soutien de SAVE), fournissant une nouvelle base pour la réplication de l'approche.

[12] SCL (2016). Mid-Term review – out of work, into school. Mission Report India, 14-24 March 2016, p19-20.

2. CLFZ – effets scolaires

Il y a 9 écoles dans la CLFZ: 6 écoles primaires et 3 écoles secondaires. Deux écoles primaires et une école secondaire sont des écoles publiques[13]. L'éducation dans les écoles publiques est gratuite.

Avant le début du projet CLFZ, SAVE a mené une enquête de base, cartographiant la situation éducative des enfants dans la zone du projet[14] :
• Il y a 6 597 enfants (âgés de 6 à 17 ans) inscrits à l'école.
• 551 enfants ont été identifiés comme étant en dehors de l'école (305 garçons/246 filles)
• 163 des enfants inscrits à l'école n'ont pas atteint un taux de fréquentation de 75%
• 2 234 des enfants inscrits à l'école étaient à risque élevé d'abandonner
• toutes les écoles disposaient d'une infrastructure de base, mais la maintenance avait été médiocre au fil des années et les enseignants semblaient léthargiques et inactifs.

SAVE a atteint les résultats suivants[15] :
• Une baisse du nombre d'enfants nonscolarisés: 551 au début, 424 en 1ère année (2014), 317 en deuxième année (2015) et 7 pour la 3ème année (2016). Ceci est conforme aux opinions exprimées lors des entretiens: selon les personnes interrogées, 100% des enfants étaient scolarisés.
• Une augmentation du nombre d'enfants qui sont empêchés d'abandonner l'école: de 0 en 2015, à 1 756 en 2015 et 1 929 en 2016
• 48 enfants placés dans des écoles de Remédiation
• 147 enfants intégrés dans les écoles officielles
• 1045 enfants qui suivent des activités parascolaires dans les écoles officielles.

Les parties prenantes confirment la tendance à la baisse du nombre d'enfants hors de l'école et mentionnent qu'il existe des structures communautaires fonctionnelles pour surveiller la fréquentation scolaire (p. ex. forums de protection des droits de l'enfant-CRPF, les parlements des enfants). Une personne interrogée a décrit un bon labyrinthe de réseau de membres du CRPF, dont chacun est responsable de surveiller 60 familles pour voir si les enfants fréquentent l'école régulièrement. En outre, les personnes interrogées ont mentionné les efforts de SAVE de visiter chaque ménage afin de se familiariser avec les détails de chaque famille et de chaque enfant (voir aussi la section sur les effets scolaires.) Les taux d'abandon ont fortement diminué, principalement en raison de l'amélioration des installations scolaires, de l'amélioration, de la qualité de l'éducation et de l'amélioration des systèmes de surveillance.

Les personnes interrogées pendant les entretiens et les FGD décrivent d'énormes changements (positifs) dans les écoles et attribuent ces effets scolaires au projet. Ils ont décrit que l'atmosphère dans les écoles est meilleure, que les installations scolaires (sports et jeux, propreté et hygiène) ont amélioré, les communications entre les parents et les enseignants sont meilleures et il y a plus de sensibilisation (chez les parents et chez les enseignants) que l'éducation est importante.

Les effets suivants peuvent être attribués au projet:

[13] SAVE (2015). Survey report June 2015 –updated version.

[14] SAVE (2015). Survey Report June 2015 – updated version.

[15] SCL (2016) Monitoring report – all interventions. Version 20160915.

• Augmentation de l'effectif: SAVE a visité et informé les familles qui n'avaient pas inscrit leurs enfants dans les écoles. Cette approche s'est avérée très efficace. Sur les 1 726 familles visitées et informées, 1 709 ont décidé d'inscrire leurs enfants à l'école (seulement 17 familles sont restées réticentes à le faire).
• Augmentation de la fréquentation scolaire. SAVE a installé des structures locales pour surveiller la fréquentation scolaire et prendre des mesures appropriées lorsque les enfants ne viennent pas à l'école. Les structures de surveillance locales comprennent les Forums de protection des droits de l'enfant (CRPF), les Associations des parents délèves et des professeurs (PTA) et les parlements des enfants. Les membres de CRPF expliquent: «quand nous avons commencé, il y avait une vérification physique quotidienne que chaque enfant dont nous étions responsables était à l'école.» Maintenant, nous gardons un oeil sur les enfants, en visitant les écoles au moins deux fois par semaine afin de vérifier la fréquentation.

- • Réduction des taux d'abandon. SAVE a abordé l'abandon, en concevant ses interventions pour s'adapter aux modes locaux d'abandon: le risque d'abandon des enfants était plus élevé après la 5e, 8e et 10e année, après l'élémentaire (fin du primaire), après la 1ère partie du secondaire et après le niveau avancé du secondaire. SAVE a commencé à travailler plus intensivement dans les écoles primaires et a renforcé les PTA et les SMC (comités de gestion scolaire) en se concentrant sur ces «points d'abandon». En outre, pour empêcher les enfants qui sont susceptibles d'être attirés à travailler pendant les vacances scolaires et ensuite continuer à travailler après les vacances, SAVE a surélevé l'exigence de fréquentation requise à 95% (par rapport à 75% préconisé par la Fondation MV).
- Amélioration des installations scolaires. Bien que les installations de base dans les écoles fussent déjà en place, celles-ci se sont souvent avérées insuffisantes lorsque plus d'enfants ont commencé à fréquenter l'école. Une personne interrogée a expliqué: *«Lorsque ces enfants ont commencé à aller à l'école, nous avons réalisé que beaucoup de choses manquaient dans les écoles.» Dans une école, des installations spéciales étaient nécessaires pour accueillir les enfants ayant des besoins spéciaux. Dans une des écoles, il n'y avait pas de chaises ou de tables pour les enseignants*. SAVE a soutenu les populations locales pour améliorer eux-mêmes les établissements scolaires (par exemple, en les soutenant pour rechercher des fonds pour le matériel éducatif) et fournir des installations supplémentaires (par exemple, établir des écoles de remediation (Bridge schools) pour les enfants incapables de rejoindre l'enseignement général, ou en offrant des cours de langue pour les enfants migrants qui ne parlent pas tamoul)
    - Amélioration (perçue) de la qualité de l'éducation. Pour améliorer la qualité de l'éducation, SAVE a offert des formations pour les enseignants, les soutenant pour être plus actifs [au lieu d'être léthargique], de rechercher activement l'interaction avec les parents («aujourd'hui, les enseignants ont le numéro de téléphone des parents d'élèves ») et de fournir un environnement plus stimulant pour les élèves. SAVE a également oeuvré pour améliorer la qualité perçue de l'éducation dans les écoles publiques: SAVE a activement encouragé les écoles publiques et a tenté de persuader les parents de sortir leurs enfants des écoles privées et les amener dans les écoles publiques [16]. Ceci est important parce que l'éducation publique est gratuite et l'éducation privée coûte cher.

Case 1. Un résumé des raisons pour lesquelles les parents n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école, des discussions avec des groupes témoins et des entretiens
-Manque d'intérêt des enfants eux-mêmes (FGD1)

[16] SCL (2016). Mid-term review Out of Work – Into Schools. Mission report India.

-Aucun certificat de transfert/migration (FGD1)
-Alcoolisme chez les parents (FGD1, SAVE, KII1-également raison de l'abandon -, FGD3, KII8)
-Manque de revenu familial (FGD1, SAVE)
-Perception du manque de qualité des écoles publiques (FGD1)
-Si les problèmes d'apprentissage (langue, apprenants peu doués), les enfants sont référés aux écoles de Bridge (de réhabilitation)(FGD2).
-Auparavant, il n'y avait pas de pression pour rester à l'école, pas de contrôle des parents (KII1, FGD3)
-Aucune réalisation/connaissance que l'éducation était imporntante pour améliorer la vie des enfants (KII1, FGD1)
-Pas de contrôle des parents, car ils sont souvent occupés au travail dans les usines de vêtement (FGD3), souffrant d'alcoolisme (sources variées) ou analphabètes (incapable de lire les cartes de progression de l'école (FGD3).)
-Avantages perçus des enfants qui travaillent et gagnent (un peu) d'argent de poche (FGD3)
-Les parents sont trop occupés au travail (KII2)

Il y a des indications que le travail de SAVE dans les écoles peut être répliqué. Un informateur clé a décrit que les innovations scolaires (par exemple, la collecte de fonds pour les classes SMART, l'attention pour la santé et l'hygiène, la discipline, les compétitions et les variations du système de récompenses) sont `a l'étude par le réseau des écoles publiques, pour explorer l'applicabilité des innovations dans d'autres écoles

3. Relation avec la migration

SAVE a identifié un mode de migration de retour, qui est courant partout à Tirupur: trois fois par an, de nouveaux occupants viennent dans la région quand ils reviennent de leurs villages d'origine après la célébration des festivals (Pongal; mi-janvier, pour Aadi-Perukku; juin-juillet, et pour Ayudha Puja-Deepavali; septembre-octobre).

SAVE a réagi à ce mode de migration, avec les stratégies suivantes:
• mise à jour des informations ménagères trois fois par an, juste après les festivals où de nouveaux travailleurs viennent dans la région
• impliquer les propriétaires de maisons dans le processus de CLFZ - les rendre responsables des locataires de maison ppour que ces derniers envoient leurs enfants à l'école. La communauté impose également une menace de sanction si la famille qui arrive n'a pas inscrit ses enfants dans les 3 mois suivants (après l'arrivée): leurs installations d'eau, d'électricité, de rationnement par le biais du système de distribution publique, etc. pourraient être touchées
• demander aux Forums sur la protection des droits de l'enfant (CRPF) à communiquer aux migrants le jour de leur arrivée dans la communauté, pour que les enfants migrants soient à l'école le lendemain. En outre, les membres du CRPF vérifient avec des locataires afin de maintenir la base de données de surveillance à jour
• Aborder les barrières linguistiques potentielles: Les personnes interrogées conviennent que les barrières linguistiques ne sont pas un gros problème. La plupart des enfants migrants possèdent un tamoul de base et sont placés dans des classes correspondant à leur niveau[17]. La migration

[17] In FGD1 this was explained as follows: 'Around 50% of Tirupurs workforce comprise migrants. Of these, 30% are from other districts of Tamilnadu while around 20% are migrants from other states. The main difference is that out of state migrants are more likely to be single men or women, those from other districts of TN are here with families. So there is more chance of child labour from among this group.'

peut constituer une contrainte pour les enseignants, car elle leur impose d'évaluer constamment les compétences linguistiques des enfants migrants. Pour réduire cette pression, SAVE peut inscrire les enfants dans les écoles Bridge et/ou embaucher des enseignants qui peuvent aussi parler hindi. Pour certains travailleurs (adultes), la langue est un problème, surtout lors des inscriptions à un Conseil d'aide sociale ou à un syndicat. SAVE a organisé des groupes d'éducation des travailleurs, offrant un soutien pratique de pair à ces questions pratiques.

4. Aspects sexospécifiques (de genre)

On dispose d'éléments prouvant l'attention aux aspects sexospécifiques dans la CLFZ de Tirupurs:
• Il n'y a pas de différence significative entre les sexes dans la fréquentation scolaire dans la CLFZ: le nombre de garçons qui fréquentent l'école (total de 2375) est comparable au nombre de filles qui fréquentent les écoles (2230 filles)[18]. SAVE surveille la présence des garçons et des filles séparément.
• Il y a une différence significative entre les sexes chez les enseignants qualifiés: il y a plus de femmes enseignantes (157) que d'enseignants masculins (19) dans les écoles de la région de la CLFZ[19].
• SAVE a entrepris diverses activités/mesures pour aborder les questions sexospécifiques:
- SAVE a abordé les aspects sexospécifiques dans les enquêtes scolaires (par exemple: s'il y avait des toilettes séparées pour les garçons et les filles)
- SAVE a offert une formation de sensibilisation sur le genre aux Groupes d'éducation des travailleurs (WEG). SAVE a sensibilisés 990 membres des 66 WEGs.
- SAVE a organisé la formation en leadership pour les travailleuses (123 femmes, des 41 WEG).

Le genre n'est pas mentionné comme un enjeu clé lié au travail des enfants ou à la fréquentation scolaire selon les personnes interrogées. Pour bien comprendre les effets des CLFZ sur le travail des enfants et la fréquentation scolaire, des données supplémentaires sont nécessaires.

5. Sur la norme sociale

La mise en place d'une norme sociale, prescrivant qu'«aucun enfant ne devrait travailler et que les enfants devraient être scolarisés», est liée à la question de la durabilité des résultats (voir aussi la section sur la durabilité). Il ressort clairement des réponses que la norme sociale a définitivement changé et que cela contribue à soutenir et à renforcer les résultats obtenus à ce jour.

En général, nous avons observé la mise en place de diverses structures locales pour s'assurer que les enfants ne travaillent pas et qu'ils fréquentent l'école. Ces structures locales comprennent des CRPF, des PTA, des parlements des enfants et des WEG. Les personnes interrogeés sur leur connaissance ou leur opinion sur la norme sociale nous ont donné les réponses suivantes:

- «ma compréhension des normes est qu'aucun enfant ne devrait travailler sur notre site: nous avons une politique sur le travail des enfants sur notre lieu de travail.» Aucun enfant ne devrait être en dehors de l'école, quelle que soit l'excuse. Si je vois un travail d'enfant dans une unité dans la CLFZ, je vais parler au propriétaire moi-même, et si cela ne m'aide pas, j'implique mon chef du WEG, le CRPF et les enseignants dans la région. Ils seront en mesure d'influencer le propriétaire!

[18] Based on data from SCL monitoring report.
[19] Based on data from SCL monitoring report.

- «Il est donc devenu la norme dans notre communauté que la collectivité soit responsable de veiller à ce que tous les enfants soient scolarisés.» La persuasion amicale est de savoir comment nous décrivons notre façon de convaincre. «mais entre le CRPF et le propriétaire de la maison, nous avons les moyens de veiller à ce que les enfants restent à l'école».
- Les enfants faisant partie du parlement d'enfants nous ont dit: «ensemble, nous sommes responsables de la surveillance qu'il n'y ait pas d'enfants hors de l'école dans notre région.» lolrsque nous voyons de nouvelles familles arriver, nous allons parler aux enfants, les invitons à jouer avec nous et à venir à l'école avec nous.

Les personnes interrogées étaient bien informées et capables d'agir lorsqu'elles étaient confrontées à des situations dans lesquelles la norme sociale était violée.

• Les représentants des associations d'entreprises se sont déclarés disposés à remettre des membres d'entreprises qui enfreignent la norme selon laquelle les enfants ne devraient pas travailler

• Les gens savent comment s'attaquer aux violations de la norme selon lesquelles les enfants ne devraient pas travailler et devraient être scolarisés. Par exemple: un entrepreneur local dans la CLFZ dit ce qu'il ferait s'il remarquait le travail des enfants dans son environnement: s'il [l'intrus] n'est pas disposé à écouter, j'utiliserais mon groupe CRPF pour faire pression sur lui. S'il continue à tenir, alors je n'hésiterais pas à me plaindre passant par la la ligne de téléphone directe (d'assistance aux enfants).

Il peut également y avoir des répercussions plus formelles de la violation de la norme sociale:

• Les familles qui n'envoient pas leurs enfants à l'école peuvent être coupées de l'utilisation des services publics (gaz, électricité, eau) par leurs propriétaires/CRPF/membres de la communauté.

• Tous les propriétaires de maisons sont maintenant responsables de veiller à ce que les enfants de leurs locataires soient scolarisés. C'est l'une des conditions de location de la maison, et elle est appliquée.

Il ya une amende légale sur l'emploi des enfants dans les usines/entreprises et les membres de la communauté sont disposés à dénoncer les employeurs qui enfreignent les norms. Il y a aussi des indications (limitées) que les changements dans la norme sociale sont répliqués en dehors de la CLFZ.

• Une personne interrogée (chef de l'Association des commerçants) a dit: maintenant, quand je vais chez quelqu'un, qu'il s'agisse d'un parent ou d'un ami, avant de prendre des rafraîchissements, je m'interroge sur les enfants de la famille, s'ils sont scolarisés ou non, et comment ils portent. S'ils sont à la maison je vérifie pourquoi l'enfant est à la maison. S'ils sont incapables d'envoyer l'enfant à l'école – si c'est un soutien nécessaire pour mettre l'enfant à l'école, des livres ou des uniformes, j'offre de contribuer ou de prendre soin de l'enfant. De cette façon, je fais ce que je peux pour promouvoir l'éducation et sensibiliser les membres de ma communauté. Tous les membres de notre association le font maintenant, même ceux qui ne font pas partie des quartiers 16 & 17.

• Les représentants d'une société (en dehors de la CLFZ) ont déclaré qu'ils boycotteront les établissements qui utilisent le travail des enfants. Toutefois, cet effet ne peut probablement pas être attribué à l'intervention de SAVE, puisque les représentants de la compagnie ont indiqué qu'ils ont été activement engagés sur ce sujet avant le début du projet CLFZ.

6. Impacts généraux de la CLFZ

Il est clairement attesté que la CLFZ a contribué à améliorer le niveau de vie, la santé et les revenus, ainsi que la cohésion sociale; également les enfants disposent de meilleures aspirations futures.

Pour 48 adultes/jeunes travaillant légalement, le projet CLFZ leur a permis d'améliorer les salaires[20] : les adultes ou les jeunes qui travaillent légalement, ont pris la place des enfants qui ont déjà travaillé mais qui sont maintenant inscrits dans les écoles. Cela conduit également à une meilleure qualité des vêtements. Les salaires s'améliorent parce que ces adultes/jeunes travailleurs légaux, sont plus productifs et produisent une qualité de travail plus élevée. De même, 8 adultes/jeunes travaillant légalement ont signalé des conditions de travail améliorées, en raison du projet CLFZ.

En raison du projet CLFZ, les écoles ont élargi leur curriculum pour inclure des sujets supplémentaires qui n'étaient pas couverts auparavant: les sujets liés à la santé et à l'hygiène et les sujets liés à l'alimentation et à la nutrition. En outre, les écoles publiques fournissent des repas gratuits pendant les heures scolaires, fournissant des aliments supplémentaires pour les enfants qui assistant aux cours. Cela devrait avoir des effets positifs sur la santé des enfants.

Les personnes interrogées conviennent que la cohésion sociale dans la communauté s'est améliorée: les gens sont beaucoup plus connectés et se sentent habilités à aborder les questions s'ils se posent. En outre, les gens sont fiers de travailler et de vivre dans une CLFZ. Un sondé a expliqué: «quand je vois passer un enfant que j'ai soutenu et convaincu d'aller à l'école, j'ai un énorme sentiment de fierté et de satisfaction.» En tant que groupe, communauté, nous avons rendu cela possible. Nous, tous ensemble, les travailleurs, les entreprises, les commerçants, l'école, les enseignants, les étudiants, CRPF, avons oeuvré de concert pour y parvenir. Ca me donne satisfaction de faire partie de tout ce qui se passé actuellement; j'apporte ma petite contribution."

7. Relations avec les entreprises / initiatives RSE (rôles, effets et avantages)

Aperçu des entreprises dans la CLFZ

Dans l'industrie des vêtements du Tamil Nadu, il est courant de trouver de grandes entreprises qui se sont développées 'à l'horizontale, en scindant la production en plusieurs unités sous une seule entreprise'. Chaque unité peut être s'enregistrée en tant qu'une petite unité (Tewari/Goebbels). Les petites entreprises avec 100-200 machines sont les plus agiles et capables de gérer les deux, les petits lots de commandes, et de grandes commandes en sous-traitant des portions de la tâche pour de plus petites entreprises. Par conséquent, l'utilisation de la distinction entre petites et grandes entreprises n'est souvent pas très claire dans le contexte Tirupur[21].

Les entreprises dans la CLFZ sont relativement petites (elles sont considérées comme petites et moyennes entreprises – PME). Peu d'entre elles sont impliquées, directement ou indirectement, dans les chaînes de valeur de l'exportation. De loin, la plupart des PME de la CLFZ produisent pour le marché local. Nous fournissons, ci-dessous, un aperçu du paysage des PME dans la CLFZ, basé sur les informations issues de la cartographie de SAVE.

[20] SCL Monitoring report – all interventions.

[21] Background study Tirupur, Fairwear Foundation, 2004.

Tableau 1. Caractéristiques des PME dans la CLFZ de Tirupur – données de base[22]

Aspect des PME	Nombre
Nombre total d'unités de vêtement (PME)	234
Nombre de PME comptant plus de 20 travailleurs	198
Nombre de PME comptant moins de 20 travailleurs	36
Nombre de PME enregistrées	8
Nombre de PME produisant pour des marchés d'exportation	20
Nombre de PME ayant des mesures de santé et de sécurité au travail	9
Nombre de PME offrant des prestations de sécurité sociale (ESI/PF)	5
Référence: nombre d'unités employant des enfants pendant des vacances	137
Nombre de PME ayant des politiques sur le travail des enfants	20 (sur 20 PME produisant pour des marchés d'exportation)

Résultats - PME

Il y a 234 PME dans la CLFZ. Vingt entreprises sont soit des exportateurs directs, soit des sous-traitants approuvés pour les grandes unités d'exportation de Tirupur. SAVE a appuyé 13 de ces exportateurs/sous-traitants pour élaborer des politiques sur le travail des enfants et afficher publiquement sur des panneaux indiquant qu'elles n'emploient pas des enfants. Les 7 autres sociétés exportatrices avaient déjà des politiques de travail des enfants et des affiches publics en place.

Il y a 214 PME qui approvisionnent les marchés locaux. De ce groupe, SAVE en a pris en charge 52 pour élaborer des politiques sur le travail des enfants. Actuellement, SAVE cible les autres entreprises.

Les progrès réalisés dans la collaboration avec les PME ont été considérés comme lents et difficiles. Les relations entre SAVE et les entreprises de la région ont été tendues en raison de l'inspection fiscale qui a suivi peu après l'enquête de SAVE. Par conséquent, SAVE a suspendu ses activités avec les entreprises pendant 6 mois. Ensuite, les relations se sont améliorées et SAVE a poursuivi les tentatives d'organiser des réunions d'orientation pour les entreprises. Cependant, les progrès ont été lents: SAVE indique qu'il faut en général 20 tentatives de contact avant qu'une réunion en face-à-face ou une séance d'orientation puisse être organisée. SAVE a essayé d'utiliser l'effet de levier des grandes entreprises (p. ex., les Thangaman Exports) à l'extérieur de la CLFZ pour obtenir un effet de levier sur les PME de la CLFZ.

Malgré les obstacles initiaux pour avoir accès aux entreprises, les effets de l'engagement des PME sont positifs. Les personnes interrogées conviennent que les petites entreprises de leur quartier ont été convaincues de ne pas employer les enfants. Les personnes interrogées sont convaincues que les propriétaires d'entreprises n'emploieront pas d'enfants, même si ces enfants demandent eux-mêmes un emploi. On s'attend à ce que les entreprises prennent les mesures appropriées si

[22] SAVE (2015). Survey report June 2015 –updated version.

les enfants essaient d'obtenir un emploi avec eux, par exemple en dénoncant l'enfant aux CRPF locaux. Cette attente est confirmée lors d'entretiens avec des propriétaires des PME.

La norme sociale qu'aucun enfant ne devrait travailler est également communiquée par la législation et appliquée par le gouvernement. Un member du personnel de SAVE a fait remarquer qu'à Tirupur, il y a des inspections fréquentes sur l'incidence du travail des enfants dans les petites et grandes usines, et il existe de fortes amendes aux les usines si les enfants sont trouvés au travail sur le site.

Un autre facteur déterminant à l'adoption de la norme sociale par les entreprises est que 80% des membres du CRPF sont soit des travailleurs, soit des propriétaires des PME au sein de la CLFZ. Ainsi, les entreprises sont entourées (à l'interne comme à l'extérieur) par des membres influents de la communauté qui prônent activement la norme sociale. Un membre du CRPF et propriétaire de PME a décrit le mécanisme comme suit: Le travail des enfants est nettement moins cher. Lorsque les adultes sont payés RS 300, les enfants seraient payés RS 100 au mieux. Les doigts agiles font plus de travail en une journée que ce qu'un adulte ferait en un jour et demi. Mais avec la CLFZ, les adultes plus âgés sont rappelés au travail. Personne n'est disposé à prendre le risque d'employer des enfants; on craint les descentes si quelqu'un se plaint. En tant que CRPF, nous utilisons ceci et avertissons les employeurs de l'action juridique si quelqu'un faisait recours au travail des enfants.

Les raisons pour lesquelles les PME cesseraient d'employer des enfants

Nous avons discuté des avantages ou des raisons possibles pour que les PME de cessent d'employer des enfants. Voici, entre autres:

- Considérations éthiques et expériences personnelles en tant qu'anciens enfants travailleurs
- Les adultes peuvent être plus coûteux en termes de salaires, mais leur travail est mieux
- Il y a aussi moins d'accidents, car les adultes font plus d'attention que les enfants.
- Implications juridiques: le travail des enfants est contraire à la Loi
- Risques de réputation
- Les répercussions éventuelles de la communauté (les membres de la communauté peuvent informer les CRPF ou les autorités)
- Création de plus d'occasions d'affaires et de nouveaux marchés, en réponse aux demandes des consommateurs
- Avantages du marketing en utilisant le logo/les signes de la CLFZ

Entreprises plus grandes

On a organisé un entretien avec une plus entreprise grande– Eastman exports. Cette entreprise n'est pas située dans la CLFZ, mais se procure des vêtements de 14 PME, dont certaines sont dans la CLFZ. La société a mis en place un système de surveillance de la conformité de la chaîne d'approvisionnement aux normes internationales auxquelles Eastman est accrédité, et «aucun

travail des enfants» en fait partie. Actuellement, il n'y a pas d'avantages spécifiques pour Eastman grâce à la CLFZ, à moins que l'ensemble de Tirupur soit couvert de la CLFZ.

Eastman est clair sur la tolérance zéro du travail des enfants dans ses activités; unités ou chaîne d'approvisionnement. On y encourage et soutient l'enseignement supérieur des enfants des travailleurs. Dans toutes ses unités, des panneaux affichant «Dites NON au travail des enfants, Dites OUI à l'éducation», étaient déjà en place bien avant l'arrivée de la CLFZ.

Déjà en 1997, Eastman mettait de côté env. 1,75 Rs. par vêtement pour aider les écoles à offrir de meilleures installations pour les étudiants. Eastman soutient les communautés et les écoles grâce à leurs activités RSE. Au sein de la CLFZ, ils paient le salaire d'un professeur de langue à l'école primaire de Pelletier Nagar. "l'État offre une éducation gratuite aux les étudiants;" dans le cadre de nos activités RSE, nous soutenons le développement des infrastructures dans les écoles. Nous investissons du temps et des infrastructures dans les écoles pour que les enfant de nos employés profitent de ces opportunités. Nous contribuons à l'enseignement supérieur des enfants selon les exigences du gouvernement.»

En dehors de la CLFZ, Eastman utilise les compétences SAVE en tant que ressource pour aider à renforcer leurs (Eastman) initiatives sociales sur le lieu de travail. SAVE aide à constituer et à renforcer les Comités internes de Réclamations (ICC) pour la réparation des préjudices, offrir des séances de sensibilisation aux droits des travailleurs et aux droits de l'enfant dans toutes les unités de la société. Dans toutes les entreprises avec lesquelles SAVE travaille (environ 15 à Tirupur), SAVE prone que c'est la responsabilité de l'entreprise pour s'assurer que les enfants ayant atteints l'âge de scolarisation de chaque employé soient à l'école, et que l'entreprise dispose à fournir un soutien requis aux équipes RH si nécessaire. Le soutien de SAVE s'étend aussi aux principaux fournisseurs des entreprises.

Les grandes entreprises, telles qu'Eastman (mais sans s'y limiter), respectent non seulement la nouvelle norme sociale, mais aussi, certaines ont pris des mesures concrètes pour aider les enfants à aller à l'école:

- Permettre à 1 étudiant des écoles Bridge (écoles de remédiation) de SAVE et 1 étudiant de la CLFZ dans le cours d'ingénierie de la compagnie (note: s'il y a des candidats appropriés dans ces écoles)
- Financer 1 professeur de langues dans une école publique
- Volonté de répondre aux besoins éducatifs de jusqu'à chacun de 100 enfants
- Financement des écoles Bridge de SAVE pour un soutien supplémentaire aux enfants qui ne parlent pas tamoul.

Attribution des effets au projet CLFZ

Les effets positifs d'engagement d'entreprises peuvent être attribués en partie aux interventions de SAVE dans la CLFZ. En particulier, les PME qui font partie de grandes chaînes de valeur orientées vers l'international, et qui oeuvrent depuis lingtemps à s'éloigner du travail des enfants. voici la description d'un propriétaire d'une PME: «nous faisons partie d'une chaîne de valeur internationale, donc nous suivions la norme 'd'aucun travail des enfants', même avant l'arrivée du projet CLFZ».

Ceci est confirmé dans une interview avec une grande entreprise exportatrice, en dehors de la CLFZ: «nous disons non, au travail des enfants, nous disons oui, à l'éducation. Ceci a été mis en place bien avant la CLFZ". Toutefois, il est plausible que les progrès réalisés avec les PME productrices pour les marchés locaux puissent être attribués aux interventions de SAVE.

TEAMA manufacturers Association

TEAMA, Association Tirupur d'exportateurs et de fabricants (formée en avril 2010), représente des micro et petits fabricants et exportateurs de vêtements en tricot. TEAMA représente, actuellement, 580 membres. Avant sa fondation en avril 2010, il n'y avait pas de plate-forme exclusive d'expression pour les petits exportateurs.

TEAMA est explicite dans la condamnation du travail des enfants et déclare qu'elle a poussé programme de 'pas de travail d'enfants' au sein de tous ses membres. Les membres font face à la perte de l'adhésion et des conséquences juridiques s'ils emploient des enfants. TEAMA appuie également l'approche CLFZ comme moyen de lutter contre le travail des enfants: «SAVE a fait un travail remarquable. Ils ont installé les systèmes, les mécaniciens sont en place. Je me réjouis de voir l'étiquette de Tirupur Libre de tout travail d'enfants!>>

Effets de copie

Il y a des indications que l'approche CLFZ est copiée par d'autres entreprises en dehors de la CLFZ. Une personne interrogée, représentant l'Association des commerçants (avec 700 membres à Tirupur, 150-200 membres dans les quartiers 16 et 17), a déclaré que les membres de l'Association reproduisaient activement le modèle et favorisaient l'éducation et la sensibilisation en dehors dee la CLFZ.

8. Relations avec le lobby & le plaidoyer et le rôle des administrations locales

D'après les discussions et les entretiens avec les parties prenantes, il paraît que l'environnement des politiques est utile pour arrêter le travail des enfants. En outre, les gens mentionnent fréquemment que les lois relatives au travail des enfants sont appliquées et que les entreprises courent de fortes amendes lorsque le travail des enfants se trouve dans leurs opérations. Cette approche n'est pas limitée à la CLFZ, comme l'a illustré un représentant de l'entreprise de l'extérieur de la CLFZ: «il y a quelques années, chaque jour, dans les journaux on parlait des descentes aux entreprises sauver 30 à 50 enfants mineurs. Les ministères étaient consciencieux dans leur travail, vérifiant même dans les bus des entreprises pour identifier les enfants mineurs, mais depuis 3 ou 4 ans, on voit plus de tels articles dans les journaux, et ça c'est bien'.

Il peut y avoir un accord sur l'efficacité des politiques gouvernementales et l'application de la Loi sur le travail des enfants. Les personnes interrogées sont également d'accord sur le manque de soutien gouvernemental dans d'autres domaines. Les personnes interrogées mentionnent expressément:

- Le manque d'installations et d'entretien des écoles. Plusieurs personnes interrogées ont mentionné qu'ils doivent organizer des collectes de fonds dans la communauté pour payer

le matériel éducatif de base. D'autres ont dit que les couirs d'informatique coûtent trop cher et que le soutien gouvernemental n'est pas suffisant.

- Manque de soutien au développement social et économique de Tirupur[23]
- Le manque d'aborder efficacement la question de l'alcoolisme. Un personne interrogée explique: «la seule forme de divertissement et de relaxation c'est boire de l'alcool. Malheureusement, cela mène à la dépendance. Tirupur a grandi si vite, il n'y a pas d'espaces ouverts pour jouer ou faire du sport, que ce soit pour les enfants ou les adultes.

SAVE était activement impliqué dans le réseautage avec un certain nombre d'organismes gouvernementaux, à différents niveaux:

- Comité de la protection de l'enfance (CWC): au niveau de district, il aborde des questions concernant les enfants nécessitant des soins et une protection.
- Les unités de protection des enfants des districts (DCPU): au niveau de district, elles sont responsables de la mise en œuvre efficace du programme intégré de développement de l'enfant (ICDS) et de toutes les autres politiques et programmes de protection de l'enfance au niveau du district
- Projet national sur le travail des enfants (NCLP): niveau national, ce programme a été mis en place pour réhabiliter les enfants qui travaillent et les intégrer dans les écoles ou les écoles de Bridge et de formation professionnelle.
- Le service Childline 1098 est le service téléphonique d'urgence 24 heures, sans frais (numéro vert), pour les enfants qui ont besoin d'aide et d'assistance. Childline répond aux besoins d'urgence des enfants et les relie aux services (CAC/DCPU/NCLP) pour les soins de longue durée et réadaptation.
- Sarva Shiksha Abhiyan (SSA) est un programme de réalisation de de l'enseignement élémentaire universel (UEE) dans un temps limité, et en faire une éducation gratuite et obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 14 ans; un droit fondamental pour ce groupe.
- Les services intégrés du développement de l'enfant (ICDS): programme (national) des soins et du développement pour la petite enfance. Grâce à un personnel ICDS formé, outre l'éducation préscolaire non formelle pour le groupe d'âge 2,5-6 ans, les enfants de 0-6 ans, les adolescentes, les femmes enceintes et les mères allaitantes bénéficient de la nutrition, de l'éducation de la nutrition et sanitaire, de la vaccination, des contrôles de santé et des services de référence.

Certaines données probantes indiquent que l'action que SAVE exerce en collaboration avec les organismes gouvernementaux, peuvent conduire (à l'avenir) à copier les effets de l'approche CLFZ vers d'autres quartiers:

- Au cours d'un discours pour le CRPF, le conseiller du quartier 16, a plaidé que l'approche CLFZ pourrait aussi être utilisée dans des quartiers plus difficiles (comme les quartiers 18, 19 et 3, qui ont des problèmes plus importants de pauvreté et de migration par rapport aux quartiers 16 et 17)[24].

[23] KII8: 'With government support much more can be done – unfortunately there is no support from the state government. We are seen only as a business. There is no mindset to develop Tirupur'.

[24] SCL (2016). Mid Term Review, mission report India.

- SAVE a offert la formation pour des ICDS sur le développement des droits de l'enfant à 162 enseignants ruraux et à 150 enseignants urbains. SAVE est actuellement en train de concevoir une formation de suivi. Toutefois, cette formation ne ciblait pas spécifiquement l'approche axée sur la région pour faire face au travail des enfants.

Nous n'avons trouvé aucune indication que le travail avec les organismes gouvernementaux a déjà conduit à la copie des effets en dehors de la CLFZ.

10. Sur la durabilité et mise à l'échelle des résultats

Nous distinguons les questions de durabilité des effets de mise à l'échelle (potentiels).

Durabilité:

1. Aspects institutionnels

• Au niveau communautaire, le fonctionnement continu de CRPF et d'autres structures locales (parlement des enfants, comités de villages pour l'éducation, WEG) est important pour soutenir les résultats. Certains membres de la communauté indiquent qu'ils sont prêts à poursuivre cette approche et qu'ils continueront le travail sans l'aide de SAVE. Cependant, il y a aussi des personnes interrogées qui soulignent que les CRPF sont encore très tributaires du soutien de SAVE et qu'un soutien continu est nécessaire. Il y a des efforts pour appuyer le fonctionnement indépendant de ces structures locales (par exemple, par le développement de plans annuels, l'élaboration de plans d'action ou l'affectation de facilitateurs locaux), mais il n'est pas certain que ces efforts seront suffisants pour que ces structures fonctionnent. Il est suggéré que des formations régulières pour les structures locales par SAVE sont nécessaires pour garantir leur fonctionnement. On suggère également qu'il doit y avoir un réseau plus fin des membres du CRPF, de sorte qu'un CRPF est responsable de 3 familles au lieu de 60

• Au niveau scolaire, la qualité de l'éducation doit être encore améliorée (les parents n'envoient leurs enfants à l'école que si la qualité – perçue - de l'éducation est élevée). Des liens pour améliorer la qualité de l'éducation ont été établis (p. ex., liens de réseautage entre SAVE et les organismes gouvernementaux, mais aussi entre SAVE et les PTA). Cependant, ces liens doivent être maintenus et renforcés. Les établissements d'enseignement doivent être améliorés et auront probablement besoin d'un financement supplémentaire (p. ex., les cours d'ordinateurs). Le soutien gouvernemental pour améliorer la qualité de l'éducation est perçu comme faible, et doit donc être amélioré.

2. Aspects financiers

• Au niveau communautaire, la stratégie de haute intensité que SAVE a empruntée au début de la CLFZ a abouti à un réseau dense de structures locales qui semblent fonctionner. Cependant, ces structures nécessitent probablement un soutien supplémentaire pendant au moins 2 ans avant que les résultats puissent être durables.

• Au niveau scolaire: un soutien gouvernemental supplémentaire est nécessaire pour faciliter davantage l'éducation.

3. Aspects légaux

Il est convenu que l'Inde dispose des politiques qui empêchent le travail des enfants et il ya de sérieuses étapes ont été entreprises pour que ces politiques soient appliquées.

4. aspects socioculturels

Les personnes interrogées s'accordent qu'il existe une norme sociale dans la CLFZ selon laquelle les enfants ne devraient pas travailler et mais plutôt aller à l'école. Un soutien supplémentaire aux

structures communautaires pour maintenir cette norme et pour soutenir la communauté aborder des questions est nécessaire.

Mise à l'échelle
Il y a plusieurs effets de copie/réplication qui ont été mentionnés dans les pages précédentes. Il s'agit de cas dans lesquels l'approche CLFZ a été copiée dans d'autres domaines (certains avec le soutien de SAVE, certains sans ce gendre de soutien), par exemple:

- À partir de juin 2016, SAVE a commencé la cartographie et enquêtes communautaires dans deux quartiers supplémentaires (27 et 56)
- La participation de SAVE au réseau des Enfants en Péril (CAR) a conduit à l'adoption d'une approche CLFZ ajustée par d'autres organisations membres du CAR (CARDS, Gramya et CASA). Ces partenaires du CAR ont utilisé une approche basée sur la zone et ont mis en œuvre une CLFZ depuis 2 ans (à partir de 2015), mais ils ont constaté qu'il était difficile de réduire leurs activités dans une zone géographique limitée.

  -pour le CAR, traivailler avec l'approche CLFZ a été difficile parce qu'il leur a fallu changer l'approche avec laquelle ils avaient travaillé pendant 20 ans (vaste zone géographique, pour se concentrer principalement sur les enfants de Dalits). Actuellement, il y a un projet pilote dans 4 des 140 villages dans lesquels ils travaillent. Les résultats ne sont pas clairs.

  -pour Gramya, l'approche CLFZ était plus alignée sur l'approche originale de Gramya (travaillant dans de petites zones), mettant l'accent sur l'autonomisation des filles et visant la mise à l'échelle. Les résultats ne sont pas clairs.

  -pour la CASA, il a fallu leur un certain temps avant de remettre les efforts vers les enfants et l'éducation, parce qu'ils avaient l'habitude de travailler sur le thème plus large des moyens de subsistance. CASA ne travaille pas (encore?) du point de vue d'une approche basée sur la zone, mais ils sont en train d'étendre leurs actions sur 23 villages. L'état du projet et les résultats ne sont pas clairs.
- Les travaux de SAVE sur les écoles de la CLFZ ont conduit aux demandes de formations pour d'autres initiatives de préscolarisation (enfants âgés de 0 à 6 ans) et pour les enseignants des ICDS. Grâce à ces formations SAVE a informé les participants de l'approche CLFZ et des résultats, ce qui a suscité un intérêt pour les participants à reproduire cela dans leurs propres zones et lieux de travail. Il n'est pas clair si la formation a conduit à des effets réels de copie ou de mise à l'échelle dans ces cas. En outre, les enseignants que nous avons interrogés, ont mentionné que les améliorations apportées à leurs écoles ont attiré l'attention d'autres enseignants, dans l'espoir de reproduire l'approche aussi dans d'autres écoles. On ne sait pas si l'approche a effectivement été reproduite dans d'autres écoles.

11. Sur l'efficacité de la gestion du projet et l'apprentissage

En général, le projet semble bien géré. SAVE a introduit une approche communautaire très intensive et a soutenu la structure communautaire pour qu'il y ait des échanges réguliers. SAVE a mis au point un mécanisme de suivi impressionnant pour surveiller la communauté, la fréquentation scolaire des enfants, l'arrivée ou le départ des migrants et il a montré des cartes communautaires élaborées.

Il paraît que l'analyse de toutes les données collectées est un problème[25]. Les techniques modernes de collecte des données (par exemple, l'enquête numérique) pourait faire partie des solutions à ce problème. Parfois, il n'existe pas de données claires sur les indicateurs clés (p. ex.,% des enfants qui travaillent) et parfois il y a des contradictions entre les chiffres. Ces inquiétudes ont été soulevées avant, et comme solution, SAVE a embauché 2 documentalistes pour améliorer la disponibilité des données et la transparence sur la façon dont les chiffres sont construits.

11. Facteurs déterminants

Facteurs internes

- SAVE a une forte présence dans la zone et est physiquement situé dans la CLFZ. Il a également un lien étroit avec la communauté locale.

Facteurs externes

- • Bien que ceci n'est pas relié, suite à l'enquête initiale de SAVE auprès des PME de la CLFZ, il y a eu une série d'inspections fiscales par le gouvernement. Cela a conduit à des relations tendues entre SAVE et les entreprises. Actuellement, les relations se sont améliorées à nouveau, mais le travail avec les entreprises a été retardé de 6 mois.
- Les modifications récemment proposées à la Loi sur l'interdiction du travail des enfants soulèvent beaucoup de préoccupations. L'amendement stipule que les enfants de moins de 14 ans ne peuvent être employés nulle part, sauf dans les entreprises familiales non dangereuses ou dans l'industrie du divertissement. Les critiques ont soutenu que l'amendement legaliz partiellement le travail des enfants. Il n'est pas encore clair comment cet amendement va influencer la norme sociale établie qui impose qu'aucun enfant ne devrait travailler.
- En novembre 2016, le gouvernement indien a retiré de façon inattendue et soudaine 86% du flux de trésorerie en Inde, déclarant que les billets de 500 et de 1000 roupies n'étaient plus valides. Cela a entraîné une perte d'emplois dans plusieurs secteurs en Inde et peut (négativement) influencer les efforts de réduction du travail des enfants. Les effets de la démonétisation n'ont pas été mentionnés par les personnes interrogées.
- Les personnes interrogées soulignent qu'il y a pénurie de travailleurs à Tirupur (certains ont mentionné une pénurie de 40 à 50%). Dans les entretiens, il a été souligné que la pénurie de travailleurs a conduit à une augmentation des migrations (en particulier des jeunes gens venant de l'extérieur de l'état) et qu'elle n'a pas accru la pression sur les familles pour envoyer leurs enfants au travail au lieu de les envoyer à l'école.

[25] SCL (2016). Mid term review, mission report India.

12. Principales conclusions et recommandations

Principales conclusions
Le projet de Tirupur a fourni des résultats convaincants selon lesquels une approche axée sur la zone peut conduire à plus de reduction du travail des enfants, à accroître la fréquentation scolaire et à réduire les taux d'abandon. Il y a des indications d'une plus grande cohérence sociale dans les zones cibles et une norme sociale établie selon laquelle les enfants ne devraient pas travailler et mais plutôt ils devraient être scolarisés. Aussi, nous avons trouvé des preuves que la CLFZ est en cours de reproduction dans d'autres zones et il se peut que cette tendance soit multipliée.

Voici les facteurs importants de changement :

- Travail communautaire intensif et fin (p. ex., la cartographie des ménages, pour lien entre les membres de l'CRPF et les ménages pour des activités de surveillance régulières)
- Création de structures locales (CRPF, parlements des enfants, GWEG, groupes d'éducation des travailleurs du secteur de vêtement)
- Cible de plusieurs groupes: Communauté, écoles, PME et organismes gouvernementaux

Recommandations

- Offrir un soutien de suivi aux structures locales existantes dans les CLFZ qui sont cruciales pour le maintien de la norme sociale (principalement des CRPF). Le soutien peut être sous la forme de formations régulières de mises à jour.
- Poursuite d'attention pour assurer la qualité de l'éducation, y compris l'engagement avec les organismes gouvernementaux.
- Continuer à travailler avec des PME qui produisent pour les marchés locaux. Les PME qui ont déjà mis en place des politiques en matière de travail des enfants peuvent être utilisées comme ambassadrices pour atteindre d'autres PME
- Amélioration de la documentation du processus de changement, surtout dans les PME qui se sont montrées réticentes à travailler avec SAVE.
- Étude longitudinale des enfants qui sont retirés/empêchés du travail des enfants pour mettre en évidence les effets de l'éducation sur la vie des enfants.
- Un suivi actif auprès des organisations qui ont manifesté un intérêt pour l'adoption de l'approche CLFZ, afin d'aider ces organismes et faciliter les échanges afin d'améliorer les capacités et faciliter l'apprentissage.

6.3 Résultats études de cas sur la chaîne d'approvisionnement - pierre naturelle, Inde

Contexte

Cette étude de cas porte sur la zone libre de tout travail d'enfants (CLFZ) dans le secteur de la pierre naturelle du Rajasthan. Deux projets ont été mis en œuvre dans ce secteur et cette région:

- un projet financé par l'ICN à Budhpura, avec Manjari comme partenaire de mise en œuvre/d'exécution, en place depuis mai 2014 jusqu'en avril 2017, avec un budget de 90 000 euros[26].

[26] SCL (2014). Final proposal ICN Manjari sandstone in Budhpura.

- un projet financé par le Mondiaal FNV à Palri Mangaliva/Purohitsar, avec BWI comme partenaire d'exécution, de janvier 2015 en avril 2017, avec un budget de 66 000 euros[27].

Pour cette étude de cas, le projet à Budhpura a été choisi, car ici la composante de la RSE est la plus importante en raison de la participation active de deux sociétés internationales (Beltrami et London Stone). L'étude de cas est basée sur l'examen des documents, les entretiens avec les intervenants et une visite sur le terrain. L'étude de cas est organisée par thème d'évaluation et se termine par un ensemble de conclusions et de recommandations.

Le partenaire d'exécution, Manjari, est actif à Budhpura depuis 2013 et il est situé à l'intérieur de la CLFZ. Avant le vrai début du projet CLFZ, Manjari pilotait l'approche en 2013 (financée par ICN, Beltrami et IDH). Le projet pilote opérait dans 5 communautés dans le village de Parana[28]. Les communautés pilotes font partie du projet CLFZ actuel.

1. CLFZ – principales activités et effets sur la communauté

Contexte de la CLFZ

Budhpura, au Rajasthan, est une source importante de galets, qui sont également exportés pour les marchés belge, du Nord de France et néerlandais. Les carrières sont informelles et sont associées à une multitude de problèmes sociaux, y compris les bas salaires, le travail des enfants, les problèmes de santé en particulier la silicose, le niveau élevé de décès prématurés dus aux accidents et les maladies liées au travail, l'alcoolisme, la violence conjugale, les dégradation de l'environnement et les systèmes gouvernementaux non fonctionnels. Le secteur est en grande partie désorganisé et la plupart de la production se déroule devant des maisons des gens, impliquant des familles entières. Un grand nombre d'enfants, ayant atteints l'âge de scolarisation (6 à 17 ans), ne sont pas scolarisés, et se trouvent dans la zone de carrière. Beaucoup d'entre eux sont impliqués dans la fabrication de pavés travaillant à temps partiel ou à temps plein.

La zone de la CLFZ de Budhpura se compose de 9 villages: Budhpura Village, Bhilokajhopra, Budhpura Choraha, Parana Shiv Mandi, Parana Marubhat, Parana Gurjar, Parana Ramdev, Parana Karado et Patiyal)[29] [30]. Ces villages sont composés de 1 371 ménages d'une population totale de 6 972 habitants (dont 1 731 enfants âgés de 6 à 18 ans)[31]. Au cours du projet, deux villages ont disparu ou ont été déplacés vers d'autres régions de la région, parce que la frontière avec les activités minières s'est trop rapprochée. Les villages sont déplacés ou enlevés du jour au lendemain par des propriétaires de mines rusés, car l'exploitation minière techniquement n'est pas autorisée dans les 500 mètres d'habitation[32]. La population de la CLFZ dispose d'une importante composante de migrants de différents groupes ethniques.

[27] SCL (2014). Final proposal BWI FNV.

[28] http://nochildleftbehind.be/project-2/

[29] http://nochildleftbehind.be/project-2/

[30] SCL (2016). Out of work and into school. Second annual report. Page26.

[31] Manjari (2014). Baseline report.

[32] KII Varun Sharma

Le travail effectué par Manjari peut être résumé comme suit:

- Sensibilisation de la communauté à l'importance de l'éducation;
- relier les familles aux régimes sociaux/de prestations
- renforcement des services gouvernementaux par le lobby et le plaidoyer et la collaboration
- sensibilisation et motivation des enseignants et des élèves
- amelioration de la qualité des établissements d'enseignement et d'éducation (y compris la facilitation de l'accès aux écoles)
- établissement des structures locales pour impliquer les communautés, les parents et les enseignants
- travailler pour améliorer les soins de santé pour les travailleurs des pavés, les femmes et les enfants
- offrir d'autres sources de revenus aux familles

  s'engager avec les milieux d'affaires (syndicats de travailleurs/employeurs dans le secteur des pavés, acheteurs/importateurs), s'engager avec les organismes gouvernementaux locaux et de district et participer à la plate-forme multipartite, le State Forum on Natural Stone.

Effets

L'enquête de base de Manjari a révélé que 48% des enfants de la CLFZ étaient en dehors de l'école (nous supposons que 1 019 enfants sur un total de 2 118 enfants âgés de 6 à 18 ans, cependant les données disponibles de différentes sources sont contradictoires)[33]. On ne sait pas exactement combien de ces enfants travaillaient, mais on estime qu'à partir de ces enfants non scolarisés:

- 40% à 45% des enfants hors de l'école travaillaient avec la pierre naturelle
- 50% faisaient du travail de maison et s'occupant des frères et sœurs plus jeunes
- 5% à 10% gardaient des troupeaux de bétail.

En mettant en œuvre le projet CLFZ, Manjari a connu les résultats suivants[34]:

- 361 enfants (= 17% de tous les enfants du CLFZ) ont été empêchés du travail des enfants
- 593 enfants (= 59% des enfants qui travaillent dans la CLFZ) ont été retirés du travail des enfants.

Les personnes interrogées soulignent que le potentiel de reproduction de l'approche CLFZ dans d'autres secteurs à l'extérieur du Budhpura est limité, parce que les besoins et les enjeux de ces collectivités sont très différents. Les communautés avoisinantes dépendent principalement de l'agriculture, tandis que Budhpura dépend de l'exploitation minière. Cependant, la documentation mentionne que Manjari a identifié 3 autres communautés juste à l'extérieur de Budhpura qui

[33] Manjari (2014). Baseline report, p9.

[34] SCL (2016). Second annual report, p26.

pourraient également être impliquées (communautés vivant entre des collines de déchet de mine: Patni colony, Laxmi stone colony and Kherwa Basti)[35]. L'état actuel du projet dans ces communautés supplémentaires n'est pas connu.

Les personnes interrogées lors des entretiens et des discussions de groupes confirment qu'il y a moins d'enfants qui travaillent dans la production des galets dans la CLFZ, comparativement au début du projet. Les personnes interrogées attribuent ce changement aux interventions de Manjari. Elles soulignent particulièrement les activités/stratégies suivantes pour être efficaces:

- Manjari travaille au niveau de la communauté de base et il est capable de communiquer avec les personnes les plus pauvres
- Visites de motivation porte-à-porte, pour sensibiliser les enfants et les parents à l'importance de l'éducation
- Offre d'autres sources de revenus aux familles, de sorte qu'il n'est plus nécessaire que les enfants contribuent au revenu familial.

2. CLFZ – effets scolaires

L'enquête de base de Manjari a révélé que 47% des enfants de la zone de carrière étaient hors de l'école (272 enfants sur un échantillon de 578 enfants âgés de 6 à 14 ans). Sur les 5 écoles disponibles dans la région, une seule était fonctionnelle (Budhpura Chowraha, offrant une éducation pour 18 enfants).

Les résultats suivants liés à la scolarisation ont été obtenus dans la zone du projet[36]:

- Augmentation du nombre d'écoles: avant le début du projet, il y avait 5 écoles dans la zone, dont une seule fonctionnelle. Maintenant, il y a 7 écoles, toutes entièrement fonctionnelles: 6 écoles primaires (pour les classes I à V), et 1 école secondaire offrant jusqu'à la classe XII (12e standard/Std XII). Deux des écoles primaires étaient récemment ouvertes; une école n'était plus utilisée après la délocalisation de la communauté. Manjari a réalisé cela en faisant pression sur l'administration du district, mais aussi en assignant des enseignants bénévoles.
- Augmentation des centres préscolaires pour les enfants âgés de 2 à 6 ans (Anganwadis): en 2014, il n'y avait pas *d'anganwadis* fonctionnelles. En faisant du lobbying avec l'administration du district, ce qui a été réalisé à ce jour, est qu'il y a 8 anganwadis pleinement fonctionnelles.
- Augmentation de l'effectif scolaire: depuis 2014, il y a 712 enfants inscrits dans des écoles officielles et 219 enfants sont placés dans des écoles Bridge. 69 enfants qui ont été placés dans des écoles Bridge, ont été intégrés dans les écoles formelles. 456 enfants ont suivi des activités parascolaires
- Réduction du nombre d'enfants qui abandonnent: 361 enfants ont été empêchés d'abandonner
- Il y a aussi l'engagement ferme qu'il y aura des enseignants supplémentaires nommés par le gouvernement en juin 2017, et ce, grâce à un fort lobbying par Manjari.

Les personnes interrogées pendant les entretiens et lors des discussions de groupe confirment qu'il y a plus d'enfants scolarisés et moins d'enfants qui abandonnent l'école. On estime que dans

[35] Manjari (2016). Bi-annual report June – November 2016, p4.

[36] SCL Monitoring protocol.

la catégorie des enfants âgés de 6 à 9 ans, 90-95% sont scolarisés, du groupe d'âge de 10 à 14 années l'enrôlement est de 60%. Toutefois, les intervenants conviennent également que la rétention des enfants à l'école et à l'extérieur du travail est encore très difficile. Les raisons sont les suivantes:

- Les enfants peuvent facilement contribuer au revenu familial. Les personnes interrogées ont expliqué ce qui suit:
  - 'chaque occasion de gagner est un obstacle [pour rester à l'école], quand un enfant de 8 à 10 ans peut gagner de 100 à 150 roupies par jour'
  - 'ce sont les enfants des pères qui sont malades ou morts, qui (les parents) ne peuvent plus s'occuper de leur famille, dont les enfants commencent à travailler'
- Les enfants (surtout les filles) sont tenus de faire le ménage et de s'occuper des frères et sœurs plus petits lorsque leurs parents sont loin en train de travailler sur des pavés
- Les enseignants ne sont pas motivés ou n'ont pas intérêt à enseigner aux enfants, parce que:
  - Les enseignants sont surchargés et sont obligés de faire des activités qui ne sont pas toujours liées à l'éducation, y compris: maintenir plusieurs registres, suivi des régimes gouvernementaux (tels que la construction de toilettes dans les écoles), détaché pour participer aux prochaines élections, soutenir les campagnes de vaccination. Chaque élève supplémentaire est considéré comme un fardeau car il ajoute à cette charge de travail, ce qui constitue encore du travail de remplissage de papiers supplémentaires.
  - Les enseignants ne sont pas heureux d'être envoyés dans une zone rurale avec des installations très basiques, tel que c'est le cas à Budhpura. La plupart des enseignants sont heureux d'être transférés de cette région.
  - Puisque les installations dans cette zone sont minimales, la plupart des enseignants résident à Kota, se trouvant à environ 50 km, donc les enseignants doivent parcourir des distances significatives chaque jour.
  - Le ratio enseignant-élève est élevé, en raison du manque d'enseignants
- Manque d'enseignants: les membres de la communauté et les parents de Budhpura ont organisé une grève et ont fermé l'école secondaire pendant 1 jour pour faire pression sur les autorités d'amener plus d'enseignants[37]
- Les enfants quittent l'école pendant la journée, après leur repas gratuit de midi ou ils ont besoin de rentrer à la maison pour accéder à l'eau (puisque la disponibilité de l'eau dans les écoles est rare)
- Environnement dangereux, surtout pour les filles.

Pour les enfants âgés de 10 à 14 ans, la rétention et l'enrôlement dans les écoles sont particulièrement difficiles, car:

- Les enfants qui travaillent ont pris l'habitude de gagner et de dépenser de l'argent: les enfants qui travaillent ne donnent pas toujours tout l'argent qu'ils gagnent à leur famille, mais en gardent une partie pour eux-mêmes. Ils copient le comportement des adultes et dépensent leur argent sur ghutka (tabac comestible), cigarettes, alcool ou acheter des aliments vides. En conséquence, retourner à l'école est difficile parce que ces enfants n'auront donc plus l'argent pour financer leur dépendance (tabac/alcool).
- Ils ne voient aucun avantage évident à aller à l'école
- L'éducation appropriée selon âge n'est pas disponible et les enfants plus âgés se sentent mal à l'aise lorsqu'ils rejoignent des enfants plus jeunes en classe.

[37] Manjari (2016). Bi-annual report June –November 2016.

Manjari a mis en œuvre les stratégies suivantes dans les écoles pour améliorer la fréquentation scolaire et réduire les taux d'abandon:

- Forum des enfants (Bal Manch: 7 groupes, 105 membres): le Forum des enfants traitant des questions telles que la nourriture/repas, la santé, la prière et l'interaction, les jeux et les loisirs.
- Les parlements des enfants (Bal Sansad, 8 membres): se concentre sur des tells questions dans les écoles que la disponibilité des toilettes, les problèmes avec les enseignants, les châtiments corporels, le suivi des abandons.
- S'engager avec des bénévoles pour soutenir les écoles et l'éducation: 5 bénévoles locaux offrent un soutien pratique. Par exemple: les bénévoles vont chercher des enfants de leurs foyers pour aller à l'école, gardent et occupent les enfants jusqu'à ce que les enseignants soient disponibles, font des cours pour les classes inférieures. Manjari déplace ces bénévoles autour de la CLFZ, pour fournir un soutien où il est le plus nécessaire.
- Forum des enseignants: groupe de 15 enseignants discutant du potentiel d'amélioration dans les écoles
- Mettre en œuvre les comités de gestion scolaire (SMC): dans certaines écoles, les SMC sont actifs
- Connexion avec l'administration scolaire aux niveaux des districts et des états

Manjari a mis en œuvre les stratégies suivantes dans les collectivités pour accroître la fréquentation scolaire et réduire les taux d'abandon:

- Programmes alternatifs de génération de revenus pour les familles les plus pauvres: Manjari a mis en œuvre un programme d'élevage de chèvres dans lequel 8 familles ont participé. Ces familles ont reçu chacune une chèvre adulte et son petit pour les aider à soutenir la famille.
- Formation professionnelle des jeunes adultes:
  - Forum des filles adolescentes (Kishori Manch): 84 filles ont terminé ce programme axé sur les filles de 15-18 ans, offrant des formations de couture pour améliorer leur capacité génératrice de revenus, combinée avec l'éducation sur les régimes gouvernementaux pour les jeunes, les inconvénients du travail des enfants et le mariage précoce, la santé des femmes et l'hygiène.
  - Groupe de jeunes (homes): 22 jeunes gens âgés de 15-18 ans, à la suite d'une formation d'électricien de 6 mois.
- Aborder et sensibiliser sur la santé des travailleurs, en particulier la silicose: les travailleurs ont été dépistés pour la tuberculose et la silicose. La silicose est un problème majeur chez les travailleurs, avec un travailleur mourant de silicose tous les 8 jours, 20% des veuves ont perdu leur mari à la silicose, et 50 enfants sont orphelins parce qu'ils ont perdu leurs parents à la silicose.
- Mise en place de structures communautaires locales:
  - groupes de protection des droits de l'enfant (CRPF): ce sont des groupes de membres de la communauté influents, mis en place comme une plate-forme pour le partage des responsabilités liées aux questions de l'éducation, les enseignants, la fréquentation scolaire et la nutrition. Les CRPF participent de plus en plus à la surveillance de ces questions. Il y a 9 groupes CRPF, composés de 84 CRPF au total.
  - les groupes d'entraide pour les femmes (SHG): les SHG sont des structures pour l'épargne collective et facilitent l'accès au credit. Manjari a établi 17 SHG, composés de 197 membres. 16 des 17 SHG ont établi des liens avec les banques formelles
  - les groupes des meres

- Promotion de leadership dans les collectivités
- Aider les familles à accéder aux droits et aux régimes de sécurité sociale: 570 personnes ont bénéficié de pensions ou d'avantages sociaux pour les veuves.

Manjari a mis en œuvre les stratégies suivantes en matière de santé:

- Soutenir 586 travailleurs pour accéder à l'assurance (santé et accidents) pour les travailleurs, les coûts de l'assurance sont payés par les employeurs dans le cadre du régime de santé et d'assurance Rashtriya Swasthya Bima Yojana (RSBY) pour les familles en dessous du seuil de pauvreté. Manjari espère étendre la couverture à tous les travailleurs dans la CLFZ avant le moie de juin 2017.
- Soutenir les campagnes de vaccination.

Les personnes interrogées pendant les entretiens et les discussions de groupes attribuent l'augmentation des taux d'inscription et la réduction d'abandon scolaire, principalement aux interventions de Manjari. Un personne interrogée explique: «quelques ONG sont venues et ont disparu au cours des dernières années, mais avec Manjari, c'est différent.» Manjari est très enracinée dans ses interventions et les activités sont au niveau des communautés de base pour aider les personnes les plus vulnérables. Les membres de la communauté soulignent que Manjari les a sensibilisés aux droits dont ils étaient ignorants: «Manjari a introduit des pensions de veuve et de la vieillesse au peuple, personne ne connaissait que de telles prestations existaient même».

3. Relation avec la migration

La migration est une question importante dans la CLFZ. Il y a environ 2 000 familles migrantes vivant dans 5 des 9 villages CLFZ, principalement dans les villages de Budhpura Chowraha[38]. Ces familles ont tendance à rester de 6 à 8 mois dans la CLFZ et puis repartent. Un personne interrogée déclare: «l'ensemble de Budhpura Chowraha est composé de migrants.» Les gens viennent de différents États à la recherche de travail. 20 à 25% sont des migrants saisonniers, qui viennent pour de courtes périodes (4 mois) chaque année. «D'autres en font une maison».

Si la cohésion sociale au sein des groupes s'est améliorée, la cohésion sociale entre les groupes reste un problème. C'est particulièrement le cas parce que les communautés migrantes originaires de régions différentes ont tendance à s'en tenir à elles-mêmes et à s'en tenir à leurs propres langues, groupes et castes. Cela se reflète dans une discussion de groupe avec les femmes du Rajasthan. Elles n'étaient au courant que des gens d'autres États, mais elles ont déclaré qu'ils n'avaient rien à voir avec eux.

Une autre question est que différents groupes de migrants diffèrent dans leur avis sur l'éducation, nécessitant donc différentes approches. Un personne interrogée a expliqué: «parmi les Marobaht, une tribu nomade, il y a plus de résistance chez les parents.» Comme Sarpanch [chef de village, éd.] J'ai essayé de les convaincre [...] mais cela n'a pas fait grand-chose pour changer l'attitude des parents. Un instituteur a expliqué: «Bhil est une communauté tribale, donc il y a moins d'importance accordée à l'éducation.» Ce n'est pas que les enfants abandonnent, ils n'ont tout simplement pas donné de l'importance à l'éducation. Ils vont à l'école pendant 10 jours, puis peuvent décider d'aider leur famille à ériger leur maison. Cela signifie qu'ils seront hors de l'école pendant 10 jours.

[38] SCL (2016). Mid term review – Mission report India

Le flux continu de groupes de migrants et l'interaction sociale limitée entre les groupes de migrants avec des membres de la communauté résidente, rend la mobilisation communautaire, l'établissement de structures locales et la sensibilisation, difficiles. Il reste encore à trouver des stratégies pour faire face de manière adequate, à ce niveau élevé de migration. À ce jour, nous n'avons trouvé aucune documentation illustrant que Manjari ciblait différemment les groupes de migrants des groupes non migrants.

4. Aspects sexospécifiques

L'attention portée aux aspects sexospécifiques a été donnée de plusieurs façons:

- Formation en compétences adaptée au genre: Manjari offrait des cours de confection et de couture pour les filles et les cours d'électricité pour les garçons.
- Améliorer la position des femmes en établissant des groupes de soutien pour les mères et les groupes d'entraide (SHG) pour les femmes. Les SHG se concentrent principalement sur des questions financières teeles que l'épargne (collective) et le soutien à l'accès au crédit. Les membres du SHG font des économies mensuelles (p. ex. RS. 100 ou RS. 200 par mois), que le SHG prêtera à faible taux d'intérêt à d'autres SHG (le taux d'intérêt du SHG est de 2%, par rapport au taux régulier de 5 à 10%). 16 des 17 SHG ont des liens avec les banques officielles.
- Les raisons pour lesquelles les filles abandonnent sont différentes des raisons qui poussent les les garcons à laisser tomber: les filles sont censées faire du ménage et s'occuper des jeunes frères et soeurs. Il n'y a aucune mention de l'approche sexospécifique pour y faire face.
- Il a été mentionné que le manque d'installations sanitaires propres et fonctionnelles dans les écoles est un problème qui touche particulièrement les filles plus âgées. Il n'y a aucune mention d'approches pour y faire face. Cependant, de nouvelles toilettes ont été observées en construction dans l'école secondaire.

Certains intervenants soulignent spécifiquement le potentiel d'éduquer les femmes afin d'aboutir à un changement: «là où les femmes ont au moins une certaine éducation, vous ne trouverez pas les enfants qui travaillent.» Ils seront envoyés à l'école, quel que soit le coût. En outre, un des intervenants (le chef de l'un des villages) a indiqué que, à la suite de la campagne porte-à-porte de Manjari, il y a eu une diminution de l'incidence des mariages d'enfants de 40%: «lorsqu'ils ne sont pas instruits, les parents veulent que leurs enfants se marient jeunes.» "Ça change lentement".

5. Sur la norme sociale

Il y a plus de conscience que les enfants ne devraient pas travailler et l'importance de l'éducation. Toutefois, cette prise de conscience ne s'est pas encore traduite par la modification de la norme sociale qui imprègne l'ensemble des communautés au sein de la CLFZ. La communauté ne semble pas avoir intériorisé le message d'une communauté qui assume la responsabilité. Cela se reflète dans la façon dont les membres de la communauté parlent du programme: ils semblent le percevoir comme quelque chose qui ne les implique pas personnellement (par exemple, «Manjari fait un excellent travail», ou «les Didis [bénévoles scolaires] sont gentils»). Bien que les gens aient commencé à voir l'importance des enfants à aller à l'école, ils s'attendent à ce que quelqu'un d'autre fasse l'effort de convaincre les enfants d'aller à l'école et de surveiller ou de suivre la fréquentation.

En outre, le niveau d'acceptation de la nouvelle norme sociale varie d'un groupe ethnique à l'autre. Un instituteur a expliqué: «Bhil est une communauté tribale, donc il y a moins d'importance accordée à l'éducation.» Ce n'est pas que les enfants abandonnent, ils donnent juste l'importance à l'éducation. Ils vont à l'école pendant 10 jours, puis peuvent décider d'aider leur famille à ériger leur maison. Cela signifie qu'ils seront hors de l'école pendant 10 jours.

6. Impacts généraux de la CLFZ

Nous avons trouvé des indications limitées des changements au niveau de l'impact (p. ex., augmentation du revenu, amélioration de la sécurité alimentaire, augmentation de la production, amélioration des moyens de subsistance et cohésion sociale):

- La sécurité alimentaire des enfants semble avoir augmenté un peu, car les écoles fournissent gratuitement des repas de midi.
- Nous n'avons trouvé aucune preuve de changement de revenu. Il n'y a pas de données disponibles sur les effets sur le revenu ou la sécurité alimentaire des programmes générateurs de revenus alternatifs ou de l'introduction de régimes de sécurité sociale.
- On mentionne une augmentation de la productivité du travail, parce que les adultes prennent la place des enfants lorsque les enfants retournent à l'école. Toutefois, il n'y a pas de détails sur cette revendication, ni de référence au nombre d'adultes concernés[39].
- Les intervenants conviennent que, à ce jour, les changements au niveau communautaire (en termes d'amélioration de la cohésion sociale) sont modestes. Un intervenant a déclaré qu'«il n'y a pas grand-chose de la cohésion sociale dans la communauté».

En résumé, bien que Manjari ait obtenu des résultats significatifs pour faire sortir les enfants du travail et dans les écoles, cela n'a pas encore donné lieu à des répercussions convaincantes au niveau des ménages ou des collectivités.

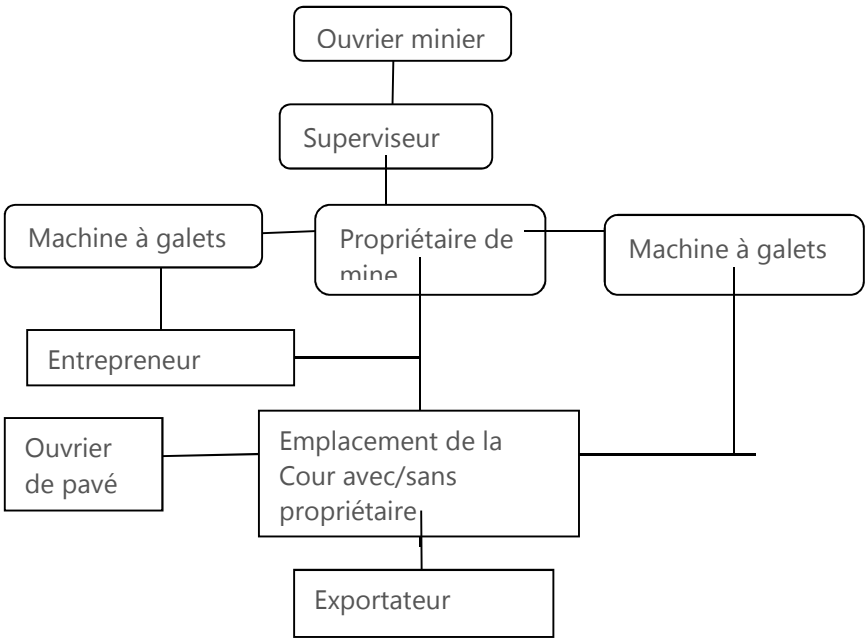
7. Relations avec les entreprises/initiatives RSE (rôles, effets et avantages)

Vue d'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en pierre de galets
Le secteur de la pierre naturelle est informel et fragmenté, avec de nombreuses petites entreprises, des cours de stock informels et une production à domicile. Il y a plusieurs carrières locales non organisées et informelles. Dans les lieux de stocks, des pierres sont rassemblées, pour que les commerçants en achètent. Les chantiers et les carrières sont ouverts à tous. La chaîne d'approvisionnement est illustrée ci-dessous.

Figure 1. Illustration de la chaîne d'approvisionnement en pierre de galets[40].

[39] SCL (2016). Mid term review Out of work – into School. Mission report India, p4.

[40] Mahadevan, P. & Sanjay Raj, Phd. (2016). 'Ground Zero' Sandstone quarrying in India. Available via www.indianet.nl/budhpura.pdf, p10.



Ce diagramme de chaîne d'approvisionnement montre différentes options dans la façon dont les pavés sont produits et échangés:
(a) le producteur de pavés achète directement des pierres du propriétaire de mine, produit des galets de taille optimum et les vend à un petit entrepreneur
(b) le producteur achète directement du propriétaire de mine, produit des galets de taille optimum et les vend directement à la cour de stockage
(c) le petit entrepreneur fournit des dalles à couper à des tailles spécifiques au producteur de pavés, leur paie pour leur travail, et, soit il les revend au propriétaire de cour de stockage ou les tient au stock jusqu'à ce qu'il y en ait la demande de la cour de stockage
(d) le propriétaire de cour fournit des dalles au producteur de pavés et lui paye pour le travail
(e) le propriétaire de cour de stockage a une équipe de travailleurs de galets dans la cour pour couper les pierres et maintient des stocks.

Syndicat des commerçants de galets
La CLFZ à Budhpura dispose de 28 mètres de galets et 41 négociants de galets enregistrés comme membres du syndicat de producteurs. Le Cobb Traders Union est un réseau informel de commerçants de pavés et qui a été mis en place il ya 10 ans, par les commerçants de pavés locaux. Il a été mis en place pour contrer l'image de Budhpura comme une zone avec une forte incidence du travail des enfants, et comme un bras de plaidoyer pour les commerçants. En ce moment, les commerçants sont conscients qu'ils ont besoin d'un front uni pour promouvoir et soutenir leur entreprise.

Le Cobble Traders Union (syndicat des négociants de galets) interdit à ses membres d'employer des enfants ou d'acheter des galets des enfants. Cela est confirmé par des intervenants tells que les commerçants de pavés et les représentants des administrations locales. Les commerçants de galets affirment qu'ils ne permettent pas aux enfants dans leur cours de stockage en raison de la réglementation du syndicat. Pour interdire le travail des enfants de leurs opérations, les commerçants ont mis en place des panneaux d'affichage (declarant: 'Pas de travail d'Enfants') aux frontières de leur cour pour empêcher les enfants d'errer accidentellement dans leurs cours (les

limites de cours de stockage ne sont pas toujours clairement délimitées). En outre, 14 cours de stockage ont installé des cameras de surveillance (avec des enregistrements antérieurs qui remontent à 15 jours) pour être en mesure de prouver leur cas si nécessaire. Les commerçants de galets savent qu'ils seront sanctionnés par les syndicats des commerçants de galets si le travail des enfants est découvert sur leurs cours de stockage: 11 000 roupies (Rs.) pour les premières infractions, RS. 21 000 pour les deuxièmes infractions, les contrevenants qui le font pour une troisième fois seront bloqués de la chaîne d'approvisionnement. Il n'y a pas de données sur l'application effective de ces amendes.

L'influence de Manjari sur le Syndicat des marchands de galets a permis d'établir des priorités en matière de travail des enfants, avant de se concentrer davantage sur les affaires et le travail en général. Après l'interaction de Manjari avec le syndicat, le syndicat a décidé de faire payer des amendes aux les membres qui continuent à employer des enfants et qui n'ont pas encore affiché sur des panneaux qui declarent: «Pas de travail d'Enfants».

Les commerçants de pavés interrogés voient clairement les avantages de ne pas travailler avec les enfants:

- Les commerçants produisent pour un marché d'exportation dont les politiques sociales sont claires; qui n'acceptent pas le travail des enfants. Les commerçants de pavés sont disposés à se conformer à ces politiques, parce qu'ils sont persuadés qu'elles soutiendront leurs entreprises, car les acheteurs seront contents.
- Avantages de la réputation: les commerçants qui font activement la promotion de leur position de 'Pas de travail d'enfants', sont considérés comme fournisseurs préférés par certains acheteurs. Cela soutient leurs entreprises.
- Certains commerçants signalent que leurs entreprises se sont améliorées, mais qu'il n'y a pas eu de changements en termes de productivité, de salaires ou de pertes chez les travailleurs.

Manjari n'a pas directement mis l'accent sur le travail avec les commerçants de galets (après tout, ils promouvaient activement déjà «Pas de travail d'Enfants», à la suite des règles du syndicat des Cobble Traders). Au lieu de cela, Manjari s'est concentré sur l'établissement de liens entre les commerçants de galets, les syndicats de ces commerçants et les membres de la communauté. En conséquence, le syndicat a soutenu la communauté de diverses façons:

- Soutien personnel aux membres de la communauté: dans le cas Binod (ancient enfant ouvrier), le syndicat a offert une bourse d'étude de 2 000 roupies à Binod.
- Soutien aux soins médicaux: le syndicat Cobble Traders a soutenu des camps médicaux, qui ont lieu tous les 6 mois, en se concentrant sur la santé des travailleurs (prévention et traitement de la silicose), les changements dans le style de vie (alimentation et nutrition), comment évitert la toxicomanie (gutka/alcool)

Entreprises internationales: Beltrami Stone et London Stone

Beltrami Stone et London Stone ont été impliquées dans le programme SCL pendant 2 à 3 ans. Ils se sont joints au programme parce que selon leur expérience d'autres approches pour aborder le travail des enfants étaient inefficaces. Beltrami et London Stone ont toutes les deux contribué environ 3 000 euros par an au projet et donnaient un soutien supplémentaire en visitant la région deux fois par an. En particulier, ces visites sur le terrain ont apporté une valeur ajoutée en sensibilisant la population à la question du travail des enfants et en convaincant d'autres parties prenantes.

Pour les grandes entreprises internationales, les avantages de ne pas permettre le travail des enfants sont éthiques, de réputation et fondée sur les demandes des clients/intervenants. À l'heure actuelle, il n'y a pas d'avantages commerciaux clairs de ne pas autoriser les enfants dans la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, les avantages commerciaux peuvent émerger lorsque l'industrie se développe. Un représentant de Beltrami a mentionné: «pour le moment, il n'y a pas de bénéfice évident pour nous. Au contraire, nous n'obtenons aucun certificat tandis que d'autres compagnies prétendent qu'elles sont libres de tout travail d'enfants et se font faire des faux certificats. [...] «Nous nous attendons aussi à ce que, à long terme, cela influence l'industrie et stimule les autres entreprises à suivre cette approche».

Les entreprises valorisent les progrès du projet CLFZ comme prometteurs, mais soulignent également que l'approche actuelle ne sera pas pleinement couronnée de succès en raison de la fragmentation du secteur et de l'illégalité de la production. London Stone préconise la formalisation du secteur de la pierre naturelle à Budhpura. Cette société est d'avis que la communauté est trop diversifiée et les activités dans la chaîne d'approvisionnement en pierre naturelle trop informelles pour obtenir un résultat durable. Selon une personne interrogée de London Stone, il est essentiel que les chantiers de pierres de galets soient organisés et formalisés avec une structure de propriété claire, pour appliquer les principes du travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement.

Réplication
Il existe des indications d'une éventuelle réplication de l'approche CLFZ:

- Un nouveau projet CLFZ est lancé dans une carrière dans l'Andhra Pradesh
- Actuellement, SCL est en train d'oeuvrer afin d'inclure une autre société internationale dans le projet CLFZ à Budhpura. Le nouveau projet n'a pas encore commencé, mais les activités pour poser les fondations sont en cours, au sein du programme *Out of Work – Into School*.
- Des organisations telles que ETI, TFT (responsable Stone Program), l'UNICEF et Good Weave se sont intéssées au projet et ont visité la région de CLFZ. Il est inconnu si ces intérêts/visites ont mené à des projets concrets en utilisant une approche basée sur la zone.
- Certaines entreprises en dehors de la zone CLFZ, à Dhabi et Dhaneswar, ont copié l'utilisation de panneaux d'affichage dans la cour de stockage par les membres du syndicat Cobble Traders et ils (Dhabi et Dhaneswar) ont mis en place des panneaux similaires devant leur cour.
- Les propriétaires de chantiers de galets situés à l'extérieur de la zone du projet ont déclaré que leurs chantiers n'étaient pas des zones de travail pour enfants. Les articles dans les journaux locaux ont réussi à mettre la pression sur les chantiers qui n'étaient pas situés à l'intérieur de la CLFZ.
- Les sous-traitants avec de petits chantiers commencent maintenant à s'inscrire auprès du Syndicat des marchands de galets et acceptent de respecter les normes du syndicat.

Attribution des effets
Les résultats présentés dans cette section peuvent être partiellement attribués aux interventions de Manjari. Des structures locales comme le Forum d'État sur la pierre naturelle (voir ci-dessous) et le Cobb Traders Union, existaient déjà avant l'arrivée de Manjari dans la zone. Par conséquent, ces structures ne peuvent être attribuées à Manjari. Cependant, Manjari s'est révélé très efficace pour établir des liens avec ces structures existantes. Manjari s'est positionné avec succès dans le cadre de la chaîne de valeur, en donnant la voix et en traitant les questions pertinentes pour ces travailleurs à domicile, en grande partie non organisés. Plusieurs intervenants ont félicité Manjari

pour sa capacité de travailler au niveau de la communauté de base, avec des membres de la communauté au niveau individuel. Par conséquent, Manjari a pu obtenir des résultats pour les membres de la collectivité qui ont été payés par les entreprises (p. ex., offrir des bourses, des soins médicaux).

8. Relations avec le lobby & plaidoyer et le rôle du gouvernement local

Santé
Manjari a collaboré avec les organismes gouvernementaux pour obtenir une compensation financière pour les patients souffrant de silicose.
Comme la silicose a souvent été diagnostiquée à tort comme une tuberculose, Manjari a pu identifier les patients afin de recevoir un diagnostic adéquat de silicose. Cela a été suivi par le Forum de l'État sur la pierre naturelle (dont Manjari est un intervenant): le Forum s'est occupé de la question jusqu'à la Commission des droits de l'homme de l'État pour l'indemnisation financière. Cela a conduit à une ordonnance, adoptée par le ministère des Mines, permettant aux patients de la silicose d'accéder à une compensation financière. Ce processus de lobbying et de liaison a duré 3 ans.

Pour accéder au régime de prestations pour les patients souffrant de silicose, les travailleurs doivent faire preuve d'emploi dans les mines. Toutefois, aucun employeur ne donne de tels documents. Manjari a utilisé ses liens avec les employeurs et a développé livrets - un petit cahier - que les ouvriers portent avec eux au travail, et dans lequel les comptables pourraient entrer le montant gagné. Cela est devenu la preuve acceptable de leur statut de travailleurs de la mine. Parmi les personnes examinées, 63 travailleurs ont été diagnostiqués avec un cas aigu de silicose. Manjari a obtenu une compensation pour 27 patients jusqu'ici. Des 27, 3 sont morts depuis.

Forum d'État sur la pierre naturelle, ETI et TFT
Manjari a rejoint le Forum d'État sur la pierre naturelle en 2013. Le forum est hébergé par l'Aravali (Association pour le progrès rural par l'action volontaire et l'implication locale), une organisation de soutien au développement au niveau de l'État, destinée à fonctionner comme une interface entre le gouvernement et l'organisation bénévole. Parmi les autres participants, mentionnons l'Initiative d'Ethique commerciale (ETI), les entreprises de pierres naturelles (p. ex., Beltrami et London Stone), le TFT Responsible Stone Programme, les ONG et les syndicats. Par l'intermédiaire du Forum, les participants ont pour objectif de partager l'information et les expériences sur les droits de l'homme, les droits de l'enfant et les solutions possibles pour aborder ces questions dans la chaîne de valeur.

Manjari, en tant qu'intervenant participant, a soulevé plusieurs questions liées aux travailleurs et aux collectivités dans le Forum:

- Questions liées aux travailleurs: assurance, compensation financière et facilitation de l'accès aux régimes de prestations (p. ex., développement des livrets), questions de santé et de sécurité en particulier liées à la silicose
- Questions liées à la communauté: importance de l'éducation pour les enfants et questions dans les écoles (eau potable, pénurie d'enseignants, Comités de gestion scolaires inactifs), plaidoyer en matière d'éducation au niveau des États et des districts
- le travail des enfants et l'approche CLFZ

Le Forum d'État et la campagne SCL ont bénéficié d'un soutien des marques internationales en Europe, ce qui a facilité l'accès de Manjari à d'autres acteurs de la chaîne de valeur (acheteurs,

vendeurs, commerçants). Manjari s'est positionné comme partenaire de la chaîne d'approvisionnement pour les entreprises, offrant l'accès au niveau de la communauté de base (travailleurs et leurs familles, migrants et leurs familles). En outre, en facilitant l'accès à la fin de la chaîne d'approvisionnement, Manjari aide les entreprises à améliorer la transparence dans la chaîne d'approvisionnement, nécessaire pour se conformer aux normes sociales et environnementales. Un intervenant d'ETI explique le rôle de Manjari comme suit: «le point convaincant avec Manjari est qu'ils ont établi un consensus avec la communauté et avec l'entreprise [...]. Manjari a été en mesure d'augmenter leur sensibilité et cela a aidé à amener les acheteurs, les agrégateurs/entrepreneurs, les fournisseurs à bord dans le même espace et les relier avec les travailleurs de bas de l'échelon.

9. Sur la durabilité et mise à l'échelle des résultats

Nous concluons, sur la base des entretiens, des discussions de groupes, des visites sur le terrain et des données de surveillance, que les résultats obtenus (diminution de l'incidence du travail des enfants, augmentation du nombre d'inscriptions, diminution des taux d'abandon scolaire) ne sont pas encore durables, parce que:

- Il n'y a pas de changement constant dans la norme sociale
- Il y a un manque de cohésion sociale et un manque de sentiment de pouvoir, requis pour que la communauté maintienne les résultats elle-même
- Le risque que les enfants à retourner à la fabrication de galets est élevé, en particulier le groupe âgés de 10 à 14 ans.
- Les marchands de galets enregistrés respectent la règle du syndicat Cobble Traders et n'acceptent pas le travail des enfants. Cependant, ils affirment qu'ils ne peuvent pas contrôler la production avec les travailleurs à domicile
- L'indisponibilité des enseignants qualifiés menace la durabilité des effets scolaires. En outre, des facteurs comme la disponibilité de l'eau dans les écoles doivent être résolus afin d'obtenir des effets durables.

Nous croyons que le projet peut atteindre la durabilité quand il est permis de continuer plus longtemps. Cela est basé sur les résultats positifs liés à l'incidence du travail des enfants, l'inscription et l'abandon scolaires, les structures locales émergentes, la participation active des entreprises et le positionnement effectif dans les organes de l'État comme le Forum de l'État sur la pierre naturelle. Les résultats sont susceptibles d'émerger lorsqu'il y a plus de temps consacré au travail avec les collectivités. Cependant, nous concluons également que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour officialiser le secteur et réglementer l'accès, l'approvisionnement et l'achat des carrières et des cours de stockage. L'effort nécessaire pour cette realization est une responsabilité partagée entre toutes les parties prenantes et devrait donc être considérée comme une initiative multipartite (gouvernement, entreprises internationales, acheteurs et commerçants locaux, syndicat des commerçants de galets, Forum naturel sur la pierre naturelle).

10. Sur l'efficacité de la gestion du projet et l'apprentissage

Manjari Swanthan est le plus jeune partenaire de la Coalition SCL. Il a été mis en place par M. Swaroop Ratan Pal en 2008 et enregistré en 2009. Malheureusement, il est décédé en 2013. Un groupe de personnes avec qui il avait travaillé, a réalisé l'importance d'une organisation au niveau de la communauté de base à Budhpura, et a décidé de poursuivre son travail. Manjari reçoit un soutien stratégique, opérationnel et technique de la Fondation MV et d'Aravali et le soutient de la documentation venant de ETI.

Manjari a réussi à organiser le soutien, cependant, nous estimons que la capacité reste un point d'attention. Cela a également été reflété dans les commentaires des intervenants: «Manjari a besoin de plus de personnel et plus de nouvelles idées. [...] Les groupes de mères et les groupes d'adolescents peuvent être rendus plus actifs».

Manjari a mis au point un système complet de suivi. Cependant, nous avons constaté qu'il n'était pas toujours clair comment les données ont été construites et parfois nous avons trouvé des données contradictoires. En outre, les informations pertinentes manquaient, par exemple le niveau d'impact des données, les données sur (résultats de) l'accès aux régimes de prestations ou les données des projets qui peuvent être considérés comme des mises à l'échelle du projet CLFZ.

11. Facteurs déterminants

Interne

- Décès du fondateur de Manjari (M. Swaroop Ratan Pal) en 2013
- Le renforcement des capacités au sein du Manjari reste un point d'attention
- Élaboration et mise en œuvre d'un système de suivi et d'évaluation adéquat

Externe

- Secteur en grande partie non organisé (travailleurs à domicile)
- Zone fortement migrante, absence de contact entre les groups
- Faibles niveaux de confiance dans le secteur et la communauté, par exemple:
    - l'UNICEF a publié un rapport sur le travail des enfants dans la region, ce qui a nui à la confiance entre les parties prenantes, et ce qui est devenu un obstacle pour les membres du syndicat Cobble Traders dans les efforts de travailler à des solutions pour le travail des enfants, en collaboration avec d'autres parties prenantes
    - certains intervenants ont signalé des incidents dans lesquels des personnes qui avaient soulevé la voix étaient exposées à des menaces de violence et de mort.
- Manque d'intervention gouvernementale pour résoudre les problèmes liés à l'éducation (disponibilité des enseignants et du matériel éducatif)
- Toxicomanie (alcoolisme, gutka) chez les familles et les enfants.

12. Principales conclusions et recommandations

Principales conclusions

Manjari opère dans une zone et un secteur difficiles, avec des niveaux élevés de migration et de faibles niveaux de confiance entre les groupes communautaires et les partenaires de la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, Manjari a réussi à réduire les incidences du travail des enfants, à accroître la fréquentation scolaire et à établir des structures locales (SHG pour les femmes, les groupes d'adolescents pour les garçons et les filles, activant les SMC), pour étendre les résultats. En outre, Manjari est sensible aux besoins de la communauté en proposant des programmes alternatifs de génération de revenus et en permettant l'accès aux prestations sociales. Manjari s'est avéré efficace en liaison avec le syndaicat de Cobble Traders et en se positionnant en tant que partenaire de chaîne d'approvisionnement (offrant l'accès au niveau de base de la chaîne d'approvisionnement) pour des entreprises et des organismes gouvernementaux. Il y a aussi un engagement ferme qu'il y aura des enseignants supplémentaires nommés par le gouvernement en juin 2017, grâce à un fort lobby par Manjari.

Les résultats ne peuvent pas encore être considérés comme durables: il n'y a pas d'indications d'un changement constant de la norme sociale, le risque que les enfants (plus âgés reviennent au travail de la pierre naturelle) est élevé, les structures locales sont encore instables et il est encore difficile d'aborder de manière adéquate les questions liées au niveau élevé de migration. Cependant, il est possible que les résultats deviennent durables au fil du temps, et avec une attention accrue aux nouvelles stratégies pour faire face aux nouveaux problèmes émergents. La formalisation du secteur serait une importante initiative multipartite visant à améliorer la durabilité.

Recommandations

- Élaborer une approche spécifique pour certains groupes de migrants ou élaborer des programmes éducatifs spécifiques pour les enfants qui ne restent que pour une courte période (4 ou 6 mois).
- Amélioration du suivi des résultats, en particulier au niveau de l'impact (revenu, sécurité alimentaire)
- Prévoir un délai plus long pour que les résultats émergent: les gens de la CLFZ sont des groupes fragmentés, ils ne se considèrent pas comme une communauté, et les membres de la communauté sont absorbés pour gagner leur vie. Ces facteurs en font un défi de construire et de renforcer les communautés. Le risque pour les enfants du groupe d'âge 10-14 de retourner au travail sur la pierre est élevé, tandis que le fait d'aller à l'école semble être devenu une habitude pour les jeunes groupes (âgés de 6 à 10 ans). Les résultats sont plus susceptibles d'émerger lorsqu'il y a plus de temps consacré au travail avec les collectivités.
- Offrir une formation continue aux bénévoles dans les écoles: leadership, enseignement, motivation et mobilization
- Élaborer des stratégies nouvelles et additionnelles pour accroître l'efficacité des interventions en collaboration avec les intervenants, par exemple:
    - avec les entreprises: Explorer le potentiel de formaliser les chantiers de galets et de les faire partie de la chaîne d'approvisionnement formelle et d'explorer les possibilités de fournir une sorte d'appréciation écrite/de référence des efforts fournis par les entreprises au sein de la CLFZ
    - avec les gouvernements: Explorer les stratégies pour remédier au manque d'enseignants (par exemple, formation de volontaires éducatifs)
    - avec des personnes clés dans la communauté: poursuivre l'établissement et l'activation des groupes communautaires (SMC, groupes d'adolescents, SHG)
    - ensemble avec SCL/la Fondation MV: Explorer de nouvelles stratégies pour aborder les questions de migration.
- Améliorer les protocoles de base, de suivi et d'évaluation (fournir plus de transparence sur les données, résoudre le défi des données contradictoires, explorer les indicateurs pertinents pour les entreprises). Cela améliorera la responsabilisation envers les donnateurs aux programmes, facilitera le développement de stratégies d'apprentissage (internes), mais aidera également à convaincre les entreprises à adhérer au programme.

6.4 Résultats des études de cas de la chaîne d'approvisionnement – chaussures, Inde

Notez que cette étude de cas a été ajoutée parce qu'elle montre le processus de développement d'une coalition pour s'entendre sur la création d'une CLFZ, et elle est donc différente des trois autres études de cas.

1. Le processus d'établissement d'un accord avec les entreprises

Campagne initiale
Le programme actuel de la chaussure SCL en collaboration avec le FLA (Fair Labour Organization) s'appuie sur la campagne SCL: 'We Want Child friendly shoes!' - «nous voulons des chaussures prenant les enfants particulièrement en considération!»; sur le travail des enfants et les droits du travail dans le secteur de la chaussure de cuir dans le monde entier. Cette campagne a débuté en 2012 avec la publication du rapport SOMO 'Where the shoe pinches – Child Labour in the production of leather shoes' - «là que le bât blesse – le travail des enfants dans la production de chaussures en cuir» - pour laquelle la recherche sur le terrain a été faite dans deux régions en Inde (Agra et Ambur). Elle s'est poursuivie en ciblant 28 entreprises de chaussures vendant des chaussures sur le marché néerlandais, en marquant leurs efforts sur la responsabilité des entreprises et en ce qui concerne l'identification et la prévention du travail des enfants et pour obtenir un aperçu de l'endroit où leur production a lieu. Les résultats ont été présentés dans un rapport en décembre 2012 et à nouveau en 2013 sur les progrès réalisés. Il visait à inciter les entreprises de chaussures à améliorer leur politique et leurs pratiques afin d'améliorer les conditions de travail dans leur chaîne d'approvisionnement, en se concentrant spécifiquement sur le travail des enfants. Ce rapport et les campagnes de 2012-2013 ont déclenché plusieurs initiatives et développements, notamment une réunion entre le ministère néerlandais des Affaires étrangères et les entreprises hollandaises de chaussures, et deux réunions d'intervenants organisées par l'initiative de conformité des affaires sociales (BSCI), à Agra et à Chennai en avril 2013.

Au cours de ces réunions, 6 sociétés internationales ont participé, tandis que beaucoup d'autres opèrent dans le secteur et achètent de la région d'Ambur et d'Agra. Cependant, il est difficile d'obtenir un aperçu des marques qui achètent dans ces regions, étant donné que cette information n'est pas disponible, et pas beaucoup de sociétés de chaussures sont transparentes sur leurs fournisseurs et/ou les zones d'approvisionnement. Les réunions ne se sont pas bien déroulées: les entreprises n'étaient pas convaincues qu'elles avaient du travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement et elles étaient donc réticentes à collaborer.

Implication de l'Association Fair Labour (FLA)
En 2014, SCL a contracté l'organisation Fair Labour Association (FLA) pour effectuer une recherche plus approfondie sur les causes systémiques et la présence du travail des enfants à Agra et pour identifier les possibilités et les stratégies pour régler la question. Cela a été fait en menant des recherches de haute qualité par une organisation de confiance qui a également été considérée comme neutre. La phase exploratoire visait à en apprendre davantage sur les possibilités éducatives locales et les défis auxquels sont confrontées les familles avec enfants. Pour ce faire, une étude de base a été faite parmi un échantillon de 200 familles à Agra. Cela a été fait d'une manière structurée et objective. Compte tenu de la situation dans la zone de production d'Agra, il a été conclu qu'une CLFZ était, à la fois faisable et nécessaire. Les résultats de la phase exploratoire ont été presents, lors d'une réunion en avril 2015, à six marques de chaussures qui (auparavant) achetaient d'Agra. L'étude a montré que le travail des enfants existait à Agra (20% des enfants travaillent dans ce secteur), mais les liens avec les fournisseurs contractuels des entreprises étaient toujours manquants. Parmi les personnes présentes à la réunion en avril 2015,

4 entreprises internationales ont décidé de collaborer, dont 3 précédemment visées par la campagne. Selon FLA, plus d'entreprises avaient été invitées à se joindre au projet de recherche, mais pour des raisons différentes, elles n'ont pas participé ou se sont retirés: CLARKS s'est retirée parce qu'elles ne se sont plus procurées dans la zone d'Agra, tandis que d'autres ont affirmé que les problèmes ne concernaient que les chaînes d'approvisionnement de marches locaux.

Reconnaissant le risque potentiel, les intervenants ont ensuite convenu de mener une Phase II de recherche, afin de mieux comprendre la dynamique sous-jacente du travail des enfants et la relation avec l'industrie de la chaussure. En 2016, FLA avec l'organisation de recherche iMentor ont entrepris la deuxième phase de recherche, y compris la cartographie détaillée des enquêtes sur les ménages et la cartographie des chaînes d'approvisionnement en cuir. Quatre sociétés Deichmann, Bata, Bugatti et El Corte Ingles ont accepté de travailler avec SCL dans une recherche auprès de dix de leurs fournisseurs. Pour ce faire, ils ont exigé qu'un protocole d'entente (PE) soit signé dans lequel il a été convenu de ne pas mentionner de noms dans le rapport final.

Une réunion a été prévue à Agra en février 2017 pour présenter les conclusions de la phase II. Les quatre sociétés ont convenu de payer USD 3,500 et SCL 6,500 USD pour la réunion de 2017.

Résultats de la recherche
La recherche sur la chaîne d'approvisionnement partagée en 2017 a eu des données convaincantes sur les risques de l'existence du travail des enfants dans la production de chaussures à Agra, en particulier lorsque la production se déroule dans le secteur informel. Au niveau des fournisseurs de niveau un, les usines d'exportation, aucun (risques de) travail des enfants ont été trouvés. Il est également apparu clairement que la majorité des risques sont dans la production pour le marché intérieur. Toutefois, les résultats montrent que les fournisseurs de plusieurs niveaux travaillent avec des sous-traitants où aucune surveillance ou vérification ne se fait et où les risques de travail des enfants ne peuvent être écartés. Bien qu'il n'y ait pas de comptes officiels de sous-traitance, il est encore pratique courante d'externaliser des parties de la production de chaussures à d'autres qui ne travaillent pas dans l'usine. La plupart d'entre elles sont des fabriquants (niveau deux): les petites unités situées principalement dans les collectivités. Des recherches ont montré que ces fabriquants emploient souvent des enfants. À leur tour, les fabriquants achètent souvent des pièces de chaussure spécifiques d'agents (niveau trois) qui achètent des personnes/familles travaillant de la maison (niveau quatre). C'est dans ce dernier groupe que les questions relatives au travail des enfants sont les plus imminentes. Les filles et les garçons à partir d'environ huit ans ont été trouvés travaillants avec leur mère (surtout les filles) ou dans un petit groupe sous la surveillance des adultes (surtout les garçons), effectuant des travaux de couture fine pour les parties supérieures de chaussures. On peut conclure que la chaîne d'approvisionnement des chaussures est fragmentée et non transparente, mais il sera presque impossible d'assurer la transparence et la traçabilité dans les couches inférieures de la chaîne d'approvisionnement, car les changements sont très fréquents et les agents ne divulguent pas l'information.

La réunion de février 2017
Un élément important de la réunion de février 2017 a été la visite d'un projet de Goodweave en utilisant une approche axée sur la zone pour travailler vers une communauté favorable aux enfants, avec des représentants des 4 entreprises impliquées, pour démontrer ce que veut pratiquement dire un projet avec une approche similaire à la CLFZ. Les entretiens montrent que, outre les données quantitatives de recherche, cette visite de démonstration a été importante pour convaincre

les entreprises de l'utilité d'une CLFZ, et a beaucoup contribué à l'accord à la fin de la réunion pour élaborer un plan d'action pour le développement d'une CLFZ en collaboration avec SCL.

Après la visite sur le terrain, une réunion de deux jours a eu lieu à Agra. Le premier jour, les sessions préparatoires exclusivement avec les organisations de la société civile et le gouvernement (le matin) et séparément avec l'entreprise ont eu lieu pour réfléchir et s'entendre sur leurs priorités et définir des solutions et des contributions possibles. Par la suite, des défis et des opportunités ont été discutés. Le deuxième jour, tous les participants se sont rassemblés dans une convocation multipartite. Au cours de cette journée, des approches et des expériences ont été discutées et des accords ont été conclus sur les prochaines étapes. Les marques ont exprimé un intérêt concret à commencer par un projet pilote de CLFZ et il a été convenu qu'un plan d'action serait mis en œuvre.

2. Progrès vers une CLFZ et lobby et plaidoyer locaux

Préparations CLFZ
La recherche réalisée par FLA et iMentor a évalué la faisabilité d'une CLFZ à Agra et on est revenu avec des résultats positifs. L'adoption par les parties prenantes de l'élaboration d'une approche CLFZ à la dernière réunion peut être attribuée à un mélange de facteurs:

- Tout d'abord, Bugatti avait été enthousiasmé par l'approche CLFZ après avoir visité une CLFZ à sa propre initiative à plusieurs reprises au cours de la seconde moitié de 2016. Dans nos conversations avec la FLA, il a été indiqué qu'il a aidé énormément qu'un pair a dit à d'autres entreprises que cela pourrait être une bonne approche pour eux.
- L'entretien avec Bata a montré qu'ils n'avaient pas acquis une bonne idée de ce qu'implique une CLFZ. La visite sur le terrain à GoodWeave Pilot en février 2017 a aidé à convaincre les entreprises sur l'utilité d'une CLFZ. Cependant, les entreprises locales en particulier pourraient encore exiger cette expérience pour obtenir une bonne compréhension de ce qu'est une CLFZ vraiment implique.
- Les entreprises étant conscientes des problèmes de travail des enfants, avaient déjà épuisé d'autres mesures de lutte contre le travail des enfants, qui s'étaient avérées inefficaces. Deichmann avait déjà essayé de mettre en place un centre de couture communautaire pour être en mesure de surveiller les femmes qui viennent travailler sans enfants. Malheureusement, seuls les hommes sont venus au centre. L'interdiction de la sous-traitance a été jugée comme une autre mesure corrective, qui a incité les fournisseurs à se tourner vers la sous-traitance non divulguée. La collaboration entre les syndicats locaux n'a pas fonctionné non plus: ceux-ci se sont avérés trop faibles pour avoir une quelconque influence. En fin de compte, la CLFZ est restée la meilleure option pour l'absence d'une meilleure mise en œuvre.

À partir des entretiens, il semble qu'il y a un risque que les entreprises aient des attentes irréalistes de la CLFZ comme une solution. Ils la voient comme une «solution miracle» qui va résoudre tous leurs problèmes, et s'attendre à des résultats dans un court laps de temps. Une bonne communication est nécessaire pour gérer ces attentes.

Lobby et plaidoyer et participation élargie des intervenants
Les autorités locales et les écoles n'ont pas encore été approchées de leur participation à la CLFZ. Les signes d'intérêt sont mitigés. Certains, mais peu de reponsables gouvernementaux ont participé à la dernière réunion et ils n'ont pas donné d'engagements concrets. Certains

fonctionnaires ont manifesté leur enthousiasme, mais un représentant du ministère de l'éducation est arrivé en retard à la réunion des parties prenantes et n'avait pas d'attitude coopérative. Un plan de travail incluant les activités lobby & Advocacy est actuellement en cours d'élaboration par la FLA.

D'autres intervenants ont manifesté leur intérêt après la réunion des parties prenantes. M. Tularam Sharma, Président de l'ONG Uttar Pradesh Gramm Shramik Shiksha Sansthan (UPGSSS) & Trade Union Uttar Pradesh Gramm Majdoor Sangthan (UPGMS), a appelé la réunion «une étape historique dans l'éradication du travail des enfants en Inde.» Il a également indiqué qu'il était impatient de contribuer au programme en motivant et en organisant les parents et les travailleurs à travers une campagne comprenant des séminaires et des ateliers.

3. Migration et aspects sexospécifiques

Il n'y a pas de nombres élevés de migration dans la région d'Agra et la cohésion sociale dans les communautés est élevée selon la recherche faite par FLA.
Jusqu'à présent, le projet n'a mis en œuvre aucune activité spécifique concernant le genre. Les résultats de la recherche ont montré que le secteur du cuir à Agra montre une disparité entre les sexes en ce qui concerne l'allocation de travail: «dans les unités de chaussures complètes ainsi que dans les unités de fabrication des parties supérieures, seuls les garçons étaient employés, alors que les filles ne travaillent que dans leurs propres unités familiales.» Il serait recommandé de s'attaquer à cette disparité dans les plans CLFZ qui sont en cours d'élaboration par MV Foundation.

4. Effets de la norme sociale

Entreprises internationales
Très probablement, les entreprises qui sont maintenant prêtes à collaborer, étaient déjà convaincues de l'importance d'éviter le travail des enfants dans leur chaîne d'approvisionnement. Cependant, la plupart des gens avaient une opinion sur le problème limité à la catégorie un, tandis que ceux qui étaient conscients des problèmes potentiels dans la chaîne d'approvisionnement ne savaient pas comment y remédier. Une entreprise avait essayé la possibilité des centres de couture à la suite de la campagne, mais cela s'est avéré ne pas être efficace. Cela les a convaincus qu'une approche plus rigoureuse comme la CLFZ serait nécessaire. La pression de plusieurs organisations (consommateurs) en Europe, parmi lesquelles des actions par SCL mais aussi la campagne des vêtements propres au cours des dernières années, a contribué à la prise de conscience que quelque chose devrait être fait. Dans un autre, le travail d'un agent de RSE pourrait être directement associé à la campagne.

Fournisseurs locaux
Les fournisseurs locaux n'ont jusqu'ici pas été directement impliqués. La réunion des parties prenantes a attiré l'attention sur la question du travail des enfants et un élan a été créé à Agra. Mais tous les acteurs locaux ne manifestent pas un engagement actif. Les fournisseurs locaux semblent moins convaincus de la nécessité d'agir que les entreprises de marque, mais sont sous la pression de leur collaboration.

Ménages
Changer la norme sociale au niveau des ménages sera un défi. La plupart des familles ont indiqué qu'elles voient la pauvreté comme la principale cause de leur travail. En outre, puisque le travail est à la maison, les enfants ne voient pas toujours leurs activités comme travail et pourraient même

l'apprécier parfois (comme un jeu). Changer ce comportement pourrait s'avérer prendre beaucoup de temps.

5. Conclusions principales

Ce projet a débuté par une campagne publique comprenant «nommer et denouncer publiquement». Il s'agissait d'un point de départ difficile pour développer la confiance et le travail vers des solutions. Les mesures subséquentes prises dans le cadre de ce programme, à partir de 2013, ont conduit à une situation d'amélioration de la confiance mutuelle et de la volonté de plusieurs parties prenantes, dont 4 entreprises à travailler à la mise en œuvre d'une CLFZ. Les partenaires d'exécution seront identifiés prochainement et la prochaine étape prévue est de développer une note conceptuelle. Bien que ce soit certainement une réalisation, elle a pris relativement longtemps. Il est prouvé que plusieurs leçons ont été tirées de ce processus.

À la suite de la première phase de champagne (Phase I), le changement de la volonté et des perceptions des entreprises internationales semble avoir eu lieu sur la base de trois facteurs principaux:

- Les données quantitatives présentées par une organisation ayant une réputation neutre, montrant de manière convaincante que les entreprises internationales risquent d'être impliquées dans le travail des enfants à des niveaux inférieurs
- Un changement d'attitude à l'égard de la volonté de collaborer avec les entreprises pour résoudre les problèmes de travail des enfants
- Démonstration d'une approche semblable à l'approche CLFZ, montrant son efficacité et convainquant les entreprises que cela peut être une solution au travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement.

Le processus est maintenant à un point critique. Il sera important maintenant de ne pas perdre de l'élan sinon l'engagement des entreprises sera perdu. Les critères pour les prochaines étapes semblent être:

- Actions concrètes avec un premier ensemble de résultats escomptés dans un court laps de temps (un an)
- Les contributions et le rôle escomptés des entreprises dans le processus d'établissement d'une CLFZ, par l'intermédiaire de leurs fournisseurs locaux (contributions en nature et financières)
- Explication claire des résultats qu'on peut attendre d'une approche CLFZ, et ce qui ne peut être attend
- Implication des organismes gouvernementaux locaux, au moins pour assumer la responsabilité des aspects scolaires
- Implication de différentes couches de la chaîne d'approvisionnement locale

La stratégie devrait montrer comment impliquer les entreprises qui desservent le marché intérieur et aussi assurer que les entreprises avec les marchés d'exportation integrant et convainquent les acteurs de la chaîne d'approvisionnement de niveau inférieur dans leurs chaînes d'approvisionnement. Les expériences dans d'autres chaînes d'approvisionnement montrent que les fournisseurs locaux vont changer leurs pratiques si les grandes entreprises à qui ils fournissent ont des politiques et des normes en place qui les obligent à prendre des mesures. La mise en place de la CLFZ en tant que pilote pourrait aider à démontrer la «validité du concept» de l'approche, suivie de la mise à l'échelle des résultats dans toute la région d'Agra.

Facteurs de réussite et d'échec

- La «nouvelle règle de jeu» dans la construction d'une relation de confiance avec les compagnies de cuir a été le rôle que FLA a pris dans ce processus. C;etait une bonne décision par le SCL d'impliquer la FLA. Selon Leonie Blokhuis "en raison de la FLA de prendre la tête dans le projet, il était plus facile de convaincre les entreprises à s'impliquer." La FLA dispose d'une bonne expérience dans le travail avec les entreprises, la recherche sur les chaînes d'approvisionnement et le travail des enfants et elle connaît l'Inde. En outre, la FLA a une position plus indépendante et neuter, ce qui a rendu la coopération avec les entreprises et SCL possible. Leonie a, en plus, mentionné que ce qui a aidé est le fait que Richa Mittal (chef de projet de la FLA) est indien. Les acteurs locaux d'Agra ne sont pas satisfaits de la «participation étrangère» à la question du travail des enfants. FLA a agi avec succès en tant que facilitateur dans l'instauration de la confiance, comme partie plus neutre, qui maîtrise les défis auxquels lesentreprises font face, à partir d'une perspective initiée.
- La FLA a mené une étude de base objective, qui a fourni une série de faits et de chiffres objectifs qui ont permis aux entreprises de mieux comprendre les défis à venir.
- Un facteur important a été l'initiative de visiter un projet de lutte contre le travail des enfants dans le cadre d'une approche axée sur la région. Jusque là, pour la plupart des entreprises, le concept d'une CLFZ était relativement abstrait. FLA a mentionné que la promotion du concept CLFZ par les partenaires SCL était restée relativement abstraite et manquait de faits et de chiffres favorables pour permettre aux partenaires de comprendre le concept.
- Le contexte d'Agra présente des difficultés extérieures pour le projet. La plupart de cuir et de chaussures produits à Agra sont destinés au marché intérieur, où le travail des enfants n'est pas (encore) considéré comme un problème. Bien que les entreprises internationales soient prêtes à regarder hors de leur propre chaîne d'approvisionnement, la mise à niveau du projet aura besoin également d'une participation active des producteurs pour le marché local. Dans le cas Agra, la campagne ciblait principalement les entreprises exportatrices, tandis que les sociétés d'exportation (i) étaient généralement au courant des risques pour le travail des enfants, et (ii) sont responsables au plus de 20% de la production locale. Donc, le problème réside beaucoup plus avec les entreprises de la chaîne d'approvisionnement nationales qui sont responsables de 80% de la production locale et probablement la majorité des composantes informelles et moins transparentes.
- Un autre obstacle à la lutte contre le travail des enfants à Agra est la faible qualité de l'éducation. La participation active du gouvernement sera essentielle pour faire de la CLFZ un succès (durable).
- Il est également fait référence à un facteur de contexte positif, qui est la loi en Inde qui oblige les entreprises indiennes à dépenser au moins 2% de leurs profits sur la RSE – tells que les projets. Cependant, il y a une tendance à utiliser cet argent purement pour des investissements de charité, par exemple pour améliorer l'infrastructure scolaire. Il sera important de garder à l'esprit que ce genre de RSE est très différent de la nécessité d'intégrer les questions de travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement et les politiques d'approvisionnement. Une solution plus axée sur le marché pourrait être la promesse d'un système de fournisseur privilégié pour les fournisseurs locaux qui se comportent bien dans la lutte contre le travail des enfants dans leur chaîne d'approvisionnement.

6.5 Résultats de l'étude de cas du Mali

Pour l'étude d'évaluation au Mali, six sites différents ont été visités et un grand nombre de discussions et d'entretiens ont eu lieu (voir le chapitre 2).

Un résumé des résultats est fourni dans les deux tableaux d'aperçu suivants. Notez que le résumé met en évidence ce qui est spécifique pour chaque site. Les activités spécifiques sont menées dans le contexte des activités «standards», notamment:

- Création d'une « Association des Meres d'Enfants» (AME), pour entreprendre et gérer les activités génératrices de revenus des mères avec les enfants ayant atteints l'âge de scolarisation
- Création d'un "Comite de Gestion scolaire" (CGS), pour gérer les matériels scolaires de support et la gestion scolaire
- Création d'"Association Parents d'Eleves" (APE), Parents Teachers associations (PTA) pour la surveillance de la qualité de l'éducation
- Création du parlement des enfants
- La création d'un Forum des enseignants
- Appui à l'infrastructure scolaire; construction de classes, kits scolaires pour élèves.

Quelques informations supplémentaires qui ne sont pas ou partiellement mentionnées dans les tableaux d'aperçu sont les suivantes:

- Sur la contribution du programme SCL: dans cette étude de cas, il est particulièrement difficile de tirer des conclusions concernant la contribution du programme SCL, car (i) les interventions suivent les activités antérieures de l'organisation principale d'exécution, et (ii) il existe dans plusieurs cas d'autres projets opérationnels également dans la même zone.
- Sur les relations avec les régions avoisinantes: dans la plupart des cas, il existe des conditions comparables dans la CLFZ comme dans les zones environnantes, seulement dans deux cas la zone est plus accessible en raison d'une route proche (Kéméni, Sibila), qui pourrait être pertinent parce qu'il rendra la zone plus attrayant pour les enseignants.
- Sur les aspects sexospécifiques: des réponses aux et des interventions citées, il est clair que, dans toutes les activités entreprises, une attention particulière aux femmes est intégrée (par exemple, les prêts et les économies, les activités génératrices de revenus).
- Sur la réplication: dans les sondages, il est toujours fait référence aux demandes des villages environnants pour la réplication, ou la référence aux villages environnants qui ont déjà copié certaines de bonnes pratiques.

Tableau 1A: Résumé des données de 6 zones CLFZ (5 projets) au Mali – partie I

Région, CLFZ village et organisation d'exécution (IP)	CLFZ dans ses environs	Population de la CLFZ (personnes/ménages)	Écoles dans la CLFZ (nombre)	Scolarisation avant la CLFZ/courante
Région: Koulikoro **CLFZ**: **Wakoro** (Wakoro, niana, Djéfina, Zeta, Tonka, Niacoumba, Bélèkonobougou, thio, Tientièna, **IP**: CAEB	Le CLFZ est représentatif dans ses environs (ethniques, religieux, physiques)	15 000 habitants (2009) Dans 672 ménages, il y a 2853 enfants	12 écoles, dont 7 écoles primaires et 5 écoles secondaires	Avant CLFZ: 55% Niveau actuel: 80%
Région: Sikasso **CLFZ: Bougouni** (28 villages dans 3 communes: Kola, Syentoula, Ouroun) **IP**: ENDA	Le CLFZ est représentatif dans ses environs (ethniques, religieux, physiques)	21 220 habitants	32 écoles	Avant CLFZ dans la zone Bougouni: 76% (2013-14) Niveau actuel en CLFZ: 100% Dans la région élargie, le taux est de 72% (2015-16)
Région: Ségou **CLFZ: Kéméni** (Kéméni, Sokè, Kampolosso I et II, Niakimèsso, Tiensso I-II et III, Kokosso, Kanuala) **IP**: ENDA et CAEB	Le CLFZ est particulier en étant plus accessible, situé à proximité d'une grande route d'accès	877 ménages, 10 310 habitants	9 écoles	Avant CLFZ: 80% Niveau actuel: 100%
Région: Mopti **CLFZ: komoguel** II (Toguel, Bougoufiè, Monsékoré, Tahikiri, Médina-Coura, Sévaré secteur i et II, Gangal, Komoguel I, II) IP: ENDA-Mali	Le CLFZ est représentatif dans ses environs (ethniques, religieux, physiques)	1,386 ménages 11 000 habitants dont 6047 enfants	2 écoles publiques 3 écoles privées 8 centres SSA	Avant CLFZ: 75% Niveau actuel: 95% (Centre de données animation pédagogique)

Région, CLFZ village et organisation d'exécution (IP)	CLFZ dans ses environs	Population de la CLFZ (personnes/ménages)	Écoles dans la CLFZ (nombre)	Scolarisation avant la CLFZ/courante
Région: Ségou/Markala CLFZ: Sibila zone pilote **IP**: ENDA-Mali	Le CLFZ est relativement bien accessible	28 498 habitants	13 écoles	Avant CLFZ: 26% Niveau actuel: 92%
Région: Ségou/Niono **CLFZ: Yèrèdon saniona** **IP**: ALPHALOG	Le CLFZ est représentatif dans ses environs (ethniques, religieux, physiques)	14 714 habitants	15 écoles	Avant la CLFZ: 53% Niveau actuel: 79%

Aperçu tableau 1B: Résumé des données de 6 CLFZ (5 projets) au Mali – partie II

CLFZ	Interventions (seulement celles qui sont particulièrement mentionnées)	Effets CLFZ	Influence migratoire	Durabilité (y compris la norme sociale)	Facteurs internes et externes
Wakoro	• Il ya eu des kits scolaires gratuits et des matériaux pour les écoles • Les cours de production de sésame ont été très utiles • De nombreuses familles ont bénéficié d'un soutien matériel en agriculture • Appui solide aux écoles • Les cours socio-professionnels très appréciés, y compris les activités pour fabriquer des tissus de savon et de peinture, ont contribué à générer des revenus à court terme	• Nouveau système de crédit et Association benkadi particulièrement mentionné • Forte baisse du travail des enfants • Forte augmentation de la fréquentation scolaire • Renforcement de la cohésion sociale • Pour les familles pauvres pas encore suffisamment de soutien • Il semble y avoir une règle locale/informelle pour sanctionner les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école • Amélioration de la qualité de l'éducation dans la CLFZ •	• Les nouveaux arrivants sont informés de la norme • Les parents migrateurs laissent des enfants avec des parents • Pas de migration dans la CLFZ •	• La norme a été établie, mais toutes les personnes interrogées affirment que le soutien sera nécessaire pour la durabilit • Un soutien financier est essentiel pour maintenir la situation actuelle, en particulier les coûts scolaires, les revenus restent faibles • Problème du manque d'enseignants non encore résolus, et nécessité de construire de nouvelles écoles • Demande de soutien aux entrepreneurs locaux, comme les artisans •	• De meilleures possibilités de revenu ont été essentielles • Déjà la cohésion sociale existante •
Bougouni	• Il y a eu des kits scolaires gratuits • 15 nouvelles salles d'école construites	• Diminution du travail des enfants • Une augmentation de la fréquentation scolaire	• Les nouveaux arrivants sont informés de la norme	• Le niveau élevé de pauvreté continue de pousser les gens à creuser de l'or	• L'attractivité des mines d'or dans la région

CLFZ	Interventions (seulement celles qui sont particulièrement mentionnées)	Effets CLFZ	Influence migratoire	Durabilité (y compris la norme sociale)	Facteurs internes et externes
	• Organisation de sports pour les enfants • Aucune amélioration notable des possibilités de revenu autres que l'agriculture et l'or • Les cours socio-professionnels très appréciés, y compris les activités pour fabriquer des tissus de savon et de peinture, ont contribué à générer des revenus à court terme	• Renforcement de la cohésion sociale • Amélioration de la qualité de l'éducation dans le clfz •	• Les parents migrateurs laissent des enfants avec des parents • Beaucoup de nouvelles familles vont et viennent en raison de l'attrait de l'or creuser •	• La norme n'a pas encore été établie, • La Communauté ne sera pas en mesure de soutenir les CLFZ, en raison des mauvais établissements scolaires et des faibles revenus manily • Tous Les personnes interrogées affirment que l'appui sera nécessaire pour soutenir • Problème du manque d'enseignants non encore résolus, et nécessité de construire de nouvelles écoles •	
Kéméni	• Le soutien au matériel scolaire et aux kits scolaires a été important • Le problème du manque d'enseignants a été résolu • Les femmes apprécient le soutien au traitement karité, ont également reçu des	•lEs revenus accrus du traitement karité ont été un facteur important • Diminution du travail des enfants • Accroître la fréquentation scolaire	• Les nouveaux arrivants sont informés de la norme • Les parents migrateurs laissent des enfants avec des parents •	• Une norme a été établie, mais sans soutien, il sera difficile de persister • La plupart des personne interrogées affirment que l'appui sera nécessaire pour soutenir	• Le niveau de cohésion sociale était déjà bon •l'accessibilité de la zone est bonne pour l'accès au marché

CLFZ	Interventions (seulement celles qui sont particulièrement mentionnées)	Effets CLFZ	Influence migratoire	Durabilité (y compris la norme sociale)	Facteurs internes et externes
	matériaux gratuits et mentionnent le centre de passerelle, • Des panneaux solaires ont été installés pour l'usine de traitement karité • Les cours socio-professionnels très appréciés, y compris les activités pour fabriquer des tissus de savon et de peinture, ont contribué à générer des revenus à court terme •	• Renforcement de la cohésion sociale • Amélioration de la qualité de l'éducation dans le clfz •		• Le problème du manque d'enseignants n'est pas encore entièrement résolu •	
Mopti (Komoguel II)	• Le problème particulier des enfants pour pouvoir traverser le fleuve à l'école a été résolu • La principale source de revenus est la pêche • Beaucoup de soutien aux fournitures scolaires et aux kits scolaires ainsi qu'au paiement des enseignants • Soutien aux groupes de femmes et aux activités génératrices de revenus pour	• Augmentation des revenus provenant de différents revenus – plusieurs familles ont maintenant un revenu stable • Les familles peuvent payer par elles-mêmes pour les frais de scolarité et les kits scolaires • Diminution du travail des enfants	• Plusieurs nouvelles familles sont venues au CLFZ, principalement pour des raisons économiques • Les nouveaux arrivants sont informés de la norme • Les parents migrateurs laissent des	• La Communauté elle-même informera les employeurs de la nouvelle norme sociale • Une norme a été établie • La majorité des personne interrogées déclare que le CLFZ peut gérer sans soutien externe • Un meilleur accès aux sources de financement	• Le niveau de cohésion sociale était déjà bon • Une bonne relation avec les ONG est importante • La région a des possibilités de revenu relativement bonnes

CLFZ	Interventions (seulement celles qui sont particulièrement mentionnées)	Effets CLFZ	Influence migratoire	Durabilité (y compris la norme sociale)	Facteurs internes et externes
	générer des revenus pour les frais scolaires • Particulièrement mentionné est le soutien pour développer un marécage pour agric. production par les femmes •	• Augmenter la fréquentation scolaire, aussi par les filles • Renforcement de la cohésion sociale • L'éducation socio-professionnelle des jeunes a réussi (pas clairement quels sont les résultats tangibles •	enfants avec des parents	d'autres bailleurs de fonds et d'ONG a également été créé • Le soutien est toujours demandé aux écoles •	
Markala (Sibila)	• L'organisation d'événements sportifs pour les enfants • Beaucoup de soutien aux fournitures scolaires et aux kits scolaires ainsi qu'au paiement des enseignants • Soutien aux jeunes pour les cours de mécanique • Les cours socio-professionnels très appréciés, y compris les activités pour fabriquer des tissus de savon et de peinture, ont contribué à générer des revenus à court terme • les groupes de femmes et les activités génératrices de	• Réduction de l'incidence des mariages par les jeunes filles • Aucun changement dans la cohésion sociale (était déjà bon) • Diminution du travail des enfants • Augmenter la fréquentation scolaire, aussi par les filles	• Tous les nouveaux arrivants seront reliés à une famille locale qui les informera sur la norme • Les parents migrateurs laissent des enfants avec des parents	• Une nouvelle norme sociale a été établie • Les familles se surveillent et demandent l'aide du Comité local si nécessaire • Tous Les personnes interrogées déclarent que le CLFZ ne peut pas gérer sans support externe • Il y a des inquiétudes particulières à l'égard des écoles, qui se dégraderont si elles ne sont pas soutenues (infrastructure, insuffisance des	• Le niveau de cohésion sociale était déjà bon • La zone est relativement bien accessible

CLFZ	Interventions (seulement celles qui sont particulièrement mentionnées)	Effets CLFZ	Influence migratoire	Durabilité (y compris la norme sociale)	Facteurs internes et externes
	revenus pour générer des revenus pour les frais scolaires •			enseignants, accès à l'eau) •	
Niono (Yeredon)	• Beaucoup de soutien aux infrastructures scolaires, aux matériaux et aux kits scolaires, ainsi qu'au soutien au paiement des enseignants • Soutien à la formation socio-professionnelle sur plusieurs emplois, y compris les matériaux fournis pour la mécanique, la couture, la menuiserie • Formation à la production de sésame en particulier pour les jeunes • Formation à la production de cultures marécageuses pour les femmes • Il est fait référence à l'appui d'autres ONG qui interviennent dans le clfz •	• Les enseignants soutiennent parfois les familles pauvres • Diminution du travail des enfants • Accroître la fréquentation scolaire, mais encore beaucoup de préoccupations quant à la qualité des écoles • Amélioration des possibilités de production de revenus	• Tous les nouveaux arrivants seront reliés à une famille locale qui les informera sur la norme • Les parents migrateurs laissent des enfants avec des parents	• Une norme sociale n'a pas encore été établie, il y a encore des familles qui croient qu'aller à l'école n'est pas utile • Tous Les personnes interrogées déclarent que le CLFZ ne peut pas gérer sans support externe • Une solution est notée pour multiplier les occasions de générer des revenus • La sensibilisation des personnes qui ne soutiennent pas encore la norme sociale est également importante • Il y a des inquiétudes à l'égard des écoles •	• Le niveau de cohésion sociale était déjà bon • Bonnes relations avec les ONG • La zone est relativement bien accessible

6.6 Résultats de l'étude lobby & plaidoyer

Contexte et introduction

- La plupart des activités du L&A, telles qu'elles sont menées dans le cadre du programme SCL, font partie d'un processus continu qui a débuté il y a de nombreuses années;
- La plupart des activités du L&A sont menées par des partenaires du programme SCL dans le cadre du programme SCL et au sein de leur propre organisation – il n'est pas possible de faire la distinction entre ces activités;
- Les activités L&A par les partenaires de mise en œuvre dans les différents pays sont couvertes par les études de cas de la chaîne d'approvisionnement – cette section est consacrée au travail de L&A par des partenaires de la coalition aux Pays-Bas et dans l'UE.

Dans l'annexe 2, on peut trouver un aperçu de tous les résultats de la RSE et du lobby & plaidoyer (L&A) au niveau des résultats. La liste des personnes interrogées se trouve à l'annexe 1.

Nous nous sommes concentrés (mais nous ne nous sommes pas limités) sur quelques «cas» pour illustrer nos découvertes. SCL participe également au développement et aux négociations d'autres engagements internationaux en matière de la RSE (ICSR). Comme le développement de ces alliances est encore à une phase précoce, elles n'ont pas été incluses dans l'évaluation de l'étude de cas L&A. Les cas suivants ont reçu notre attention principale:

- Convention sur le vêtement et les textiles
- Convention relative à la pierre naturelle
- Lobby politique (a.o. Wet Zorgplicht Kinderarbeid/Loi sur la le travail des enfants) et la Déclaration sur le travail des enfants par le Conseil de l'UE (chefs des États membres européens)

1. Aperçu des conclusions

Convention sur le vêtement et les textiles
La Convention sur le vêtement et les textiles est un accord avec le gouvernement et les entreprises néerlandaises, les organisations sectorielles, les syndicats et les ONG dans le but de rendre le secteur du vêtement et du textile plus durable à la suite des lignes directrices du PNUD et du OCDE. La convention a été signée en juillet 2016 et sera mis en œuvre pour une période de 5 ans. La Convnetion a un secrétariat qui coordonne et surveille le processus et les progrès. Elle a un mécanisme de plainte indépendant qui établit des conclusions contraignantes pour les sociétés adhérentes. Ces entreprises, qui sont maintenant aux alentours de 65, ont une diligence raisonnable pour s'attaquer aux 9 questions prioritaires, y compris le travail des enfants, au cours des cinq dernières années de leur chaîne d'approvisionnement complète.

SCL, en particulier les partenaires ICN et Hivos, ont été impliqués dans le processus qui a initialement conduit à un plan d'action et plus tard (également avant le programme Out Of Work) et plus tard à la Convention sur le vêtement et textile durables. SCL, en collaboration avec d'autres ONG et syndicats, a fait pression pour l'élaboration d'un Pacte ou d'un accord similaire pour l'industrie textile, en particulier par le biais de deux motions qui ont été soumises dans le cadre de la recherche de SCL et de ICN («Toolkit Kinderarbeidvrij inkopen Door overheidinstanties») et de divers rapports sur le travail forcé dans l'industrie textile en Inde du Sud. SCL a activement fourni des contribution aux questions parlementaires. Ces motions ont été perçues comme l'une des motivations pour la mise en place de la convention sur le vêtement et le textile.

Dans le processus de développement, SCL a fait partie de l'équipe de négociation générale et a bien sûr donné son avis au chapitre du travail des enfants (avec l'UNICEF) et à une série d'autres questions (de diligence raisonnable, transparence, mécanisme de plaintes, travail forcé, discrimination, etc.) couvertes par la convention. Le travail des enfants est mentionné à l'annexe 1 «approches pour des thèmes spécifiques». Dans cet annexe, l'approche CLFZ a été mentionnée comme une approche durable pour lutter contre le travail des enfants et SCL a été, en collaboration avec l'UNICEF, a été mentionné comme premier contact sur ce sujet.

Dans un délai d'un an après la signature de la convention (été 2017), les entreprises devraient avoir effectué le premier tour de diligence raisonnable (sur leur premier niveau) et présenter leurs conclusions et leur approche pour s'attaquer aux différents risques dans la chaîne de valeur. Une approche progressive de l'amélioration continue sera utilisée par les entreprises, pour fournir plus de perspicacité dans les différentes questions dans la chaîne de valeur afin de prendre les mesures nécessaires. Cela signifie que, finalement, non seulement les questions sur le 1er niveau seront identifiées et les actions seront prises pour l'amélioration, mais cela sera également fait plus tard dans la chaîne de valeur (2ème et 3ème niveaux). On s'attend à ce que davantage d'entreprises adhèrent à la convention. SCL sera impliquée comme membre du groupe de travail sur le travail des enfants afin de soutenir les entreprises ayant un aperçu des causes systémiques des différentes questions dans la chaîne d'approvisionnement et de leur conseiller sur les mesures nécessaires à prendre.

Convention relative à la pierre naturelle

SCL est impliqué dans les négociations pour le développement de la convention sur la pierre naturelle. Les premières réunions sur le développement de cette convention ont commence à la fin de 2015. En mai 2016, il est apparu clairement quels intervenants participeraient au processus de négociation et ce processus de négociation devrait être finalisé en été de 2017. Le processus de développement de la convention sur la pierre naturelle est différent de celui de la convention sur le textile. Le secteur de la pierre naturelle est plus petit avec principalement des PME et se concentre sur des questions spécifiques relatives aux droits de l'homme. La dynamique entre les parties prenantes impliquées est également différente; il y a eu un processus de prédéveloppement moins intensif, en particulier la coopération dans le cadre du TFT- Responsible Stone Programme et de son prédécesseur Werkgroep duurzame natuursteen, sous l'IDH. Il n'y a que deux organisations impliquées dans les négociations, étant SCL et ICN, qui sont perçues comme les

principaux experts sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le secteur par les autres parties à la convention.

Au début de l'élaboration de la convnention, SCL s'est présenté avec une présentation; expliquant ce qu'ils font et comment l'approche CLFZ est utilisée. Pendant les négociations, SCL détient le rôle de voix critique; ils fournissent des idées constructives et des commentaires sur le processus de diligence raisonnable dans la convention. SCL s'assure que les principes directeurs de l'OIT et des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme sont intégrés dans la convention. SCL a beaucoup de connaissances sur la pierre naturelle et les risques dans la chaîne de valeur en Inde.

En raison de la confidentialité des négociations, il n'est pas possible de dire si le travail des enfants est considéré comme l'une des principales questions et si les parties prenantes perçoivent cela comme un enjeu principal. Toutefois, la recherche de l'ICN et de SCL sur le travail des enfants a déjà identifié cette question comme un enjeu important. Les prochaines étapes après la signature de la convention ne sont pas encore connues.

Lobby politique
Outre l'implication de SCL dans différents processus de convention ISCR, SCL est également activement impliqué dans le lobby politique au niveau national et européen. ICN est à la direction des activités de lobby politique de la coalition. Au fil des ans, des relations ont été établies avec plusieurs membres du Parlement (en particulier au sein du PvdA et du CU) et des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères. La question du travail des enfants a été soulevée dans au moins 10 débats parlementaires, des initiatives des parlementaires et des lettres de ministres, en particulier le ministre du Commerce et de la Coopération au Développement, mais aussi des Affaires étrangères. Les zones CLFZ ont été mentionnées dans plusieurs lettres par les ministres, les débats parlementaires et une motion. Dans tous ces cas, la SCL a fourni (directement) des commentaires ou des suggestions aux membres du Parlement qui ont soulevé les questions.

Une sélection des actions/résultats jugés les plus pertinents est la suivante:

- Proposition de la PvdA et du CU à la réserve annuelle €10 000 000 pour l'éradication du travail des enfants par le biais d'un «Kinderarbeidfonds [fonds de travail des enfants]», qui a été acceptée. Au cours du débat, la coalition SCL et leur travail ont été mentionnés positivement par les députés et le ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement
- En janvier 2017, la motion visant à inclure un salaire de subsistance comme exigence dans les conventions ISCR et les politiques de marchés publics du gouvernement a été présentée et des questions parlementaires ont été soulevées. Dans la motion, on a fait référence au récent rapport publié par SCL et SOMO "Branded Childhood'', « une enfance marquée» et on a posé des questions sur les conclusions du rapport. La ministre Ploumen affirme qu'elle connaît bien la recherche et que les Pays-Bas reconnaissent la nécessité d'un revenu de subsistance et qu'ils sont activement impliqués dans la poursuite de ce projet.

- La SCL a fourni des commentaires au Parlement sur le travail des enfants syriens dans l'industrie textile en Turquie. En réaction, le ministre Ploumen a promis de discuter de cette question au cours des pourparlers avec les entreprises et la réunion de la table ronde en Turquie.
- La coalition SCL a, à la demande du ministère des Affaires étrangères, donné des commentaires pour une déclaration du Conseil de l'UE sur le travail des enfants qui a été publiée le 20 juin 2016. L'approche fondée sur la zone ou sur la communauté pour lutter contre le travail des enfants en matière d'approvisionnement en main-d'œuvre enfantine est l'une des questions soulevées par la SCL qui sont incluses dans la déclaration.
- Les questions parlementaires ont donné lieu à des promesses de parler du travail des enfants (p. ex. sur les semences) pendant les missions (commerciales).
- La SCL a fourni des commentaires à divers stades de l'élaboration du Wet Zorgplicht kinderarbeid [Loi sur la diligence due au travail des enfants]. Cette loi d'initiative d'un député a été formulée et acceptée par la deuxième chambre, mais pas encore par la première chambre. La coalition SCL a donné plusieurs recommandations pour améliorer la Loi. Plusieurs recommandations publiques sur la SCL telles que la transparence des déclarations des entreprises sur leur politique et leurs pratiques en matière de travail des enfants ainsi qu'une définition plus forte (compatible à l'OIT) du travail des enfants sont incluses dans la Loi.

Les activités du lobby politique sont presque toujours liées à d'autres activités de la SCL. Grâce à des activités de lobbying politique, la SCL crée la conscience et exige des actions concrètes du Parlement en veillant à ce que les rapports soient mentionnés dans les débats et les questions et suggestions soient faites pour renforcer les politiques. En ce qui concerne les politiques durables d'approvisionnement, la SCL combine leur implication dans les pactes-où ils interagissent principalement avec les entreprises et d'autres intervenants - avec le lobby politique pour demander des engagements concrets du Parlement et du gouvernement. Cela se fait également en fournissant des commentaires pour les débats, les motions et les questions soulevées au Parlement.

Un exemple précis où les activités de lobbying politique sont imbriquées avec le travail de la SCL dans le Pacte ISCR est le «Wet Zorgplicht kinderarbeid» [Loi sur la diligence au travail des enfants]. Cette loi oblige les entreprises à enquêter sur le travail des enfants dans leur chaîne de valeur et à prendre des mesures actives pour y mettre fin. Certaines personnes interrogées ont indiqué qu'elles estiment que cela pourrait entraver le processus des conventions puisque les membres du Pacte veulent travailler ensemble avec le gouvernement au lieu du fait que le gouvernement joue un rôle d'information du public et de surveillance (rôle de gardien). En outre, un risque éventuel mentionné est que la plupart des ressources sont axées sur la diligence raisonnable tandis que les ressources sont également nécessaires pour les mesures de suivi. Toutes les personnes interrogées n'étaient pas pleinement conscientes de l'implication de la SCL dans l'élaboration de cette loi. La SCL estime que bien que les accords conclus dans les conventions et dans cette loi ne constituent peut-être pas un mariage parfait, les deux processus se soutiennent mutuellement, car les entreprises doivent prendre des mesures actives pour faire preuve de diligence raisonnable et il y a un changement de priorités.

La SCL a un bon contact avec plusieurs parties au sein du Parlement, en particulier le CU et la PvdA. Les rapports publiés par la SCL sont perçus comme crédibles par les partis politiques, car ils ont une méthodologie solide et ne sont pas utilisés à des fins promotionnelles. Il n'est pas encore clair quel sera l'effet des prochaines élections sur ces relations entre la SCL et les partis politiques.

2. Avis sur la contribution des partenaires SCL à l'état actuel des choses

Alliances ICSR
Dans le cadre des deux différents processus d'engagement, la SCL est considérée comme un expert sur les questions du travail des enfants et comprend bien le secteur et la chaîne de valeur. Les personnes interrogées perçoivent SCL comme un partenaire constructif avec une vision critique. SCL comprend les problèmes de travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et le rôle des entreprises impliquées et veut trouver un moyen d'atteindre des objectifs communs. D'autres intervenants voient la SCL et surtout l'ICN comme un partenaire qui a une stratégie claire, ils ont des objectifs clairs et si certains objectifs ne sont pas atteints dans les pactes, les L&A au niveau politique est utilisé pour atteindre ces objectifs. Les personnes interrogées au sujet de la Convention sur le vêtement et le textile ont également indiqué qu'ils font confiance aux ententes conclues avec SCL et savent qu'ils peuvent faire confiance (un accord est un accord); C'est très apprécié. En outre, les nombreuses années de collaboration avec la décision de SCL de rester dans la convention - à la différence de quelques autres ONG - a également contribué à ce qui se passe.

Les intervenants du processus de la convention sont conscients des problèmes liés au travail des enfants dans le secteur. SCL et d'autres ONG sont en mesure de montrer les points de vue des différentes parties prenantes, telles que les acteurs défavorisés et locaux. Toutefois, les personnes interrogées ont également mentionné que les entreprises sont approchées par de nombreuses ONG individuelles, toutes avec leur propre message. Il est également prévu que la diligence raisonnable mettra l'accent sur le travail des enfants comme l'un des nombreux risques auxquels les entreprises doivent faire face. Plusieurs personnes interrogées ont donc conseillé à SCL de se pencher sur le travail des enfants dans une perspective de développement communautaire plus large. Ils ont suggéré que la SCL collabore avec d'autres ONG pour s'assurer qu'il y a un message complet pour les entreprises.

Lobby politique
SCL a établi une relation de confiance avec plusieurs personnes impliquées dans la politique nationale, comme les membres du Parlement ou avec le ministère des Affaires étrangères. La recherche effectuée par la SCL est perçue comme crédible puisqu'elle utilise une approche et une méthodologie rationnelles. SCL a une bonne compréhension de ce qui est nécessaire pour sensibiliser et poser des questions au sein du Parlement; SCL offre des contributions concrètes qui sont utilisées avec plaisir par certains membres du Parlement.
Il est clair que la SCL a influencé les opinions sur l'importance du travail des enfants dans les marchés publics et les questions de durabilité dans la chaîne de valeur. Cela peut être mesuré par le fait que le RVO a consacré €500 000 du «Fonds pour le travail des enfants» à élaborer des

politiques et des pratiques plus rationnelles pour des marchés publics équitables de pierres naturelles par les autorités publiques. Par exemple, les les agences d'achat des municipalités et du gouvernementales.

3. Valeur ajoutée de la SCL sur la compréhension d'une approche efficace au travail des enfants

La plupart des personnes interrogées ont associé le lobby de la SCL à l'approche de la zone libre de tout travail d'enfants et ont expliqué le concept de la CLFZ comme une approche fondée sur des domaines qui collaborent avec différentes parties prenantes pour arrêter le travail des enfants. Certains associent l'approche à une approche paysagère. Toutefois, aucune des personnes interrogées n'était au courant des exemples pratiques de l'approche CLFZ, ni pouvait expliquer sa relation avec une valeur ajoutée ou la valoriser par rapport à une approche de la chaîne d'approvisionnement. Il ne s'agit pas forcément d'un problème, mais d'une plus grande attention, une fois que les stratégies de solution au travail des enfants seront définies et mises en œuvre.

4. Travaux de campagne publique

Comme partie du programme Out of Work- into School, SCL a mis en place une grande campagne publique. "The Gold Campaign", La campagne d'Or "Gold from children's hands,'' «l'Or des mains des enfants» a été menée dans le but de sensibiliser et de mobiliser les consommateurs pour faire pression sur les entreprises pour qu'elles agissent contre le travail des enfants. La campagne a une portée estimée de 1 500 000 consommateurs et a inclus des articles publiés sur plusieurs médias en ligne/sites Web, l'exposition sur les médias sociaux. Une exposition de photos de Eelco Roos et Jimmy Nelson à Amsterdam. Exposition pour la campagne à la télévision et à la radio. En outre, une pétition qui a été signée par 3378 personnes pour faire appel à l'industrie électronique de travailler vers l'or sans travail des enfants. Cette campagne comprenait également la publication de deux rapports: (i) "No Golden Future", Aucun avenir d'Or, utilisation du travail des enfants dans les mines d'or en Ouganda, et (ii) l'Or des mains des enfants, l'utilisation de l'or à l'esprit des enfants par le secteur de l'électronique. Une conférence a été organisée en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et le Good Electronics Network (réseau électronique) dans lequel ont également participé des multinationales électroniques comme Apple et Philips.

L'impact escompté de cette campagne était que les entreprises prendraient des mesures actives et qu'il serait possible d'élaborer un Pacte pour le secteur des métaux. Les premières étapes pour le développement d'une Convention de l'or ont été faites et des réunions exploratoires ont été organisées, y compris la participation de la coalition SCL. Le rapport «L'Or des mains des enfants» a également été évoqué dans les questions du Parlement néerlandais et de la Commission européenne. La Commission européenne a répondu que la directive sur les marchés publics permet d'inclure les aspects sociaux et environnementaux liés aux marchés publics et qu'il est également prévu de l'appliquer pour certains minéraux.

Il est difficile d'attribuer les résultats de cette campagne au programme SCL. Premièrement, parce que différentes parties prenantes et facteurs sont impliqués dans l'influence des consommateurs.

Des sondages détaillés seraient nécessaires pour mieux comprendre la portée et l'effet de la campagne sur les consommateurs. Toutefois, il peut être indiqué que les rapports et la campagne mis en place par SCL sont ramassés et partagés sur de nombreuses sources de médias telles que les médias en ligne, les médias sociaux, les sites d'infos/journaux, la télévision et la radio. Deuxièmement, certains aspects de cette campagne, comme la pétition, sont toujours en cours.

5. Avis sur l'efficacité dans le cadre du programme SCL sur L&A, CSR (RSE)

Les activités L&A aux Pays-Bas sont bien organisées. Il y a une répartition claire des tâches et des rôles spécifiques entre les différents partenaires. Ces rôles sont également clairs pour les intervenants externes concernés (par exemple dans les conventions, le lobby politique). Le chapitre 3 (plan annuel 2016-2017) du deuxième rapport annuel montre une planification des activités RSE et L&A. Surtout en ce qui concerne la campagne publique sur l'or, il existe une stratégie sur les différentes activités et comment ils peuvent se renforcer les uns les autres. Une stratégie par secteur (et par pays) n'est pas disponible.

6. Recommandations

Développer davantage de matériel de communication sur les réalisations CLFZ et SCL et les leçons tirées et les partager avec les partenaires de L&A (membres des conventions, partis politiques, etc.).
Les personnes interrogées estiment qu'il est nécessaire de disposer d'informations plus précises sur les activités de SCL et les résultats de l'approche CLFZ. Partageant cette information avec les partenaires avec lesquels SCL collabore dans les alliances ICSR et lobby politique qui rendra la valeur ajoutée de SCL pour les partenaires de la convnention et du lobby politique plus visible. Les éléments spécifiques de cette communication pourraient être:

- La position du travail des enfants dans les questions de droit de l'homme plus larges
- Valeur ajoutée et impacts de l'approche CLFZ
- Valeur ajoutée de l'approche SCL du lobby et du plaidoyer
- La collaboration de la SCL avec différentes ONG comme l'UNICEF

Améliorer les impacts des L&A dans le cadre d'une stratégie conjointe
Dans le cadre des activités en cours d'établissement de contacts avec d'autres partenaires potentiels, la SCL pourrait collaborer davantage avec d'autres organisations internationales pour améliorer leur efficacité. Aux Pays-Bas, il y a une collaboration avec l'UNICEF sur la convention textile. Avec *Global March*, d'autres échanges d'idées et d'informations ont commencé récemment après quelques tentatives échouées par de SCL. Avec l'OIT, il y a une relation de longue date, depuis des années déjà sur la plate-forme des entreprises Stop Child Labour comme la seule ONG partenaire. Ce serait une bonne chose qu'une vision et une stratégie communes puissent être définies sur la façon de promouvoir un programme conjoint des droits de l'homme, y compris l'accent mis sur le travail des enfants. L'équipe d'évaluation est consciente des défis et des risques d'une collaboration étroite, mais elle est également consciente du grand potentiel de collaboration accrue pour la mise à l'échelle des résultats en utilisant les réseaux étendus et les canaux de communication de ces organisations.

6.7 Résultats de l'enquête auprès des partenaires du programme

Pour le rapport complet sur les résultats de l'enquête, voir l'annexe 3. Voici un résumé des réponses.

En termes de propagation géographique, sur tous les thèmes des capacities, les scores sont plus élevés pour les partenaires de l'Inde, et aussi ils n'ont souvent pas suggérer des améliorations. Donc, la plupart des scores inférieurs et des améliorations suggérées proviennent des partenaires d'Afrique et d'Amérique latine. Une explication probable pour cela est le fait que les partenaires en Inde ont été les premiers à commencer avec l'approche CLFZ et ont donc plus d'expérience par rapport à d'autres pays. La différence dans le contexte pourrait également jouer un role. En Inde et en Ouganda, par exemple, les projets CLFZ ont une orientation sectorielle/de la chaîne de valeur, où l'interaction et le lobbying et le plaidoyer avec les entreprises jouent un rôle important. Au Mali, ce n'est pas le cas, et l'accent est principalement mis sur l'amélioration de l'éducation et la sensibilisation au niveau des ménages.

En termes de valeur ajoutée principale par le programme, le plus important semble être les deux questions connexes suivantes:

- adoption de l'approche CLFZ, ce qui a conduit à l'amélioration de la qualité et des résultats du programme
- échange de visites et de contacts entre partenaires SCL, ainsi que d'autres parties prenantes, ONG ou agents ayant des compétences spécialisées (bien qu'il y ait aussi des demandes de visites d'échange), contribuant à l'apprentissage, à l'adoption et à la diversification de l'approche CLFZ et à l'optimisation des résultats.

Les compétences les plus souvent mentionnées comme améliorées en raison du programme sont celles qui sont axées sur la mobilisation communautaire, les approches multipartites, la mise en réseau et l'édification d'alliances, les connaissances sur les droits des enfants. Un système M&E (suivi et évaluation) amélioré a également été mentionné.

En ce qui concerne l'approche CLFZ, plusieurs partenaires ont également été en mesure ou tentent d'intégrer l'approche CLFZ dans d'autres projets. Deux partenaires ont indiqué que pour la mise en œuvre réussie, des ressources importantes sont nécessaires. En outre, un partenaire indique que ce n'est pas une approche qui peut être utilisée à grande échelle (aucune autre explication n'est donnée), un autre partenaire indique que la question de l'équité doit être abordée, puisque les communautés voisines qui ne font pas partie de la CLFZ peuvent se sentir négligées et aliénées. Comme les inquiétudes sont mentionnées, comment intégrer la durabilité dans les projets afin de s'assurer qu'il y ait durabilité de résultats après la fin du programme, et aussi comment développer un partenariat avec l'UNICEF et l'OIT pour améliorer l'impact du projet.

En ce qui concerne l'état actuel des capacités en ressources humaines, les partenaires globaux donnent une bonne note et ont déclaré que la contribution de la SCL est élevée. Une exception importante sont les scores inférieurs sur l'équilibre entre les sexes, où 38% des partenaires donnent un score modéré ou médiocre.
En ce qui concerne les améliorations, il est fait référence au renforcement des capacités sur le genre, la gestion interne et la réflexion interne et les examens, p. ex. examen semestriel du projet afin d'évaluer l'approche.

Sur la planification stratégique, la plupart des résultats sont bons, mais 30% des partenaires donnent un score modéré et une contribution limitée («certains») par la SCL, sur tous les sujets, sauf la capacité de répondre aux opportunités.
En termes d'améliorations, les partenaires se réfèrent au renforcement des capacités sur la planification stratégique, la théorie du changement et la façon dont les acteurs d'une chaîne de valeur peuvent être atteints. Ils demandent une formation de recyclage sur le M&E et plus de connaissances sur la durabilité et la stratégie de sortie.

Sur la prestation des services, les compétences liées à la sensibilisation et la mobilisation de la communauté disposent du score le plus élevé. Plusieurs partenaires trouvent leurs compétences modérées ou médiocres sur les questions liées à l'engagement avec les entreprises, en particulier le développement d'une étude de cas dans le monde des affaires. Il y a également de faibles scores sur l'engagement avec les organismes publics nationaux (par rapport à l'engagement avec le gouvernement local dont les scores est élevé). Les scores inférieurs sont plus fréquents pour les partenaires autres que l'Inde. La contribution du programme SCL aux compétences pour s'engager avec les entreprises est de 'modérée' à 'faible'. L'état actuel des compétences pour soutenir les enseignants varie entre les partenaires.
En termes d'améliorations, voici les priorités pour les améliorations suggérées des compétences:

- Renforcement des capacités ou formation de recyclage (p. ex. sur l'orientation et le conselling des enseignants), renforcement des capacités pour les autres acteurs actifs dans le développement de la CLFZ, sur la conceptualisation et la formulation des projets
- Développement des outils de sensibilisation dans les langues locales
- Compétences en matière d'établissement de relations et d'engagement avec les entreprises
- Compétences en analyse des politiques, lobby des politiques et plaidoyer
- Les compétences sur les plates-formes de plaidoyer au niveau national; les soutenir pour le partage de l'information vers les entreprises

En collaboration avec les partenaires, la situation actuelle est généralement très bonne ou bonne. Les scores les plus bas sont sur la collaboration dans le lobby et de plaidoyer avec d'autres partenaires. En général, la contribution de SCL à l'interaction et la collaboration avec d'autres partenaires est jugée très bonne ou bonne.
En termes d'améliorations, il y a une prédominance en termes d'améliorations sur les techniques de communication, lobby & plaidoyer, (davantage) de visites d'échange avec des partenaires dans des pays ou des partenaires d'autres pays, des plates-formes nationales pour influencer les politiques, mettre en place un blog commun ou un site Web.

Sur la collecte de fonds, 77% des partenaires trouvent l'état actuel de la collecte de fonds à l'extérieur du programme modéré ou médiocre. Au total, 46% trouvent des ressources financières par le programme modérées. De nombreux partenaires ont mentionné que l'accès au financement doit être amélioré et qu'ils ont besoin de renforcer des capacités en matière de collecte de fonds.

Sur l'état actuel du plan M&E, l'application et l'analyse sont très bonnes ou bonnes, avec des taux de contribution inférieurs par le programme. En dépit de cela, de nombreux partenaires mentionnent également que l'aspect M&E doit être amélioré, sur les aspects des techniques de recherche statistique, l'analyse des données, la documentation des bonnes pratiques, le logiciel et la mise en place d'une base de données informatisée.

Sur l'apprentissage, la plupart des partenaires trouvent l'état actuel très bon ou bon. La majorité des partenaires ont indiqué que la contribution de la SCL à l'apprentissage est très importante. Les scores les plus bas dans cette catégorie sont la disponibilité de ressources pour des événements d'échange ou d'apprentissage (ce qui souligne que l'échange est très apprécié mais pourrait être amélioré avec des fonds supplémentaires).

De nombreux partenaires suggèrent plus (de financement pour) des événements d'échange et le développement supplémentaire du réseau de communication entre les acteurs internes et externes. En outre, il ya une demande pour plus d'événements d'apprentissage prévus à mi-chemin du projet et pas seulement à la fin. Ces événements d'apprentissage ne doivent pas avoir lieu au niveau mondial, mais peuvent également être organisés au niveau national ou régional.

Appendix 1: List of persons interviewed and FGDs held

Coffee Key Informant Interviews and Focus Group Discussions held

Interviews before field visit
UTZ: Conny Peters ICI: Olivier Laboulle
Field visit interviews
UNATU: Robert Gunsinze and Juliet Wajega CEFORD: John Bosco and JeanAsipkwe Coffee Company staff (2) District Education Officer: Okila John Joffrey District Labour officer: Kwicwiny Pascal District community development officer: Okello Geoffrey Police sub-county: Magabula Rojas NASCENT: Doris Kokuru
Field visit focus group discussions
Women's group parents (20)

Men's group parents (23) Mixed group teachers (9) Mixed group pupils (12) Group of coffee company local staff (5) Representatives child labour committees (8) Erussi sub-county level (4) Erussi sub-county group of religious leaders and opinion leaders (7)
Final debriefing session participants
John Bosco JeanAsipkwe Juliet Wazega Doris Kakuru Immanuel

Garment Key Informant Interviews and Focus Group Discussions held

Interviews before field visit
SAVE: Mary SCL: Gerard Oonk
Field visit interviews
Integrated Child Development Services (ICDS): Malathi D. School Management Committee: V. K. Murugesan & R. Senthil Principal elementary school: Mr. Joseph AITUC (trade union): Sekhar CRPF member/ WEG member: Jayalakshmi WEG member: Karthiga Merchant Assocation: Doraiswamy TEAMA: Mr. Muthurathnam (president) SME entrepreneur & CRPF member: R. Senthil Sriman Garments (SME): Mr. Muniyandi Eastman Exports(exporting company): B. Thomas (general manager)
Field visit focus group discussions
CRPFs (12 participants) Parent Teacher Associations (4 participants) Children's Parliament (3 participants)

Natural stone Key Informant Interviews and Focus Group Discussions held

Interviews before field visit
Bram Callewier: Beltrami Steven Walley: London Stone Gerard Oonk: SCL, India Committee of the Netherlands Diewertje Heyl: SCL, India Committee of the Netherlands
Field visit interviews

Varun Sharma: programme coordinator Aravali (Jaipur) Manish Shing: secretary Manjari previous programme coordinator Aravali Vijay: ETI, supports Manjari upon request Meena Yadav: school teacher, also member SHG Govind: silicosis patient, former worker Anonymous: silicosis patient, former worker Manish: mine owner, manufacturer, exporter and supplier of natural stone Nasir Ahmed: sarpanch (head of village), also member CRPF, also owner of small quarry Binod: volunteer teacher, student Rajendra Kumar: volunteer teacher Sangeeta: SHG member, cobble stone worker
Field visit focus group discussions
2 FGDs with Women's Self Help Group: 1) 10 participants from 3 SHG's, 2) 7 participants of 2 SHG's Child Rights Protection Force: 6 participants School volunteers: 5 participants School children: 16 children (6 male, 10 female) Kishori Mach (girls adolescent group): 6 participants

Footwear Key Informant Interviews and Focus Group Discussions held

Interviews
FLA: Richa Mittal Bata: Nicole Voillat SCL programme: Leonie Blokhuis

Lobby and advocacy Key Informant Interviews and Focus Group Discussions held

Name respondent	Role/ expertise respondent
Alexandra van der Selm	Head of department natural stone covenant of Social Economic Council (SER). Previously also involved in set up of garment and textile covenant.
Pierre Hupperts	Chair garment and textile covenant.
Jef Wintermans	Currently, coordinator garment and textile covenant of SER. Previously involved as company negotiator garment and textile covenant.
Kirsten Kossen	Ministry of Foreign Affairs, government participant in negotiations on ICSR covenant for natural stone. Also involved in sustainable procurement policy development
Roelof van Laar	Member of Parliament for the PvdA
Gilles Goedhart	Ministry of Foreign Affairs, Human Rights Department, responsible for SCL funding and child labour declaration EU Council.
Martje Theuws	Researcher with SOMO. SOMO left the negotiations of the ICSR covenant for sustainable textile and garments

Appendix 2: Tabular data on CSR and L&A activities

This table gives a summary of the different results of the Out of Work- Into School program on CSR and Lobby and Advocacy work. Please note that the overview is a combination of the overall programme monitoring framework on outcome indicators B and C, complemented with the information from an internal additional monitoring framework (which provides more details on several indicators). The information as not verified but this overview serves as a background for understanding the progress made especially in the components on business initiatives and on lobby & advocacy.

Outcome indicator B. CSR initiatives and companies in selected sectors have achieved substantial results in preventing and remediating issues of child labour (and other workers' rights violations) in their full supply chains, with specific attention to the lower tiers and an area-based approach.		
B.1. During the three years SCL has published and distributed research (3 in total) on child labour in selected sectors with a broad range of stakeholders and targeted selected CSR initiatives and companies with specific questions and recommendations related to their performance.	Total: 4 and 3 reports are still in the making and expected be published. Uganda: No Golden Future (April 2016) India: Publication of report 'Rock Bottom' on Natural stone (May 2015) Research report child labour and working conditions in the Granite sector India (First draft is available but not yet published) Expected in April 2017: A report on child labour and working conditions in granite and sandstone production Research into child labour among children of garment workers in India and Bangladesh. Publication of report Branded Childhood January 2017. Research in South India did not result in sufficient information for public report. An internal report will be drafted by SOMO Research about child labour in Footwear industry together with 4 companies (Deichmann, Bata, Bugatti, Corte Ingles). First findings are presented at stakeholder meeting February 2017. The report will be published. Mali:	Second Annual report out of work out of school. Update Sep-Oct 2016

	Publication of '' Gold from Children's Hands (November 2015) General: Market research into natural stone sector in Western Europe, this report will be combined with findings of local research)	
B.2. By the end of Year 3, SCL has intensified the dialogue on child labour (and other workers' rights violations) and on ambitions and measures for improvement with at least 5 CSR initiatives and 10 of the targeted companies (2 per sector) active in the selected sectors.	Total: 14 different dialogues in total for 7 different sectors. 8 CSR initiatives (TRS-RSP, ETI, German Initiatives, TFT on natural stone, FT on gold, FLA on cotton and International Cocoa Initiative and ECLT). More than 10 companies in the coffee, natural stone, shea butter, agro- business, tea, electronics, garment sector, Uganda (Coffee): Collaboration with UTZ and Ugandan coffee company in establishing a CLFZ in the West Nile (coffee) – realized / ongoing Dialogue with FairTrade International based on joint baseline study in gold mining area in Busia (gold) - ongoing India: Dialogue with TRS-RSP, ETI, and German Initiatives (Natural stone) - ongoing Regular communication with TFT and member companies on setting up a local stakeholder platform on labor rights in Budhpura (Natural stone) - ongoing. Research and stakeholder meeting about child labour in footwear industry (Footwear) - ongoing Dialogue with Plantum and seed companies (Seeds) - ongoing Mali: Dialogue with agro-business company CAI (Enda Markala/Sibila) - uncertain Dialogue with 4 shea butter companies (Wacoro/Kememi – Enda/CAEB) - uncertain Zimbabwe: Dialogue with two Zimbabwean tea companies - ongoing Turkey: Dialogue with companies and government in Turkey (Hazelnuts) - aborted Dialogue with FLA, companies and suppliers in cotton (Garment) - aborted Lobby &Advocacy – all ongoing: Dialogue with electronics companies, NGOs, Policy-makers and experts (Gold)	Second Annual report out of work out of school

	Dialogue with Dutch garment sector, government trade unions and NGOS on convent on garment and textiles (Garment) Dialogue with CSR initiatives: International Cocoa Initiative and ECLT (MSI meeting, Child Labour Platform, informal dialogues)	
B.3. By the end of Year 3, at least 3 CSR initiatives and 5 companies have taken concrete measures to prevent and remediate issues of child labour (and other workers' rights violations), with specific attention to the lower tiers and with active involvement of various local stakeholders	Total: MoU with 11 companies (UTZ, Ugandan coffee company, London stone, Beltrami, 7 garment companies) Uganda: MoU with Ugandan coffee company, UTZ and SCL has been signed. India: MOU with stone companies London Stone and Beltrami, ICN, SCL and Manjari has been signed Expected: MoU/Action plan with footwear companies in India Turkey: Agreement with FLA and 7 garment companies has been signed. Mali:	Second Annual report out of work out of school
4.1 Number of companies/employers/subcontractors/traders that have improved their policies and practices to prevent and remediate child labour	Baseline: 0 Total: 131 (no complete list available) Uganda Local coffee company India Beltrami and London stone have set up a website where they post blogs about their CSR activities and updates from CLFZ in Budhpura Beltrami, Bundi Silica, Arvicon and cobble union, Mehta Stone, Bhanwar Singh, Chandraveer singh, Shivraj Dhakad, Nasir Mansuri (patty contractors), Nasir khan, Rajesh aggarwal, Jai mata di company, laxman stone company, companies outside project area of Dabi and Dhaneswar declared they do not support child labor 4 export factories (garment) 69 domestic factories (garment) Mali	SCL monitoring framework Second Annual report out of work out of school update SCL May 2016

	Four companies (Prosema, Gie, Nieta, Sidoba, GMCI) have been identified and a lobby plan is implemented to convince companies that they take concrete actions to fight against child labor. SOATAF and Olvea have been identified in Shea value chain (2015). In 2016 SOATAF offered school materials to schools. SIBILS joined CLFZ project CAI provides support to teacher in Sibila community. Turkey No information available	
C1. By the end of year 3, relevant policy making institutions, policy-makers and international organisations are informed about and have expressed support for the area-based approach to CLFZs and related involvement of CSR initiatives and companies.	Issue of child labour has been raised in at least 10 parliamentary debates, initiatives by MPs, letters by the Minister etc. partly based on formal letters and direct contacts or other input given to individual MPs. Parliamentary questions have been raised in 4 cases based on SCL/ICN publications regarding child labour in supply chains. Child Labour Free Zones mentioned in at least 8 letters by the Ministers, a legal initiative document, state of the budget, parliamentary debates and a motion by an MP to continue funding for this approach (still pending) SCL has received political support from Minister Ploumen who raised CLFZ approach in the EU, MPs have demanded child labour free procurement with the Minister promising action, Coalition parties inform the parliament about how child labour are included in trade missions. Parliamentary questions also resulted in promises to raise child labour (e.g. on seeds) during (trade) missions. Political support by Minister Ploumen (in a letter to Parliament on 1-7-2015) and Minister Koenders (Human Rights Report 2015). Coalition has given input for EU council conclusion on child labour (published the 20th of June 2016). Meetings and mail exchange with RVO about 'Kinderarbeidfonds''. New financing for programs.	SCL 2nd annual report Update SCL activities summer , Sep-Oct 2016

C3. By the end of the 3- year period one large public campaign has been conducted to raise awareness and mobilise consumers to put pressure on companies in a specific sector to act against child labour.	Gold Campaign 'Gold from children's hands' 3034 people signed the petition to call on the electronic industry to work towards CLFZ (2016)- currently 11,610 people signed the petition	SCL 2nd annual report Update SCL activities summer, Sep-Oct 2016

5.1 Number of authorities/ institutions/ organizations supporting the CLFZ	Baseline: 131 Total: 227 Uganda Welfare community organization, private schools, India Ward councils, headmasters, teachers, unions, worker's welfare organizations, local government departments (labour and education) health workers, institutions, authorities, labors, patty contractors Mali Municipalities, school inspections, authorities (collective, technical and administrational). Turkey No information available Zimbabwe Tea company, ministries, NGOs, authorities.	SCL monitoring framework
5.2 Number of advisory committees/networks your organisation is actively engaged in	Baseline: 2 Total: 38 Uganda Nebbi NGO Forum, Nebbi district Gender committee National Stop Child Labour Forum Forum for Education NGOS , Uganda Child Rights NGO Network, National Consultative Council (policy making body) India Campaign Against Child Labour,	SCL monitoring framework

	Global March Against Child Labour, Aravali Tirupur Peoples Forum, Campaign against Sumangali Scheme, National Alliance for Social Security, Children at Risk, Multi Stake Stakeholder Initiative - Tamilnadu, Worst Form of Child Labour Child Right Protection Forum for Girl Children BWI Indian Affiliates Council, Emerging State/National platform on stone quarry sector, SFNS, State Forum on Natural Stone State Forum om Natural stone , Forum to Engage Men (FEM)) State association on Education Rights, Hero Academies, Right for hearing campaign, Building and construction union Mali Member of Yelebulon network, Coalition EFA Coalition against child labor, EPT coalition , The steering committee in charge to promote the schooling of girls in Markala. Turkey No information available Zimbabwe Child Rights Coalition, Children on the Streets, African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child, Child Rights Network of Southern Africa UNCRC	

	ECPAT ZRP Epworth District development committee Kubatana school development committee Ward 5 development committee	
5.3 Number of authorities/organizations/institutions who have embraced and implemented the CLFZ concept	Baseline:0 Total: 6 Uganda The parliament (a motion was adopted) India Cobble Stone Union Rajasthan All Barad Cobble traders and mine owner associations Child Right Protection Forum for Girl children, Campaign Against Sumangali Scheme, Mali No information available Zimbabwe No information available	SCL monitoring framework

Appendix 3: Results of survey among SCL partners

Summary of results digital surveys

In total 12 partners submitted a completed survey:

- SNEC, ALPHALOG and CAEB in Mali
- BWI, ICCO, SAVE in India. Manjari also submitted a survey 2 weeks after the deadline, it was not possible to incorporate these results anymore.
- CEFORD, UNATU, NACENT in Uganda
- ACLAZ, ZNCWC, ZIMTA in Zimbabwe
- ANDEN in Nicaragua.

Summary of open answers given:

What has been for your organization the added value to participate in the SCL Out of Work programme?

- In Zimbabwe and Uganda, the main added value is adoption of the CLFZ, which led to improvement of quality of the program.
- Several partners mentioned that the programme has brought them into contact with different stakeholders, NGOs or agents with specialized skills.
- Several partners indicated that the programme has improved the quality of education and working conditions of targeted workers.
- Contact and working with teachers has improved for several partners.

More specifically, what has been for your organisation the usefulness of the exchange visits organised by the SCL Out of Work programme?

- All partners indicated that the exchange visits were very helpful for exchanging experiences and reflect on lessons learned, develop new initiatives and ideas.
- Some partners indicated that the exchange visits contributed to improved implementation of CLFZ, diversifying their approach and optimizing results.

More specifically, what skills did you learn as a result of the involvement in the SCL Out of Work programme?

- Several partners indicated that they learned to monitor progress of the CLFZ through detailed mapping & data keeping. In addition, several partners indicated that they learned or improved their multi-stakeholder approach and got a better insight into the different actors involved and how to engage them. Other skills that were mentioned are:
- Increased knowledge about children rights (existing laws, how to involve civil society actors)
- Networking and alliance building
- Stakeholder analysis, statistics
- Community mobilizations, dialogue and engagement, coalition building
- Training and awareness raising (2x)
- Communication

More specifically, what has been for your organization the added value of being part of the broader SCL movement with partners world-wide?

- Most partners indicate that added value lies in being able to learn from other partners and share experiences. Several partners mentioned an improved M&E system, one partner indicated that access to institution memory on child labor concept has been an added value. In

addition, having access to global network and partners broadens the movement and supports the partners with getting new partners in their country.

What have you missed in the SCL Out of Work programme? Do you have recommendations for SCL to improve and strengthen its activities, both at national (in your own country) and at international level?

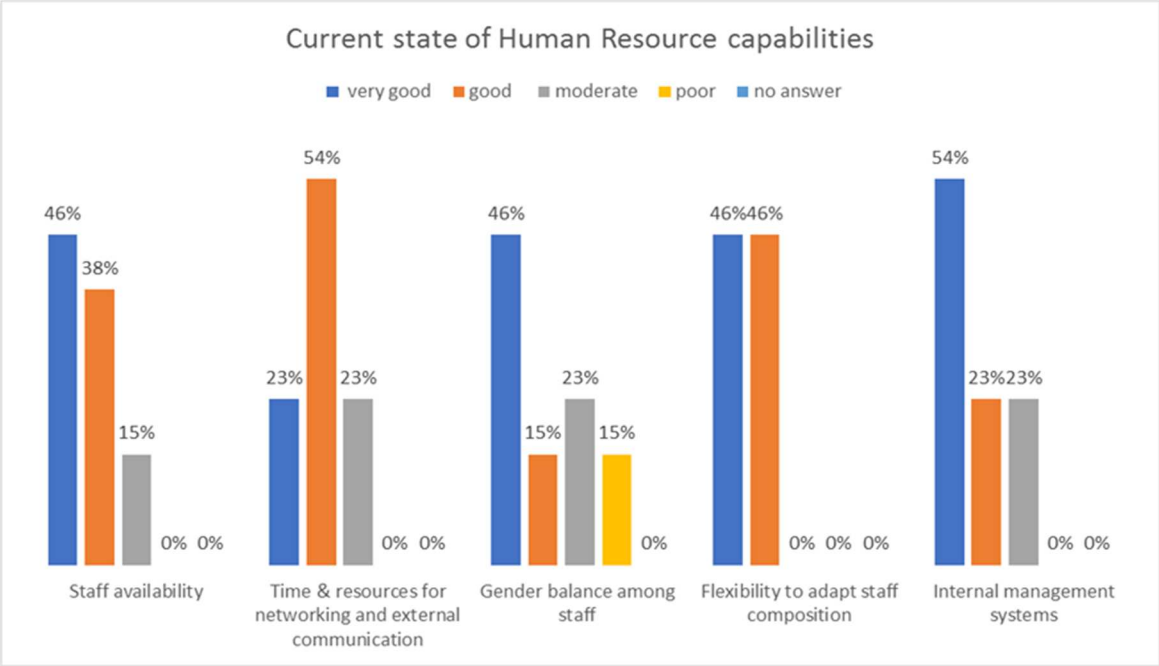
The responses varied greatly, below a summary is given:

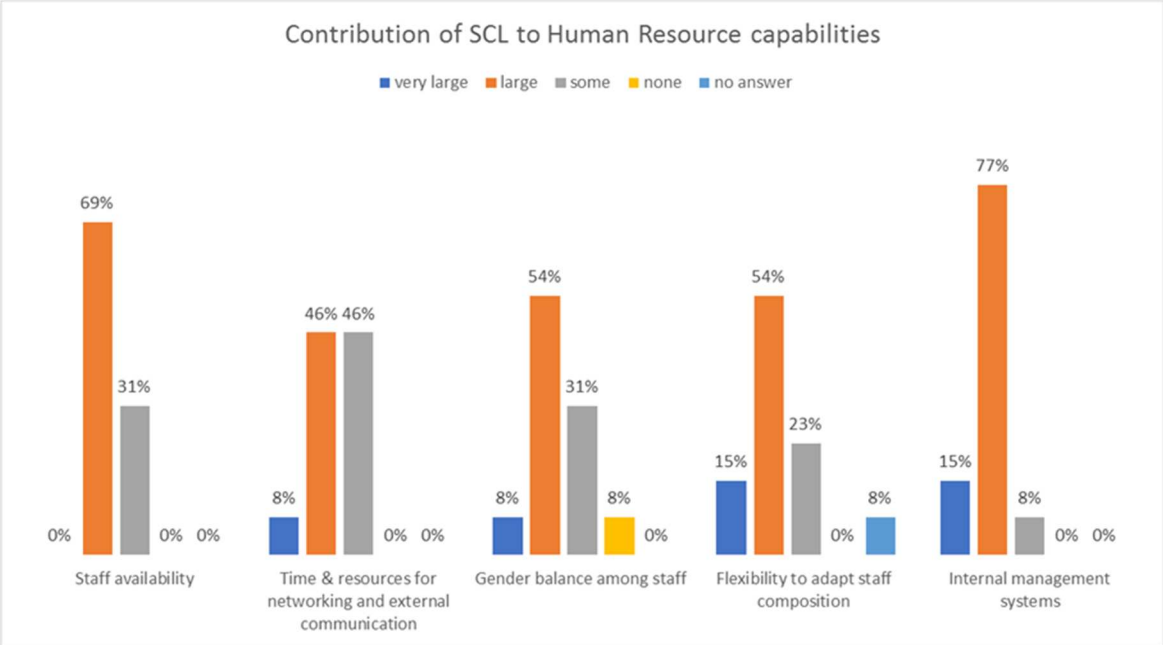
- More resources, which are provided in time
- Increase focus on improving working conditions of workers (India)
- Make capacity building part of the program
- Increase efforts to reach parents as individuals in CLFZ approach (Uganda)
- Incorporate sustainability factor into projects to ensure results are sustained after program exit.
- Develop a partnership with Unicef and ILO to scale up project impact (Zimbabwe)
- Provide different modules in digital format

What are your opinions about the area based approach towards reducing child labour? Does the approach of creating child labour free zones have an added value for your organization? To what extent have you been able to implement this approach in your own context?

All partners indicated that the approach leads to positive results. Several partners in India, Mali and Uganda have also been able or are trying to incorporate the approach into other projects. Two partners indicated that for successful implementation significant resources are needed. In addition, one partner indicates that this is not an approach that can be used on large scale (no further explanation is given), another partner indicates that the issue of equity has to be addressed as neighboring communities who are not part of the CLFZ can feel neglected and alienated.

Human resource capabilities

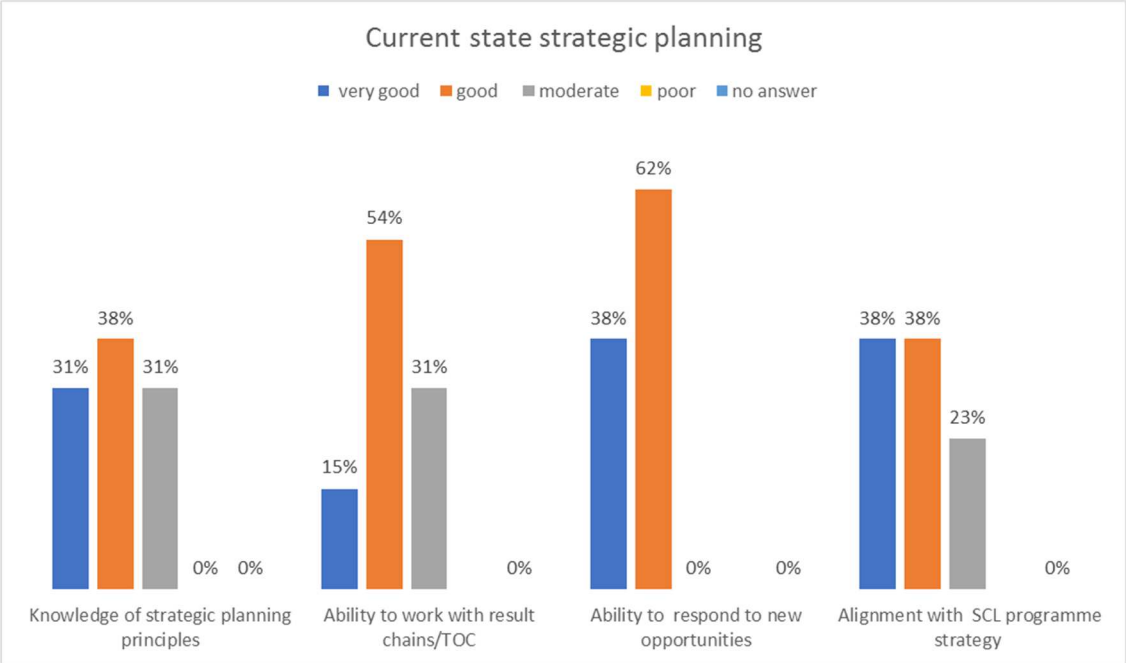


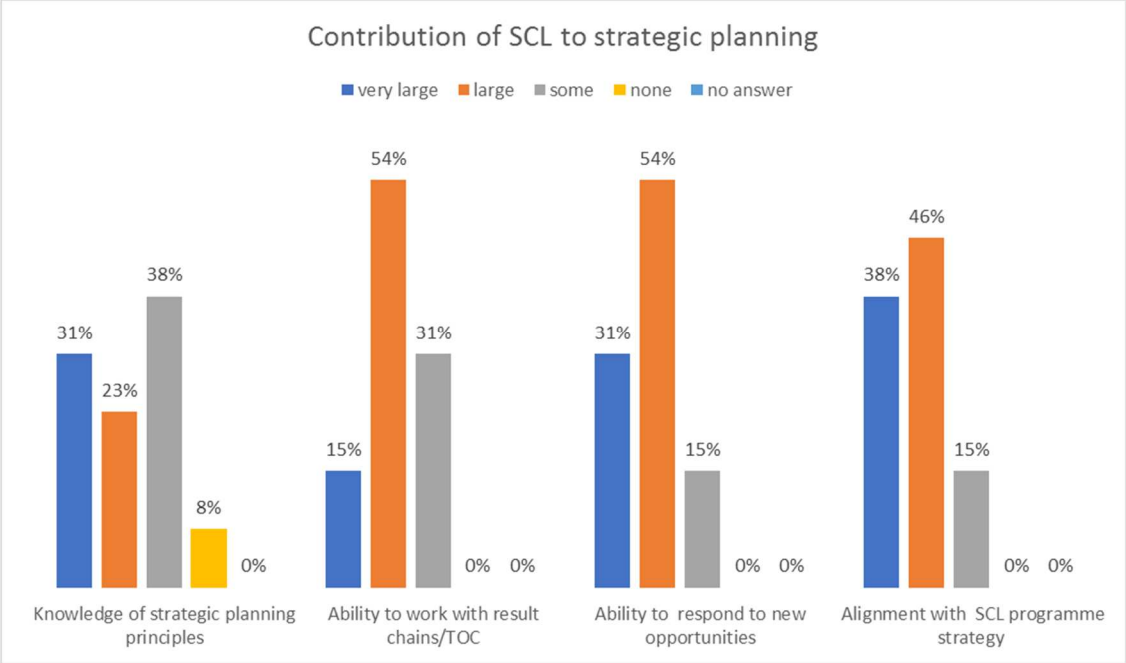


What is needed for further improvement41?

- Office equipment (computers, copier, telephones) (2x)
- Extra funding (4x), improved funds disbursement, capacity building on resource mobilization
- Exchange visits with other organizations (4x)
- Capacity building on gender, internal management(2x),advocacy on children rights, engagement with companies, ,
- Refresher trainings on SCL approach
- Reflection and review e.g. quarterly and semi-annual review of project to evaluate approach (2x)
- Strategic planning

41 From the Indian partners none indicated that any improvements are further needed.

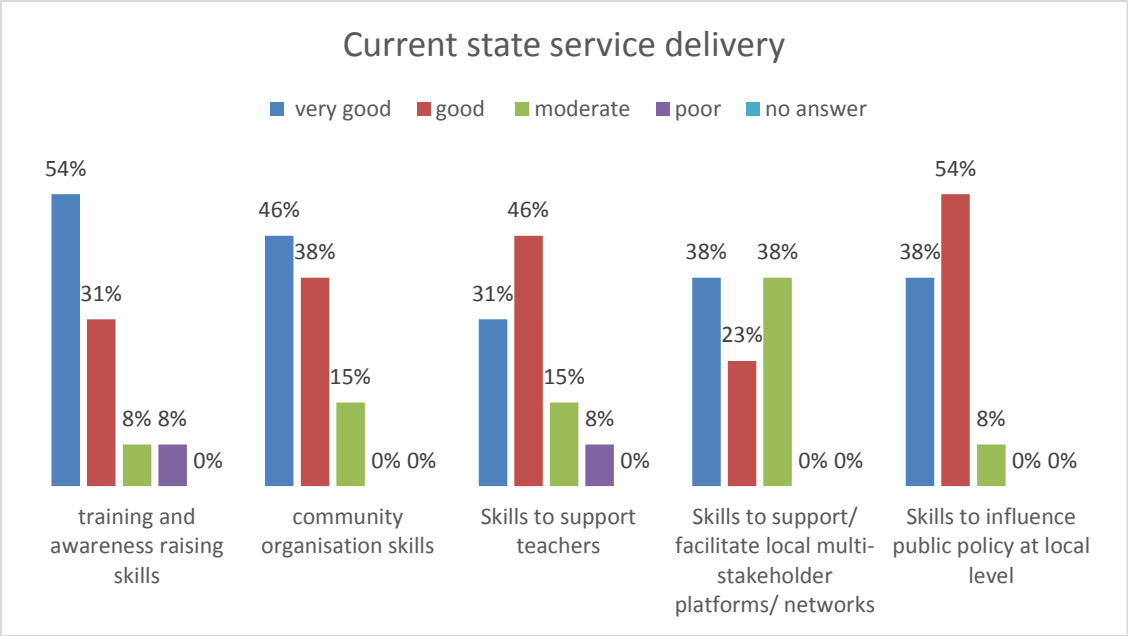


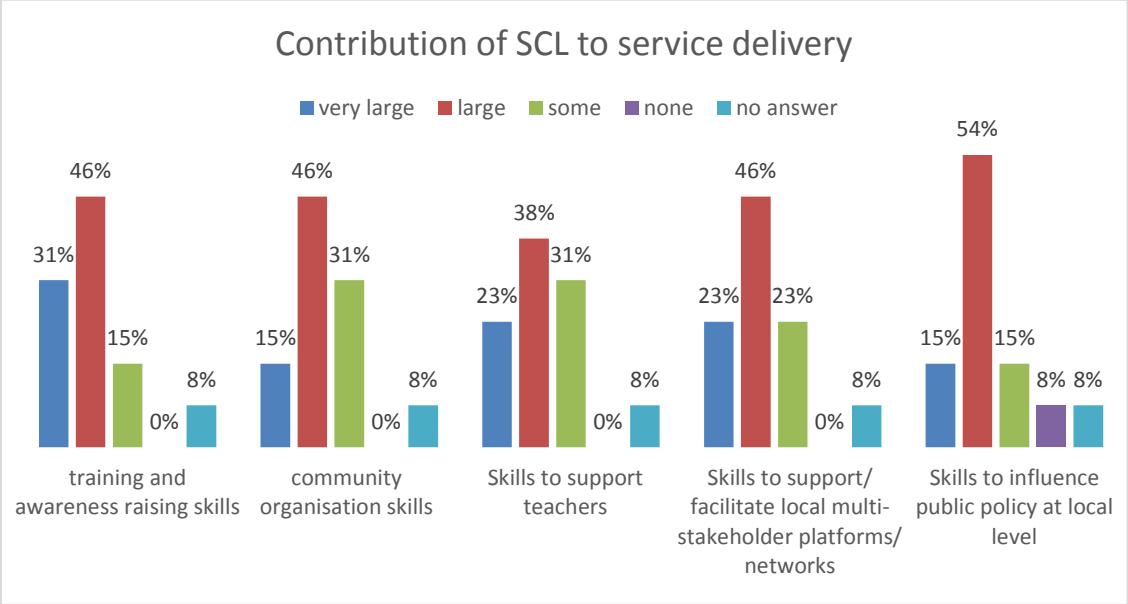


What is needed for further improvement?

- Extra funding (3x)
- Capacity building on strategic planning (3x), result chains/ ToC (2x), responding to new opportunities, on different players and how they can be reached in a (new) value chain (2x)
- Refresher training on M&E (2x), SCL approach
- Sustainability and exit strategy

Service delivery (1)

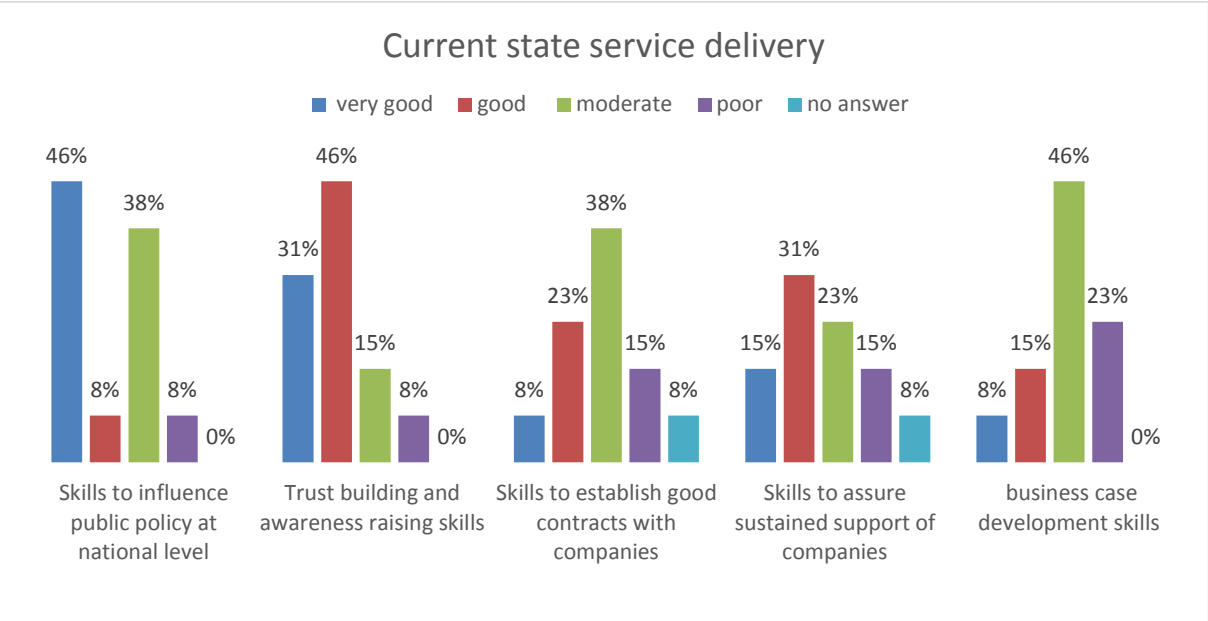


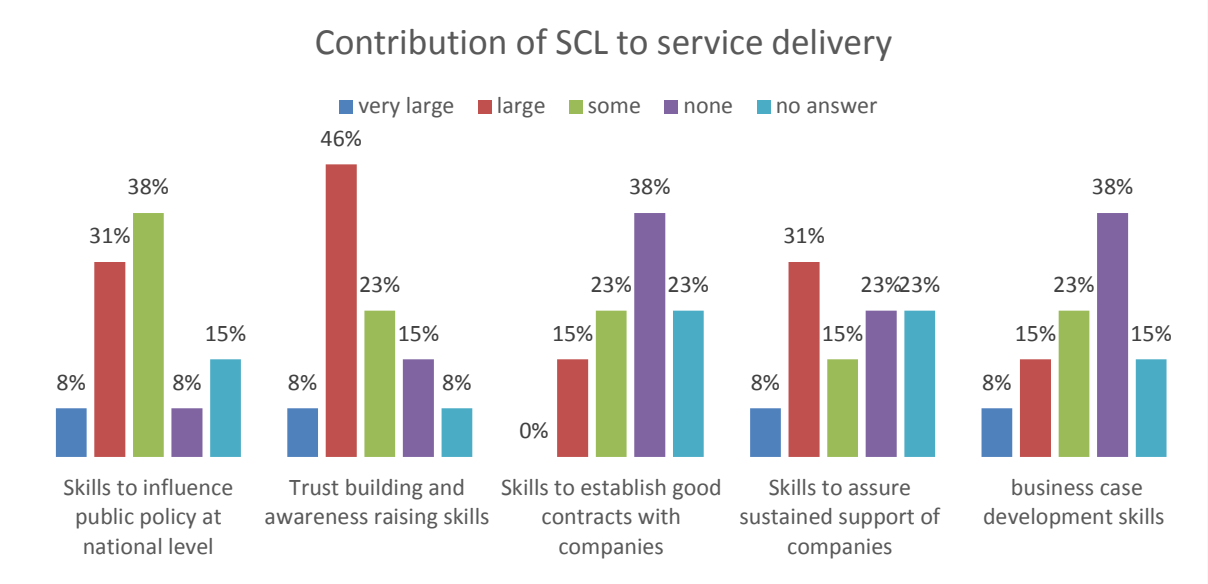


What skills are missing? (or what is needed for improvement)42?

- Dissemination of information in local language
- Improved communication
- Capacity building/refreshment for trainers/staff (e.g. on guiding and counseling teachers) (3x), capacity building for other players active in CLFZ, conceptualization and formulation of projects
- Development of awareness raising tools in local languages
- Funding
- Diversification of modules within the SCL approach and infographic on SCL
- Increase training sessions for children
- Service delivery (2)

42 In india and Uganda several partners indicated no skills are missing.

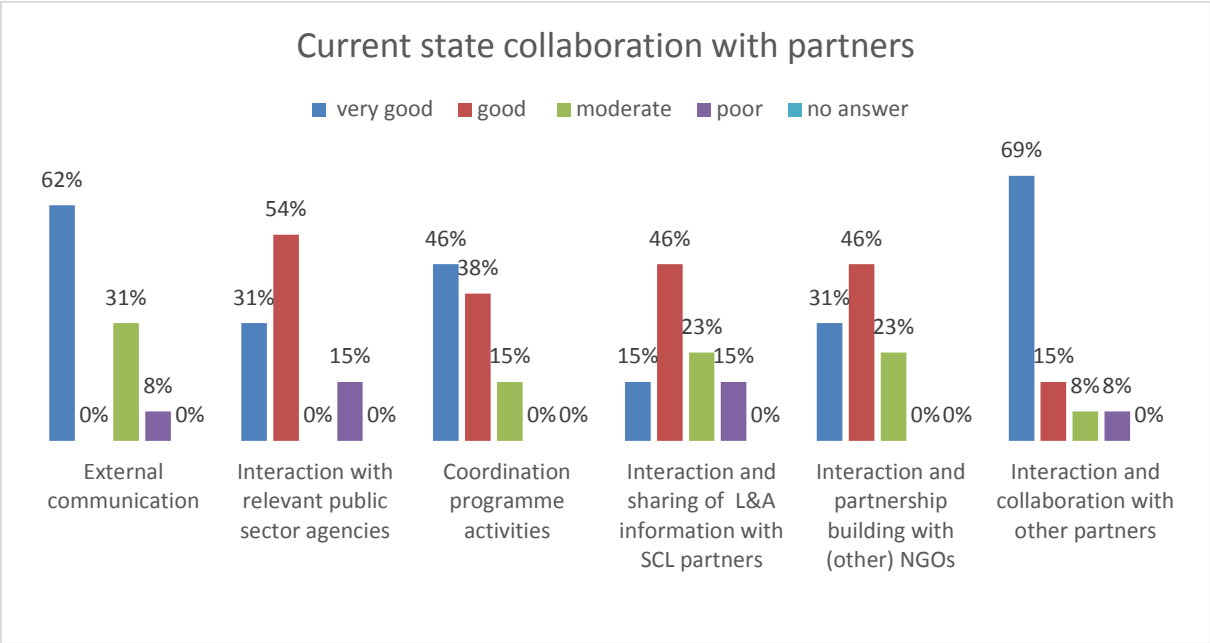


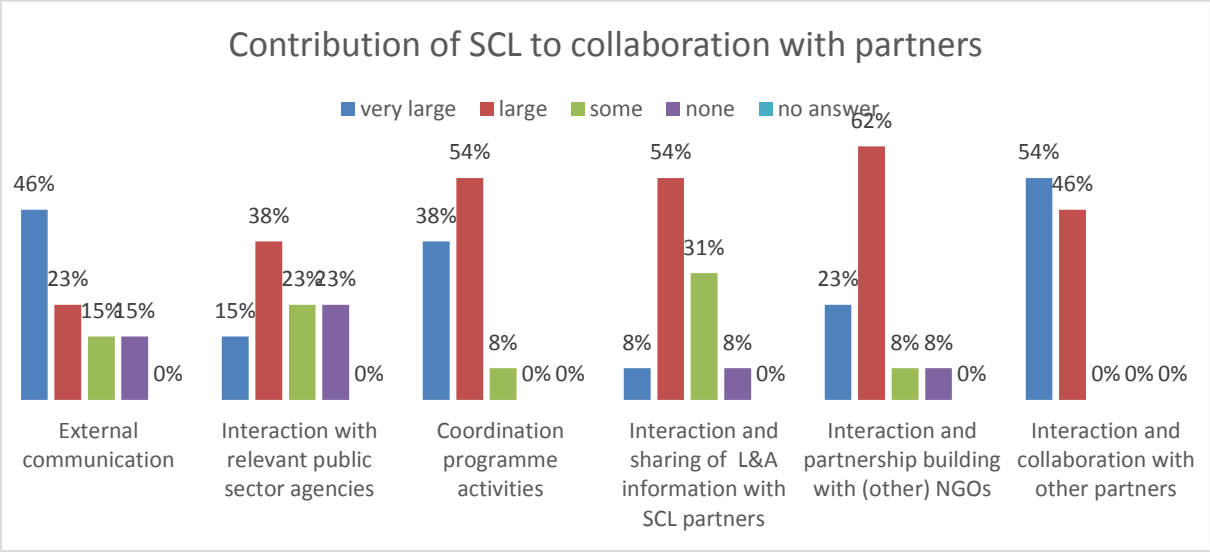


What skills are missing? (or what is needed for improvement)43

- Skills on contracting companies (2x)
- Lobbying and advocacy skills (mostly at national level) (3x)
- Business case development skills (2x)
- Trust building/ communication with companies (4x)
- Policy analysis skills
- Marketing and engagement skills
- Legal and technical skills
- Project proposal writing skills
- Income generation skills, or funding (2x)
- Development of modules on CSR (in Mali)
- Increase and support of platforms for advocacy at national level
- Increase and support platforms for information sharing and advocacy towards companies
- Collaboration with partners

43 Partners in India indicated no skills are missing.



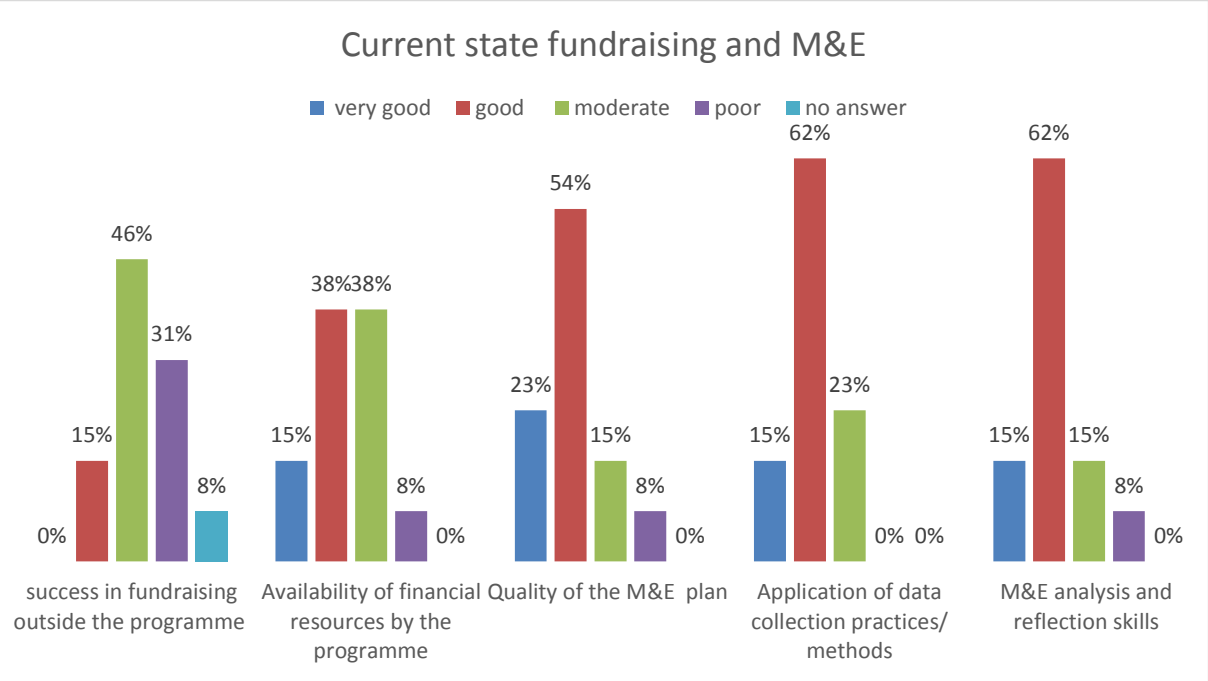


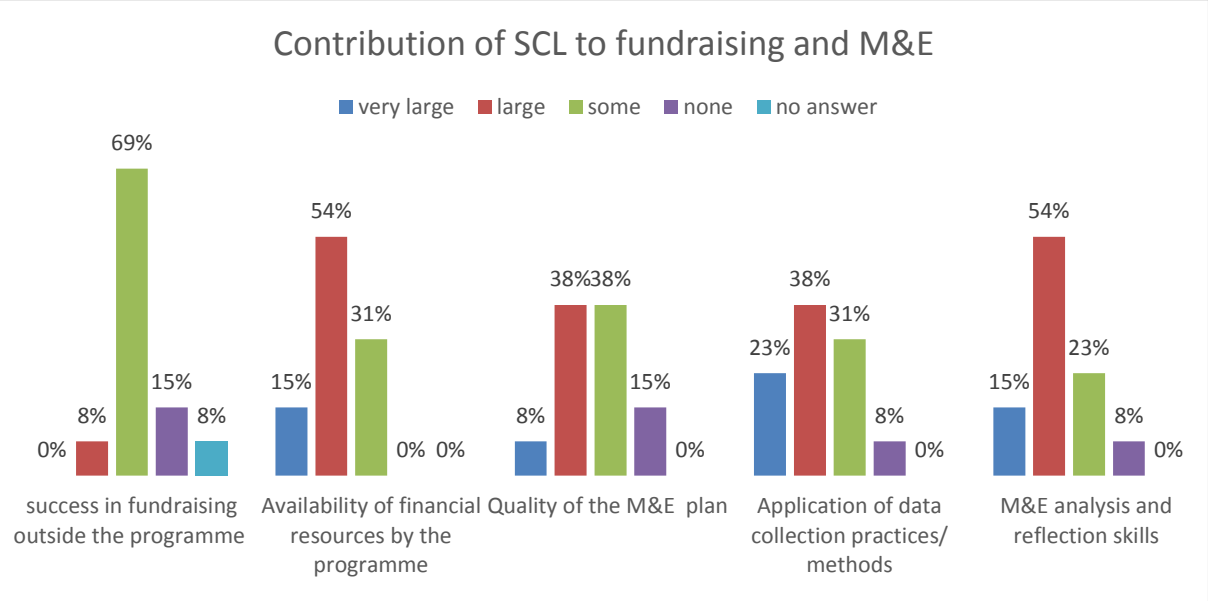
What is needed for further improvement?44

- Technical equipment (3x)
- Communication and translation of information in local languages
- Implementation of project at harvest time for timely intervention
- New partners
- Funding/resources (3x)
- Capacity building on communication techniques (2x), advocacy
- Systematic information, exchange visits with partners in country or partners from other countries (3x)
- More information on the situation of child labor in Mali
- Improved communication with NGOs working on child labor
- National platform for policy influencing
- Set up of a blog or website
- More lobby and advocacy

44 Several partners in India, Uganda and Zimbabwe indicated no improvement is necessary

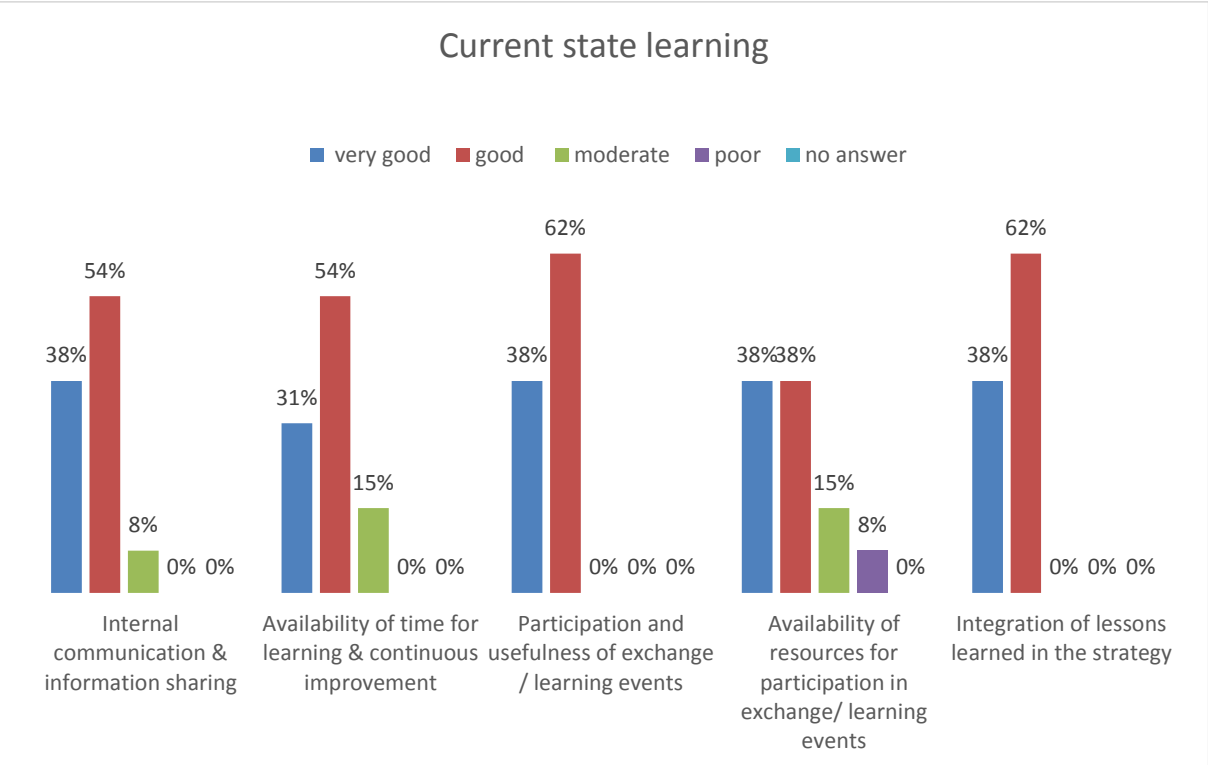
Fundraising and Monitoring and Evaluation (M&E)

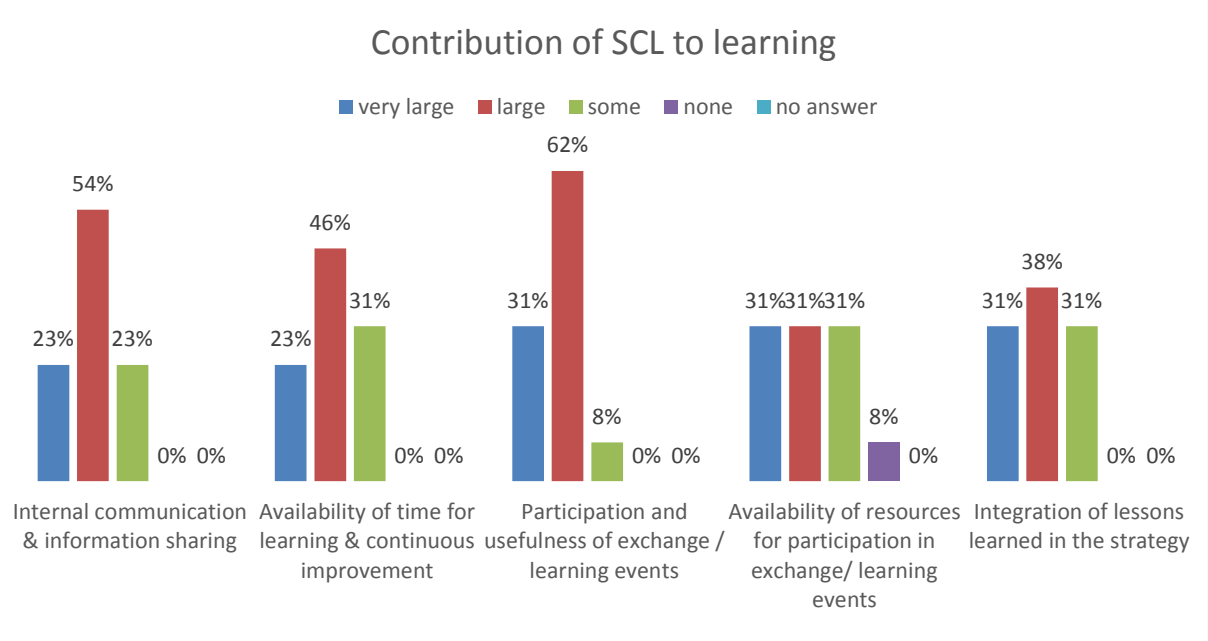




What is needed for further improvement?

- Capacity building on M&E, statistical research techniques, data analysis (8x)
- Capacity building on documenting good practices/ lessons learned
- Capacity building on fundraising (2x)
- Support organizations with setting up computerized database, software for monitoring (2x)
- Search for new partners
- Funding (4x)
- Introducing SCL partners to potential donors (2x)
- Encourage sharing and providing feedback on project proposals within the consortium (in the same country)
- Timely disbursement of allocated funds (1x)
- More M&E visits
- Learning





What is needed for further improvement?45

- Exchange events across countries (3x) and its funding (3x)
- Translation of material into Spanish
- Improved internal communication and network between internal and external actors
- Periodically evaluate the need for training of agents
- Periodic review of NGOs strategy based on lessons learned
- More time for learning, learning events planned half-way of the project not end.

45 Partners in India indicated no improvement is necessary

Appendix 4: Questionnaires and checklists

Section 1.1. At community / CLFZ level: community groups, parents, teachers, those that have direct contact with children that have worked in the 'sector'

See Section 2.1 for CLFZ community level
See Section 2.3 for interviews with supporting organisations.

Section 1.2. Producer organisations / companies / trade unions (at producer level)

Organisation:
Village / community to which work is related:
Supply chain:
Person (name):
Function:
Date:
Subject
1. Story of most significance change [open question] can you describe in brief what has bene the process of change within your organisation / company about the changed attitudes towards child labour and child labour free zones during the last years?
2. Perceptions within your organization on benefits of working with CLFZ [open question] What are for your organisation the main benefits of working with communities where children do not work but go to school? What have you learned during the last years about these benefits? Why is this good for your company? [open question] What is the specific advantage of child labour free zone (as compared to only working with child labour free supply chain?) More specifically, what are for your company the main benefits of children going out of work and into school? Probe (see also checklist of benefits below): Higher productivity? Higher wages? Less casualties in the work? Better incomes? … Are there also any negative effects of working with CLFZs? Probe: Lower productivity? Less family incomes? … In the above listed benefits of CLFZs, can you make a distinction between 'quick wins' and 'late wins'? Is it a problem that the benefits of working in CLFZs are mainly apparent in the longer term? If yes, how could benefits in the short term be stimulated? If you would promote working with CLFZs to another company, how would you do that? What benefits would you mention?
3. Services received [open question] What are the activities, information or events that made your organisation / company change your opinion about child labour and CLFZs? More specifically, which of the following activities have influenced your opinions: Lobby and advocacy on your organisation Communication about success stories in other CLFZs Government pressure Pressure from buyers or customers

Pressure from mother / international companies Other … Which of the above activities were provided by the 'Out of Work' programme? What has been the contribution of this programme to the change of your opinions? Are you convinced about the benefits of working with CLFZs? If not, what would be required to be convinced?
4. Services provided What have been the services provided by your company to the CLFZ? More specifically, what support activities were provided? Make a distinction between: Support activities to communities and families Support activities to community groups? Support activities to schools and teachers? Support activities on income generation for families? Other … Which of the above activities will be provided in the coming years? Which of the above activities will not anymore be provided in the coming years?
5. Perceptions on the social norm [open question] In your company, has a social norm been firmly established, that in the communities of employees / workers children should not work but go to school? More specifically, in the community/ies you have worked (please also provide examples): what measures does your company take to assure that children will go to school? what measures does your company take to support CLFZs to realise their norm of children going to school? what measures does your company take if employers within your company do not respect the norm of no child labour? what measures does your company take if a family has very low incomes and for that reason would be inclined to send its children to work? what measures does your company take to promote the concept of CLFZs and the community norm of children going to school? what measures does your company take to stimulate government agencies about the community norm of children going to school? What does your company community do if the government does not support this norm?
6. Perceptions on sustainability of the achieved results In your company, will there be constraints in the coming years to sustain the norm of 'children should not work but go to school'? If yes, what will be done to sustain this norm in the coming years? In the community/ies you have worked with, do you think they will be able to sustain the positive changes? If not, how could your company provide support to overcome the constraints?
7. Mainstreaming in your own company In your own company, is the concept of working in CLFZs applied (mainstreamed) through the whole company? Is it being applied in all supply chains and countries where the company operates? Has the concept of working in CLFZs been promoted within the company, to be adopted in all other supply chains? If yes, how has this promotion taken place? What has been used as the (most) convincing evidence? What measures have you taken to assure that third party suppliers to your company also adhere to the norm of 'children do not work but go to school'? Has your company taken measures to build up capacities on working with CLFZs? If yes, what capacities have been developed? Are there still capacities missing or in need of strengthening to work with CLFZs?
8. Perceptions on upscaling effects Are there other companies in the sector you are working that have requested information about the concept of CLFZ in their supply chains?

Do you think that the concept of CLFZs can also be mainstreamed in existing certification standards in the sector/s you are working? Have you promoted the concept of CLFZs? Or would you be willing to do so? What support would you need to do so? Does your company collaborate with government agencies? Do they understand what should be done to assure that children go to school? Would you be willing to promote the concept of CLFZ to government agencies?

Section 1.3. Other relevant supply chain actors: in the country, including those that have been in contact with these actors, relevant government bodies and international companies

Organisation:
Supply chain:
Relations with producer companies or suppliers:
Person (name):
Function:
Date:
Subject
1. Story of most significance change [open question] can you describe in brief what has bene the process of change within your organisation / company about the changed attitudes towards child labour and child labour free zones during the last years?
2. Perceptions within your organization on benefits of working with CLFZ [open question] What are for your organisation the main benefits of working with suppliers where children do not work but go to school? What have you learned during the last years about these benefits? Why is this good for your company? [open question] What is the specific advantage of child labour free zone (as compared to only working with child labour free supply chain?) More specifically, what are for your company the main benefits of working with suppliers that adhere to children going out of work and into school? Probe (see also checklist of benefits below): Reputation? Risk aversion? Access to markets? Consumer demand? … If you would promote working with CLFZs to another company, how would you do that? What benefits would you mention?
3. Services received [open question] What are the activities, information or events that made your organisation / company change your opinion about child labour and CLFZs? More specifically, which of the following activities have influenced your opinions: Lobby and advocacy on your organisation Communication about success stories in other CLFZs Government pressure Pressure from buyers or customers Pressure from mother / international companies Other … Which of the above activities were provided by the 'Out of Work' programme? What has been the contribution of this programme to the change of your opinions? Are you convinced about the benefits of working with CLFZs? If not, what would be required to be convinced?

4. Services provided What have been the services provided by your company to the CLFZ? More specifically, what support activities were provided? Make a distinction between: Support activities to communities and families Support activities to community groups? Support activities to schools and teachers? Support activities on income generation for families? Other … Which of the above activities will be provided in the coming years? Which of the above activities will not anymore be provided in the coming years?
5. Mainstreaming in your own company In your own company, is the concept of working in CLFZs applied (mainstreamed) through the whole company? Is it being applied in all supply chains and countries where the company operates? Has the concept of working in CLFZs been promoted within the company, to be adopted in all other supply chains? If yes, how has this promotion taken place? What has been used as the (most) convincing evidence? Has your company taken measures to build up capacities on working with CLFZs? If yes, what capacities have been developed? Are there still capacities missing or in need of strengthening to work with CLFZs?
6. Perceptions on upscaling effects Are there other companies in the sector you are working that have requested information about the concept of CLFZ in their supply chains? Do you think that the concept of CLFZs can also be mainstreamed in existing certification standards in the sector/s you are working? Have you promoted the concept of CLFZs? Or would you be willing to do so? What support would you need to do so? Does your company collaborate with government agencies? Do they understand what should be done to assure that children go to school? Would you be willing to promote the concept of CLFZ to government agencies?

Checklist of potential benefits of CLFZs for companies

Early-benefit	Specific benefits
Operational efficiency and risk management	Cost reduction Improved productivity of operations Improved quality of products Reduced operational risks
Social benefits	Improved working conditions & worker benefits Employee satisfaction & retention Less casualties
Supply chain risk management	Reduced risks in supply chains Enhanced supply security (volume, quality)
Market access or reward	Enhanced reputation Enables to differentiate from other brands or companies Client retention New clients Additional cash premium or higher prices
Trading relationships	More favourable trading relationships (e.g. stability, volumes, payment terms)
Access to finance	Improved investor communications

	(More favourable) access to finance
NGO & donor relationships	Civil society communication and dialogue Partnership building Networking / business opportunities
Access to knowledge and support	Access to information Access to capacity building Access to inputs Access to innovation
Sector coordination	Sector transparency Sector-wide dialogue and agreement on sustainability Pre-competitive space to discuss sector issues (e.g. living wage)
Policy influence	(joint) Policy dialogue (joint) Lobby and advocacy

Section 2 Checklist for FGDs and interviews in the CLFZs

Section 2.1. Focus Group Discussions – main subjects

Village / community:
Type of group:
Focus group members (names):
Date:
Subject
1. Main changes over last 2-3 years What were the main sources / employers of child labour? What have been the main changes in relation to child labour? Positive and negative? What has caused these changes? What were the main problems in relation to children's education? What have been the main changes in relation to schools, teachers and children's education? Positive and negative? What has caused these changes? What were the main sources of employment and income? What have been the main changes in terms of incomes and employment? Positive and negative? What has caused these changes? Were there many families who found labour outside the community? What have been the main changes? What has caused these changes? Were there many families migrating to the community? What have been the main changes? What has caused these changes? What have been the main changes in terms of community cohesion? Positive and negative? What has caused these changes?
2. Interventions that took place by the programme – if not already mentioned above (specify relevance for a community or teacher group) What support activities did communities and families receive during the last 2-3 years, and what was the level of appreciation? Options are: Training, specify what type Inventory / research on child labour, specify how this was done Awareness / communication events on child labour, specify what type (options are: radio, film, theatre, sports, arts, …) … What groups were supported or newly created in the community? Existing groups, e.g. church-based groups, women's groups, … Newly formed groups … What support did these community groups receive in relation to child labour and education? Training on how to monitor child labour Information of how to address families with child labour … What support activities did schools and teachers receive during the last 2-3 years, and what was the level of appreciation? Options are: Improving access to schools, specify how (options are: improved roads, transport, improved safety, …) Starting up non-formal education in or near the community, working with volunteers Making schools more affordable, specify how (options are: school fees, school materials, school lunches, …) Making schools a safer place, specify how (options are: classroom quality, water & sanitation, …) Teacher training and motivation, specify what type (options are: child-centred communication to parents, inclusive education, special care for specific children, ….) Bridge schooling activities for those who transition from work to school … What support activities were provided to support income generation for families? Options are:

More productive farming More effective marketing Negotiations on higher wages Collective savings ….
3. Perceptions on the social norm What measures do families take to assure that their own children will go to school? Provide a real case example. What measures do families take to assure that children of other families will go to school? Provide a real case example. What measures are taken if a family in the community does not comply with the norm of children going to school? Provide a real case example. What measures are taken if a family has very low incomes and for that reason would be inclined to send its children to work? Provide a real case example. What measures are taken by the community to inform potential employers about the community norm of children going to school? What does the community do if an employer does not respect this norm? Provide a real case example. What measures are taken by the community to inform government agencies about the community norm of children going to school? What does the community do if the government does not support this norm? Provide a real case example.
4. Influence of migration Does it occur that parents find employment outside the community? Does it cause a problem for their children going to school? If parents are absent because of labour outside the community, what is done to assure that their children will go to school? Does it occur that new families arrive in the community? Is it a problem for them to comply with the social norm of children going to school? If new families arrive in the community, what is done to inform them on the social norm of children going to school?
5. Relation to internal factors Probe in above questions for the underlying causes of the perceived changes and measures being taken. Causes can be related to: Changes in community cohesion Changes in perception and knowledge Changes in economic opportunities Changes in informal rules Changes in formal legislation …
6. Perceptions on sustainability of the achieved results What will be the situation if the community does not anymore receive programme support in the coming years? What are the main constraints for the community to sustain the positive changes? What will be done to overcome these constraints?
7. Perceptions on upscaling and copying effects Are there other communities that are copying or adopting the measures taken in this community to ensure that all children go to school? Are there other communities that request or inform themselves on how that could be done? Are there indications that potential employers understand what should be done to assure that children go to school? Are there indications that they will apply this understanding in other communities? Are there indications that government agencies understand what should be done to assure that children go to school? Are there indications that they apply this understanding in their administrative region?

Section 2.2 Individual interviews with all participants to FGD

	Questions	Code	Code List
1	For your family, how has income changed over the last 2-3 years?		1=improved 2=not changed 3=decreased 4=do not know
2	For your family, how have income opportunities changed over the last 2-3 years?		As above
3	How has wellbeing of your children changed over the last 2-3 years?		As above
4	How has access to education for your children changed over the last 2-3 years?		As above
5	How has the quality of education for your children changed over the last 2-3 years?		As above
6	How has the cost of education for your children changed over the last 2-3 years?		As above
7	How has social cohesion in your community changed over the last 2-3 years?		As above
8	How does overall wellbeing in your community compare with surrounding communities?		1=better 2=the same 3=worse 4=do not know
9	How does wellbeing of children in your community compare with surrounding communities?		As above
10	How does the quality of education in your community compare with surrounding communities?		As above
11	How does social cohesion in your community compare with surrounding communities?		As above
12	What would you do if someone in the community does not comply with the norm of sending its children to school?		1=inform the parent that this is not good 2=inform the community committee 3=inform the teacher 4=inform the community leader 5=do nothing 6= otherwise: XXX
13	What would you do if you know that a producer working in the area does not comply with the regulations of child labour?		As above
14	Does the community need support from external organisations to assure that the norm of children going to school will be respected?		1=no, we can manage in the community 2=yes, we need support by government 3=yes, we need support by labour union or NGOs 4= yes, we need support by others 5=do not know

Section 2.3 Individual interviews with community leaders

For individual interviews, also use the checklist of the FGDs Section 2.1.
In addition, some additional subjects will be discussed.

Village / community:
Person (name):
Function:
Date:
Subject
All subjects of Checklist 2.1
8. Comparison with surrounding communities How does overall wellbeing in your community compare with surrounding communities? How does wellbeing of children in your community compare with surrounding communities? How does the quality of education in your community compare with surrounding communities? How does social cohesion in your community compare with surrounding communities?
9. Relation to external factors What are factors outside the community that have contributed to the success of being a CLFZ? Options are: Economic factors, for instance better employment opportunities in the community, or better accessibility Institutional or legal factors: better legislation, involvement in multi-stakeholder platform, … Personal factors: good relations with NGOs, labour unions or government agencies, …

Section 2.4 Individual interviews with stakeholders

Individual interviews need to be done with the organisations supporting the CLFZ, being NGOs, labour unions, CBOs and/or government agencies. For the interviews, we use the following checklist. In addition, some additional subjects will be discussed.

The following are the most relevant questions.

Organisation:
Village / community to which work is related:
Person (name):
Function:
Date:
Subject
1. Services delivered [open question] What were the most important services that your organisation has delivered to the CLFZ community in the past 2-3 years? More specifically, what support activities were provided? Make a distinction between: Support activities to communities and families Support activities to community groups? Support activities to schools and teachers? Support activities on income generation for families? Other … Which of the above activities will still be provided in the coming years?

Which of the above activities are not any more needed in the coming years?
2. Main changes over last 2-3 years In the community/ies you have worked, what have been the main changes in relation to child labour? Positive and negative? What has caused these changes? In the community/ies you have worked, what have been the main changes in relation to schools, teachers and children's education? Positive and negative? What has caused these changes? In the community/ies you have worked, what have been the main changes in terms of incomes and employment? Positive and negative? What has caused these changes? In the community/ies you have worked, what have been the main changes in terms of community cohesion? Positive and negative? What has caused these changes? In the community/ies you have worked, what are changes that you had not expected to take place? Positive and negative? What has caused these changes?
3. Perceptions on the social norm [open question] In the community/ies you have worked, has a social norm been firmly established, that children should not work but go to school? More specifically, in the community/ies you have worked (please also provide examples): what measures do families take to assure that their own children will go to school? what measures do families take to assure that children of other families will go to school? what measures are taken if a family in the community does not comply with the norm of children going to school? what measures are taken if a family has very low incomes and for that reason would be inclined to send its children to work? what measures are taken by the community to inform potential employers about the community norm of children going to school? What does the community do if an employer does not respect this norm? what measures are taken by the community to inform government agencies about the community norm of children going to school? What does the community do if the government does not support this norm?
4. Influence of migration In the community/ies you have worked, if parents are absent because of labour outside the community, what would you advise families to do to assure that their children will go to school? In the community/ies you have worked, if new families arrive in the community, what would you advise to assure that the social norm of children going to school is adhered to?
5. Relation to internal factors In the community/ies you have worked, what are internal factors that have contributed to the establishment of the CLFZ: Changes in community cohesion Changes in perception and knowledge Changes in economic opportunities Changes in informal rules Changes in formal legislation …
6. Perceptions on sustainability of the achieved results In the community/ies you have worked, what will be the situation if the community does not anymore receive programme support in the coming years? In the community/ies you have worked, what are the main constraints for the community to sustain the positive changes? What will be done to overcome these constraints?
7. Perceptions on upscaling and copying effects Are there other communities that are copying or adopting the measures taken in the communities where you have worked, to ensure that all children go to school? Are there other communities that request support from your organisation, in order to become a CLFZ? Are there potential employers that request from your organisation, in order to support or work with a CLFZ? Are there indications that they will apply this understanding in other communities?

Does your organisation collaborate with government agencies? Do they understand what should be done to assure that children go to school? Are there indications that they apply this understanding in their administrative region?
8. Relation to external factors What are factors outside the community that have contributed to the success of this CLFZ? Options are: Economic factors, for instance better employment opportunities in the community, or better accessibility Institutional or legal factors: better legislation, involvement in multi-stakeholder platform, … Personal factors: good relations with NGOs, labour unions or government agencies, …

Section 3: Checklist of interviews on lobby & advocacy work

Section 3.1 Checklist interviews coalition partners on L&A

NB Questions will focus upon selected value chains

Main interventions / activities by the programme: Those oriented at companies, at public policies, at different levels Who has done what? Are tasks differentiated? How is the collaboration in the coalition? How is the collaboration with the coalition partners? How were the L&A activities prepared? How were they coordinated? How is external communication organised? Are you satisfied by the quality of external communication? What have been the main constraints in executing the activities? How were these overcome (or not)?
Successes and success factors Description of the success Contribution to the success by the programme (refer to activities mentioned above)? What has created most leverage (activity, event, communication, …)? Could the partners also have achieved these successes by themselves / alone? explain How has the external context changed over the last 2.5 years influencing the potentials for L&A work? Options are: Legal context Public opinion Financial resources …
Main added value What is the main added value of the coalition? Options could be: The credibility of the work on CLFZs The broad coalition and related network .. How could the added value of further strengthened? Do you collaborate with or refer to certification standards in conducting L&A activities?
Lessons learned List the main lessons learned over the last 2.5 years What would you have done otherwise, if possible? Is L&A work on child labour expected to be more successful in coming years?
Unintended effects What has been unexpected spin-off from the work done by the coalition? For example in relation to requests or feed-back from companies, governments, request for services, …

Section 3.2 Checklist interviews relevant stakeholders on L&A activities by the program

Organisation:
Supply chain:
Relations with producer companies or suppliers:
Person (name):
Function:
Date:
Subject
1. Story of significance change and added value [open question] can you describe in brief what has been the process of change within yourself or your organisation about the changed attitudes towards child labour and child labour free zones during the last years? [open question] What has been the contribution to this change by the Stop Child Labour coalition partners? More specifically, what has been their added value? [open question] Do you have any advice to the Stop Child Labour Coalition, in terms of lessons, scope for improvement, things to refrain, …
2. Benefits of working with CLFZ [open question] What are according to you the main benefits of communities where children do not work but go to school? Why is this good for companies in the supply chains? [open question] What is the specific advantage of child labour free zone (as compared to only working with child labour free supply chain?) What has been unexpected spin-off from the work done by the Stop Child Labour Coalition?
3. Services received [open question] What are the activities, information or events that made yourself / your organisation change your opinion about child labour and CLFZs? More specifically, which of the following activities have influenced your opinions: Lobby and advocacy on your organisation Communication about success stories in other CLFZs Government pressure Pressure from buyers or customers Other … Which of the above activities were provided by the 'Out of Work' programme? What has been the contribution of this programme to the change of your opinions? Are you convinced about the benefits of working with CLFZs? If not, what would be required to be convinced?
4. Mainstreaming and upscaling [open question] What would be further required to scale up the concept of working in CLFZs? Do you have concrete suggestions? Have other countries / companies / supply chains requested for information in order to mainstream the concept of CLFZs? In your own organisation, how is the concept of working in CLFZs being mainstreamed? Is it being applied in all supply chains and countries where the policy is applicable? Has the concept of working in CLFZs been promoted by yourself or your organisation? What has been used as the (most) convincing evidence? Do you think that the concept of CLFZs can also be mainstreamed in existing certification standards in the sector/s you are working?

Appendix 5: Partner digital survey format

OPEN QUESTIONS				
	1. What are the skills that you have especially learned as a result of the involvement in the SCL Out of Work programme during the last 2.5 years?	Response:		
	2. What has been according to you the usefulness of the exchange visits organised by the SCL Out of Work programme?	Response:		
TABULAR PART				
	legend for response on current state		legend for response on contribution	
	There is strong evidence / no complaints / very good quality =	Very strong	None	
	There is evidence / few complaints / good quality =	Strong	Some	
	There is weak evidence / some complaints / moderate quality =	Maybe / moderate	Large	
	There is no evidence / several complaints / poor quality =	No / poor	Very large	
Capability	Statement	Current state at organisation level	What has been the contribution of the SCL Out of Work Programme resources and related activities during the last 2.5 years to the current state of	What is further need for improvement on this capability: please mention specific remaining needs or subjects

			capabilities in the organisation?	
Human resources and systems	We have sufficient staff available with necessary expertise to carry out the work for the SCL Out of Work programme			
	We have sufficient staff available for M&E activities as required by the SCL Out of Work programme			
	We have sufficient time and resources for networking and external communication			
	We have a good gender balance in staffing			
	We are flexible enough to adapt our staff composition to new priorities of the SCL Out of Work program			
	Our internal management systems are in place and work well			
Strategic planning	We have sufficient knowledge of strategic planning principles			
	We can work with result chains (and theory of changes)			
	We have the ability to quickly respond to new opportunities, for instance in relation to policy changes or initiatives by companies			
	We align with the overall strategy of the SCL Out of Work programme			
Service delivery	We have adequate skills to provide the following services for developing CLFZs: 1. training and awareness raising 2. community organisation 3. supporting school teachers	1. 2. 3.		what are missing skills for developing CLFZs?
	We have the skills to support/ facilitate local multi-stakeholder platforms / networks that deal with child labour issues			what are missing skills for supporting stakeholder platforms?

	We have the skills to influence public policy: 1. at local level 2. at national level	 1. 2.		what are missing skills for lobbying policy makers?
	We have the skills to facilitate linkages with companies: 1. building trust and creating awareness 2. establishing good contracts 3. assuring their sustained support to CLFZs	 1. 2. 3.		what are missing skills for linkages with companies?
	We have the skills to develop the business case for companies involvement in CLFZs			
Collaboration with partners	We are good in external communication (internet, social media, publications, etc.)			
	We are good in interacting with relevant public sector agencies			
	The activities of the SCL Out of Work programme in this country are well coordinated			
	There is a good interaction and share of information with SCL partners that are involved in the lobby and advocacy activities relevant to our work (e.g. working on relevant policies in the Netherlands or the EU)			
	There is a good coordination structure on child labour initiatives in this country			
	We are good in interacting with (other) NGOs and building partnerships with them			
	There is an effective collaboration with the partners of the SCL Out of Work programme			
Fund raising	We are successful in fundraising outside the SCL Out of Work programme and its coalition partners			
	The available financial resources by the SCL Out of Work programme and its partners match our ambitions			
Monitoring and	We have a good M&E plan			
	We apply good data collection practices / methods			

evaluation (M&E)	We have the skills to analyse and draw lessons from M&E data			
Learning	There is good internal communication and sharing of information in the programme			
	We have sufficient time available for learning and continuous improvement within the organisation			
	Participation in exchange / learning events within the SCL Out of Work programme has been useful			
	Participation in exchange / learning events outside the SCL Out of Work programme has been useful			
	We have sufficient resources available for participation in exchange / learning events			
	Learning is high on the agenda and lessons learned are integrated in new strategies within our organisation			